

# REVUE HISTORIQUE

Paraissant tous les deux mois

SOUS LA DIRECTION DE

GABRIEL MONOD ET CHARLES BÉMONT.

*Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.*

*Cicéron, de Orat., II, 15.*

**TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE.**

---

**TOME QUATRE-VINGT-QUINZIÈME**

**Septembre-Décembre 1907.**

---

PARIS

**FÉLIX ALCAN, Éditeur**

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN

1907

60: 848

H  
R 3282

v. 95

D

1

. R6

t. 95

1907



**REVUE**  
**HISTORIQUE**



## L'ÉGLISE ET LA SOCIÉTÉ CATHARES

(Suite<sup>1</sup>.)

---

La seconde des accusations lancées contre les *parfaits*, l'accusation d'impureté, est autrement grave que celle d'avarice et mérite plus d'attention. Elle est appuyée d'ailleurs, il faut le reconnaître, de preuves qui peuvent à la rigueur être considérées comme à peu près spécieuses. Il faut le dire aussi, c'est jusqu'à un certain point les sectaires eux-mêmes qui semblent l'avoir provoquée. L'origine première s'en trouve, en effet, sans doute possible, dans la condamnation prononcée par eux contre le mariage et où leurs adversaires ont prétendu voir comme une sanction de la plus complète licence. Mais que faut-il penser au juste de la condamnation dont il s'agit, condamnation bien connue et expresse, au moins en principe? Quoi qu'on ait fait, il semble, pour embrouiller la question, il est une chose qui permet d'y rétablir la clarté. C'est cette distinction, radicale suivant les habitudes cathares, dont l'existence a été constatée entre les deux fractions de l'ensemble religieux formé par les hérétiques, entre les *parfaits* et les *croyants*, ceux-ci demeurant engagés dans le monde, soumis à toutes ses obligations, déférant, si l'on veut, à tous ses préjugés. Si bien qu'en fin de compte, et en dépit de la théorie, le mariage se trouve entendu, dans la société dualiste, de la même façon que le comprend elle-même l'église catholique. Il est permis aux fidèles et interdit aux *parfaits*, c'est-à-dire aux prêtres<sup>2</sup>.

Restent pourtant, après cela, les diatribes familières à ces *parfaits* contre l'union matrimoniale. Mais ces diatribes, dont

1. Voir *Rev. hist.*, t. XCIV, p. 225.

2. La conclusion à laquelle nous croyons pouvoir nous arrêter ressort formellement des paroles suivantes d'Étienne de Bourbon : « Uxores electis (= perfectis) eorum prohibentur, auditoribus (= credentibus) conceduntur. » Lecoy de la Marche, *op. cit.*, p. 302.

eux seuls tirent un précepte pratique, quelle valeur ont-elles au juste? Dépassent-elles d'abord, ce qu'on oublie trop de considérer, les déclamations du même genre devenues un thème favori pour les premiers Pères de l'église chrétienne, ceux d'Orient en particulier? Entraînent-elles surtout, c'est là le point capital, les déportements honteux, qu'on a voulu leur donner comme une conséquence nécessaire<sup>1</sup>? Une pareille corrélation, à première vue, ne paraît pas inévitable. En tout cas, il faudrait en fournir d'autres preuves que celles qui nous ont été transmises par le fanatisme ignorant du moyen âge, et dont a paru vouloir se contenter à notre époque le parti pris ou le préjugé professionnel de quelques écrivains. Pour se faire accepter, ces preuves prétendues sont réellement trop faibles.

C'est, en premier lieu, la répétition pure et simple des fables perpétuellement les mêmes qu'a fait naître l'existence forcément obscure de toutes les sectes en butte à la persécution. Nous avons affaire ici à un véritable lieu commun de l'histoire. Les chrétiens, en leur temps, ont souffert de pareilles légendes répandues à propos de leurs réunions secrètes; ce qui ne les a pas empêchés, au lendemain de leur triomphe, comme Schmidt le rappelle avec raison, d'en tourner le reproche contre leurs adversaires<sup>2</sup>. Telles sont l'inconscience et la lâcheté éternelles de tous les partis, religieux ou politiques, qui, victorieux, traitent leurs rivaux comme ils se plaignaient la veille d'être traités eux-mêmes. Après les chrétiens, c'est le tour, à la fin du iv<sup>e</sup> siècle, des disciples de Manès et de ceux de Priscillien de porter le poids de ces imputations odieuses. Du xi<sup>e</sup> siècle au xv<sup>e</sup>, des victimes de l'exécution d'Orléans aux Fraticelles<sup>3</sup>, l'église de Rome en charge tous ceux qui ont l'audace de vouloir échapper à sa loi. A l'extrémité de l'Europe, un contemporain de Grégoire VII et de ses prédécesseurs immédiats, le Byzantin Psellos, les raconte à son tour, en frémissant d'horreur, au sujet des dualistes de Thrace. Il n'en

1. Sur cette nécessité purement imaginaire, voy. spécialement Kaltner, *op. cit.*, p. 55-58.

2. Voy. *op. cit.*, t. II, p. 153.

3. Voy., au sujet de pareilles imputations en ce qui concerne les Fraticelles, dans l'*Archiv für Literatur und Kirchengeschichte des Mittelalters*, t. IV (1888), p. 110-134, le texte d'un procès contre un certain nombre de ces sectaires daté de 1466, et qu'a publié Franz Ehrle. Voy. aussi Felice Tocco, *I Fraticelli* (*Archivio storico italiano*, Dispensa 2<sup>a</sup> del 1905), aux dernières pages de ce travail.

sait rien à coup sûr, non plus que l'interlocuteur de fantaisie, auquel il donne la réplique, dans un dialogue qui prétend reproduire le tour et jusqu'au cadre pittoresque des écrits de Platon. Mais c'est là un thème de plus pour sa manie d'écrire et pour sa fécondité déplorable<sup>1</sup>. Peu importe, au surplus. Toutefois, comment les écrivains, qui ont relevé à travers plus de mille ans des récits aussi ineptes, qui ont essayé de nous y faire voir la preuve de leurs soupçons, ne se sont-ils pas inquiétés un seul instant de la similitude monotone qui en est l'unique caractère?

En dehors de cette première raison de doute, il ne semble pas qu'on ait pris garde davantage à cette autre. Nous voulons dire la nature plus qu'étrange de quelques-uns de ces témoignages, de ceux surtout que les champions de l'orthodoxie nous ont légués au plus fort de leur lutte contre les croyances hérétiques. Quelques-uns ont été reproduits à satiété comme des arguments sans réplique et par lesquels les sectaires se trouveraient convaincus en quelque sorte sur des faits positifs. Dans le nombre se rencontrent tout d'abord, pour le XII<sup>e</sup> siècle, une narration assez difficilement qualifiable due à Geoffroi de Vigois, et, pour le XIII<sup>e</sup>, le fameux tarif des incestes dans la secte dualiste consigné dans sa compilation par ce moine allemand, qu'on désigne aujourd'hui sous le nom d'Anonyme de Passau<sup>2</sup>. Il faut y joindre la confusion faite par Pierre de Vaux-de-Cernay des Patarins (*Paterini*) avec les Paterniens (*Paterniani*), dont parle saint Augustin.

1. Voy. son traité : *Περὶ ἐνεργείας τῶν δαιμόνων*, ch. v. Migne, *Patrologie grecque*, t. CXXII.

2. Nous nous permettrons, pour qu'on en juge, de reproduire ici les deux textes, dont il a été fait tant de bruit. Voici d'abord celui de Geoffroi de Vigois : « Vierna, conjux Sicardi de Boyssa et de Granouillet, palam confessa est a quinquaginta religiosioribus ejusdem secte nocte quadam fuisse stupratam, cum ipsa eisdem, vitae causa sanctioris, thoro viri spreto, conjunxisset. » Labbe, *Nova bibliotheca manuscriptorum librorum*, t. II, p. 327. — Voici maintenant le fragment de l'Anonyme de Passau : « Incestum naturalem cum matre propria vel sorore, aut cum matre (= commatre), dicunt (haeretici) esse mundam fornicationem, dummodo fiat secundum ritum sectae qui talis est : si quis ab ipsis vult abuti propria matre, dabit ei XVIII denarios, sex pro eo quod confecit (= concepit) eum, sex pro eo quod peperit eum, sex pro eo quod nutrit eum. Et sic soluta lege naturali seu natura, licenter abutitur ea, quia nihil ei attinere putatur, et omnino liber efficitur ab omni naturali reverentia matris, sicut saccus liber efficitur a frumento, quando fuerit excussus. Qui sorore voluerit abuti, dabit ei sex denarios; qui commatre, dabit ei novem denarios. Et sic licitum esse dicunt incestum sine omni peccato. » *Bibl. max. Patrum*, t. XXV, p. 272.

Ce qui a permis au moine de Cîteaux d'attribuer aux premiers une opinion mise au compte des seconds, et à laquelle paraissent s'être ralliés également en principe, sinon sous la même forme, durant le moyen âge, les célèbres Frères du Libre-Esprit, et, au début des temps modernes, les Loïstes de Flandre<sup>1</sup>.

A ces indications, que leur caractère ou les erreurs qui y sont renfermées destituent de tout crédit, il n'y a qu'une réponse à faire. Elle est bien simple : c'est une fin de non-recevoir. On doit ensuite leur opposer un fait capital. Il s'agit du silence de documents, où, plutôt que partout ailleurs, devrait se retrouver la preuve d'imputations aussi écrasantes pour l'hérésie. Au premier rang, parmi ces textes d'importance supérieure pour la question dont on s'occupe, se placent les interrogatoires d'Inquisition. Or, à propos de ceux-ci, il y a longtemps déjà qu'une observation a été faite. C'est qu'on n'y rencontre pas de traces de ces crimes abominables attribués aux Cathares par quelques historiens. On sait pourtant de reste si les représentants de la justice inquisitoriale procédaient minutieusement à leurs enquêtes, et s'il est à croire qu'ils eussent omis d'éclaircir de pareils détails, pour peu qu'ils eussent cru à leur réalité.

Après les registres que nous ont laissés les inquisiteurs, des textes presque aussi importants sont ceux que constituent les traités de quelques grands controversistes catholiques. Mais, chose curieuse, si l'accusation d'impureté infligée aux dualistes se retrouve chez plusieurs de ces écrivains, c'est justement chez ceux, comme on l'a constaté, qui ont le moins bien connu la secte. Quelle est, au contraire, l'attitude de ceux qui, pour toutes sortes de raisons, ont été le mieux à même d'en pénétrer les secrets, qui l'ont étudiée de plus près, de qui nous avons reçu à propos d'elle les renseignements les plus sûrs et les plus précieux ? C'est, en ce qui concerne les faits au sujet desquels nous voudrions établir la vérité, une abstention et un silence absolus. En pareil cas se trouvent deux auteurs éminents, Bonacursus et Monéta. Pour celui-ci, il est bien certainement l'écrivain orthodoxe qui

1. L'opinion dont il s'agit est la suivante : « Quod nullus poterat peccare ab umbilico et inferius. » *Historia Albigensium*, ch. II. Pour la confusion faite par Pierre de Vaux-de-Cernay, voy. Schmidt, *op. cit.*, t. II, p. 152. En ce qui concerne les Loïstes, voy. Julius Frederichs, *De Secte der Lotsten of Antwerpsche Libertijnen*, et, du même, *Un luthérien français devenu libérin spirituel, Christophe Hérauld et les Loïstes d'Anvers (1490-1544)*.

nous a fourni l'exposé le plus complet des doctrines cathares. Quant à l'autre, non seulement il nous a laissé de ces doctrines un tableau exact et plein de précision, malgré sa brièveté, mais il avait, pour tracer ce tableau, une autorité incontestable. Avant de se convertir, en effet, et de mettre sa science au service de l'église romaine, ce Bonacursus avait vécu, durant de longues années, au sein du catharisme et figuré au nombre de ses adhérents et de ses docteurs<sup>1</sup>.

On doit mettre à part, en ce qui touche à la question dont nous poursuivons l'étude, un troisième écrivain, qu'on peut légitimement rapprocher de ceux dont il vient d'être fait mention, à cause des indications de même nature qu'il nous offre à son tour et aussi à cause de ses origines. Il s'agit du dominicain et inquisiteur Rainier Sacchoni, auteur, comme Monéta, d'un traité de la plus haute valeur pour la connaissance du catharisme, membre de la secte comme Bonacursus et d'après son aveu à lui-même<sup>2</sup>. Or, l'attitude de Sacchoni, à propos des énormités imputées à ses coreligionnaires d'autrefois, est infiniment curieuse, et, pour tout dire, manque autant qu'il se peut de netteté ou plutôt de franchise. Cet ancien cathare n'accuse pas formellement les sectaires des débauches qui leur ont été si souvent reprochées. Mais que prétend-il nous apprendre à ce sujet? Pour les *parfaits*, il avoue implicitement leur pureté de mœurs. Seulement, il essaie d'en diminuer le mérite, en attribuant aux ministres du culte dualiste le regret étrange de ne pas s'être livrés à toutes leurs passions, avant d'embrasser l'existence rigide, où il leur est défendu de les satisfaire. Quant aux *croyants*, il veut nous persuader que la perspective d'être soumis quelque jour à une contrainte pareille les dispose à s'abandonner aux plus abominables désordres. Quelques-uns pourtant, il consent à l'accorder, s'en abstiennent

1. Le traité de Bonacursus a été inséré en entier par d'Achéry dans son *Spicilegium*, t. I, p. 208-215. D'Argentré en a donné des fragments dans sa *Collectio judiciorum de novis erroribus*, t. I. Le titre en est le suivant : « Manifestatio heresis Catharorum quam fecit Bonacursus qui olim fuit magister eorum Mediolani coram populo. » La date en est mise d'habitude aux dernières années du XII<sup>e</sup> siècle, vers 1190.

2. L'ouvrage de Rainier Sacchoni, daté expressément de 1250, est ainsi intitulé : « Summa fratris Rainerii de ordine Fratrum Praedicatorum de Catharis et Leonistis seu Pauperibus de Lugduno. » Il a été reproduit dans le *Thesaurus anecdotorum novus*, t. V, c. 1759-1776. L'auteur y fait à un certain endroit la déclaration que voici : « Ego ... frater Ranerius, olim heresiarcha, nunc Dei gratia sacerdos in ordine Praedicatorum licet indignus... » C. 1763.



par horreur pour de tels crimes et par déférence pour l'opinion de ceux qui les entourent.

Sous leur forme ambiguë et souverainement perfide, ces deux indications n'ont, à notre avis, rien qui doive nous convaincre. La première n'est que l'allégation d'un sentiment invraisemblable et paradoxal. La seconde constitue une tentative évidente pour faire peser sur la majorité des adhérents mondains du catharisme l'imputation de forfaits dont il était peut-être permis d'accuser certains d'entre eux, comme on aurait pu en accuser dans le même temps quelques catholiques, comme on pourra en accuser quelques membres d'une société à toutes les époques. Au surplus, ce que sont en général les renseignements que nous offre Sacchoni et l'appréciation qu'il faut en faire au juste, c'est ce qu'il s'agit de bien voir. Ces renseignements valent surtout par la précision, ce qui n'est pas exactement la même chose que la sincérité, ce qui n'exclut point en tout cas le parti pris. Or, nous savons de reste la haine qui anime l'auteur contre les hérétiques, haine sans mesure, qui est trop souvent celle des nouveaux convertis contre leurs anciens coreligionnaires. Avec Robert le Bougre et Pierre de Vérone, primitivement cathares ainsi que lui-même, il figure au nombre des plus terribles juges d'Inquisition qu'ait vus le *xiii<sup>e</sup>* siècle. Comment croire par suite qu'il n'ait pas transporté dans ses écrits l'hostilité implacable qu'il mettait dans ses actes? Comment admettre qu'il ait jamais pu se résoudre à l'impartialité stricte envers des ennemis qu'il brûlait toutes les fois qu'il en avait le pouvoir? Comment ne pas reconnaître enfin que, là où l'évidence lui fermait la bouche, il procédait du moins par des insinuations et des hypothèses gratuites, du genre de celles qu'il faut discerner dans les paroles qui nous occupent? Ne pouvant faire mieux, il contentait encore par là son zèle inexorable contre les détracteurs de la foi catholique<sup>1</sup>.

1. Nous reproduisons ici ce texte, qu'on pourrait qualifier de tendancieux, mais qui n'en est pas moins, en dépit de sa tournure étrange, un argument en faveur du scepticisme d'après lequel nous avons réglé notre jugement dans toute cette discussion. « *Ad haec etiam dico amplius quod multi ex eis qui infecti sunt erroribus memoratis, saepe dolent cum recolunt quod non impleverunt saepius libidinem suam tempore quo nondum professi fuerant haeresim Catharorum. Et haec est causa quare multi credentes, tam viri quam mulieres, non timent magis accedere ad sororem vel fratrem, filiam seu filium, nepotem, consanguineum, vel cognatum, quam ad uxorem et virum proprium. Tamen aliqui hujusmodi ex horribilitate ac humana verecundia fortasse ab hujusmodi retrahuntur.* » *Thes. anecdot. nov.*, t. V, c. 1763, 1764.



Ce n'est pas après tout uniquement par leur silence ou par des textes comme celui qui vient d'être commenté, et d'où ressort malgré tout l'innocence des sectaires, que les polémistes catholiques réduisent eux-mêmes à néant des accusations, dont on peut être surpris d'avoir à démontrer l'absurdité. C'est quelquefois aussi par la reconnaissance d'une vertu dont l'évidence surmonte leur haine naturelle. Tel est le cas pour un moine italien du XIII<sup>e</sup> siècle, le franciscain Jean de' Capelli. Et celui-ci ne se contente pas de proclamer hautement cette pureté que l'on conteste aux dualistes, d'en affirmer la réalité. Il indique en même temps la raison de ces réunions secrètes, sur lesquelles la sottise et la méchanceté des foules ont fait peser tant de suppositions odieuses, et qui s'expliquent de reste par le besoin d'échapper à l'attention d'ennemis toujours en éveil. « Ils sont en butte, dit-il, à une foule de calomnies répandues par le bruit populaire. On raconte qu'ils se laissent aller à commettre nombre d'actes honteux et horribles. Ils en sont innocents. C'est pour cela qu'ils se vantent d'être les disciples du Christ, qui a dit : « S'ils m'ont persécuté, ils vous persécuteront aussi, et, à cause de mon nom, vous serez un objet de haine pour tous les hommes. » En eux également, pensent-ils, se vérifie cette parole : « Bienheureux serez-vous lorsque les hommes vous déchireront, lorsqu'ils vous poursuivront de leurs reproches, et qu'à cause de moi ils diront de vous toute sorte de mal<sup>1</sup>. »

Ainsi donc, pour conclure, rien ne semble demeurer de ces accusations que nous avons discutées. Et pourtant, comme la remarque en a été faite, combien il eût été important pour la cause de l'orthodoxie d'en établir la réalité ! Quelle raison plus puissante aurait-on pu découvrir en effet, afin d'éloigner le peuple des sectaires, que la démonstration de leur impureté ? Ce n'est même pas tout. Entre les mains des représentants de l'église de Rome, cette démonstration, s'il avait été possible d'y arriver, fût devenue comme une arme à double tranchant, aussi efficace pour frapper l'esprit des dissidents que pour agir sur celui des catholiques. A ces derniers, elle eût prouvé que ces apôtres de la chasteté absolue, ces ennemis de tout rapprochement des sexes,

1. Voy., *Archives des Missions scientifiques et littéraires*, t. XIII, p. 289, 290, le texte qui nous fournit ces indications. Le traité, une *Summula contra hereticos*, d'où il a été extrait, se trouve à la Bibliothèque Ambrosienne, sous la cote J 5, inf. Il est encore inédit.

même sanctifié par le sacrement du mariage, n'étaient que d'effrontés imposteurs, qu'ils ne condamnaient les unions légitimes que pour se livrer au plus affreux libertinage. En ce qui concerne les hérétiques, le résultat eût été plus considérable encore. La démonstration dont il s'agit, en même temps qu'elle leur eût fait perdre le respect des ministres de leur culte, aurait jeté dans le désespoir et réduit à la crainte de la damnation éternelle une foule d'entre eux. Ils avaient compté sur le *consolamentum* distribué par leurs *parfaits* pour atteindre à la béatitude éternelle. Mais l'impureté avérée de ceux-ci ruinait la valeur du sacrement qu'ils avaient reçu de leurs mains.

On sait, en effet, quelle est sur ce point capital la doctrine du catharisme et quelle différence profonde sépare cette doctrine de la pensée orthodoxe. Dans la première, tant vaut le prêtre, tant vaut pour le salut des fidèles le rite accompli par ses mains. Il est tout-puissant si ce prêtre est irréprochable, mais à cette condition seulement. Il est destiné en revanche à demeurer stérile, si ce même prêtre est en état de péché mortel quand il confère le sacrement. Bien plus, le sacrement, chose à peine croyable, perd toute sa valeur au cas où, dans la suite, le ministre qui en a été le dispensateur primitif vient à se souiller de quelque faute grave. Pour les orthodoxes, au contraire, le caractère sacerdotal apparaît comme un privilège inamissible. Si grands et si multipliés que soient ses vices et même ses crimes, l'homme consacré à l'autel reste toujours l'oint du Seigneur. Rien ne peut amoindrir jamais l'efficacité souveraine des grâces qu'il est chargé de répandre autour de lui. Elle demeure absolue, parce qu'elle ne dépend pas en principe de sa moralité. Cette vertu inaltérable du pouvoir de ses ministres, il semble même que, dans le cours des temps, l'église romaine ait fini par l'exagérer au delà de toute mesure, justement par opposition avec la doctrine contraire que professent ses ennemis.

Un jour, dans une ville de Lombardie, on montre à François d'Assise un prêtre dont les mœurs scandalisent sa paroisse. Il vit en effet avec une concubine. « Faut-il, dit-on au saint, que nous croyions à la parole d'un homme dont les mains sont souillées par des attouchements impurs, que nous accordions à ses actes notre vénération ? » Mais lui : « Je ne sais, répond-il, si les mains de cet homme sont telles que vous le dites, et même, si elles l'étaient, ce que je sais, c'est qu'elles ne peuvent altérer la vertu

et l'efficacité des sacrements divins. Et, comme c'est de ces mains que découlent pour le salut du peuple les bienfaits et les grâces du Seigneur, je les baise par respect pour les dons qu'elles dispensent et pour celui au nom de qui elles les dispensent. » Et, en parlant de la sorte, il s'agenouillait devant le prêtre et lui baisait les mains, à la confusion des hérétiques et de leurs partisans qui assistaient à ce spectacle<sup>1</sup>.

Demeurons-en là d'ailleurs pour ce qui est de ces considérations particulières, et abordons un autre point de l'exposition que nous avons entreprise. Il s'agit de la vie des *parfaits*. L'étude en offre un intérêt des plus vifs. Quel en est le caractère général et en quelque sorte théorique, nous l'avons marqué déjà, lorsque nous avons essayé de définir l'idéal qui règle cette existence, en même temps que nous indiquions les préceptes singulièrement rigoureux qui la régissent. Ce qu'il faut voir maintenant, c'est la même existence, mais sous son aspect pratique, dans les labeurs incessants que le devoir de prêcher l'Évangile, d'entretenir dans leur foi les sectateurs du catharisme, de leur conférer les sacrements de l'église où ils sont entrés, impose aux ministres dualistes.

A cet égard, ce qui frappe essentiellement dans cette vie quotidienne des *parfaits*, c'est une activité pour ainsi dire surhumaine, et d'autant plus étonnante que, pour se développer, il lui faut vaincre les obstacles de tout genre que lui oppose la haine des représentants de l'orthodoxie, affronter tous les périls dont cette haine l'entoure. Au moins en est-il ainsi à partir de la réaction catholique qu'ouvre la croisade contre les Albigeois, et qui redouble lorsque, sous Grégoire IX, s'établissent définitivement les tribunaux d'Inquisition. Depuis la constitution de celle-ci, en effet, un espionnage universel a été organisé dans tous les pays du sud de l'Europe, et surtout dans les provinces méridionales de la France, grâce à leur écrasement définitif, sanctionné par le traité de 1229. L'espionnage dont il s'agit ressemble de tous points à celui qu'organisera plus tard le Saint-Office espagnol à dater du règne de Ferdinand et d'Isabelle. L'appui donné aux hérétiques, la *fautoria hereticorum*, a été assimilée entièrement à l'hérésie proprement dite. Toute une série de mesures ont été prises dans le but d'isoler les Cathares au milieu

1. Voy. cette anecdote dans le recueil de Lecoy de la Marche, p. 265, et aussi p. 304, 305, où elle se trouve reproduite avec de légères différences.

des populations orthodoxes et d'arriver à leur faire refuser partout un gîte, un lit, un morceau de pain, un verre d'eau. Les maisons qui les ont abrités, ne fût-ce qu'une nuit, sont démolies impitoyablement. Ordre est enjoint de dénoncer les sectaires sitôt qu'ils ont été reconnus, sous peine d'excommunication et de poursuites à la fois spirituelles et temporelles. De vastes enquêtes, auxquelles n'échappe aucune localité, et dans chaque localité aucun habitant au-dessus d'un certain âge, terrifient des provinces entières<sup>1</sup>. Dès lors, l'existence des *parfaits*, qui se risquent dans les pays catholiques ainsi défendus contre eux, rappelle à s'y méprendre celle des ministres du culte réformé revenus en France après la révocation de l'Édit de Nantes, ou mieux encore celle, plus menacée s'il est possible, des prêtres papistes en Angleterre après l'excommunication de la reine Élisabeth.

Aussi, à ces apôtres intrépides, non seulement pour qu'ils puissent exercer leur ministère de foi, pour qu'ils portent leur parole et leurs sacrements aux fidèles du catharisme dispersés sur de vastes étendues de territoire, mais encore pour qu'ils parviennent à dépister la surveillance de la police inquisitoriale, une nécessité s'impose. C'est d'être pour ainsi dire sans cesse en mouvement<sup>2</sup>. Les témoignages d'une pareille existence se retrouvent dans tous les documents d'Inquisition qui ont subsisté, dans le registre des Archives de la Haute-Garonne, dans ceux de la Bibliothèque nationale<sup>3</sup>, dans celui du Vatican<sup>4</sup>, dans les sentences du début du xiv<sup>e</sup> siècle publiées par Limborch. Si fatigante et si hasardeuse qu'elle soit, les *parfaits* s'y soumettent pourtant, soutenus par leur exaltation et leur audace. Deux d'entre eux, qui figurent dans l'un des manuscrits de Paris, le n° 11847 du fonds latin, Raimond del Boc et Guillem Didier,

1. Telle est, par exemple, celle qui suit le meurtre de onze inquisiteurs ou agents de l'Inquisition à Avignonet, au mois de mai 1242, et dont le résultat se trouve consigné dans un énorme manuscrit, celui que la bibliothèque de la ville de Toulouse conserve sous le n° 609.

2. Voy. comme exemples de ces déplacements continuels et nécessaires ceux que nous-même avons notés à propos d'un ministre célèbre, Pierre Autier, dans notre travail : *l'Inquisition dans le midi de la France au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècle*, p. 151, n. 2.

3. Ce sont les manuscrits du fonds latin n° 11847, auquel nous avons déjà fait quelques emprunts, et n° 4269 et 9992, dont nous nous servirons dans la suite de cette étude.

4. Il s'agit du manuscrit du fonds du Vatican n° 4030. Nous y avons eu recours à plusieurs reprises.

ont été condamnés solennellement à Carcassonne dès 1276 par les inquisiteurs Étienne de Gâtine et Hugues de Boniols. Ils n'en continuent pas moins, malgré cette condamnation, à parcourir pendant plus de vingt-cinq ans toute la région du Tarn, assurant ainsi la perpétuité d'une église hérétique, à laquelle sont affiliés les principaux bourgeois et les consuls de la ville d'Albi.

Mais le type le plus complet de ces missionnaires du dualisme, c'est un Ariégeois, Pierre Autier, d'Aix, le dernier des grands missionnaires cathares qu'ait vus le Languedoc. D'abord notaire, puis obligé de se réfugier en Lombardie à cause de ses croyances hétérodoxes, dépouillé de ses biens, il s'est engagé dans l'hérésie avec toute sa famille, son fils Jacques, son frère Guillem. A Côme, il a été élevé à la dignité de *parfait*. Il est devenu un des chefs de la secte, un de ceux qu'elle décore du nom d'*ancien*. Il revient en France vers 1298, et, à partir de ce moment, se livre à un apostolat, qui dure près de douze ans, et embrasse tout le comté de Foix ainsi qu'une portion du pays de Toulouse. Les inquisiteurs de cette ville et ceux de Carcassonne s'acharnent à sa poursuite. Ils y déploient une véritable passion, mettant sa tête à prix, suscitant autour de lui des trahisons qui doivent le perdre. Pierre Autier leur échappe toujours, grâce au dévouement de ses fidèles, à la surveillance à la fois attentive et fanatique qu'ils exercent autour de lui, grâce aussi à sa hardiesse. Il n'en a pas moins la fin, à laquelle il était résigné sans doute, et qu'un jour ou l'autre devaient lui imposer comme une nécessité inévitable la mission qu'il avait assumée et l'opiniâtreté de ses ennemis. Tombé au pouvoir de l'Inquisition, il périt à Toulouse, à la suite d'une sentence de condamnation prononcée contre lui, le jeudi 9 avril 1311, par Bernard Gui et Geoffroi d'Ablis<sup>1</sup>.

Dans ces courses perpétuelles, que nous avons indiquées comme le seul moyen qu'aient les hérétiques pour déjouer les recherches de leurs ennemis implacables, ils ne sont d'ailleurs jamais seuls. Avec eux se trouve toujours un compagnon, un *socius*, comme disent les textes inquisitoriaux. Les *parfaites*

1. La vie de Pierre Autier avec tous ses détails et l'histoire de son apostolat se trouvent dans trois documents, tous de premier ordre, le manuscrit lat. 4269 de la Bibl. nat., le *Liber sententiarum Inquisitionis tholosanae*, le manuscrit du Vatican, fonds du Vatican, n° 4030. On peut y joindre également pour quelques pièces la *Practica* de Bernard Gui. Voy. sa sentence de condamnation, *Lib. sent. Inq. tholos.*, fol. 40.

ont également leur compagne, leur *socia*<sup>1</sup>. Pourquoi cette règle, qu'il faut considérer comme obligatoire? Toute explication symbolique doit être écartée à coup sûr. Mais les raisons véritables n'en sont pas difficiles à découvrir. La première qui s'offre tout naturellement est une pensée de secours et de protection réciproques. Une autre est la loi qui régit la célébration des rites cathares, et qui exige formellement pour cette célébration la réunion de deux personnes. Des deux personnes dont il s'agit, l'une, le *socius*, qui n'est pas du reste nécessairement un *parfait*, qui peut n'être qu'un simple *croyant* d'une fidélité éprouvée, sert en pareil cas d'assistant. « C'est une habitude des hérétiques, dit un texte du XIII<sup>e</sup> siècle reproduit par Döllinger, que lorsque deux *parfaits* se réunissent pour *hérétiquer* quelque malade (c'est-à-dire pour lui donner le *consolamentum*), ce soit un seul d'entre eux, et généralement le plus âgé, ou celui qui a reçu le premier l'*hérétication*, qui administre le sacrement, en prenant entre ses mains les mains du malade, en tenant seul sur sa tête le volume où se trouve écrit l'évangile de saint Jean, en lisant et en prononçant seul aussi les paroles qui se prononcent en pareille circonstance. L'autre hérétique, ou plus jeune ou plus récemment affilié à la secte, sert d'acolyte et de temps en temps répond à celui qui s'est chargé du rôle principal dans la cérémonie<sup>2</sup>. »

Du reste, le dévouement de leurs compagnons de chaque jour, des *socii*, n'est pas le seul sur lequel puissent compter les *parfaits*. Non moins profond et absolu est celui que leur ont voué certains *croyants* de la secte, auxquels les interrogatoires ou les sentences d'Inquisition donnent le titre de messagers des hérétiques, de *nunciî hereticorum*. Il faut entendre par là des individus pleins de hardiesse, qui, sans se soucier des défenses de la justice inquisitoriale ni de ses menaces, se font en toute occasion les

1. « Item dixit se vidisse Petrum de Prato et Guillelmum de Raissaco, socium ejus, hereticos, in quodam prato Petri de Paites de Avellaneto. » Manuscrit des Archives de la Haute-Garonne, interrogatoire de Guillem Carrère. — « Item dixit quod nocte sequenti predictus Guillelmus Ricardi et Raimundus Guillelmi, socius ejus, heretici, et ipse testis cum eis ... recesserunt inde euntes versus Montemsecurum. » *Ibid.*, même interrogatoire. — « Item dixit quod dum predicta Esclarmunda de Bessaco et socia ejus, heretice, starent in predicta domo... » *Ibid.*, fragment d'interrogatoire d'une femme dont le nom est inconnu.

2. *Dokumente*, p. 39, 40.



serviteurs des ministres cathares, les exécuteurs de leurs commissions et de leurs ordres. Ces *nuncii* vont porter au loin la nouvelle de leur arrivée, prévenir les fidèles, leur donner des rendez-vous pour les assemblées où se distribuent à la fois la prédication et les sacrements du dualisme. Ils gardent l'argent que ces ministres leur laissent parfois en dépôt, reçoivent pour eux et leur transmettent les legs dont ils bénéficient, leur procurent tout ce dont ils ont besoin, vivres ou vêtements, leur servent de guides et de protecteurs. Toute une série de ces personnages se sont attachés à ce Pierre Autier, dont nous avons retracé brièvement l'existence active et tragique. Deux d'entre eux, Guillem Falquet et Raimond de Verdun, qui finissent par être condamnés à l'immuration perpétuelle en 1309, sont allés à plusieurs reprises en Lombardie pour le compte des hérétiques. Le premier est même allé jusqu'en Sicile. Quelques femmes se joignent aux hommes dans le même rôle ; leur ardeur et leur esprit de sacrifice ne sont pas moindres.

On se tromperait au surplus si l'on pensait que de tels sentiments ne se rencontrent que chez une minorité, chez ces âmes enthousiastes que renferme la secte cathare, comme toutes les associations de tous les genres et de toutes les époques. Ils se retrouvent, sinon également intenses, du moins aussi nets chez tous les représentants du dualisme, quelle que soit leur condition à l'égard de cette doctrine. Ils sont ceux des *croyants* en général, c'est-à-dire de cet ensemble complexe d'individus, qui, reliés au catharisme par la foi, ainsi qu'il a été dit, sont demeurés dans le monde et continuent à y vivre de la vie qu'il leur impose. Toutefois, eu égard à leur situation particulière, le dévouement de cette classe d'adhérents n'offre peut-être pas exactement le même aspect que celui dont il vient d'être parlé. En quoi consiste-t-il au juste ? C'est d'abord dans une vénération sans bornes pour les *parfaits*, vénération qui se révèle par les témoignages les plus significatifs. C'est ensuite dans un empressement extraordinaire à les voir, à les entendre, à assister à l'accomplissement des rites dont ils sont les dispensateurs. C'est enfin dans un zèle ardent pour leur rendre tous les services qu'ils peuvent requérir, nourriture, argent, protection, sauvegarde à travers des pays inconnus ou hostiles.

« Estolt de Roqueville, disent les sentences des inquisiteurs

Bernard de Caux et Jean de Saint-Pierre<sup>1</sup>, a visité et adoré plusieurs fois les hérétiques; il leur a fait des dons; il en a reçu des présents; il leur a servi de guide et les a accueillis dans sa maison; il a assisté à des *hérétications*; il a eu foi dans les hérétiques et dans les erreurs qu'ils enseignent... » — « Étienne Garric, de Lavour... a vécu avec les hérétiques; il couvait leurs fourrures; il a voulu donner de l'argent à leur trésorier pour racheter un *croquant* de la secte qui avait été pris... » — « Marie, femme de feu Hugues, a fait une quête pour acheter un linceul destiné à l'ensevelissement d'un hérétique... » — « Esclarmonde de Sauzet... a reçu les hérétiques dans sa maison; elle leur a fait cuire du pain... »

Telles sont quelques-unes des preuves de respect et de dévouement que donnent aux *parfaits* les *croquants* cathares. Mais ce ne sont là que des indications très restreintes, qu'étendent et précisent tous les textes d'Inquisition, et, parmi ces textes, plus spécialement les interrogatoires.

Il s'agit d'abord de l'empressement sans pareil que mettent les hérétiques à accourir dès que leur a été signalée la venue de quelque ministre de la secte. A peine celui-ci s'est-il fait connaître qu'on lui prodigue les marques de vénération et les offres de services. La nouvelle est communiquée en même temps aux fidèles du voisinage, qui se rassemblent aussitôt, laissant tout pour venir le voir, pour l'entendre, pour obtenir de lui sa bénédiction. Nous trouvons de curieux détails sur cette hâte des *croquants* cathares à affluer autour des *parfaits*, aussitôt qu'ils ont été informés de leur présence, dans l'un des manuscrits de la Bibliothèque nationale, le n° 11847 du fonds latin, auquel nous avons déjà fait des emprunts à plusieurs reprises<sup>2</sup>.

1. Ces sentences, datées de 1245-1248, sont renfermées dans un fragment de registre que possède le fonds latin de la Bibliothèque nationale sous le n° 9992. Elles ont été publiées par M. Douais, dans le tome II de ses *Documents pour servir à l'histoire de l'Inquisition dans le Languedoc* (Soc. de l'Hist. de France), p. 1-89. Les extraits que nous en citons se trouvent aux pages 21, 12, 45, 81 de la publication indiquée, et aux fol. 4 B, 3 A, 7 B, 12 B du manuscrit.

2. « Et dixit quod quadam die de qua non recordatur ... dum esset in prato suo, infra metas territorii Regalismontis, circa terciam, postquam ipse testis pransus fuerat, venit ad eum quidam juvenis, quem non cognovit, et quesivit ab ipso teste si vocabatur Guillelmus de Mauriano; qui respondit quod sic. Et tunc dictus juvenis dixit ei quod duo prohi homines erant in Cabrinhesio prope boriā domini Philippi de Paulinio militis, et miserant eum ad ipsum ut veni-



Le même document nous fournit le témoignage de la réserve pleine de délicatesse apportée par les *croiyants* dans ces relations auxquelles ils attachent un si haut prix. Ce qu'ils veulent, ce n'est pas seulement garantir la sécurité de ceux qu'ils accueillent avec tant d'amour, mais leur épargner jusqu'au moindre ennui. « Et après que le prévenu et les autres personnes susdites (parmi lesquelles deux *parfaits*) se furent saluées les unes les autres, le prévenu ajouta que, s'ils voulaient souper chez lui, il leur ferait part volontiers des biens que lui avait dispensés le Seigneur. Mais Guillem de *Mauriano* répondit que, le prévenu ayant dans sa maison des parents et de jeunes enfants en grand nombre, ils feraient mieux de n'y pas rester pour souper et d'aller pour cela chez un compère à lui, qui leur donnerait une chambre où leur présence demeurerait secrète et où ils ne seraient pas importunés par les pleurs des enfants<sup>1</sup>. » Qu'on n'oublie pas d'ailleurs, à propos de ce texte, la conséquence qui a été déjà notée et que peut entraîner une hospitalité si généreusement offerte aux ministres proscrits. C'est avec les peines les plus graves, cela va sans dire,

ret ad eos; et statim, ductore dicto juvene, ivit illuc ipse testis et invenit in dicto loco Raimundum Desiderii et Raimundum del Boc, quos statim cognovit et scivit hereticos esse... Postque dixerunt eidem testi dicti heretici quod miserant quesitum ipsum ut associaret eos usque in Albiam civitatem; qui respondit quod libenter. Et exinde dictus testis cum illis duobus hereticis venerunt apud Albiam. Et cum essent prope civitatem ipse testis missus per dictos hereticos, ivit pro Guillemo de Landas, emptore equorum et reddituum et talium, quem invenit in platea de Albia, et dixit ei, quod tales heretici (aderant) quos ei nominavit; et statim, auditis eorum nominibus, eosdem cognovit dictus Guillemus de Landas quod petebant eum ibi extra civitatem; et statim ipse Guillemus de Landas venit cum eodem teste et invenerunt eos ibidem ubi dimiserat eos ipse testis... Et tunc Raimundus del Boc, unus de predictis hereticis, dixit dicto Guillemo de Landas : « Eatis ad Raymundum Agulho et « dicatis ei quod inveniamus eum in domo sua, quia nos venimus ibi secreto. » Qui ivit et recessit ab eis. Et post paulo, ora tarda, circa crepusculum, secuti sunt eum, et venerunt ad domum ipsius Raymundi Agulho, qui alio nomine vocatur Raymundus Constancii, et est notarius curie officialis Albiensis, et invenerunt eum ibi. Qui Raymundus salutavit et amplexatus est eos. » Fol. 1 A, B, interrogatoire de Guillem de *Mauriano*, de Réalmont.

1. « Et dum ipse testis et alie persone predictæ se salutassent ad invicem, subjunxit ipse testis quod si vellent cenare in domo sua libenter impertiretur eis de bonis a domino sibi datis. Tunc dictus G. de *Mauriano* respondit quod, quia ipse testis habebat familiam et multos parvos in domo sua, non remanerent ibi ad cenam, sed irent et cenarent in domo compatris, dicti G. de *Mauriano*, ubi haberent secretam cameram sine ploratu puerorum. » *Ibid.*, ut *supra*, fol. 12 A, interrogatoire de R. Constans, d'Albi.

pour celui qui n'a pas craint de s'y prêter, la démolition impitoyable de la maison où se sont abrités les ennemis de la foi orthodoxe. Quatre maisons sont vouées pour ce motif à la destruction par une seule sentence de la justice inquisitoriale du 5 avril 1311. Pierre Autier et un autre *parfait*, un certain Amiel, de Perles, y avaient séjourné quelque temps et y avaient donné le *consolamentum* à diverses personnes, hommes ou femmes<sup>1</sup>.

Cependant accourir, sans perdre un instant, auprès des *parfaits*, dès qu'il en arrive un dans le pays, cela ne suffit pas encore au zèle des *croissants* cathares. Quelques-uns, si leurs moyens le leur permettent, en font venir de contrées lointaines, quand ils ont besoin de leur ministère. Ils ne reculent pas devant les frais considérables que peut entraîner la satisfaction de leur désir. Un habitant d'Albi, Bernard de Montaigu, revendeur de son métier, donne à l'un de ses concitoyens, un certain Étienne Mascot, une somme d'argent pour qu'il aille lui chercher en Lombardie un *parfait* du nom de Raimond André ou tout autre, s'il ne découvre pas celui-là. Mascot se rend à Gênes et y rencontre un tailleur, Bernard Fabre, comme lui natif d'Albi. Il confie à ce Fabre l'objet de son voyage. Fabre lui avoue à son tour qu'il se trouve lui-même en Italie pour une mission toute pareille. Bref, le tailleur met son compatriote en rapports avec d'autres Languedociens réfugiés dans la péninsule, à cause de leurs croyances hérétiques. Ceux-ci les conduisent dans une forêt où s'élèvent trois ou quatre maisons qui servent de refuge à des *parfaits*. Ils pénètrent dans l'une d'elles, et, s'adressant à l'individu qui en est le maître, lui exposent les raisons de leur voyage et de leur visite. On leur confie alors un *parfait*, un Italien du nom de Pagani, qui les suit en France et que Bernard de Montaigu accueille avec la joie la plus vive<sup>2</sup>.

1. Voy. *Lib. sent. Inq. tholos.*, fol. 35 a. « ... Predictas domos cum suis appendiciis pronunciamus... funditus diruendas, ita quod de cetero nulla humana habitatio seu rehedificatio aut clausio ibi fiat, set loca inhabitabilia et inclausa semper existant, et sicut fuerunt receptacula perfidorum sic ex nunc sordium perpetuo loca fiant... » De pareilles condamnations ont pour fondement, comme on le sait, des lois dues à l'empereur Frédéric II et que se sont appropriées les souverains pontifes.

2. Ce très curieux récit constitue la plus grande partie de l'interrogatoire que subit Étienne Mascot lui-même, en janvier 1300, par-devant l'évêque d'Albi le célèbre Bernard de Castanet, et l'inquisiteur dominicain Nicolas d'Abbe-

Dans la rencontre de *croyants* avec des ministres de leur secte, apparaît toujours une formalité qu'on peut croire indispensable, et qui, en tout cas, a lieu sans retard, si bien qu'elle est comme une profession de foi de la part de ceux qui l'accomplissent. Cette formalité, c'est celle que les inquisiteurs notent dans leurs registres du terme tout à fait impropre d'adoration (*adoratio*). Ce n'est qu'une simple attestation de respect, attestation expressive, si l'on veut, mais qui se rapproche fort en somme de celle dont des catholiques fervents peuvent user à l'égard de leurs prêtres. Les juges d'Inquisition affectent pourtant d'y voir un acte souverainement répréhensible, l'attribution à une créature de la vénération suprême à laquelle a seul droit le Créateur. Les exemples d'*adoration* sont en quelque sorte innombrables dans les documents que nous a laissés la justice inquisitoriale. Quant à la façon dont y procèdent les sectaires, elle est bien connue. Ils fléchissent les genoux en disant aux *parfaits* : « Bénissez-nous ! » Les *parfaits* leur répondent : « Dieu vous bénisse ! », en provençal, qui est la langue dont ils se servent dans le midi de la France : « *Diaus vos benesiga* ! »<sup>1</sup>.

À côté de l'*adoration*, et dans les mêmes circonstances où elle a lieu, c'est-à-dire lorsque des *croyants* se trouvent en relations avec des *parfaits*, il est une autre formalité ou plutôt un rite qu'il faut signaler encore. Comme l'*adoration* elle-même, ce rite est en effet obligatoire. C'est la bénédiction du pain, qui s'opère à chaque repas où assistent des ministres du culte dualiste, et avec des cérémonies spéciales ainsi que des formules sacramentelles<sup>2</sup>. Les sectaires y attachent une importance considérable et font le plus grand cas de ce pain béni par leurs prêtres. Il symbolise évidemment pour eux ces agapes qui jadis établissaient entre les premiers adeptes du christianisme un lien de confraternité pieuse. Et c'est un des points par lesquels ils se rattachent le plus intimement aux traditions de l'église originelle.

ville. Le texte en est trop long pour que nous le reproduisions ici. L'interrogatoire qui le renferme se trouve dans ce manuscrit de la Bibliothèque nationale, auquel nous venons de faire à l'instant même de nouveaux emprunts, le n° 11847 du fonds latin, fol. 13 B-14 B.

1. Voy., chez Döllinger, *Dokumente*, p. 39, une description détaillée de la manière dont se pratique l'*adoratio*, que les sectaires, s'il faut en croire les écrivains catholiques, appellent quant à eux du nom de *melioramentum*.

2. Pour ces cérémonies et ces formules, voy. Döllinger, *Dokumente*, p. 4, 29-30, 147-148, 224-225. Voy. également Schmidt, *op. cit.*, t. II, p. 129, 130.

Lorsque, plus tard, au moment où triomphe décidément la persécution, et où les *parfaits* ne peuvent plus faire leurs tournées qu'à de rares intervalles, ce pain si précieux devient rare, des messagers l'apportent aux *croiyants*<sup>1</sup>. On le garde avec soin et on n'en mange que dans les occasions solennelles<sup>2</sup>.

En dehors des marques de respect prodiguées par les *croiyants* aux ministres du culte cathare, dès que ceux-ci se sont fait connaître d'eux, en dehors aussi de l'empressement des fidèles à courir à leur rencontre, d'autres témoignages existent encore du même attachement et de la même ardeur. Ils sont aussi variés que les circonstances dans lesquelles ils se produisent. Ils se mesurent à la ferveur plus ou moins grande des *croiyants* et aussi à leurs moyens et à leur ingéniosité qui ne sont pas toujours les mêmes. Quoi qu'il en soit, cet amour des hérétiques pour les représentants de leur église se manifeste surtout par des libéralités, des dons de tout genre, depuis les menus cadeaux en vêtements et en vivres jusqu'aux présents en argent, jusqu'aux legs proprement dits de plus ou moins grande valeur. Nous avons déjà noté précédemment quelques-uns de ces services, dont la rigueur des juges d'Inquisition fait à leurs auteurs un crime impardonnable. En voici un certain nombre d'autres exemples. Nous choisissons avec intention les moins importants en apparence. Ils sont les plus touchants. Ce sont les générosités de pauvres gens qui vivent de leur travail, et doivent prendre sur la satisfaction de leurs besoins les plus urgents, sur leur nourriture même, pour donner ces preuves de leur dévouement à un idéal religieux qui fait toute leur joie. L'un apporte aux *parfaits* une gourde pleine de vin, un autre un gâteau, un autre encore et à plusieurs reprises du poisson et des fruits<sup>3</sup>. Une femme a fait

1. Voy. Döllinger, *Dokumente*, p. 35.

2. La nature et l'objet de cette étude nous forcent à ne pas aller au delà des indications qui viennent d'être données à propos de la bénédiction du pain chez les Cathares. Il ne faudrait pas méconnaître pourtant qu'elle constitue, dans leur dogmatique comme dans leur culte, un point fort important. C'est pour eux la contre-partie en quelque sorte de l'eucharistie orthodoxe. Que pensent-ils de celle-ci? Comment sont-ils arrivés à la réduire, pour leur usage, et conformément à leurs principes, à cette forme simplifiée? Autant de questions délicates et dignes d'un examen attentif. Remarquons au surplus qu'il s'en faut que, dans la suite des temps, les hérétiques se soient tenus à la conception rudimentaire, qu'ils semblent avoir voulu seule admettre d'abord. Sur ce sujet, voy. Schmidt, *op. cit.*, t. II, p. 129-134.

3. Manuscrit des Archives de la Haute-Garonne : interrogatoire de Guillem

emplette d'une paire de grands souliers fourrés de drap blanc et d'une autre paire de souliers plus petits. Elle les destine à Pierre Autier, dont l'âge avancé exige des soins. Elle garde le tout cinq mois entiers au fond d'un coffre, puis l'envoie à son adresse, avec une coiffure qui a appartenu à son mari. Elle y joint une assez grosse somme<sup>1</sup>. Une autre femme, d'accord avec son mari, fait aux hérétiques de fréquentes aumônes. Elle prend pour cela sur ses faibles ressources et va jusqu'à se priver de nourriture afin de pouvoir leur donner. Souvent elle leur porte de la farine ou autre chose, ce qu'elle a à sa disposition, et toujours le meilleur<sup>2</sup>.

Ainsi, comme on le voit, auprès de leurs fidèles, les ministres du culte cathare jouissent d'une faveur et d'une popularité sans bornes. Cette faveur et cette popularité, ce n'est pas d'ailleurs seulement à leur caractère saint, à leur existence austère et pure qu'ils en sont redevables. Ce sont là des sentiments qu'entretennent et accroissent encore d'autres vertus, moins hautes assurément, mais aussi propres à faire naître l'enthousiasme. Nous voulons dire le manque d'orgueil, une existence sans apprêts, une familiarité pleine de bonhomie avec les petits et les simples. Là se dévoile un côté très curieux de la vie de ces hommes, les moins faits, il semble, par leur nature et par leur profession, pour se plier à de pareils tempéraments. Mais, à cet égard, les textes d'Inquisition nous fournissent des témoignages qui ne permettent pas le doute.

Les Vaudois ont toujours été connus pour la prédilection avec laquelle ils se livrent à des travaux manuels. Beaucoup sont tisserands. Le manuscrit du Vatican, auquel nous avons eu recours à plusieurs reprises, nous en montre quelques-uns de cette espèce. « Ils gagnaient leur pain en filant et en s'occupant d'autres métiers », est-il dit dans ce registre de quatre des représentants de la secte dont il s'agit<sup>3</sup>. Mais des habitudes toutes semblables se retrouvent aussi chez les *parfaits* cathares. Les femmes, souvent réunies dans des ouvroirs (*operatoria*), s'y

Carrère, interrogatoire incomplet d'un certain Sicard, fragment de l'interrogatoire d'une femme demeurée inconnue.

1. *Lib. sent. Inq. Tholos.*, fol. 37 a.

2. Döllinger, *Dokumente*, p. 154.

3. « ... Lucrabantur panem suum filando et alia negocia faciendo. » Fonds du Vatican, manuscrit 4030, fol. 16 D. Ces Vaudois, au nombre de quatre, sont condamnés au feu.

adonnent à des occupations de toutes sortes, parfois assez humbles. Quant aux hommes, ils travaillent dans la campagne, moissonnent pour le compte de propriétaires. « Le prévenu rapporte avoir vu l'hérétique Pierre Duprat et son compagnon Guillem de Raissac dans un champ appartenant à Pierre de Paitès, de Lavelanet. Et lesdits hérétiques coupèrent le blé de Pierre de Paitès qui se trouvait là sur les lieux<sup>1</sup>. » Pierre Autier semble à l'occasion employer son temps à des travaux du même genre. Un jour, après un repas qu'il a partagé avec un jeune avocat du nom de Pierre de Luzenac, il sort portant sur l'épaule un instrument rustique, une fourche de fer<sup>2</sup>.

Mais c'est surtout dans leurs rapports avec les enfants et les femmes que ces mêmes *parfaits* offrent un curieux sujet d'étude. Eux si rigides, de nature, comme on peut le penser, si triste et si sombre, se relâchent ici de leur austérité et imaginent des prévenances, par lesquelles ils s'assurent l'attachement sans réserves de cette classe particulière de fidèles. Ce sont, en certains cas, de petits présents. Une femme reçoit de deux d'entre eux, Guillem Autier et son neveu Jacques, des peignes et des couteaux. Un jour, ils lui envoient une blouse pour son fils, un enfant en bas âge. A une autre femme, le même Guillem Autier et un autre hérétique, Pons d'Ax, donnent des peignes encore et une aiguille. Exposant devant elle leurs théories de transmigration des âmes, ils lui disent, sans doute pour flatter sa vanité, que, dans une existence antérieure, elle a été peut-être une reine<sup>3</sup>. De là, chez ces femmes, malgré leur frivolité, un dévouement absolu pour les ministres cathares, plus absolu et plus enthousiaste que celui de leurs maris mêmes. L'explication, du reste, n'en est pas difficile. Elle se trouve, non seulement dans leur foi, mais aussi dans le besoin de sacrifice qui est le penchant inné de leur sexe, dans

1. « Item dixit se vidisse Petrum de Prato et Guillelmum de Raissaco, socium ejus, hereticos, in quodam campo Petri de Paites de Avellaneto. Et ibi predicti heretici secaverunt bladum predicti Petri de Paites, qui erat in ipso campo. Et erant ibi cum predictis hereticis ipse testis et Petrus de Paites et Guillelma, uxor ejus, ambo de Avellaneto, qui secabant ibi bladum cum ipsis hereticis. Et ibi ipse testis et alii duo predicti adoraverunt pluries hereticos... » Manuscrit des Archives de la Haute-Garonne, interrogatoire de Guillem Carrère. — On le voit, cette condition de mercenaires, à laquelle se réduisent quelquefois les *parfaits*, n'altère point le respect que leur ont voué leurs fidèles, ni n'empêche ceux-ci de leur en continuer les marques qui sont de règle.

2. Bibl. nat., manuscrit lat. 4269, fol. 52 B.

3. *Ibid.*, ut *supra*, fol. 23 B, 17 B, 18 A.



l'attrait également que leur présentent toutes les choses défendues et clandestines. Au près d'elles, les hommes, si ardents qu'ils soient, semblent pleins de froideur. Personne ne s'emploie avec un pareil zèle à propager les doctrines de la secte. Elles les font adopter, quand elles le peuvent, à leur famille entière. Pour satisfaire leur passion religieuse, elles ne connaissent ni obstacles, ni périls, ni souffrances. Plus délibérément que leurs époux, afin de conserver entière la grâce que leur a conférée le *consolamentum*, elles affrontent l'épreuve effrayante du suicide rituel de l'*endura*, et patiemment se laissent mourir de faim et de consommation.

Ce n'est pas tout pourtant. A ces preuves multipliées du dévouement extraordinaire qui relie les *croiyants* aux *parfaits*, il faut en ajouter une dernière encore, la plus décisive d'ailleurs qui puisse être alléguée. Pour ces fidèles du catharisme, il ne suffit pas d'accueillir leurs prêtres comme les envoyés de Dieu même, de mettre à leur disposition et leurs biens et leur vie, d'aller jusqu'au bout dans les sacrifices que leur commande un fanatisme qu'on peut juger presque inouï. Ce fanatisme est assez puissant pour les conduire jusqu'au meurtre de quiconque leur semble vouloir attenter au salut de ceux qu'ils protègent avec un soin jaloux, de quiconque menace ces derniers d'une délation qui serait leur perte. Ainsi s'expliquent, dans l'histoire tragique de la société cathare et de ses luttes contre la justice inquisitoriale, quelques actes terribles de vengeance ou simplement de précaution. En 1235, un hérétique de la ville de Toulouse, un certain Arnaud Dominique, pressé par les autorités séculières et ecclésiastiques, a eu la faiblesse de révéler l'asile où se cachent un certain nombre de ses coreligionnaires. Il est assassiné peu de temps après, au milieu de la nuit et dans son lit même<sup>1</sup>. A la fin du siècle, et selon toute probabilité en l'année 1300, le désir d'assurer la sécurité de Pierre Autier pousse les fidèles de son entourage à une exécution du même genre. Un certain Guillem Jean a proposé aux Dominicains de Pamiers de faire tomber entre leurs mains le ministre hérétique. Les amis de Pierre Autier sont informés du complot. Deux d'entre eux, rencontrant le délateur au

1. Voy. *Chronique de Guillem Pelisson*, p. 25, 26 de notre édition, et p. 98, 99 d'un travail intitulé : *les Sources de l'histoire de l'Inquisition dans le midi de la France aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles*, à la suite duquel M. Douais a donné une nouvelle édition du même ouvrage.

milieu de la nuit, l'entraînent dans les montagnes et le jettent dans un précipice<sup>1</sup>.

Tel est le tableau que l'on peut présenter, croyons-nous, d'après les textes qui nous en ont conservé les traits expressifs, de l'existence de ces *parfaits*, de leurs habitudes et de leurs mœurs, des relations qui les rapprochent de leurs contemporains. Au sein de la société cathare, ils forment la véritable église, la seule qu'admettent les dogmes du dualisme. Revêtus d'un double caractère, ils sont à la fois membres de cette église, en vertu du *consolamentum*, qui les a élevés à la pureté idéale dont elle fait profession et qu'elle exige de ses élus, et prêtres, chargés à ce titre de dispenser les sacrements qui lui sont propres. Leur vie quotidienne, toute de privations et de renoncement ascétique, aspire à rappeler celle des apôtres primitifs et du Christ lui-même. Autour d'eux se manifeste le dévouement aveugle et fanatique des *croyants*, qui leur prodiguent leurs respects et leurs biens, qui s'exposent chaque jour pour eux aux risques les plus graves, qui parfois vont jusqu'aux résolutions les plus extrêmes pour les défendre. Tout cet ensemble, où éclate une ferveur religieuse étonnamment intense, l'église orthodoxe a pu le condamner; c'était son droit. Elle devait y reconnaître cependant, comme elle l'a fait en certaines occasions, quelques-unes des vertus qu'elle-même n'avait plus conservées qu'à demi au xiii<sup>e</sup> siècle, et dont elle avait à rétablir chez elle, sous peine d'une déchéance inévitable, la tradition presque abolie.

Charles MOLINIER.

(Sera continué.)

---

1. Voy. manuscrit lat. de la Bibl. nat., n° 4269, fol. 11 B-12 A, 12 B, 32 A, 37 B. Voy. également Döllinger, *Dokumente*, p. 27, 28, pour le même fait qui vient d'être exposé, et p. 171-173, pour une tentative de meurtre faite dans des circonstances identiques contre une femme, tentative qui du reste n'aboutit pas.



# LES DOLÉANCES

## DES COMMUNAUTÉS DU TOULOUSAIN

CONTRE

PIERRE DE LATILLI ET RAOUL DE BREUILLI

(1297-1298)<sup>1</sup>.

---

Il existe dans divers cartons du Trésor des chartes et du Supplément du Trésor des chartes un certain nombre de rouleaux et de pièces qui, jadis, formaient certainement une liasse ou un dossier, car ils sont tous de la même date et relatifs à la même affaire.

Tous ces documents ont trait aux plaintes qu'avaient portées en 1298 les représentants de diverses communautés du Toulousain contre Pierre de Latilli, chanoine de Soissons, clerc, et Raoul de Breuilli, chevalier du roi, chargés, l'année précédente, d'une mission spéciale dans la sénéchaussée de Toulouse.

Ces deux hommes de confiance de la couronne, qui sont l'un et l'autre bien connus, avaient été envoyés dans le Midi pour lever l'argent dû, à divers titres, au roi, dont les nécessités étaient alors fort grandes. Dès le 8 mai 1297, Pierre de Latilli avait été adjoint au sénéchal de Toulouse pour administrer et aliéner les biens échus au roi dans la sénéchaussée comme encours d'hérésie<sup>2</sup>; mais ce n'était pas là le seul objet de ses travaux financiers. Quant à Raoul de Breuilli, ancien bailli de Caux et ancien sénéchal de Périgord, il fut adjoint à Pierre de Latilli vers le même temps<sup>3</sup> et prit aussitôt, de concert avec lui,

1. Cet article fait partie de la série commencée dans la *Revue historique* de sept.-oct. 1906.

2. *Hist. gén. de Languedoc*, t. X, c. 344.

3. M. L. Delisle, sur la foi de la *Table* de Bréquigny qui cite La Faille,

des mesures pour assurer le recouvrement des créances du fisc. Mais les actes des deux commissaires soulevèrent de vives réclamations, assez vives pour que le gouvernement royal crût devoir les faire examiner à fond, et contradictoirement. De là enquêtes et dossier.

Nul doute que le dossier en question ait été versé aux Archives royales par Gilles, doyen de Saint-Martin de Tours, Étienne de Suisi, archidiacre de Bruges, et Geoffroi de Vendôme, chevalier, membres d'une commission d'enquête envoyée dans la sénéchaussée de Toulouse en 1298, *ad inquirendum super meritis composicionum generalium et ad quedam alia*. Ces trois personnages, « fort occupés à d'autres affaires du roi », avaient, du reste, délégué le soin de recueillir les témoignages sur l'affaire de Pierre et de Raoul à des sous-commissaires, partagés en deux équipes : 1<sup>o</sup> maître Simon Ledoux (*Suavis*), chantre d'Agen, et Jean Antoine, docteur ès lois et juge ordinaire de Quercy<sup>1</sup>; 2<sup>o</sup> Hugues de Camburat, docteur ès lois, et Guillaume Meschin, clerc du roi. Le compte des dépenses de ces sous-commissaires, qui a été conservé<sup>2</sup>, fait connaître avec précision la composition de leur suite et la durée de leurs opérations. Le voici :

Magistro Symoni Suavi, cantori Agenensi. Habuit pro expensis  
.LIIII. dierum, cum regressu. 39 l. 9 d.

Item, magister Johannes Antonii, iudex Caturcensis, habuit pro  
eodem ex eadem causa. 35 l. 48 s. 3 ob.

*Annales de Toulouse*, t. I, pr., p. 57, date de 1290 la mission de Breuilli (et de Latilli) à Toulouse (*Hist. de Fr.*, t. XXIV, p. 214<sup>a</sup>). C'est une faute d'impression.

1. Les pouvoirs nécessaires pour examiner les témoins dans l'affaire des communautés du Toulousain contre Pierre de Latilli et Raoul de Breuilli furent conférés par les trois commissaires au chantre d'Agen et au juge de Quercy par lettres datées de Toulouse, le 15 novembre 1298 : « Cum nos ad cognitionem causarum seu querelarum quas sindici ville Fanijovis ac quidam ex consulibus Castri Novi de Arrio, de Altaripa et de Lauraco pro se et universitatibus contra magistrum P. de Latilhiaco, canonicum Suessionensem, clericum, et dominum Radulphum de Brulhiaco, militem domini nostri regis, coram nobis moverant, et dicti P. et R. contra eosdem, ad presens intendere nequeamus, pluribus aliis regiis negociis occupati, vobis examinationem testium dictarum parcium qui coram nobis juraverunt tenore presencium committimus » (*Arch. nat.*, J 1029, n. 2; J 1032, n. 17; J 1033, n. 9; J 1034, n. 47; etc.). — Hugues de Camburat et G. Meschin furent sans doute commissionnés en même temps; ils procédaient déjà, en vertu d'une commission semblable à celle qui précède, le 18 novembre (J 896, n. 8. Cf. *ibid.*, n. 9).

2. *Arch. nat.*, J 896, n. 41. Le total en est étonnamment inexact.

Item, pro duobus notariis predictorum magistrorum de eodem tempore. 20 l. 8 s. t.

Item, domino Hugoni de Camburaco pro expensis .l. dierum cum regressu. 38 l.

Item, magister Guillelmus Meschi pro eodem tempore et ex eadem causa. 39 l. t.

Item, pro duobus notariis eorundem pro scripturis. 47 l. 4 s.

Item, magister Stephanus, notarius eorundem, pro scripturis seu sumptibus quas fecerat ante adventum inquisitorum. 40 s.

Item, magister Guillelmus de Chambarlac pro sumptibus adventus et regressus. 40 l.

Summa : 230 sol. (*sic*), 40 d. et ob. tur.

Les documents réunis ainsi par les quatre sous-enquêteurs<sup>1</sup> pendant un mois et demi d'activité ont échappé en partie à la destruction; mais ils ont été si étrangement dispersés par la suite des temps que c'est maintenant un travail très long, pénible et hasardeux (puisqu'il suppose le dépouillement complet du Trésor des chartes) d'en reconnaître les fragments. Voici la liste de ceux que j'ai rencontrés, classés sous les noms des communautés qui crurent avoir à se plaindre :

LAURAC, arr. de Castelnaudary (Aude).

Arch. nat., J 896, n. 25. Exposé des griefs (*Gravamina*) des consuls, avec les réponses des commissaires incriminés et de leurs agents, les répliques et les dupliques. Les documents émanés des plaignants sont sur papier, les autres sur parchemin; les uns et les autres cousus bout à bout, suivant l'ordre chronologique. Chaque pièce porte un triple visa : *Jacobus de Jassenis*<sup>2</sup>, *Petrus Henaperii*, *Robertus de Monteduplici*.

1. Peut-être y en eut-il davantage. Les témoins des défendeurs contre Cinte-gabelle (voir le tableau de la page suivante, sous ce nom) furent reçus par un cinquième enquêteur, maître « Astrugius Juliani », chanoine de Cahors, agissant « de mandato dominorum magistrorum decani Turonensis », etc. Hugues de Camburat vint bientôt l'assister en qualité de co-enquêteur.

2. Ce personnage n'est autre que le « Jacques de Gesserin », notaire, que l'*Histoire littéraire* (M. Renan), t. XXVII, p. 243, indique dans la suite de Guillaume de Nogaret lors de l'expédition d'Anagni. Jasseignes est son vrai nom, comme je l'ai montré ailleurs. On a des lettres royales contresignées par Jacques de Jasseignes comme fonctionnaire de la Chancellerie royale, en très grand nombre, à partir de 1300 (Bibl. nat., Moreau, 216, fol. 19; Arch. nat., J 732, n. 119; etc.) et peut-être plus tôt (Arch. nat., LL 1492, fol. 1). Cf. *Hist. de Fr.*, t. XXII, p. 505 (où Jasseignes est estropié en Sasseignes).

Arch. nat., J 4034, n. 7 et J 896, n. 32. Témoins des consuls.

— J 4034, n. 47. Témoins des défendeurs.

SAINT-FÉLIX de Lauragais, cant. de Revel (Haute-Garonne).

Arch. nat., J 884, n. 4. *Gravamina*, réponses, etc. Comme plus haut.

Arch. nat., J 892, n. 3. Témoins des consuls.

— J 4034, n. 46. Témoins des défendeurs.

— J 884, n. 2. Cette pièce, écrite au recto et au verso, est un résumé des deux précédentes, où les noms des témoins sont supprimés et les dépositions réduites à l'essentiel.

Arch. nat., J 892, n. 3<sup>bis</sup>. *Objectiones consulum Sancti Phelicis*. Reproches aux témoins des défendeurs.

FANJEAUX, arr. de Castelnaudary (Aude).

Arch. nat., J 4028, n. 22. *Gravamina*, réponses, etc. Comme plus haut.

Arch. nat., J 4032, n. 47. Témoins des demandeurs.

— J 4033, n. 47<sup>bis</sup>. Témoins des défendeurs.

— J 896, n. 37. *Objectiones contra testes productos contra syndicos Fanijovis*.

AUTERIVE, arr. de Muret (Haute-Garonne).

Arch. nat., J 4033, n. 9. Témoins des consuls.

— J 4029, n. 2. Témoins des défendeurs.

MONTGAILLARD, arr. de Villefranche (Haute-Garonne)<sup>1</sup>.

Arch. nat., J 896, n. 8. Témoins des consuls.

— J 4033, n. 40. Témoins des défendeurs.

CINTEGABELLE, arr. de Muret (Haute-Garonne).

Arch. nat., J 653, n. 43 et J 4034, n. 8. Témoins des défendeurs.

PUYLAURENS, arr. de Lavaur (Tarn).

Arch. nat., J 896, n. 29. *Gravamina*, réponses, etc. Comme plus haut.

Arch. nat., J 896, sans numéro. Pièce produite par les consuls. On lit au dos : *Podii Laurentii pro villis bajulie*<sup>2</sup>.

Arch. nat., J 4024, n. 38. *Objectiones consulum contra testes contra se productos per dominos Petrum de Latilliaco et Radulfum de Brulleio*.

1. Il n'y a pas moins de cinq Montgaillard dans la région. L'identification n'est pas certaine.

2. Il résulte de cette pièce que le *Podium Laurentii* dont il est ici question est le Puylaurens du Tarn, et non le Puylaurens de l'Aude (arr. de Limoux).

## CASTELNAUDARY (Aude).

Arch. nat., J 4033, n. 44. Témoins des consuls.

— J 4032, n. 48. Témoins des défendeurs.

## VILLEMUR, arr. de Toulouse (Haute-Garonne).

Arch. nat., J 896, n. 34. Pièce produite par les consuls : « Hec sunt infrascripta que fuerunt extorta et indebite habita a consulibus Villemuri et ab aliis consulibus castellanie de Villamuro per notarios et per servientes et per corretarios et alios ministros infrascriptos magistri Petri de Latilliaco et domini Radulphi de B[r]ulli ratione financie quam fieri fecerunt indebite et compulsive cum eis a consulibus predictis. » On lit au dos : *Exhibita per consules Villemuri.*

Arch. nat., J 896, n. 9. Témoins des défendeurs.

Il ressort de cette énumération même que le dossier était jadis plus considérable qu'il n'est maintenant, puisqu'il comprenait évidemment, pour chaque communauté, autant de pièces au moins qu'il en comprend encore pour Laurac et Saint-Félix. D'autre part, le doyen de Saint-Martin de Tours, l'archidiacre de Bruges et Geoffroi de Vendôme, dans leurs lettres de pouvoir à leurs délégués, semblaient n'indiquer, comme plaignants, que Fanjeaux, Auterive, Castelnauary et Laurac. Si Saint-Félix, Puy-laurens, Montgaillard, Cintegabelle et Villemur se sont, en outre, adressées aussi aux enquêteurs, pourquoi d'autres communautés voisines n'en auraient-elles pas fait autant? La preuve existe que Pierre de Latilli et Raoul de Breuilli avaient opéré, dans le Toulousain tout entier, de la même manière. Il est fait allusion, dans nos pièces, à des incidents, semblables à ceux qui s'y trouvent relatés, qui avaient eu d'autres villages pour théâtre<sup>1</sup>. Il subsiste d'ailleurs, dans les archives municipales du

1. Voir notamment les dépositions de R. Durand et de Jaquet de Pomiers dans J 1032, n. 17. Cf. ci-dessous, p. 37. — Les pièces produites par Puy-laurens et Villemur (voir le tableau qui précède) sont des comptes de sommes extorquées, non seulement à ces communautés, mais à diverses communautés de leur baylie ou châtellenie par les agents, notaires, sergents et « courtiers » des commissaires Pierre et Raoul. Une troisième pièce du même genre se trouve dans le même carton J 896, sans numéro; on lit au dos : « Exactiones per corretarios facte. » *Inc.* : « Primo Petrus de Tyherno et Guillelmo Boneti habuerunt pro coretagio ab hominibus Sancti Felicis... » Il résulte de ces trois pièces que les courtiers des commissaires (entre autres un certain « Aubri de Latilli », châtelain de Moissac, qu'accompagnait en tous lieux le notaire Aymeric Fabre, de Caraman) avaient paru à Layrac, Mirepoix, Villette, Guitalens, Montvalen, Appelle, Roquevidal, Varennes, Bonrepos, Villebrumier, Saint-Sulpice, le Bourguet, le Born, Belmontet, Villaudric, etc., etc.

Midi, des quittances des commissaires Pierre et Raoul qui suffiraient à l'établir<sup>1</sup>. Mais il n'y a pas à regretter beaucoup les pièces disparues. Celles qui sont encore là fourniraient, si elles étaient intégralement transcrites, comme l'ont été les enquêtes similaires du temps de saint Louis pour le tome XXIV des *Historiens de la France*<sup>2</sup>, la matière d'un in-folio. Et elles sont suffisamment explicites.

Tel qu'il est, le dossier dont il s'agit n'a jamais été attentivement étudié à ma connaissance. La note qui lui a été consacrée dans la nouvelle *Histoire générale de Languedoc* laisse fort à désirer<sup>3</sup>. Il est, cependant, instructif. Je ne crois pas qu'aucune autre série de documents laisse voir, d'une manière aussi pittoresque, comment, à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, il était procédé à la perception de certaines finances pour le roi. Et ces enquêtes abondent par surcroît, comme il est naturel, en informations

1. Quittance originale de Pierre de Latilli et de Raoul de Breuilli aux Archives municipales de Verdun-sur-Garonne, EE 1. — Le Cabinet des manuscrits a récemment acquis (Bibl. nat., n. acq. lat., n. 2391, fol. 6) un fragment du rouleau dont voici l'intitulé : « *Computus compositionum factarum cum magistro Petro de Latilliaco et domino Radulpho de Brully, milite, missis ad senescalliam Tholose pro domino rege super pluribus inquestis pendentibus super diversis delictis, et quarundam condemnationum emendarum pecuniarium per eosdem, traditus thesaurario Tholose pro domino rege ad levandum.* » Il ne s'agit, dans le fragment conservé, que de condamnations et de compositions infligées à des particuliers pour des délits. Paiements effectués en 1298 et 1299. Exemple : « *Dominus Odo de Montealto, miles, v<sup>c</sup> l. per compositionem pro portatione armorum et pluribus delictis commissis apud Gardellam in domo et terra prioris Deaurate. Sol. ad Ascensionem XCIX<sup>s</sup> per compositum Tholose, et quitus.* »

2. Cf. *Revue historique*, sept.-oct. 1906.

3. Qu'on en juge. *Hist. gén. de Languedoc*, t. IX, p. 206, n. 4 : « La mission dans le Midi de Pierre de Latilli et son collègue, — qui est appelé dans les textes Raoul de Buthaco ou de Builhaco, ce qui donne Bouillac ou Bouilli, suivant les pays, — date au plus tard de 1297... Ces deux personnages continuèrent les enquêtes commencées par maître Simon Ledoux (*Suavis*), chantre d'Orléans, et Jean Antoine, docteur ès lois, juge ordinaire du Quercy ; il nous est resté plusieurs actes relatifs à leur mission. Citons notamment une enquête touchant la ville de Laurac en 1298 (Original, J 1031, n. 7 et 47) ; un procès pour la gestion des finances de Puilaurens en 1297 (J 1024, n. 38) ; des productions des consuls de Saint-Félix contre le vicomte de Brulhois (J 892) ; enfin une enquête pour Auterive (J 1029, n. 2). Leurs prédécesseurs, Simon Ledoux et son collègue, avaient passé avec les habitants de cette dernière ville un accord pour le rachat des droits de caselage et des peines encourues pour usage de monnaies prohibées, refus d'hommage, etc. ; ils devaient payer la somme de 3,000 livres tournois. N'ayant point tenu leurs promesses, ils furent poursuivis par Pierre de Latilli et Raoul de Bouillac. »



diverses, notamment en ces menus traits de mœurs qui font revivre le passé.

La difficulté est d'extraire de cet énorme fatras les enseignements qu'il contient. Ni la publication *in extenso*, ni l'analyse complète des documents ne sont pratiquement possibles à cause du verbiage infini et des continuelles redites. Le plus simple, semble-t-il, est d'examiner d'abord l'ensemble des pièces qui intéressent une des communautés en cause : Laurac, par exemple, dont le dossier particulier est un des mieux conservés.

Voici, d'après les consuls de Laurac, les faits qui se sont passés dans le pays, les abus de pouvoir dont ils ont été victimes et dont ils requièrent le redressement.

Deux suppôts des commissaires Pierre de Latilli et Raoul de Breuilli, le notaire Raimond Durand<sup>1</sup> et Simonet<sup>2</sup>, sont arrivés un jour à Laurac, escortés de vingt-quatre sergents environ, pour lever de l'argent qu'ils prétendaient dû au roi. Ils se mirent aussitôt à saisir des gages chez les habitants, jusqu'aux vêtements et aux couvertures de lit. En plusieurs cas, après avoir expulsé les gens, ils fermèrent les portes, dont ils emportèrent les clés. Enfin, ils ont tant fait que, terrorisés, les consuls et les notables se sont engagés à comparaître, à Toulouse, devant Pierre de Latilli et Raoul de Breuilli pour s'entendre avec ces seigneurs et faire leur volonté. Là, il a bien fallu s'entendre, en effet. Les représentants du village, consuls, notables et autres, n'ont été autorisés à quitter Toulouse, où, leurs ressources épuisées, ils n'avaient plus de quoi manger (*non habebant quid comederent*), qu'après avoir promis au nom de leur communauté de payer, à titre de composition, 25,000 sous toulousains en cinq ans, ou plutôt (car leur pauvreté les a contraints à préférer cette combinaison), 30,000 sous toulousains (ou 3,000 livres tournois) en dix ans. — Restait à obtenir la ratification du reste de la communauté à l'arrangement conclu. Durand et Simonet reparurent au village pour l'obtenir. Mais, à Laurac, beaucoup ne voulaient pas s'obliger. Alors tous les habitants ont été cités à comparaître dans l'enceinte de la cour royale du lieu (*in aula regia*) et

1. Il résulte des dépositions de divers témoins que R. Durand était, de sa profession, notaire à Avignonet (Haute-Garonne). Il se dit lui-même âgé tantôt de trente-cinq, tantôt de quarante ans environ.

2. Ce Simonet est appelé tantôt de *Pishalo*, *Pissalo*, tantôt « de Latilli ».

retenus là, pendant presque un jour, sous menaces, jusqu'à ce qu'ils s'obligeassent bon gré mal gré. — Durand, Simonet et leurs sergents ont commis en outre, à leur profit personnel, diverses exactions supplémentaires. La communauté a encore subi, de ce chef, un dommage qu'on peut évaluer en tout à 150 l. t.

Les nombreux témoins, entendus à l'appui de ces réclamations, illustrent de détails précis le récit sommaire qui précède<sup>1</sup>.

C'est entre la Saint-Michel et la Toussaint 1297, un mardi, que Durand et Simonet sont venus pour la première fois à Laurac avec des sergents. Ils s'installèrent chez une veuve. Leurs sergents commencèrent aussitôt à entrer dans les maisons, « pour lever les questes », comme ils disaient, et à saisir quiconque ne payait pas. En même temps, R. Durand faisait convoquer les consuls et les notables à comparaître devant lui. Ils se rendirent à son hôtel, au nombre de cinquante ou soixante, pour avoir des explications. L'un d'eux, Bernard Compans, qui ne voulait pas se déranger, fut amené à grands coups de poing dans le dos. « Je suis venu, dit R. Durand, afin de faire finances avec les hommes de cette ville, pour les caselages et les hommages, pour ce qui est dû à raison de l'emploi des monnaies prohibées, à raison du service militaire, à raison des fiefs chevaleresques acquis depuis cinquante ans et enfin à raison des enquêtes pendantes contre quelques hommes d'ici. » — « Mais, lui répondit-on, il n'y a pas plus de quatre ou cinq hommes à Laurac qui soient tenus aux caselages; quant au reste, nous ne devons rien. S'il y en a qui doivent, c'est leur affaire; mais laissez la communauté en paix. » R. Durand répliqua simplement qu'il les ferait saisir tous s'ils ne s'entendaient pas avec lui sur-le-champ ou s'ils ne promettaient pas d'envoyer sous huit jours des délégués à Toulouse pour s'entendre avec les seigneurs commissaires. Il leur annonça qu'il allait les faire interner dans le château royal du lieu. « Mais, représentèrent en vain les consuls, nous n'avons l'habitude d'aller au château que pour tenir les plaids<sup>2</sup>! » — En attendant, défense de bouger : « Restez ici, dit R. Durand, car vous n'êtes

1. Le récit qui suit est fait de toutes les versions parallèles, concordantes. Pour les circonstances rapportées par un seul témoin, le nom du témoin est cité en note.

2. Pons *Vergerii* : « Non consueverunt transmitti ad dictum castrum nisi pro aliquo iudicio faciend. » — Guillaume *Fabri* : « Responderunt se non teneri intrare dictum castrum nisi cum haberent ibidem aliquid cognoscere vel etiam iudicare. »



bons qu'à donner aux autres le conseil ou les moyens de se sauver ou d'échapper aux saisies. » — Tandis que la conversation se prolongeait ainsi, les sergents amenés par les gens du roi, et ceux de Laurac, qui avaient été requis, parcouraient le village, munis de rouleaux où les noms de ceux qui devaient la quête étaient inscrits. Ils fouillaient et dévalisaient partout, emportant des « gages » et les clés. Après avoir expulsé les habitants, ils fermaient les portes et apportaient les clés à R. Durand; un seul sergent en apporta dix-sept. Les maisons qui ne fermaient pas à clé, ils en consignaient l'entrée (*consignabant, sigillabant*) en y fixant un fer à cheval. Alors les notables, réunis chez la veuve, se décidèrent à jurer qu'ils feraient le voyage de Toulouse. Cette fois-là, les consuls remirent à R. Durand 50 sous de Toulouse pour sa peine et celle de ses gens, sans préjudice des cinq deniers par tête que ceux-ci exigèrent des habitants dont ils avaient pris les clés, avant de les leur rendre, et de ce qu'ils extorquèrent encore aux notables qui avaient juré d'aller à Toulouse; chacun de ceux-ci dut payer 4, 5 ou 6 deniers, suivant le plus ou moins de promptitude qu'il avait mis à prêter serment : *qui priores jurabant, minus solvebant*.

Les consuls, les notables, les soixante qui avaient juré et « quatre hommes élus par ceux qui restaient à Laurac pour donner aide et conseil aux précédents »<sup>1</sup> comparurent donc à Toulouse. Ils se rendirent d'abord chez maître Guillaume de Gaudiès, notaire du roi<sup>2</sup>. « Permettez, lui dirent-ils, que les plus pauvres d'entre nous retournent chez eux, car ils n'ont pas de quoi subsister ici. » — « Personne ne s'en ira, répondit maître Guillaume; et j'enverrai plutôt chercher ceux qui sont restés là-bas. » — « Très peu de gens de chez nous sont tenus aux questes; nous ne sommes pas hommes de corps; nos anciens ne l'étaient pas. » — « Il y en a soixante sur ma liste, dit maître Guillaume; et, si l'on cherchait bien, il y en aurait davantage; votre intérêt, sachez-le, est de vous arranger avec nos seigneurs Pierre et Raoul. » — « Pour Dieu, sire, faites-nous droit; entendez nos témoins; faites faire des enquêtes, et, si l'on trouve à Laurac des

1. « Ad dandum eis auxilium et consilium » (B. Auriol).

2. « Guillelmus de Gauderiis ». Un Jaufre de Gaudiès était notaire à Toulouse en 1275 (*Hist. gén. de Languedoc*, t. X, c. 133); Raimond de Gaudiès, procureur du roi dans la sénéchaussée de Toulouse (*Ibid.*, c. 277). Un autre Raimond de Gaudiès paraît dans J 1034, n. 46; c'était le frère de maître Guillaume.

hommes de corps, taxez-les (*ipsos questetis*) comme il faut, mais laissez les autres en paix. » — « Arrangez-vous plutôt », dit Guillaume. — Pendant quatre jours, les gens de Laurac délibérèrent entre eux, notamment dans l'église de Notre-Dame de la Daurade. Enfin, il parut sage d'obtempérer, pour plusieurs motifs. D'abord cette parole de maître Guillaume : « En cherchant bien, on en trouverait davantage... » était très inquiétante; un témoin, Bernard Dantiocha, dit que maître Guillaume et R. Durand avaient laissé entendre que, au besoin, *bene reperiretur quod omnes tenebantur*<sup>1</sup>; fallait-il s'obstiner sur la définition de la quête, de la condition et du nombre des habitants de Laurac soumis à la quête, alors que la quête, qui s'entendait au sens strict de la redevance des hommes de corps, s'entendait aussi, au sens large, de toute imposition générale? D'ailleurs, il ne s'agissait pas que de « quête »; tous les habitants de Laurac étaient inculpés d'usage des monnaies prohibées, de service militaire mal fait, de nouveaux acquêts en terres nobles, etc. « En cherchant bien », on découvrirait sans doute que tous étaient en faute à un titre quelconque. Pas un n'échapperait, en tout cas, aux tracasseries dont les commissaires offraient de les délivrer tout d'un coup par une transaction amiable (*ita ut essent generaliter immunes*). Et puis, ils ne se sentaient pas libres; maître Guillaume leur avait dit aussi : « Vous ne partirez pas de Toulouse sur vos pieds ou sur d'autres (*cum pedibus vestris vel alienis*) avant d'avoir composé. » On les avait menacés des tours du Château-Narbonnais. Enfin, ils n'étaient pas sans savoir que, naguère, les hommes de *Bellisplanis* avaient été, en pareil cas, transférés en masse à Fanjeaux<sup>3</sup>. Ils se décidèrent donc. Les pourparlers

1. Cf. B. Auriol : « Dicebat magister G. de Gauderiis quod nullus erat in villa, si bene discuteretur, qui non teneretur ad questas. »

2. « Nunquam vidit quod queste peterentur ab hominibus de Lauraco, nisi quando dominus rex mandat eos exire ad exercitum, quod libenter faciunt sicut alie communitates » (Pons *Vergerii*). — « Nunquam alias vidit nec audit quod queste peterentur ab hominibus dicte ville, nisi generaliter a tota patria dominus rex peteret donum vel mutuum, exceptis illis qui sunt de genere Arnaldorum et de genere Deus Filat (*var.* : Sigart), qui dicuntur teneri ad questas » (G. *Fabri*). Il y avait du reste quelque incertitude, même à Laurac, sur le dénombrement des familles qui étaient *questabiles* au sens strict; la plupart des témoins disent deux, mais d'autres trois, quatre ou cinq. Un témoin déclare qu'il y en a quatre ou cinq, mais qu'il n'en connaît qu'une (les *Arnaldi*) par son nom.

3. Bernard de Villeneuve. Cf. G. *Fabri* : « Et ideo pro omnibus volebant generaliter componere ne illi pro quibus non esset compositum vel pacifica-

s'engagèrent avec les deux commissaires qui siégeaient dans la chapelle Saint-Martin de la Courneuve du roi. Lorsque maître Guillaume, acolyte et porte-parole des commissaires, jeta le chiffre de la somme à payer comme transaction : 50,000 sous toulousains, les consuls « se crurent morts ». Ils offrirent 2,500 l. t. Finalement, les gens du roi déclarèrent qu'ils accepteraient 3,000 l., mais que, si l'on ne tombait pas d'accord le jour même, ce serait 3,500 l. le lendemain et davantage plus tard. Force fut de se résigner. En consentant, plusieurs pleuraient<sup>1</sup>.

Non seulement ils étaient tristes parce que la somme était forte, mais ils n'étaient pas rassurés au sujet de l'accueil qui leur serait réservé à leur retour au pays. — « Seigneurs, dit l'un d'eux, comment nous en tirerons-nous, si ceux de Laurac qui ne sont pas ici refusent d'adhérer à l'arrangement? » — Guillaume de Gaudiès répondit qu'il se faisait fort de les obliger à s'engager (*ad incarcerationem se*); le roi en faisait son affaire<sup>2</sup>. R. Durand ajouta : « Soyez tranquilles, j'irai moi-même<sup>3</sup>. » Pour l'instant, les soixante furent invités à passer dans une chambre de la Courneuve, qui est « au chef de ladite cour » (*in capite aule*). Tout le monde s'assit en cercle; puis les gens de Laurac s'obligèrent et promirent à R. Durand, stipulant, comme notaire public, au nom du roi, qu'ils paieraient la somme convenue aux termes fixés. Est-ce qu'ils prêtèrent alors serment, en outre, de ne jamais contrevenir à la composition et de n'en jamais contester la validité? La question leur fut posée à l'enquête; leurs réponses sont embarrassées sur ce point, et cela s'explique de reste. Au moment de prendre congé, R. Durand répéta qu'il retournerait bientôt à Laurac pour faire jurer les autres et qu'il restituerait

tum male tractarentur sicut videbant suos circumvicinos aliarum villarum male tractari, eorum animalia capiendo et in bonis eorum banna apponendo. » — Il est encore question de la mésaventure, déjà ancienne, des hommes de *Bellisplanis* dans la déposition de R. Boyer contre Cintegabelle (J 1031, n. 8) : « Vidit homines de Bellisplanis pro questis que ab eis petebantur arrestari usque ad triginta apud Fanumjovem (*sic*) per dominum Henricum, tunc thesaurarium Tholose pro domino rege, et fuerunt arestati per duos menses quia nolebant solvere questas. »

1. « Et erant aliqui qui pre tristicia et dolore lacrimabantur dum fieret compositionis » (Ibid.).

2. « Et si aliquis esset qui se non vellet incarceratione, dominus rex super se acciperet portionem illius secundum quantitatem tallie sibi imposita » (B. Auriol).

3. « Cum quidam inter se dicebant quod male fecerant et quod alii homines de villa non consentirent... » (B. Brezeci).

alors, ou détruirait, l'instrument dressé tout à l'heure sous la garantie personnelle des soixante.

Quinze jours plus tard, en effet, R. Durand était au village, avec son escorte ordinaire. A son de trompe, il fit crier dans les rues que tous les chefs de ménage (*tenentes magnagia*), hommes et femmes, au-dessus de douze ans, se réunissent à l'église, vers midi, après le repas. Mais il se ravisa : ayant sans doute quelques raisons de craindre « de la brigue et du tumulte », le rendez-vous général fut ultérieurement indiqué dans la grande salle de la cour du roi locale<sup>1</sup>. L'assemblée des chefs de famille, hommes et femmes, fut nombreuse : les évaluations varient entre 150 et 300 personnes<sup>2</sup>. R. Durand, « installé à la place où le juge se tient quand les assises ont lieu dans cette salle »<sup>3</sup>, parla. Il dit que le moment était venu de ratifier la composition, dont il rappela les termes et les avantages. Là-dessus, tumulte, comme il l'avait prévu : « La somme était trop forte ; comment la payer ? » Le nombre des protestataires varie suivant les témoins : les uns disent « quelques-uns », d'autres « une centaine », d'autres « tout le monde ». Non pas l'unanimité, certainement, car la plupart de ceux qui avaient été à Toulouse n'en menaient pas large et n'osaient trop parler. Même, quelques-uns de ceux-là, les plus riches, craignant d'être molestés par les autres, allèrent se cacher dans une « chambre » de l'édifice<sup>4</sup>. R. Durand, lui, se retira, après avoir fait fermer les portes de l'*aula* et placé deux sergents à l'issue principale, deux autres à une autre ouverture (*trapa*) par où l'on aurait pu s'échapper sous prétexte d'aller à ses nécessités, *occasione cujuscumque necessitatis*. Défense de bouger. Cela fait, il s'en alla, laissant le peuple à ses réflexions. Or, c'est une bien forte preuve, entre tant d'autres, de la crainte que les sergents à verge fleurdelysée, représentants de l'autorité royale, inspiraient alors aux simples gens de la campagne qu'il ne se produisit même pas une tentative d'évasion. *Cum non audirent exire propter servientes...* Cependant les heures passaient ; le jour tombait ; le

1. G. Fabri.

2. D'après le dernier recensement, la commune de Laurac a maintenant 476 habitants.

3. Germain Tardieu, clerc.

4. G. Tardieu. — G. Fabri interprète autrement le fait de la retraite des plus riches. C'est R. Durand qui les y aurait forcés, « ut ipsi essent in loco strictiori ».

temps du premier somme (*hora primi somnii*) était arrivé; la foule alluma des chandelles. Par les fenêtres, les enfermés voyaient et entendaient leurs femmes et leurs enfants, attroupés et en larmes, qui leur demandaient pourquoi ils ne rentraient pas à la maison. Alors quelqu'un ouvrit l'avis de faire appeler le baile; ce fonctionnaire consentit à solliciter le retour de R. Durand. Comme quelques-uns refusaient encore d'adhérer à la composition : « Prenez garde, dit l'homme du roi; personne ne sortira cette nuit avant d'avoir adhéré, *sub pena fracte carceris*<sup>1</sup>; et puis je disperserai les rebelles, les uns à Belvèze (*Bellumvidere*<sup>2</sup>), d'autres ailleurs<sup>3</sup>. » Mais la résistance était à bout. R. Durand, posté à l'issue de la salle, le livre des Évangiles à la main, ordonna que les assistants défilassent devant lui et leur fit prêter à tous, un à un, le serment d'adhérer. Le défilé finit à la nuit close.

Le lendemain, les notaires et les scribes amenés par R. Durand allèrent de porte en porte, chez les riches et les pauvres, pour recueillir les noms de tous les habitants sans exception. R. Durand opéra lui-même dans une section : « Avez-vous, dit-il en riant chez un témoin, qui rapporte le propos<sup>4</sup>, avez-vous ici un enfant qui ne soit pas baptisé? Je vais lui donner un nom, car il me faut l'inscrire aussi. » Pourquoi toutes ces écritures? C'était, disaient les notaires, pour le bien du pays, afin que les gens de Laurac jouissent en paix à jamais, eux et leur postérité, des libertés concédées à leur communauté en échange de la composition<sup>5</sup>; c'était pour que, si des étrangers venaient à s'établir par la suite dans le village, ils ne participassent pas à de si précieuses libertés<sup>6</sup>; mais les gens croyaient plutôt, dit un témoin, que c'était pour tirer à la ligne, *ut major pecunia haberetur pro cartis que fierent*<sup>7</sup>.

Ce même jour, R. Durand, en bonne humeur, invita les consuls et quelques notables à manger avec lui, mais aux frais de la communauté. Le repas coûta 30 sous toulousains, « dont les consuls ont compté dans les comptes de leur administration ».

1. G. Fabri.

2. Belvèze, arr. de Limoux (Aude).

3. J. Cuppe.

4. B. Brezeci.

5. P. Dudet.

6. Simonet.

7. B. Auriol.

Tout n'était pas fini. Après ces événements, les sergents de R. Durand réparurent encore deux fois à Laurac. — La première fois pour réclamer, en vertu de l'autorisation expresse des commissaires Pierre et Raoul, une nouvelle assise de 3 deniers pour livre de la composition, soit 37 livres 1/2. Cette somme était destinée à rémunérer R. Durand et sa troupe. Elle ne fut pas payée à la première réquisition. Alors on arrêta au nom du roi les consuls et huit habitants qui furent conduits à Avignonet, résidence de Durand. Ce personnage les consigna de nouveau, et, après les avoir terrorisés comme d'habitude, dit : « Si vous n'avez pas d'argent, mon beau-frère vous en prêtera. » Ce beau-frère mit les consuls captifs en rapport avec un usurier de Toulouse, qui leur prit 15 livres d'intérêt pour 37 livres 1/2 de capital prêté. — La seconde fois, les sergents venaient réclamer le montant du premier terme échu de la composition. Il ne fut pas payé. Alors Laurac n'évita pas les désagréments ordinaires en pareil cas, que la composition avait eu, soi-disant, pour but de lui épargner : portes enfoncées, portes fermées à clé, confiscations de meubles, de grains, de bestiaux (d'où empêchements à la culture), etc.

Tels sont les griefs de Laurac. Les réponses des commissaires et celles de leurs principaux agents (Durand et Simonet) ne font guère que les confirmer sur les points essentiels. En voici l'économie. Après des protestations de style (qui sont pareilles dans l'une et l'autre pièce<sup>1</sup>), ces défenses, très verbeuses, se réduisent aux allégations suivantes : « Si des saisies ont été pratiquées, elles étaient justifiées, d'après le droit et les coutumes locales, par la mauvaise volonté des débiteurs du roi, qui refusaient de s'acquitter. Si les portes de quelques maisons ont été closes et les clés emportées, c'est que les propriétaires les avaient vidées, dissimulant leurs biens pour les soustraire à la saisie. Les consuls et les notables ont consenti de leur plein gré à la composition, sans menaces ni violences. Si l'assemblée des chefs de famille a été séquestrée quelque temps (une heure à peine), c'est à la requête des consuls et parce que la communauté ne s'entendait pas sur la forme de la taille à imposer pour payer la composition (*super modo talliandi*). Quant aux exactions reprochées aux sergents et aux notaires, il faut distinguer : les exactions indues, nul n'est recevable à s'en plaindre, car les commissaires ont toujours

1. « Non intendunt litem contestare super propositis si sint impertinentia... »



été prêts à réprimer les abus de ce genre (on n'avait qu'à s'adresser à eux *pro taxatione salariorum et pro cessatione executionis pro salariis*); les levées de deniers, légitimes et autorisées, pour couvrir les frais d'opérations régulières, comme les 5 deniers toulousains par tête d'officier requis lors de la première visite de R. Durand à Laurac et comme les 37 livres 1/2 dont on a parlé en fin de compte, étaient dues. Cette dernière somme de 37 livres 1/2 représente à peine ce qui aurait dû revenir auxdits Durand et Simonet *pro stipendiis et labore suo*. — Les défenses se terminent par des demandes reconventionnelles : les commissaires incriminés et leurs agents réclament respectivement 1,000 l. t. d'amende pour le dommage moral qui leur a été causé par l'accusation; R. Durand et Simonet expriment en outre le regret d'avoir présenté des états de frais trop modérés et annoncent à mots couverts des réclamations complémentaires (*pro laboribus suis homines de Lauraco tenentur eis pro majori summa, quam petunt sibi solvi*).

Les dépositions des témoins de la défense n'ajoutent que quelques touches au tableau des scènes que l'on connaît par les témoins de l'accusation. — Simonet de Pishalop, familier de Pierre de Latilli<sup>1</sup>, a assisté à presque toutes les opérations. C'est avec dix sergents seulement que, en compagnie de R. Durand, il est venu à Laurac la première fois, porteur des rôles qui lui avaient été remis par les commissaires, où les noms des débiteurs de la quête étaient inscrits. Les consuls et les notables vinrent demander qu'il leur fût permis d'envoyer à Toulouse, *ad pacificandum*, disant que « naguère ils avaient déjà essayé de s'arranger en pareil cas avec d'autres commissaires au sujet desdites questes, et qu'ils feraient volontiers ce qui pourrait être utile aux pauvres hommes du pays, à qui les questes étaient réclamées ». Avant de se retirer, Simonet et son collègue firent jurer aux consuls et aux notables de se rendre à Toulouse dans la huitaine et d'y rester jusqu'à ce qu'une solution intervînt. Cette version est confirmée par le sixième témoin des défenseurs, teinturier à Villefranche-de-Lauraguais; cet homme était là parce que, ayant été saisi à Villefranche et sa porte « bannie », il suivait partout R. Durand et Simonet pour se faire rendre son bien (*ut posset suum bla-*

1. « Qui moratur cum domino Petro de Latilliaco. » Agé de vingt-huit ans, « étranger au pays ».



*dum recuperare et ostium domus sue liberare a banno imposito*).— Simonet n'était pas présent à la scène de la composition dans la chapelle du roi à Toulouse, mais R. Vita, notaire de la cour des appels à Toulouse, et P. *Dudeti*, notaire, de Villefranche, s'y trouvaient. Ces deux derniers attestent que les députés de Laurac, en prenant congé des commissaires, avaient l'air très satisfait et remerciaient avec effusion. Ils avaient désiré vivement, dit R. Vita, substituer une composition générale à des arrangements particuliers. Ils avaient la joie peinte sur le visage, ajoute P. *Dudeti*, et disaient entre eux qu'ils aimeraient mieux être tous ruinés (« ne plus avoir chacun que 5 s. t. ») que de n'avoir pas conclu un accord si avantageux. Ils disaient aussi, d'après le même témoin, qu'ils devaient se réjouir grandement d'avoir été les premiers du Toulousain à conclure une composition générale.— Lors de la seconde expédition à Laurac, R. Durand termina son discours à l'ensemble des chefs de famille en demandant par trois ou quatre fois, à haute voix, si quelqu'un faisait opposition à l'arrangement de Toulouse. Alors « un ou deux » individus se levèrent pour protester; mais les autres les firent taire, dit Simonet, et leur reprochèrent leur conduite avec une merveilleuse véhémence. P. *Dudeti* déclare, de son côté, que « quelques-uns » se levèrent, mais seulement pour déclarer, au nom des autres, qu'ils ne s'obligeraient pas jusqu'à ce que fussent élus quelques prud'hommes pour asseoir la taille nécessaire selon les ressources de chacun; dix-sept répartiteurs (*talliatores*) furent, en effet, élus, et R. Durand dressa de leur élection un instrument public. Voilà tout; le témoin reconnaît d'ailleurs, en passant, que la séance dura longtemps et que la prestation du serment se termina aux chandelles.

Ce qui s'était passé à Laurac s'était passé presque de la même manière dans les autres communautés du Toulousain dont nous avons les doléances. Dans tous les sous-dossiers locaux, le cadre des *Gravamina* et des dépositions pour et contre est très sensiblement le même. Un notaire, escorté de sergents, a paru au jour dans la localité, à l'improviste; il a réuni les notables et obtenu d'eux, sous menace de faire procéder immédiatement à des saisies, la promesse de comparaître à Toulouse pour s'entendre avec les commissaires. Comparution des notables dans la chapelle Saint-Martin de la Courneuve du roi, à Toulouse; mar-

chandages; transactions. Nouvelles démarches et nouvelles violences des agents du roi pour arracher la ratification des communautés, le payement d'un premier terme, le règlement des honoraires dus pour la prime desdits agents. Comme dans le dossier de Laurac, le principal intérêt réside dans les détails fournis par les témoins, tant par ceux de l'accusation que par ceux de la défense<sup>1</sup>.

Le premier acte fut joué presque partout, comme à Laurac, par le notaire Raimond Durand et ses acolytes<sup>2</sup>. C'est lui qui opéra notamment à Montgaillard, à Castelnaudary, à Auterive. Ses procédés ne varient pas. — Vers la Toussaint 1297, des sergents se sont abattus sur Montgaillard, qui ont procédé aussitôt à des saisies. Un témoin a été expulsé de sa maison par deux de ces officiers, qui l'ont emmené en le bourrant à coups de plat d'épée; il les a vu fermer jusqu'à quarante « hôtels » ou maisons du village, y prendre des gages (porcs, bœufs, blés, etc.), y percer des tonneaux et emporter les clés. Les habitants n'osaient plus labourer que la nuit de peur de se voir enlever leurs bêtes. Enfin,

1. Les témoins de la défense furent récusés par l'accusation. Les récusations présentées par les gens de Laurac manquent, mais nous avons celles de Fanjeux, de Saint-Félix et de Puylaurens. — Comment ajouter foi, observent les hommes de Saint-Félix, aux dépositions à décharge de maître Guillaume de Gaudies en cette affaire? Il y a joué lui-même le plus grand rôle, de notoriété publique, comme familier et domestique, agent et conseiller des commissaires; il a pris publiquement leurs intérêts; il ne cache pas son espoir de les voir triompher. — Raimond Durand est suspect pour la même cause; il a toujours passé, d'ailleurs, pour malhonnête, et il est, en vérité, partie au procès, car, s'il y avait lieu de restituer les sommes perçues, il perdrait la commission de 3 d. pour livre qu'il a touchée sur lesdites sommes. — Un assez grand nombre de témoins, originaires du diocèse de Coutances, comme leur patron Raoul de Breuilli, sont récusés comme étrangers (*alienigenae*) et domestiques dudit Raoul. Tous ou presque tous les suppôts et les témoins des commissaires sont représentés, d'ailleurs, comme des individus de sac et de corde : joueurs de dés, blasphemateurs, ivrognes, adultères, bigames, parjures, voleurs, faussaires. Celui-ci a été condamné pour faux témoignage à la perte de la langue, à la confiscation et à l'exil perpétuel hors de la province de Narbonne; celui-là (R. Boerit), qui n'a pas le sou, a été autrefois puni par monseigneur le sénéchal Eustache de Beaumarchais et à jamais privé de tout office public. G. Calvet descend d'ancêtres dont la mémoire est entachée d'hérésie. Raoul Delalande, notaire et porte-scel, « proxénète et courtier » (*proseneta seu corretarius*) de Raoul de Breuilli, s'est vu jadis interdire, pour indignité, l'exercice du notariat...

2. Ailleurs, notamment à Saint-Félix, l'opération fut conduite par Guillaume Bonet, Jaquet de Pomiers et Pierre de Thiers, tous trois qualifiés d'étrangers dans les récusations (le premier quoique exerçant la profession de notaire à Saint-Félix; le deuxième Normand; le troisième Auvergnat).

Durand les convoqua tous à comparaître par-devant lui au lieu dit *Gardochium*; là, il fit jurer aux quatre consuls et à douze autres notables qu'ils iraient s'arranger à Toulouse avec les commissaires, et au reste de la population qu'elle accepterait ces arrangements<sup>1</sup>. Ceux qui avaient été expulsés de chez eux ne rentrèrent en possession de leurs clés que moyennant un versement de 3 deniers toulousains. — Vers la même date, R. Durand est passé à Castelnaudary avec dix sergents; il dit aux habitants : « Je vais à Fanjeaux; si, à mon retour, vous n'avez pas député à Toulouse, vous serez saisis (*ego pignorabo vos*). » Sachant comment les communautés voisines avaient déjà été traitées en pareil cas, on décida d'obtempérer. — Entre la Noël et la Chandeleur 1298, Durand et Simonet sont passés à Cintegabelle, en route pour Auterive. Ils y allaient « pour les finances » et disaient qu'ils feraient financer Auterive comme les autres communautés avaient déjà financé. Quelques jours après, ils revinrent et annoncèrent : « Ceux d'Auterive iront à Toulouse<sup>2</sup>. » Ils n'avaient pas pu résister, eux non plus, à l'exposé des mesures prises contre leurs voisins et à la menace de leur en faire autant, ponctuée par de légers commencements d'exécution.

Le second acte est à Toulouse, où les députations affluent. — Le premier soin des plus avisés était, avant de comparaître devant les commissaires Pierre et Raoul dans la chapelle Saint-Martin de la Courneuve, de s'adresser aux patrons qu'ils avaient en ville. C'est ainsi que ceux de Castelnaudary allèrent consulter maître Arnaut de Villars au Château-Narbonnais (*qui erat in domo regia apud Castrum Narbonensem*<sup>3</sup>) et maître Pierre de Pradines : « Monseigneur, nous voyons nos voisins saisis et grevés; pour Dieu, épargnez-nous ce purgatoire! » Ceux d'Auterive s'adressèrent d'abord à des familiers de l'évêque de Pamiers et à frère Jean *de Cabajulis*, de l'Ordre des Frères Prêcheurs, le suppliant d'intercéder en leur faveur auprès de maître Guillaume de Gaudiès, l'agent principal des commissaires : il paraît que maître Guillaume était grand ami de Guilabert de Montaut, un des co-seigneurs d'Auterive, avec lequel les consuls étaient

1. Arnaut *Bellihominis*.

2. J 1033, n. 9, dernier témoin.

3. On trouvera des détails sur la fin tragique de ce personnage dans le livre de M. E. Albe : *Hugues Géraud, évêque de Cahors* (Cahors-Toulouse, 1904, in-8°). Cf. *Revue de Paris*, février 1906.

en mauvais termes; on redoutait sa malveillance. Les consuls de Saint-Félix se présentèrent assistés d'un professeur en l'un et l'autre droit, maître P. de Servieyras (ou *de Serrieris*)<sup>1</sup>, encore que, au dire de l'un des témoins d'Auterive, aucun homme de loi ne consentit à prêter son ministère dans les affaires de ce genre<sup>2</sup>. Mais toutes ces précautions ne servaient pas à grand'chose. Il fallait toujours en venir à défilé devant Guillaume de Gaudiès, entouré de ses paperasses fiscales (*libri financiarum*), qui ne donnait qu'un conseil, s'arranger avec les commissaires, et qui n'avait qu'un dessein, persuader aux députés que toute résistance serait inutile et dangereuse. Alors des conversations s'engageaient, toujours les mêmes, comme on va en juger. — Aux gens de Fanjeaux, les commissaires firent demander d'abord 30,000 livres. « Donnez-nous-les plutôt, répondit un délégué, et nous vous abandonnons tout ce que nous possédons, jusqu'à nos chemises. » Après plusieurs jours de pourparlers, le 30 novembre, tandis que les délégués discutaient tumultueusement dans l'*aula*, un sergent s'approcha d'eux : « De la part de nos maîtres, nous vous arrêtons; vous resterez ici jusqu'à ce que vous ayez fait avec eux une composition générale. » Là-dessus, monseigneur Pierre de Latilli sortit de la chapelle pour aller diner. Consuls et notables l'entourèrent et le suivirent jusqu'à la porte (il marchait à grands pas) : « Pour Dieu, sire, laissez-nous sortir pour manger. » Mais Pierre de Latilli : « Vous êtes trop ennuyeux (*nimis tediosi*); vous ne sortirez pas d'ici avant d'avoir composé. » Et il ajouta : « Par ma tête (il la frappait avec son doigt), si vous ne vous arrangez pas maintenant pour 15,000, ce sera 1,000 de plus par jour de retard. » Ce jour-là, les gens de Fanjeaux firent un repas sur le pouce dans la salle voisine de l'*aula*. Le soir, ils demandèrent à Guillaume de Gaudiès la permission d'aller coucher chez eux, en ville. Celui-ci expédia R. Vita aux commissaires pour savoir ce qu'ils en pensaient. « De la part de nos maîtres, dit R. Vita en revenant, allez coucher cette nuit dans vos hôtels, mais vous reprendrez ici les arrêts demain matin, *sub pena fracte carceris*. » Le lendemain, la résistance était à bout; un des délégués dit aux consuls : « Messieurs, expédiez

1. Cf. ci-dessous, p. 46, l. 16.

2. Vivianus de Na Reyna : « Non potuerunt [homines de Altaripa] invenire advocatum vel notarium qui vellet venire cum eis ad aliquod patrocinium eis impendendum. »

cette affaire; vous voyez que nous sommes arrêtés; nos intérêts souffrent de notre absence et il paraît que R. Durand est à Fanjeaux en train de pratiquer des saisies. Mieux vaut périr d'un seul coup (*Melius est nobis uno ictu mori quam in isto languore diucius persistere*). » Sur ces entrefaites, Raoul de Breuilli traversa la salle. On l'entoura de toutes parts, comme, la veille, son collègue : « Permettez-nous d'aller causer avec nos compatriotes qui sont venus à Toulouse pour les foires. » Raoul les écarta du geste : « Vous êtes trop indociles (*nimis rebelles, nimis riotosi*) »; et il se dirigea vers la porte par où l'on va aux bureaux des trésoriers. C'est alors que le consul P. Garin dit à Guillaume de Gaudiès « en pleurant misérablement » : « Il faut donc faire vos volontés. » Là-dessus, maître Guillaume courut après monseigneur Raoul : « Restez, restez, monseigneur; car voici les consuls de Fanjeaux qui veulent faire vos volontés. » Raoul se retourna : « Vous autres, de Fanjeaux, est-il vrai que vous êtes prêts à payer 15,000 livres au roi? » Et sur la réponse affirmative des consuls : « Eh bien, c'est fait; désormais, vous pouvez vous retirer<sup>1</sup>. » — Voici maintenant les hommes d'Auterive. « Combien, dit maître Guillaume de Gaudiès, offrez-vous pour tout ce dont vous êtes tenus envers le roi? » Pierre Audigier, clerc, répondit : « Nous ne sommes tenus à rien en tant que communauté. S'il y a à Auterive des gens qui doivent au roi des caselages et des hommages, c'est à eux de payer, à eux seuls. On n'a, du reste, jamais rien exigé à ce titre, chez nous, ni au temps du comte Raimond, ni au temps du comte Alfonse, ni au temps du roi qui règne maintenant, jusqu'à ce jour. Les monnaies, nous ne les avons jamais reçues que pour leur valeur courante, comme faisaient tous nos voisins, et il n'y a point à Auterive de changeurs ou de marchands qui manient beaucoup d'espèces. Nous avons été à l'ost du roi *pro viribus*, comme nos voisins, ou mieux, et plusieurs d'entre nous ont perdu à cette occasion des frères, des fils, ou souffert d'autres dommages. Quant aux poursuites qui nous ont été intentées sous prétexte d'arbres coupés (*de arboribus cesis seu albaredia*) et d'excès commis quand nous sommes allés en armes à La Bruyère<sup>2</sup>, et ailleurs, conformément

1. Autre version. Raoul aurait dit : « Revenez demain à la chapelle; d'ici là, maître Guillaume et moi, nous essaierons de fléchir mon collègue, maître Pierre, qui veut absolument avoir de vous 16,000 l. » (R. Vita).

2. « Apud Brugerias ». La Bruyère, arr. de Muret, cant. d'Auterive.

à nos droits<sup>1</sup>, des enquêtes ont été faites, mais la cause est toujours pendante; aucune sentence n'a encore été rendue... » Maître Guillaume ne se laissa pas émuvoir. Un témoin<sup>2</sup> dit qu'il menaça les délégués, s'ils ne se décidaient pas à composer, de les faire mettre aux fers (*in compedibus et ferris*) et de faire repeupler Auterive par des hommes meilleurs qu'eux (*et quod faceret dictam villam de Altaripa populari melioribus hominibus quam ipsi essent*). « Qu'il nous soit permis au moins d'aller consulter les nôtres »; cela leur fut refusé : « Vous ne sortirez pas de Toulouse avant d'avoir composé. » Huit jours se passèrent aux arrêts. Enfin, Raoul de Breuilli lui-même les fit rassembler dans la chapelle et leur tint ce discours : « Messieurs, vous, consuls et hommes d'Auterive, j'ai été fort sollicité en votre faveur par le ministre des Trinitaires, par frère Jean et par d'autres. Je vous octroierai donc une grâce : vous serez quittes en payant au roi 3,000 l. t. pour tout ce qui vous est réclamé. » Raimond Durand et ses acolytes étaient là; ils poussèrent du coude les consuls : « Remerciez monseigneur Raoul, qui vous octroie cette grâce. » Mais Pierre Audigier s'écria, assez haut pour être entendu des commissaires : « Remercier? Et de quoi? Ni nous ni nos enfants nous n'arriverons jamais à nous acquitter d'une somme pareille. » Les autres restèrent « stupéfaits »; ils n'osèrent ni contredire ni protester. Un témoin, Pons Jordan, déclare qu'ils faisaient triste figure (*malum vultum et tristem*) et disaient entre eux, en pleurant : « Nous sommes morts; nous sommes morts; nous ne pourrons jamais payer ce que ces seigneurs demandent. » Et tout cela a eu lieu quoique Auterive relève immédiatement de nobles hommes Guilabert et Roger de Montaut, et Raimond Mascaron, chevaliers, et quoique le roi n'y possède absolument rien, si ce n'est les droits de ressort et de chevauchée<sup>3</sup>. — Lorsque les consuls et les délégués de Montgaillard se présentèrent à leur tour devant Guillaume de Gaudiès, celui-ci leur laissa entendre qu'ils ne s'en tireraient pas à moins de 3,000 l. t. Ces

1. Bernard de Pamiers : « Si aliquis rem aliquam de universitate dicte ville occupaverit seu que ad dictam universitatem spectat vel in prediis dicte universitatis aliquas arbores plantaverit, dicta universitas potest exire cum armis ad destruendum predicta, et ita vidit uti multociens... »

2. Jean de Bosco.

3. Il est répondu à cette dernière allégation dans les défenses des commissaires. Guilabert de Montaut, chevalier, co-seigneur d'Auterive, s'était associé le roi et lui avait cédé un certain nombre de ses hommes; le roi y avait



bonnes gens demandèrent, dans leur simplicité, combien cela faisait. On leur dit : « 30,000 sous toulousains. » Ils poussèrent les hauts cris, protestant que Montgaillard tout entier ne valait pas cette somme. Ulérieurement, les exigences furent réduites à 12,000 s. Mais alors maître Guillaume posa sa main sur l'autel de la chapelle, en s'écriant : « Par les saints de céans, si vous ne vous arrangez pas tout de suite pour 12,000, vous n'y couperez pas demain pour 15,000. » Les consuls qui, seuls, avaient pénétré dans la chapelle, revinrent en pleurant dire aux autres, qui étaient restés au pied de l'escalier, dans la cour, qu'il avait fallu céder. — Isarn de Laurac, clerc, demeurant à Toulouse, déclare qu'un jour où il s'était rendu à la chapelle Saint-Martin pour les affaires des consuls de Saint-Paul, dont il était chargé, il a vu la députation de Villemur composer pour 4,000 livres. Maître Guillaume de Gaudiès, discutant avec eux, leur disait que, pour les hommages et les caselages seulement, ils étaient redevables de 5 à 6,000 livres. Et il concluait : « Voyez ce que vous devriez au total si nous voulions pousser les choses à bout. » Cependant, ceux de Villemur protestaient, entre autres choses, qu'ils n'avaient jamais reçu de monnaies prohibées : « Videz donc vos bourses, pour voir », dit maître Guillaume à un ou deux d'entre eux. Ils obéirent et il se trouva qu'ils avaient des « margoyres » et des « deniers *cap de rey* ». Maître Guillaume leur déclara que, pour chacune de ces pièces, ils seraient tenus à une grosse amende. Après cela, les consuls s'empressèrent de transiger. — La délégation de Saint-Félix avait mis à sa tête son recteur, Pierre *de Belna*. C'est ce personnage qui négocia, seul, avec maître Guillaume et monseigneur Raoul. « Messieurs, dit Raoul, voici votre recteur qui a bien voulu s'entremettre auprès de nous pour que nous vous accordions une composition courtoise. Ce n'était pas notre intention de rien rabattre des 5,000 livres que nous comptons vous demander, mais, par considération pour lui et à cause de ses prières, nous n'exigerons que 4,500 ; et tenez-vous pour bien payés. » Le recteur, qui rapporte lui-même ces paroles, ajoute que ses paroissiens se confondirent en remerciements : *Pro Deo sit, domine*. — Les gens de Cintegabelle se croyaient dans une

d'ailleurs auparavant certains hommes pour son compte, sans doute ceux que Raimond Durand, chargé, dix ans auparavant, d'une enquête à Auterive, avait convaincus d'être hommes du roi, à cause de madame « Gentilis de Genciaco », qui avait vendu sa part au comte Raimond de Toulouse.

situation bien meilleure que les autres, parce qu'ils avaient une lettre du roi qui les dispensait formellement du paiement des hommages et des caselages. Ils n'eurent rien de plus pressé, comme de juste, que de la produire. Maître Guillaume la prit, la lut, l'examina et la leur rendit en disant : « Composez tout de même; cette lettre ne vous aidera pas autant que vous le pensez. » Et comme ils s'adressaient à monseigneur Raoul, affirmant que des jurisconsultes leur avaient affirmé qu'avec cette pièce ils n'étaient pas redevables des hommages : « Bonnes gens, dit Raoul, je ne peux rien pour vous; vous avez bien entendu ce que l'on vous a répondu tout à l'heure. » Après de longs marchandages, Raoul donna l'ordre au notaire R. Vita d'inscrire Cintegabelle dans ses papiers pour 5,000 livres. — La grande ville de Castelnaudary eut à subir le même sort. Ses députés furent consignés à Toulouse pendant quinze jours. Ils furent claquemurés dans l'*aula* et n'obtinrent qu'à grand'peine de la quitter pour manger et dormir. Maître Guillaume leur dit qu'à Castelnaudary tout le monde était homme de corps ou descendant d'hommes de cette condition. Comme ils proposaient 12,000 livres, Pierre de Latilli leur dit qu'il n'était pas homme à s'en laisser conter (*per trufas ducere*) et qu'aucun de ceux qui devaient des questes ne reverrait Castelnaudary s'ils ne s'engageaient sur-le-champ à payer 18,000 livres. « Alors ils délibérèrent entre eux que mieux valait faire la volonté des commissaires, quitte à supplier ensuite le roi de redresser leurs griefs<sup>1</sup>. »

Un des principaux arguments de la défense pour établir que les transactions, passées dans ces conditions, avaient été volontaires, c'est que les communautés s'empressèrent, dès qu'elles furent conclues, de s'en prévaloir en toute occasion. — Saint-

1. La principale différence entre les témoins de l'accusation et ceux de la défense au sujet des scènes de Toulouse réside en ce que les témoins de la défense déclarent que, loin de pleurer ou de faire mauvais visage en consentant aux compositions, les représentants des communautés manifestaient de la joie. — D'après les témoins de la défense, ceux de Villemur avaient l'air très content (*videbantur laeti in facie*) et se félicitaient des procédés de monseigneur Raoul. C'est à genoux que ceux d'Auterive auraient sollicité une transaction, et, lorsqu'elle fut conclue, la joie aurait éclaté sur leurs visages; ils auraient « ri » de l'heureux succès de leurs démarches. Ceux de Montgaillard étaient joyeux en entrant dans la chapelle Saint-Martin et enchantés en la quittant. Ceux de Saint-Félix ont été, pour remercier monseigneur Raoul, jusqu'à lui offrir une coupe d'argent dorée à l'intérieur et à l'extérieur (qu'il a, du reste, refusée). Etc.

Félix, dit R. Durand, a ratifié la composition. Pendant trois mois, ses délégués n'ont cessé de demander et d'obtenir des lettres des commissaires pour que, en vertu de l'accord, la levée des questes fût suspendue (et, de la sorte, *comodo compositionis usi fuerunt*); pour que les hommes du lieu dit « de la Guilabertia » fussent tenus à contribuer au paiement de la composition; pour que les nobles de Saint-Félix fussent compris également parmi les contribuables<sup>1</sup>. R. Vita, qui transcrivit la composition de Saint-Félix *in libro compositionum*, a été témoin, par la suite, des sollicitations répétées des consuls auprès des commissaires pour que ceux-ci obligeassent à contribuer tous ceux qui n'y consentaient pas et sanctionnassent (*concordarent*) leurs « articles », c'est-à-dire leurs listes de réclamations<sup>2</sup>. Les « articles » de Saint-Félix ont été « concordés » entre monseigneur Raoul et maître Raimond de Gaudiès (frère de maître Guillaume), d'une part, et les avocats de Saint-Félix, P. de Cerveria et R. Petri, d'autre part, vers Noël. Vers la mi-carême 1298, ce dernier homme de loi a été envoyé à Paris par la communauté; et ç'a été, au dire de la défense, pour obtenir confirmation de la transaction par le roi, et, subsidiairement, diminution ou remise de la somme à verser<sup>3</sup>. — Dès que la transaction avec Cintegabelle fut arrêtée, les consuls requièrent monseigneur Raoul de leur faire délivrer la liste des hommes *questabiles et condicionati* de leur pays d'après les rouleaux et les livres des archives de la cour, afin qu'ils fussent en mesure de les tailler plus commodément; ce qui fut fait : le notaire P. Dudeti passa deux jours au moins à

1. Cf. J 881, n. 1, à la fin. Les consuls de Saint-Félix demandent qu'Arnaut de Nogaret soit admis à proposer dans l'affaire, « cum aliqua que in dicta financia sunt expressa dictos nobiles reperiantur posse tangere, puta super monetis prohibitis receptis ac expensis, et super exercitu male servito... » — Les consuls de Montgaillard invoquèrent de même l'autorité des commissaires pour forcer les nobles du pays à contribuer au paiement de la composition.

2. P. de Belna assure que, le jour même de l'accord, à Toulouse, ceux de Saint-Félix parlèrent déjà aux commissaires de leurs *articuli* : « Adhuc erit bene necesse quod plura faciatis pro nobis in articulis nostris concedendis et dilationibus nobis dandis, ita quod valeat nobis illud quod dabimus. »

3. « Item consules et homines de Sancto Felice miserunt Parisius dictum magistrum Raymundum Petri pro obtinenda confirmatione dicte compositionis et gratia obtinenda de summa, mandantes ei expresse, semel et pluries, communicato et congregato consilio dicte ville, quod in aliquo non veniret contra dictam compositionem, sed tantum quod haberet confirmationem a domino rege vel remissionem dicte finantie in totum vel in partem... si alii homines de terra eam haberent vel ipse posset eam habere... »

transcrire ces noms et reçut 20 sous toulousains pour sa peine. Le lendemain, les consuls apportèrent à la chapelle Saint-Martin un projet de lettre (*litteram formatam in quadam pecia pergameni*) qui contenait l'énumération des articles à insérer dans l'instrument officiel de la composition. Maître Pierre de Latilli prit connaissance de ce projet, qu'il modifia de sa main. Quelques jours après, nouveau projet, nouvel examen, nouvelles corrections; enfin l'instrument fut dressé. — De même, les syndics de Fanjeaux exhibèrent une cédule qui contenait la liste de leurs articles. Ils le firent à plusieurs reprises, car l'instrument ne fut pas rédigé tout de suite. Ils demandaient, entre autres choses, non seulement que Fanjeaux fût tenu quitte de toutes réclamations, même au sujet d'un aqueduc récemment construit à leur profit, mais encore diverses faveurs : que tout péage fût aboli sur la route de Fanjeaux à Montgiscard; que tout habitant de Fanjeaux fût désormais exempté des 12 deniers et de la redevance en poivre dus chaque année par certains habitants au roi (pour les deux tiers) et à monseigneur Isarn Batalha, chevalier (pour un tiers); etc. Lorsque, vers la mi-carême de 1298, maître Pierre de Latilli fut sur le point de retourner en France, des délégués de Fanjeaux l'attendirent à Villemur et lui réclamèrent, dans l'auberge de Bernard Larget, où il était descendu, leur lettre de composition, où leurs articles avaient dû être insérés : « Voici que vous allez en France et nos articles ne sont pas encore concordés. » Ils disaient aussi : « On nous réclame le premier terme de la composition; Fanjeaux est plein de sergents et de garnisaires qui nous persécutent pour l'avoir. Mais comment voulez-vous que nous payions? Nous n'avons pas même le texte de notre transaction; donnez-nous-le, et nous payerons. » Il y eut, dans l'auberge de Villemur, de longues discussions sur ces articles, dont les syndics produisirent un double, car l'exemplaire qu'ils avaient remis à Toulouse aux notaires des commissaires s'était perdu; Pierre et Raoul, déclarant qu'il s'y trouvait beaucoup de choses dont il n'avait jamais été question jusque-là, les étudièrent avec soin, en contestèrent quelques-uns. Enfin, Pierre de Latilli, ayant corrigé la pièce tout entière de sa main, dit : « Eh bien! voici un notaire qui va vous rédiger vos lettres. » Mais les syndics n'eurent pas de cesse que lesdites lettres fussent scellées par les commissaires : ils voulaient que leurs procureurs fussent en mesure de les emporter à Paris, « pour en obtenir la

confirmation par le roi ». — De même, enfin, les hommes de Ville-mur se sont appuyés sur le texte de leur composition, qu'ils répudient maintenant, pour s'opposer à la levée d'amendes dans leur pays; ils l'ont ainsi ratifiée.

Le troisième acte fut partout la levée des deniers dus, à raison des compositions, pour le premier versement. Nulle part l'opération ne se fit sans déploiement de forces, sans violences. — C'est après la mi-carême qu'elle eut lieu à Fanjeaux. Plus de soixante sergents instrumentèrent à cette occasion dans le village pendant neuf jours. Ils étaient logés chez l'habitant, au grand inconvénient des femmes et des filles. Les paiements se faisaient dans la salle qui est près de l'*aula* du roi à Fanjeaux. Dans l'*aula* elle-même s'entassèrent bientôt, pêle-mêle avec les notables qui ne voulaient pas payer, les gages saisis sur eux : bœufs, vaches, chevaux, mulets, moutons, ballots de laine brute et de fils de laine préparés pour le tissage, etc. En même temps, les draps de Fanjeaux étaient « bannis » à la foire d'Avignonnet, où plus de cinquante charges restèrent, par conséquent, invendues. Les gens de Fanjeaux qui étaient de passage à Toulouse furent jetés en prison. — Partout, comme à Laurac, exactions et saisies complémentaires sous prétexte de frais dus aux agents d'exécution. Comme les consuls de Laurac, ceux de Montgaillard furent obligés d'aller verser l'argent dû de ce chef par la communauté aux sergents qui l'avaient désolée entre les mains de R. Durand; ce personnage les reçut, assis sur un tonneau, en pleine place d'Avignonnet, pendant la foire. — Au reste, quoi d'étonnant à tout cela? se demande la défense. N'était-ce pas la coutume qu'en Toulousain les débiteurs du roi fussent traités de la sorte? Cent témoins, produits par les défenseurs, attestent qu'on avait toujours fait ainsi. Ce n'était pas la première fois que Guillaume de Gaudiès s'occupait des questes dans la sénéchaussée de Toulouse. Les choses, au dire de R. Vita, s'étaient déjà passées de la même façon au temps où le Connétable de France<sup>1</sup> était venu en Languedoc, alors que monseigneur Gui de Roye<sup>2</sup> avait fait lever les questes sur les hommes du roi : « Raimond de Orto, notaire, qui avait alors instrumenté à

1. Raoul de Clermont, sire de Nesle, connétable de France, « lieutenant du roi dans les parties de Toulouse » en 1287 (*Hist. gén. de Languedoc*, t. IX, p. 126).

2. « Guido de Boyaco » (sic). Il s'agit évidemment de Gui de Roye, chanoine

Lavaur, en avait rapporté tout un colis de clés (les clés des maisons qu'il avait fait fermer)...<sup>1</sup>. » Le baile de Saint-Félix sait d'autant mieux que c'est l'usage qu'il a été lui-même souvent arrêté *per magna tempora* au Château-Narbonnais et à Lavaur pour argent dû au roi<sup>2</sup>. Jaquet de Pomiers a vu pratiquer normalement les mêmes procédés en Normandie, dont il est originaire, contre les débiteurs du roi.

Une dernière démarche fut faite avant les Rameaux de l'année 1298 par le commissaire Raoul, resté en Toulousain après le départ de son collègue. Les notables de Castelnaudary enfermés, à cette date, dans l'*aula* de leur ville, reçurent de lui une lettre qui les convoquait, sous peine de confiscation générale, à se rencontrer avec lui dans une grange<sup>3</sup>, près de Villefranche en Toulousain, qui appartenait au monastère de Prouille. Là, leurs délégués, au nombre d'une centaine, assistés de trois Frères Prêcheurs, s'engagèrent à déposer 750 l. t. dans la caisse du trésorier royal de Toulouse, sous cette réserve que, s'ils n'obtenaient pas grâce du roi avant l'Ascension, cette somme serait déduite du premier terme de la composition; si le roi leur faisait grâce, la somme leur serait rendue; en attendant, toute mesure d'exécution serait suspendue. Cette mesure bienveillante ne fut pas limitée, du reste, au cas de Castelnaudary. Raoul Delalande et le notaire R. Vita, dans leurs défenses contre Fanjeaux, disent qu'ils étaient là lorsque les notables de cette ville passèrent avec le commissaire, au même endroit, vers la fête de l'Annonciation (25 mars), une convention analogue.

Il n'est pas douteux que, dès la fin de 1297, des communautés, froissées par les agissements de Pierre de Latilli et de Raoul de Breuilli, avaient envoyé des procureurs en France, pour les dénoncer au roi. La preuve, c'est qu'il existe plusieurs lettres du

de Reims, chargé de mission en Languedoc à partir de 1285 (*Hist. gén. de Languedoc*, t. IX, p. 103).

1. J 655, n. 43. « Raimundus de Orto, notarius, qui tunc fuit missus pro questis levandis apud Vaurum, apportari fecit unam sarcinatam clavium quia claudi fecerat, ut dicebat, ostia domorum hominum domini regis in Vauro, et dictos homines arrestaverat. Et vidit alias pro aliis debitis domini regis et questis plures arrestari in aula nova domini regis Tholose et alibi. » — R. de Orto était l'oncle du témoin. Cf. J 1031, n. 8. — *Vaurum* est Lavaur (Tarn).

2. J 1034, n. 46.

3. Le nom de cette grange est donné sous diverses formes : Verartvilla, Venestvilla, Venarvilla.



roi, datées de Vendeuil et de Paris, janvier 1298, adressées à Pierre et à Raoul, qui furent évidemment rédigées à la requête de villes du Toulousain, notamment de la ville de Toulouse elle-même, au sujet des questes sur les hommes de corps et d'autres finances qui leur étaient réclamées<sup>1</sup>. Nous avons vu, du reste, que Saint-Félix expédia en France, à une date indéterminée, l'avocat R. *Petri*<sup>2</sup>; que Fanjeaux suivit cet exemple<sup>3</sup>, et que Castelnaudary n'aurait pas cédé peut-être si ses délégués n'avaient pas eu, dès l'origine, l'arrière-pensée d'un recours au roi<sup>4</sup>. Laurac fit aussi les frais d'envoyer, comme procureur, un de ses habitants à la cour du roi, à Paris<sup>5</sup>. Le rappel de Pierre de Latilli vers la mi-carême de 1298 et la concession presque synchronique de son collègue à la grange du monastère de Prouille doivent être évidemment considérés comme des contre-coups directs de l'effet produit à la cour par les plaintes des Languedociens.

Au XIII<sup>e</sup> siècle, la cour du roi était constamment suivie, nous le savons, par des suppliants, tant particuliers que députés du clergé, de la noblesse ou des communautés de toutes les provinces, qui venaient exposer leurs griefs, en réclamer le redressement, solliciter des grâces. Tous apportaient avec eux des cahiers de doléances (*articuli*), dont un très petit nombre seulement a été conservé dans les Archives royales, et se livraient, pour les faire homologuer, à des démarches que nous ne pouvons que soupçonner, car aucune trace n'en a subsisté. Mais l'extraordinaire activité des suppliants qui se pressaient à la cour des derniers Capétiens directs se devine tout de même à lire la collection des lettres royales du temps : la plupart de ces lettres, surtout celles qui ont le caractère de mandements et d'ordonnances, ont été écrites, en effet, pour donner des satisfactions

1. A. Baudoin, *Lettres de Philippe le Bel*, n<sup>os</sup> 168-170. Cf. La Faille, *Annales de Toulouse*, t. I, pr., p. 57.

2. Plus haut, p. 46, note 3.

3. *Ibid.*, p. 47.

4. *Ibid.*, p. 45. Cf. J 1033, n. 11 : « Dicti consules dixerunt dictis P. et R. si haberent pro malo quod recurrerent ad regem? Et magister P. respondit quod non dicerent de eis aliquod malum. » — Déjà, au témoignage de G. de Gaudiès, lorsque le Connétable était venu, jadis, dans la province, les gens de Castelnaudary, imposés pour les questes, s'étaient écriés tumultueusement : « Nos appellamus, nos appellamus ad dominum regem! » (*Ibid.*).

5. J 1031, n. 7 : « Guillelmus de Bosco, procurator quondam presentis negocii in curia domini regis Parisius, commorans et uxoratus apud Lauracum... »

aux doléances des sujets; elles se présentent même, très souvent, sous la forme d'un résumé d'*articuli* « concordés », c'est-à-dire sanctionnés, encadré entre une adresse aux officiers royaux et des formules d'injonction ou de prohibition. Si la plupart des cahiers de doléances du XIII<sup>e</sup> siècle sont perdus en original, le sommaire, sinon le texte de beaucoup d'entre eux a été transmis à la postérité par les lettres qui les ont ratifiés. — Est-il besoin de rappeler que, du reste, ces ratifications ne tiraient guère à conséquence? Elles étaient presque toujours accompagnées de réserves qui les annulaient. Elles ne coûtaient rien au roi qui les délivrait; même, elles lui rapportaient le montant des droits de chancellerie, point du tout négligeables. Quant aux bénéficiaires qui en faisaient l'ornement de leurs archives, elles étaient pour eux une garantie si peu sérieuse qu'ils étaient amenés à en solliciter de nouvelles, presque semblables, à de très courts intervalles. Il y a des *articuli* de solliciteurs ecclésiastiques et laïques qui, au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècle, ont été « concordés » vingt fois, à peu près dans les mêmes termes, sous forme de chartes ou d'ordonnances royales, sans que le cours des usages, ou des abus, auxquels ces *articuli* étaient destinés à mettre un terme, ait jamais été altéré le moins du monde.

Comme c'est ordinairement le cas, nous ne savons rien des démarches que les communautés du Toulousain entreprirent à Paris, suivant l'usage du temps, dès la fin de 1297. Mais ces démarches furent sûrement couronnées d'un succès assez exceptionnel. De quoi deux preuves existent. C'est d'abord l'ordre donné à l'automne de 1298 au doyen de Saint-Martin de Tours, à l'archidiacre de Bruges et à Geoffroi de Vendôme d'enquérir sur la valeur des compositions générales que les commissaires Pierre et Raoul avaient obtenues en Toulousain, et le dossier même de leur enquête, qui fait l'objet du présent mémoire. C'est, en second lieu, et surtout, l'ordonnance célèbre d'avril 1299 pour l'abolition de la servitude personnelle en Languedoc<sup>1</sup>. On lit en effet dans ce document : « Nous voulons et

1. *Hist. gén. de Languedoc*, t. X, c. 351. Cette ordonnance, datée d'avril 1298 (v. st.), l'est d'avril 1298 (n. st.) par le dernier éditeur de l'*Hist. de Languedoc*, encore qu'il la déclare tirée d'un « registre du Trésor des chartes qui contient les lettres de 1299 à 1307 ». Mais n'est-il pas plus que vraisemblable qu'elle est postérieure à l'enquête dont il est question ici (fin de 1298)? Si elle était antérieure, il y serait fait certainement allusion par les plaignants.

concédon que les amendes et les peines prononcées contre les communautés et les particuliers du pays, à raison du service militaire, des monnaies prohibées, etc., et des fouages en retard, ne soient pas exigées; et que les finances faites avec maître Pierre de Latilli, notre clerc, et Raoul de Breuilli, notre chevalier, ou leurs délégués, par lesdites communautés ou leurs habitants, les procès, les écritures et les ordonnances faites par eux à cette occasion, et aussi les livres que l'on pourra trouver *de homagiis et casalagiis*, attestant la servitude des personnes : que tout cela soit révoqué, annulé, mis à néant... »

Cette Charte aux Languedociens, la première de ces grandes Chartes provinciales qui marquent le commencement du xiv<sup>e</sup> siècle, est, au premier abord, surprenante; car le gouvernement de Philippe le Bel n'avait pas l'habitude de renoncer à des ressources fiscales, de quelque manière qu'elles eussent été procurées. D'ailleurs, il est très certain que, dans l'espèce, Pierre de Latilli et Raoul de Breuilli n'avaient rien fait d'inouï. Il n'y a trace nulle part, naturellement, de condamnation prononcée contre eux; après 1299, la faveur de Pierre de Latilli fut, au contraire, plus signalée que jamais; il fut même renvoyé, en 1303, « dans les parties de Toulouse et d'Albi », en même temps que Richard Leneveu, archidiacre d'Auge, avec pleins pouvoirs pour procéder à « la réformation du pays<sup>1</sup>. » — Le fait est que nous ne savons pas du tout, faute de documents, pourquoi l'ordonnance de 1299, en apparence si favorable aux contribuables du Toulousain, fut rendue. Le motif allégué dans le préambule (*attendentes grate devotionis obsequia, que gentes Tholose et Albiensis senescallie nobis impendisse noscuntur, ac probate fidelitatis constanciam, quam apud eas reperimus inconcussam*) n'est qu'une formule de style. Faut-il croire que l'abolition générale des hommages et des caselages en Languedoc (sous réserve d'une redevance annuelle de 12 d. t. pour chaque sesterée de terre à la mesure de Toulouse) fournit prétexte à un rachat plus fructueux encore pour la couronne que le total des sommes si péniblement ramassées par les commissaires de 1297<sup>2</sup>? Ou que le mécontentement des popula-

1. *Hist. gén. de Languedoc*, IX, p. 259. La lettre d'institution est datée du 15 mai 1303 (Bibl. nat., Coll. de Camps, 100, fol. 295).

La carrière de Raoul de Breuilli après 1298 n'est pas connue.

2. Il est à noter que, le 10 septembre 1302, le gouvernement de Philippe le

tions, pourtant si dociles, donna à réfléchir<sup>1</sup>? Faut-il croire enfin que Guillaume de Nogaret, originaire de Saint-Félix<sup>2</sup>, et dont la faveur à la cour avait déjà commencé, ne fut pas étranger à l'issue de cette histoire, comme il ne l'est point, selon toute vraisemblance, à la conservation dans les Archives royales du très volumineux dossier qui la concerne<sup>3</sup>?

#### Ch.-V. LANGLOIS.

Bel envoi de nouveaux commissaires en Languedoc avec les pouvoirs les plus étendus pour « manumettere homines nostros de corpore et quascumque personarum dictarum senescalliarum iugo cujuslibet servilis conditionis astrictas, easque ab ejusmodi servitutis onere liberare penitus... » (*Hist. gén. de Languedoc*, t. X, c. 403). Comme si l'ordonnance d'avril 1299 n'avait pas déjà consommé cette réforme.

On trouve, mêlé aux pièces du dossier des commissaires Pierre et Raoul en Toulousain, un document contemporain qui fait connaître un autre cas d'abolition de servitudes (J 896, n. 11). Gui Chevrier, sénéchal de Périgord et de Quercy, écrit au roi le samedi avant la Pentecôte 1298 : il a reçu les lettres royales, adressées à son prédécesseur Guichard de Marzi, au sujet des plaintes adressées par les hommes du fief d'Aumont (Dordogne, comm. de Savignac), ci-incluses. Les gens d'Aumont se plaignaient que les bailes dudit lieu fissent peser sur eux sous le nom d'*albergium* des servitudes nouvelles, *ita quod semel in anno veniant dicti bajuli ad hospitia hominum predictorum cum tali comitiva sicut eis placet ... percipiendo ab eisdem gallinas et fenum annuatim*. Ils se plaignent en outre que, depuis plus de trente ans en possession du droit d'avoir des consuls et d'autres hommes du pays pour taxer et lever l'argent qu'ils doivent, le lieutenant du sénéchal, en pleine assise, sans étudier la question, a interdit qu'aucun d'eux acceptât désormais l'office de consul. — Après mûre délibération, on crut bon d'admettre le rachat, proposé par les hommes d'Aumont, de l'alberge et des autres redevances contre une composition de 240 l. de petits tournois.

1. Cette année 1298 fut signalée par de nombreux privilèges ou concessions de la Couronne aux populations du Midi : le 30 mai 1298, ordre au sénéchal de Toulouse de laisser aux nobles du pays la faculté de chasser les cerfs, sangliers et autres fauves, excepté dans les forêts royales (Arch. du Tarn-et-Garonne, G 555); le 17 août 1298, mandement au sénéchal de Rouergue de ne pas lever le subside imposé sur les sujets du comte de Rodez par deux commissaires royaux, si ce n'est pas l'usage d'en lever sur les sujets des comtes de Foix, d'Armagnac et d'Astarac (*Hist. de Languedoc*, t. IX, p. 206); etc.

2. Cf. plus haut, p. 46, note 1.

3. Voir notre mémoire (sous presse) sur « les Papiers de Guillaume de Nogaret au Trésor des chartes », dans les *Notices et extraits des manuscrits*.

## MÉLANGES ET DOCUMENTS

---

### L'ŒUVRE DE M. GUGLIELMO FERRERO :

#### LES DERNIERS TEMPS DE LA RÉPUBLIQUE ROMAINE.

---

M. Guglielmo Ferrero aime le paradoxe. Mais est-il rien dans ses livres d'aussi paradoxal que sa propre fortune? A trente-six ans, il s'impose d'autorité comme un des historiens les plus en vue de l'heure présente et les plus appréciés; il jouit d'une éclatante et presque universelle faveur; tout le monde veut avoir lu *Grandeur et décadence de Rome*, dont les éditions italienne, française et anglaise<sup>1</sup> s'enlèvent par milliers d'exemplaires. Or, ce jeune historien n'est venu à l'histoire qu'assez tard et par des voies détournées; élève, à Turin, de M. Cesare Lombroso, il fut d'abord philosophe, criminaliste, sociologue, publiciste; ses premiers travaux, déjà très applaudis, sur *les Lois psychologiques du symbolisme* (1893), *la Femme criminelle* (1893), *l'Europe jeune* (1897), *le Militarisme* (1898), ne faisaient nullement pressentir en lui un continuateur ou un rival de Mommsen. Puis, quand s'éveille sa vocation véritable, il jette son dévolu, comme par une sorte de coquetterie, sur celui de tous les domaines de l'histoire qui est le plus éloigné de nous, le plus ingrat en apparence et le moins propre à intéresser le public profane : qui donc aurait pu croire qu'un récit des révolutions romaines fût capable de trouver aujourd'hui tant de lecteurs enthousiastes? Et, certes, M. Ferrero n'était pas d'humeur à tourner la difficulté en passant vite sur les parties arides de son sujet pour s'en tenir aux

1. *Grandezza e decadenza di Roma*, Milan, Treves : I, *La conquista dell'Impero*, 1902; II, *Giulio Cesare*, 1902; III, *Da Cesare ad Augusto*, 1904; IV, *La Repubblica di Augusto*, 1907. — *Grandeur et décadence de Rome*, Paris, Plon-Nourrit : I, *La conquête*, 1904; II, *Jules César*, 1904; III, *La fin d'une aristocratie*, 1906; IV, *Antoine et Cléopâtre*, 1906 (la traduction française du tome III de l'édition italienne est divisée en deux volumes). — *The greatness and decline of Rome*, Londres, Heinemann : I, *The Empire builders*, 1907; II, *Julius Caesar*, 1907.

grandes lignes et aux scènes capitales; il ne fait grâce ni d'une campagne militaire, ni d'une négociation diplomatique, ni d'une intrigue politique; son exposé des événements qui eurent lieu entre la mort de Sylla et la fondation du régime impérial, simple préface à une vaste histoire de l'Empire même, s'espace largement en quatre volumes, qu'alourdit encore tout un bagage de références, de notes critiques, d'érudits appendices. Le titre enfin qu'il avait choisi, l'empruntant à Montesquieu, risquait d'écarter tous ceux qui se méfient des généralisations abstraites et de provoquer entre son illustre devancier et lui-même d'écrasantes comparaisons. M. Ferrero n'a reculé devant aucune audace.

Aucun succès ne lui fut refusé. Succès de librairie, attesté par le nombre des tirages et des traductions. Succès de presse ensuite, particulièrement vif en France, où l'on se pique de faire bon accueil aux renommées étrangères; entre d'Annunzio et Fogazzaro, M. Ferrero avait sa place marquée dans notre galerie d'Italiens célèbres; les journaux parisiens ont rivalisé d'empressement à répandre son nom. Succès de parole aussi, car cet écrivain est un causeur disert et agréable, qui s'exprime avec élégance, avec force, et qui sait donner toujours à ses idées un tour intéressant et ingénieux. Il fit à Paris et en français, au printemps de 1906, deux conférences très goûtées sur Néron et sur Alésia. Six mois plus tard, au Collège de France, il traita en huit leçons du règne d'Auguste; son cours fut un événement; les salles du Collège de France étaient trop petites pour l'auditoire élégant et louangeur qu'attirait sa réputation, désormais consacrée.

La critique, cependant, ne perdait pas ses droits. L'un des premiers compléments rendus qu'ait provoqués l'apparition de *Grandeur et décadence* émane de M. Gaetano De Sanctis, professeur d'histoire à l'Université de Turin précisément; c'est un des plus sévères; M. De Sanctis conteste à la fois les idées maîtresses de M. Ferrero et tous ses procédés de documentation ou d'exposition: ingénuité prétentieuse, erreurs de fait, faciles déclamations, voilà, pour lui, le bilan des deux premiers volumes; il décoche à l'auteur, comme trait final, ce qualificatif accablant: *dilettante*<sup>1</sup>. Dans la *Rivista di storia antica*, M. Abruzzese n'est guère moins acerbe: M. Ferrero écrit l'histoire à la façon d'un romancier; son parti pris de mettre sans cesse les anciens et les modernes en parallèle et sa philosophie matérialiste faussent la vue du passé; publiciste de talent, il s'est improvisé historien<sup>2</sup>. Sans doute, *Grandeur et décadence* a rencontré,

1. *Bollettino di filologia classica*, 1901-1902, p. 274-279.

2. *Rivista di storia antica*, 1903, p. 187-200.



en Italie même, des juges plus indulgents; M. Bauer, en Allemagne, mêle à doses égales les compliments et les reproches<sup>1</sup>. Mais c'est en France surtout que les revues se sont montrées sympathiques; au milieu de ce concert d'éloges, tempérés d'ailleurs par de légitimes réserves<sup>2</sup>, on distingue entre toutes la voix de M. Paul Guiraud, saluant cet « ouvrage excellent », ce « travail d'un rare mérite »<sup>3</sup>. Dans un périodique français, un Italien, M. Alessandro Levi, a voulu venger M. Ferrero des rigueurs excessives de quelques-uns de leurs compatriotes et vanter sa « conception nouvelle de l'histoire »; M. Ferrero, dit-il, « emploie les méthodes de l'érudition moderne avec la patience d'un Allemand et s'élève à des synthèses décisives avec la génialité d'un Latin »; quelle leçon pour « les éminents professeurs d'histoire à lunettes d'or, qui aiment à s'éloigner de la vie »<sup>4</sup>! Un « éminent professeur » s'est empressé de relever le défi. M. de La Ville de Mirmont a donné au *Censeur*, du mois de novembre 1906 au mois de février 1907, une série d'articles dont les titres suffisent à indiquer l'esprit et l'allure : *Guglielmo Ferrero vu de l'Université française*; *Comment M. Ferrero use des textes*; *Comment M. Ferrero écrit l'histoire*; *Pour instruire M. Ferrero*. Sous sa plume repaaraissent, avec une âpre violence, tous les griefs énoncés dès les premiers jours par MM. De Sanctis et Abruzzese; son réquisitoire a l'accent et les outrances d'un pamphlet. L'auteur, si rudement malmené, crut qu'il devait répondre et se monter au même ton; ce fut dans le *Censeur*, pendant six semaines, un feu croisé d'attaques et de ripostes. Cruel lendemain aux journées triomphantes du Collège de France!

Il serait temps de jeter, en toute sérénité, un regard d'ensemble sur l'œuvre, déjà considérable, de M. Ferrero. Les trois premiers volumes italiens, — les quatre premiers de la traduction française, — forment un tout complet et cohérent : c'est le tableau de l'agonie de la République romaine<sup>5</sup>. Sans se laisser influencer par les effusions lyriques de M. Alessandro Levi ni par l'acrimonie virulente de

1. *Historische Zeitschrift*, 1903, p. 464-466.

2. Voir notamment les articles de C. Vergniol dans la *Quinzaine* du 1<sup>er</sup> octobre 1906, p. 285-305, et de R. Doumic dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 novembre 1906, p. 444-455.

3. *Revue critique*, 1905, t. II, p. 86-87; 1906, t. I, p. 111-112, t. II, p. 205-206.

4. *Revue de synthèse historique*, 1906, t. II, p. 91-98.

5. Le même sujet vient d'être repris, en plus vastes proportions, par A. H. J. Greenidge, *A history of Rome during the later Republic and early principate*; le tome I (Londres, 1904) va de 133 à 104 av. J.-C. Quand la publication de cet ouvrage sera plus avancée, il sera intéressant de le comparer aux livres de M. Ferrero, à peine antérieurs et tout différents.

M. de La Ville de Mirmont, on peut se demander si, dès à présent, *Grandeur et décadence* mérite d'être placée si haut ou ravalée si bas.

## I.

Par ses origines M. Ferrero est un philosophe et un sociologue. Il eut pour premiers maîtres de sa pensée Lombroso et Karl Marx, pour premiers sujets d'étude la psychologie des criminels et l'organisation des sociétés européennes, envisagées du point de vue du socialisme matérialiste. Ses livres sur Rome doivent eux-mêmes leur naissance à une idée abstraite : il se proposait de suivre les progrès de l'idée de justice à travers les siècles; bientôt les siècles romains l'ont accaparé; il s'est révélé historien. Mais la formation qu'il avait reçue d'abord a laissé sur son esprit une empreinte ineffaçable; il porte dans le passé des préoccupations de théoricien que les érudits de profession se flattent d'ignorer; il veut retrouver dans les faits la justification d'un système. Ce système, c'est encore le matérialisme, appliqué cette fois à l'histoire. Lamprecht en Allemagne, Benedetto Croce et Labriola en Italie lui avaient frayé la route. Nous sommes loin de Machiavel et de Bossuet, de Montesquieu et de Mommsen; M. Ferrero essaie d'interpréter les révolutions de Rome à la lumière des purs principes du matérialisme historique.

On entend par matérialisme historique, selon la définition d'Engels, « une conception de l'histoire qui cherche la cause première et le grand moteur de tous les événements importants dans le développement économique de la société, dans la transformation des modes de production et d'échange, dans la division de la société en classes et dans la lutte de ces classes »<sup>1</sup>. En effet, d'après M. Ferrero, la crise que subit Rome au dernier siècle avant notre ère et qui établit le régime impérial sur les ruines de l'antique constitution républicaine a comme cause première et comme grand moteur le développement économique, « l'avènement de l'ère mercantile dans l'ancienne société agricole, aristocratique et guerrière » (I, 24). Pendant les cent années qui suivent la chute de Carthage, d'immenses richesses affluent vers la cité victorieuse; le luxe naît et se répand; des goûts et des appétits, des sentiments et des besoins qu'ignoraient les Romains des premiers âges se font jour, obligent la République

1. F. Engels, *Religion, philosophie, socialisme*, trad. Lafargue, Paris, 1901, p. 67-68 (cité par Ed. Rod, *le Matérialisme historique et M. Ferrero*, dans le *Correspondant* du 10 décembre 1906, p. 901).

à des guerres interminables, à des accroissements énormes de son territoire et bouleversent finalement les vieilles mœurs privées et publiques. De là tant de secousses, de déchirements, de violences, jusqu'à ce que l'équilibre entre les forces adverses ait pu se rétablir et que les éléments hérités du passé se soient adaptés aux circonstances nouvelles. Les modes de production et d'échange se transforment. L'Italie, entraînée par une véritable fièvre de jouissance, abandonne la culture des céréales pour celle, beaucoup plus rémunératrice, de la vigne, de l'olivier, des arbres fruitiers d'Orient; elle tire désormais des pays étrangers les approvisionnements de blé nécessaires à sa subsistance, en même temps que les produits rares et précieux qu'elle a récemment appris à connaître et dont elle ne saurait plus se passer. Des Gracques à Auguste, la lutte des classes se poursuit sans trêve ni merci; la conquête du monde méditerranéen a exaspéré l'éternel conflit des riches et des pauvres; la masse avide des prolétaires veut sa part du butin; l'aristocratie possédante prétend garder pour elle seule les bénéfices du gouvernement et de l'exploitation des provinces; l'antagonisme irréductible des intérêts et des convoitises arme les révolutionnaires contre les réactionnaires, les partisans de Marius ou de César contre ceux de Sylla ou de Pompée. Ainsi M. Ferrero fait aux phénomènes économiques une place prépondérante : à ses yeux, les grandes entreprises de la politique étrangère et les rivalités sanglantes des partis à l'intérieur, l'évolution générale de Rome et le rôle particulier des hommes qui aspirent à la dominer s'expliquent, en dernière analyse, par les changements survenus, depuis la fin des guerres puniques, dans les conditions matérielles de la vie, dans la distribution et la répartition des richesses.

Le matérialisme le conduit au fatalisme. Puisque la vie politique et sociale dépend si étroitement de la vie économique, il faut bien qu'elle soit régie par les lois mêmes qui imposent à celle-ci ses directions. Un mécanisme brutal détermine l'enchaînement des faits et l'action des individus; les agitations humaines ne sont qu'un vain simulacre; elles dépendent du concours ou de l'opposition de forces secrètes et du jeu de lois aveugles. Les événements historiques se commandent les uns les autres, sous la pression des besoins économiques; l'homme, quoi qu'il pense, ne peut ni les diriger ni même, souvent, les comprendre. M. Ferrero parle volontiers de « la marche fatale des choses », des « lois encore si mystérieuses qui règlent la destinée des nations » (II, préface), « lois éternelles qui, par un perpétuel retour, changent le bien en mal et le mal en bien » (I, 448; IV, 74). Étant donné l'état de Rome au lendemain des guerres puniques,

il était inévitable qu'elle fût travaillée par des « forces de dissolution » qui ont détruit, avec une effrayante rapidité, les institutions et les traditions (III, 304); il était inévitable aussi que peu à peu, grâce à la poussée patiente des hommes qui cherchent naturellement à s'assurer la plus grande portion possible de bien-être et de bonheur, tous les fléaux de la révolution devinssent autant de bienfaits, « principe d'un renouveau salutaire » (IV, 74). M. Ferrero ne croit donc pas aux grands hommes et se refuse à saluer en eux des héros, des initiateurs dominant les faits et les orientant, de propos délibéré, dans un sens nouveau : « Les grands hommes ignorent l'œuvre historique dont ils seront à la fois les instruments inconscients et les victimes; ils sont, comme tous les êtres humains, le jouet de ce que nous pouvons appeler le destin de l'histoire et qui n'est que la coïncidence et la précipitation imprévue des événements et la détente de forces cachées » (I, 445). S'il ne faut pas exagérer le rôle de ces prétendus héros, on doit, par contre, faire ressortir toute l'importance de celui que joue la masse anonyme des artisans obscurs de l'évolution économique : « En dehors des quelques guerriers et politiciens dont la personnalité encombre l'histoire, une multitude d'hommes qui n'ont pas laissé de nom travaillaient infatigables... » (II, 470). C'est par la somme de ces efforts infiniments petits<sup>1</sup> que se fait l'histoire et que se réalise le progrès.

La philosophie de M. Ferrero a beaucoup contribué au succès de ses livres. Son « matérialisme » ne pouvait manquer de plaire à une époque où de tous les côtés et dans tous les domaines on accorde de plus en plus d'attention aux phénomènes économiques. Le récit des guerres et la description des institutions ne suffisent pas à nous contenter; nous voulons pénétrer davantage dans l'intelligence du passé et reconstituer intégralement la vie des générations disparues; aucune manifestation de l'activité humaine ne nous laisse indifférents; l'étude des progrès de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, trop longtemps négligée, renouvelle l'histoire, même et surtout peut-être l'histoire ancienne<sup>2</sup>. Le « fatalisme » de M. Ferrero n'exerce pas moins de séduction sur le lecteur. C'est une doctrine si simple, si commode, si facilement intelligible, qui ramène si bien les héros aux proportions de l'humanité moyenne et qui exalte si généreusement le labeur des paysans et des artisans! Il imprime d'ailleurs à la marche du récit un caractère saisissant de grandeur

1. Expression caractéristique de la préface du tome I dans l'édition italienne.

2. Cf. P. Guiraud, *De l'importance des questions économiques dans l'antiquité* (*Revue internationale de l'enseignement*, 15 novembre 1888, et *Études économiques sur l'antiquité*, Paris, 1905, p. 1-26).

tragique. L'homme soutient une lutte vaine et désespérée contre les fatalités qui l'écrasent. Comment ne pas s'apitoyer sur Crassus, « choisi par le sort pour être la première victime du délire qui agitant Rome, pour expier en mourant l'orgueil de toute l'Italie » (I, 113, 127), ou sur Antoine, quand « les choses auxquelles il avait fait si longtemps violence commencent à se venger » (IV, 236)? Par delà Montesquieu, M. Ferrero rejoint Bossuet : « Ce long enchainement des causes particulières qui font et défont les empires dépend d'ordres secrets...; ceux qui gouvernent se sentent assujettis à une force majeure...; ils font plus ou moins qu'ils ne pensent et leurs conseils n'ont jamais manqué d'avoir des effets imprévus...; il n'y a point de puissance humaine qui ne serve malgré elle à d'autres desseins que les siens »<sup>1</sup>. Seulement, M. Ferrero appelle Destin la « force majeure » que Bossuet nommait Providence; il ne parle plus des volontés de Dieu, mais de lois éternelles et mystérieuses. *Grandeur et décadence* traduit dans le langage laïque du fatalisme matérialiste la philosophie religieuse du *Discours sur l'histoire universelle*.

Ces conceptions théoriques ne sauraient nous satisfaire. Si elles accroissent le prestige littéraire de l'œuvre, elles diminuent sa valeur scientifique. Le fatalisme n'est qu'un mot; il s'affirme et ne se démontre pas; par cela même, il échappe à la critique; par cela même encore, il n'est pas et ne peut pas être un principe d'interprétation rationnelle des faits. Sans doute, l'intervention du Destin et des lois éternelles produit une émouvante impression; mais il n'y a là qu'hypothèse métaphysique ou dramatique métaphore. L'historien doit se soucier uniquement des événements eux-mêmes et des rapports de cause à effet qui les unissent; se cantonnant sur le terrain solide des réalités contingentes, il abandonne aux spéculations des théologiens et des philosophes le domaine imprécis des possibilités transcendantes. Aussi accorde-t-il plus d'efficacité que ne le voudrait M. Ferrero à l'initiative individuelle des hommes, même des grands hommes. L'histoire nous apparaît pratiquement comme la résultante de tous les efforts concordants ou discordants des êtres humains; les grands hommes sont les mieux doués; leur influence grandit en proportion de leur intelligence et de leur volonté, dans la mesure où les autres intelligences et les autres volontés leur permettent de s'affirmer; ils ne façonnent pas l'avenir à leur gré, parce qu'ils ne sont pas seuls en jeu; il n'en est pas moins abusif et injuste de leur refuser toute vision nette du présent, tout pressenti-

1. Bossuet, *Discours sur l'histoire universelle*, 3<sup>e</sup> partie, chap. VIII.

ment du futur. M. Ferrero a l'air de s'obstiner dans une folle gageure quand il s'évertue à démontrer qu'ils n'eurent l'intention d'aucune des grandes choses qu'ils firent. De même, s'il est nécessaire de tenir compte en histoire des données d'ordre économique, les considérer comme la cause première et principale de tous les phénomènes c'est tomber dans un excès fâcheux et méconnaître les autres aspects de la vie des sociétés. M. Ferrero voit dans la chute de la République romaine la conséquence des modifications apportées par la conquête aux conditions de l'existence matérielle en Italie et dans la conquête elle-même le résultat d'un insatiable désir de richesses et de jouissances. Ne pourrait-on pas prétendre, cependant, que la révolution fut déterminée par une raison d'ordre tout politique : l'insuffisance des vieux rouages gouvernementaux en face des tâches nouvelles que Rome avait à remplir ? Du jour où la cité romaine devint la capitale d'un vaste empire, la constitution républicaine qu'elle s'était donnée au temps de ses humbles commencements fut condamnée à disparaître. Quant à la conquête qui avait entraîné cet élargissement de la cité, bien loin que les Romains l'aient dès le début et constamment souhaitée pour obtenir par elle plus de bien-être, ils furent obligés en quelque sorte malgré eux de l'entreprendre et de la poursuivre ; la plupart de leurs guerres sont des guerres de défense nationale destinées à sauvegarder leur indépendance menacée : la lutte contre les Étrusques et les Samnites leur a donné l'Italie, la lutte contre Carthage la Sicile, l'Espagne et l'Afrique, la lutte contre les rois de Macédoine et de Syrie la Grèce et l'Asie ; ils hésitèrent cinquante ans avant d'annexer l'Égypte, qu'un de ses rois leur avait léguée. De proche en proche, des nécessités militaires et politiques les ont rendus maîtres de tous les pays méditerranéens, dont probablement ils ne convoitaient pas tout d'abord les ressources naturelles. Qu'est-ce à dire, sinon que le système de M. Ferrero, comme tout système, est trop étroit et insuffisant ? L'infinie complexité des faits ne se laisse pas ramener à une formule unique et sommaire d'explication. M. Ferrero lui-même en a bien le sentiment ; à mesure qu'il avance dans son récit, il se convainc mieux de la diversité des mobiles auxquels obéit l'activité humaine et tend à se débarrasser de la vague phraséologie qui dépare trop souvent ses premiers volumes.

## II.

Si la philosophie de M. Ferrero est un matérialisme fataliste, sa méthode pourrait se définir un *modernisme* à outrance. Être et



paraître nouveau, rajeunir la matière qu'il traite, rapprocher les anciens de nous et nous rapprocher d'eux, tels sont ses plus chers désirs. Toute la question serait de savoir jusqu'à quel point il se montre réellement original sans cesser d'être vrai.

Pour surpasser ses devanciers, il faut d'abord s'assimiler la substance de leurs travaux. On ne peut reprocher à M. Ferrero de mal posséder la « littérature » de son sujet; il a beaucoup lu; il est au courant des publications les plus importantes et les plus récentes de l'érudition contemporaine. Dans l'*Index des auteurs cités* qui termine le deuxième volume et dans les notes des troisième et quatrième, on relève les titres de nombreux ouvrages allemands; il est évident que l'auteur de *Grandeur et décadence* a d'abord appris l'histoire romaine avec Mommsen et Lange, Drumann et Neumann. Notons aussi la mention d'ouvrages italiens moins répandus à l'étranger, tels que ceux de Ciccotti, de Manfrin, de Salvioli, de Barbagallo, dont il est bon que l'histoire générale fasse son profit<sup>1</sup>. M. Ferrero n'ignore pas de parti pris la science française, honorablement représentée sur l'*Index*; il est regrettable, cependant, qu'il n'ait pas utilisé les derniers chapitres de l'*Histoire romaine* de Michelet, les deux mémoires de Mérimée sur la guerre sociale et sur Catilina, les *Chevaliers romains* de Belot, l'article de Fustel de Coulanges sur *les Institutions militaires de la République romaine*<sup>2</sup>, la thèse de M. Paul Guiraud et l'article de Fustel sur la question de droit entre César et Pompée (laquelle, du reste, est trop négligée), la thèse de M. d'Hugues sur l'administration de Cicéron en Cilicie, le livre remarquable du colonel Stoffel, *Histoire de Jules César : guerre civile, la Vie parlementaire à Rome* de M. Mispoulet. Comment se fait-il qu'il ignore la *Caesar's conquest of Gaul* de M. Rice Holmes (1899)? Aux auteurs qu'il a consultés M. Ferrero doit beaucoup, et plus même qu'on ne serait tenté de le croire sur sa parole. Il emploie fréquemment certains tours de phrase qui sont très propres à rendre le lecteur attentif : l'importance de tel événement, dit-il, a échappé à tous les historiens; une des plus grandes erreurs commises par tous les historiens a été de croire ceci ou cela<sup>3</sup>; « il y a sur Antoine une légende qui égare les historiens et les empêche de voir les faits les plus évidents, etc. » (IV, 54). Mommsen est particulièrement visé : il s'est trompé sur le rôle de César (I, 303, 415; II, 347, 348,

1. On s'étonne de ne pas voir rappelé au tome IV (de l'édition française) le livre de Casagrandi, *Raccolta di studi di storia antica*, t. II, Catane, 1896 : *Sulla guerra sicula fra Ottaviano e Sesto Pompeo Magno*.

2. *Revue des Deux-Mondes* du 15 novembre 1870, p. 296-314.

3. Voir, dans le seul tome II, les p. 1 (Préface), 220, 285, 349, 355, 380, 390.

391) et sur la nature du gouvernement d'Auguste (IV, 274); « il est dangereux d'apporter, à l'exemple de Mommsen, des conceptions juridiques trop étroites dans l'étude des époques révolutionnaires » (IV, 96). L'école historique italienne, qui procède directement de l'école allemande, se retourne contre ses maîtres; nous en avons eu naguère une autre preuve, à propos des découvertes de M. Boni au Forum et de la légende des origines romaines, dont l'Italie, malgré M. Pais, défend l'authenticité contre l'hypercritique du Nord. Prenons garde cependant; M. Ferrero n'a pas découvert le premier la véritable histoire de la République à son déclin; d'autres avant lui l'ont bien connue. C'est à Mommsen que revient l'honneur d'avoir aperçu dans les rivalités des partis politiques le conflit des classes sociales et l'opposition des intérêts économiques; voilà cinquante ans qu'il dénonçait dans la Rome républicaine « une Babel financière, gouvernée par une oligarchie de capitalistes ». Lucullus, qui accomplit « une révolution immense » en substituant l'initiative audacieuse des généraux à la diplomatie hésitante du Sénat (I, 192, 236), est le personnage sympathique du tome I de *Grandeur et décadence*, et Cicéron, « la plus grande figure de cette grande époque » (III, 340), celui du troisième : sans le *Mithridate* de M. Théodore Reinach et sans le *Cicéron et ses amis* de M. Boissier, M. Ferrero n'aurait jamais eu ni de l'un ni de l'autre une si haute idée. Le *Vercingétorix* de M. Julian l'a fort aidé à comprendre la conquête de la Gaule, comme l'*Histoire des Lagides* de M. Bouché-Leclercq la politique égyptienne, comme les dissertations de M. Kromayer les guerres civiles du second triumvirat, comme les livres de MM. Hirschfeld et Gardthausen l'établissement de l'Empire. Il a subi profondément l'influence de ses prédécesseurs. Loin de nous la pensée de lui en faire un grief! C'était son devoir strict, à lui dernier venu, de ne laisser échapper aucun résultat de leur labeur. Mais son apport personnel reste, malgré tout, assez grand pour qu'il puisse se dispenser de prendre si facilement l'attitude d'un pourfendeur de légendes.

Selon ses propres termes, il appuie « sur une formidable assise de textes »<sup>1</sup> les considérations nouvelles dont il enrichit notre science du passé de Rome. Il n'est pas moins maître de sa documentation que de sa bibliographie. Les auteurs grecs et latins n'ont point de secret pour lui; il a dépouillé consciencieusement leurs œuvres, recueilli et confronté leurs témoignages, pénétré leur pensée. Au contraire de Mommsen, il a voulu donner à son lecteur la possibilité

1. *Troisième réponse à M. de La Ville de Mirmont*, dans le *Censeur* du 9 février 1907, p. 174.

de vérifier ses dires : des notes au bas des pages contiennent d'abondants renvois aux sources et de brefs renseignements sur les points obscurs; que l'on se reporte, pour en sentir l'intérêt, aux premiers chapitres du deuxième volume, où il est question des campagnes de César en Gaule, et au troisième volume tout entier, le plus aride pour le public, mais aussi le plus érudit. Les appendices reprennent à part et en détail l'examen des problèmes délicats, comme les causes de la guerre des Helvètes ou la succession des événements à Rome les 15, 16 et 17 mars 44; ce sont d'excellentes dissertations critiques. Mais M. Ferrero ne veut pas se laisser asservir à la lettre des documents : « Un texte, qui à lui seul est peu précis ou peu concluant, peut prendre une signification beaucoup plus grande quand on le met en rapport avec un autre texte; l'histoire n'est au fond que l'art de tirer toute la lumière que les textes peuvent donner par leur rapprochement<sup>1</sup>. » Elle est également l'art de suppléer, s'il le faut, au silence des textes par des hypothèses (IV, 293); l'hypothèse n'est-elle pas aussi légitime et féconde en histoire que dans les sciences physiques et naturelles? L'application prudente de ces règles de méthode peut rendre d'incontestables services : si l'on suppose, avec M. Ferrero, que les partisans de Catilina se divisaient au début en deux groupes, dont l'un espérait obtenir l'abolition des dettes par les voies légales et dont l'autre n'attendait rien que d'un recours à la force, les hésitations de Cicéron, qui n'ose sévir contre le chef du complot tant que celui-ci ne s'est pas prononcé ouvertement pour les révolutionnaires, et l'attitude embarrassée de Catilina lui-même, pris entre les modérés et les violents, n'ont plus rien de surprenant<sup>2</sup>. Le péril, c'est que les rapprochements de textes ne soient parfois arbitraires et les conjectures quelque peu aventureuses; entraîné par son ardente imagination, M. Ferrero ne s'en est pas suffisamment gardé. Il prodigue gratuitement les hypothèses : « Il n'est dit nulle part que l'on ait parlé des affaires d'Égypte dans l'entrevue de Lucques, mais cela est plus que vraisemblable » (II, 69); le 4<sup>er</sup> décembre 50, Marcellus et les amis de Pompée tentent un coup d'État : « Nous n'avons aucun renseignement sur ce complot, mais il me paraît nécessaire de l'admettre » (II, 233). Tout le quatrième volume de l'édition française repose sur un savant échafaudage de reconstructions fragiles : Antoine n'a pas épousé Cléopâtre à Antioche par amour, mais par intérêt, pour

1. *Deuxième réponse*, dans le *Censeur* du 26 janvier 1907, p. 113.

2. C'est ainsi que dans un compte-rendu du *Catilina* de M. Boissier (*Journal des Savants*, 1906, p. 5-17) M. Ferrero a complété lui-même un des chapitres du tome I de *Grandeur et décadence*.

prendre dans les trésors des Ptolémées de quoi subvenir aux frais de la guerre de Perse; le combat naval d'Actium ne fut qu'une feinte pour masquer la retraite convenue d'avance entre Antoine et Cléopâtre... Sans aller si loin, M. de La Ville de Mirmont n'a point tort, au fond, de chercher chicane à M. Ferrero sur le bateau de Catulle: il ne s'agirait ici, d'après M. Ferrero, que d'une conjecture<sup>1</sup>; mais au tome II de *Grandeur et décadence*, le retour du poète sur son *phaselus*, d'Amastri au lac de Garde, nous est bel et bien donné, à grand renfort de références, comme un fait réel et parfaitement attesté. Simple question de nuances et de mesure, si l'on veut; seulement, en ces matières, l'essentiel justement est de ne pas forcer les nuances ni dépasser la mesure.

Différents artifices littéraires permettent à M. Ferrero de présenter avec beaucoup de relief et de couleur tout ce qu'il emprunte — ou ajoute — aux textes anciens et aux historiens modernes.

Il multiplie les rapprochements avec l'époque contemporaine et emploie notre vocabulaire le plus récent pour qualifier les choses et les gens de l'antiquité. Comme Mommsen, comme Renan dans son *Histoire d'Israël*, il veut faire oublier la différence des temps et nous convaincre de l'identité persistante des intérêts et des passions. Il compare les pâtres du Latium primitif à ceux du Texas, les vieux Romains aux Boers, le corps électoral de Rome à la démagogie cosmopolite des États-Unis, Rome elle-même à Londres, Paris, New-York, Berlin, Milan, et Lucullus... à Napoléon (I, 256). Il parle de capitalisme et de parlementarisme, d'impérialisme et de féminisme, sans oublier, bien entendu, « l'impérialisme féminin » de Cléopâtre, de clubs, de meetings, de high-life, de razzias, de pronunciamientos; toutes les langues de l'Europe sont mises à contribution, l'anglais surtout. Caton est un *landlord*, M. Aemilius Scaurus un *self made man*, César un chef socialiste, un *boss* de Tammany-Hall, Cicéron le premier homme d'État de la classe des intellectuels et Octave un arriviste. L'Italie au I<sup>er</sup> siècle avant notre ère se trouvait dans la même situation que la France et l'Angleterre à la suite de la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle, que l'Italie du Nord et l'Allemagne après 1848, que les États-Unis après la guerre de Sécession (I, 393); la conquête des Gaules ressemble à nos expéditions coloniales par ses causes, à la lutte des Russes et des Japonais en Mandchourie par ses épisodes, aux guerres de la Révolution et de l'Empire par ses conséquences (II, préface); Crassus et Antoine en Perse rappellent Napoléon en Russie (II, 444; IV, 295); les pouvoirs d'Auguste empereur

1. *Première réponse*, dans le *Censeur* du 12 janvier 1907, p. 48.

ne diffèrent point de ceux d'un président de République aux États-Unis d'Amérique (IV, 272). De toutes ces comparaisons et définitions, prises comme au hasard parmi beaucoup d'autres, quelques-unes sont bonnes et se justifieraient aisément; la plupart reposent uniquement sur des analogies superficielles et fallacieuses. Mommsen lui-même n'avait pas été si hardi. M. Ferrero a tort de croire qu'il est avantageux de « moderniser » ainsi ses livres; en réalité, c'est par là qu'ils vieilliront le plus vite; en sacrifiant à la mode, on risque toujours de passer avec elle.

Dans un jugement sur Salluste, qui est aussi un programme, M. Ferrero s'élève contre « l'histoire critique et scientifique de certains pédants », qu'il trouve aride et ridicule, et lui oppose « l'histoire psychologique et artistique, où les passions des hommes sont analysées » (III, 279). Il se souvient qu'il fut psychologue; il sait l'être encore. *Grandeur et décadence* contient une ample collection de vivants portraits; l'auteur excelle à fixer en quelques touches inoubliables la physionomie de ses personnages, protagonistes du drame ou simples comparses; il s'y reprend à plusieurs fois pour mieux les peindre et suivre le développement des caractères dans les évolutions de la politique. Les écrivains, depuis Caton jusqu'à Virgile et Horace, ne sont jamais oubliés; les œuvres littéraires, constamment replacées à leur date, nous renseignent à la fois sur le génie de ceux qui les ont composées et sur les tendances de l'époque qui les virent naître : « Lucrèce, tout autant que Lucullus, que César, que Cicéron, est une des figures caractéristiques de son temps » (I, 354); Varron, dans le *De re rustica*, « s'efforce de dominer, des hauteurs d'une doctrine générale, le désordre des événements qui bouleversaient alors son pays » (IV, 78). La psychologie des foules attire M. Ferrero; en racontant les grandes scènes historiques, séances mémorables du Sénat, meurtre de César, terreur des proscriptions, rassemblement de l'armée cosmopolite d'Antoine à Éphèse, il devine et fait revivre les sentiments divers des acteurs et des témoins. Il cherche aussi à discerner, sous le conflit des passions individuelles, les grands courants qui entraînent l'humanité. Aux instants critiques où se décide l'avenir, lors du départ de César pour les Gaules (I, 385-416), lors des réformes constitutionnelles d'Auguste après Actium (IV, 254-283), il s'arrête et porte sur toute une génération un jugement d'ensemble. Que ses portraits et ses appréciations n'obtiennent pas de notre part une adhésion sans réserves et ne nous semblent pas toujours inattaquables, nul ne peut s'en étonner; c'est ici la partie la plus subjective et la plus aléatoire de l'histoire, en même temps que la plus attrayante. Il serait aussi facile

qu'inutile d'accumuler les objections de détail; il faut et il suffit qu'au total nous restions sur une impression favorable, sans dommage final pour la vérité et la vraisemblance. Cependant, avouons-le, M. Ferrero se plaît trop, à notre gré, aux raffinements de l'analyse psychologique; il prétend descendre, dans l'âme des contemporains de César et d'Auguste, à des profondeurs où les textes, nos seuls guides sûrs, ne permettent pas d'atteindre.

Que dire enfin des effets de style qu'il recherche? Ses livres sont écrits dans une langue éloquente et pittoresque, mais qui n'est pas assez concise ni précise. Il s'émerveille de trouver partout des « contradictions » : dans l'œuvre des Gracques et de Sylla (I, 133), dans le caractère de Lucullus (I, 238), en Gaule (II, 164), au sein du parti de César (II, 330), dans la politique d'Antoine (IV, 229), en Italie après Actium (IV, 279, 281); dix longues pages sont consacrées à développer les contradictions où se débat Rome au 1<sup>er</sup> siècle : sentiment démocratique et inégalité des fortunes, institutions électives et scepticisme des hautes classes, rêves de conquête et amour de la paix, etc. (I, 394-404). Ce jeu d'antithèses n'explique rien et sent un peu la rhétorique. Certaines images ne sont guère heureuses : les vicissitudes des civilisations comparées aux étés hyperboréens (I, 53), Cicéron à un bloc erratique (III, 163) et son gouvernement de Cilicie au lever du soleil dans les Alpes (II, 220). L'incendie d'Amasie, élevé à la dignité de symbole d'une époque (I, 202), le cerisier qui étale au printemps la neige violacée de ses fleurs, dernier vestige des conquêtes de Lucullus (I, 278), et ce même Lucullus s'endormant, seul de tous les grands hommes de son siècle, dans les bras de l'Euthanasie, déesse de la mort tranquille (I, 446), voilà des traits qui ne sont pas à leur place dans un livre de science, d'où les phrases romantiques devraient être sévèrement proscrites.

Le principal défaut de M. Ferrero, en somme, c'est l'exagération. Chacun de ses procédés, pris en soi, est acceptable, mais il use de tous indistinctement et tombe volontiers dans le paradoxe. Fort heureusement, il en est de sa méthode comme de sa philosophie : elle s'épure au contact des faits; de volume en volume sa « manière » est meilleure et l'exubérance méridionale de sa verve se corrige.

### III.

Il y aurait beaucoup à dire sur chacun des chapitres déjà parus de *Grandeur et décadence*. N'insistons pas sur l'équivoque obscurité du titre. On s'attendrait à rencontrer ici un exposé de toute l'histoire de Rome depuis sa fondation; or, le récit commence, très sommaire,



à la seconde moitié du v<sup>e</sup> siècle avant notre ère et ne prend corps et consistance qu'à partir de la mort de Sylla. L'auteur laisse de côté la question des origines; ne fallait-il pas cependant remonter jusque-là pour considérer la « grandeur » romaine dans son principe et à sa source? N'est-ce pas la situation géographique de la Rome primitive, marché fluvial du Latium agricole, en face des Étrusques envahisseurs et des montagnards entreprenants de la Sabine et du Samnium, qui décida de tout son avenir, de son essor économique et de ses guerres sans fin? Les cinq chapitres du début ne sont qu'un résumé rapide, pour lequel M. Ferrero demande l'indulgence, et où la nécessité des raccourcis l'entraîne à bien des assertions discutables. De la mort de Sylla à l'avènement d'Auguste, il nous parle d'abord, chose étrange, de « décadence » et non de « grandeur », décadence de la société républicaine où tous les liens se dissolvent, en attendant le paisible épanouissement de l'Empire (III, 304; IV, 283). Le titre ne répond pas au vrai sujet traité, qui est l'histoire de l'Empire romain pris à son point de départ, avec l'entrée en scène de Jules César. Acceptons l'ouvrage tel qu'il est et, sans nous attarder à des critiques trop particulières, mettons à l'épreuve sur trois points seulement, mais les plus intéressants, la philosophie et la méthode de M. Ferrero.

L'une des idées qui lui tiennent fortement à cœur, chaque fois du moins qu'il s'adresse au public français, est celle de l'importance capitale de la conquête des Gaules. Dans la préface de la traduction française du tome I, il affirme que cette conquête fut « l'événement le plus important de l'histoire de Rome », parce qu'elle « rendit possible une civilisation européenne et permit à Rome d'entreprendre sa grande mission historique de médiatrice entre l'Orient civilisé et l'Europe barbare ». Dans la préface de la traduction du tome II, il va plus loin encore : « Aucune guerre, les guerres de la Révolution et de l'Empire exceptées, n'a exercé une aussi grande influence sur l'histoire du monde; la guerre de Gaule a régénéré le monde antique, surtout parce qu'elle a précipité deux grandes crises qui traînaient depuis un siècle, la crise politique de l'Italie et la crise du monde celtique vieillissant...; la latinisation de la Gaule fut le véritable commencement de la civilisation européenne. » Au cours de sa conférence sur Alésia, dans une de ses leçons du Collège de France et en deux articles publiés par le *Journal des Débats* le 27 septembre 1905 et le 28 novembre 1906, il soutient que la Gaule fit contrepoids à l'Égypte et à l'Asie Mineure, que sans elle Rome ne fût pas restée capitale; César et Antoine songèrent à transférer le centre de l'empire en Orient; c'est la Gaule qui a retenu Rome en Occident... Il me semble

que nous saisissons sur le vif, en ces quelques mots, l'habituelle « manière » de M. Ferrero. Ces affirmations tranchantes, cette révélation d'une éclatante vérité jusqu'ici méconnue, ce retentissement lointain d'un fait de notre histoire nationale sur l'histoire universelle frappent le lecteur ou l'auditeur. Et des trois thèses auxquelles se ramène toute la théorie de M. Ferrero, il en est une que personne ne contestera, et qui, du reste, n'est pas nouvelle; certainement, la guerre des Gaules a précipité la crise politique de l'Italie et la crise du monde celtique; elle a rendu inévitable, à bref délai, la guerre civile entre César et Pompée et, par suite, l'écroulement de la République; elle a détruit l'indépendance de la Gaule, qu'agitaient « les convulsions d'une lente agonie ». Cette constatation très simple, qu'un sententieux appel à la « grande mission historique de Rome » essaie de rendre moins banale en la rattachant au système fataliste de l'auteur, sert de prétexte à deux séries de généralisations téméraires; insensiblement nous passons des faits certains aux déductions hypothétiques. Est-ce la conquête de la Gaule, et elle seule, qui empêcha les Romains de se laisser dominer par l'attrait de l'Égypte et de l'Asie Mineure? M. Ferrero fait la part trop grande à cet attrait, réel sans doute, mais non pas si intense qu'il eût pu provoquer dès lors un déplacement de la capitale. Comme le rappelait récemment M. Jullian, « Rome s'est toujours très sagement gardée contre les séductions des guerres orientales..., la situation géographique de l'Italie l'obligeait à un éternel qui-vive du côté du Nord..., le plus souvent elle ne s'est laissée reprendre par le désir de l'Orient qu'après les grandes expéditions d'Occident qui assurent sa frontière italienne »<sup>1</sup>. En dehors de la Gaule, bien des choses la retenaient en Occident : le prestige séculaire de l'Italie, l'exploitation si fructueuse des richesses de l'Espagne, l'occupation progressive de l'Afrique septentrionale; « par nature et comme par définition, l'Empire romain a toujours été tourné vers le couchant aussi bien que vers l'Orient »<sup>2</sup>. Quand bien même César ne se serait pas emparé de la Gaule, Rome sans doute n'aurait pas été supplantée, au I<sup>er</sup> siècle avant notre ère, par Ilion ou par Alexandrie. Est-il exact que la conquête de la Gaule soit l'événement le plus important de l'histoire de Rome, sinon de l'histoire du monde? Cette phrase à effet, très flatteuse pour notre amour-propre, ne doit pas être prise au pied de la lettre. Nous avons peine à croire que la civilisation européenne ne commence qu'avec la lati-

1. C. Jullian, dans le *Journal des Savants*, 1907, p. 155 (à propos du livre de M. Clerc sur la *Bataille d'Aix*).

2. *Ibid.*

nisation de la Gaule. Avons-nous seulement quelque moyen de classer scientifiquement, par ordre d'importance, les événements de l'histoire de Rome et de dire que tel ou tel d'entre eux est, au sens strict du mot, le plus important de tous? A nous en tenir même aux conquêtes militaires, combien en est-il parmi elles qu'on pourrait mettre en parallèle avec celle de la Gaule! La prise de Carthage, la réduction de la Grèce en province, l'annexion de l'Égypte n'ont pas été moins graves, chacune à son heure, ni moins grosses de conséquences imprévues; la belle tirade de M. Ferrero ne s'appliquerait ni mieux ni plus mal à n'importe lequel de ces grands épisodes historiques; d'aucun, à vrai dire, elle ne serait tout à fait juste.

La figure de César domine les deux premiers volumes de *Grandeur et décadence*, comme celle d'Octave les deux suivants; de l'une et de l'autre M. Ferrero a tracé une image neuve et attachante. Le portrait qu'il nous donne de César diffère entièrement de celui qu'avait peint Mommsen; il prend soin lui-même de nous en avertir (I, 415; II, 394). L'historien allemand grandit à l'excès son héros favori, lui prête constamment des intentions trop profondes et reconnaît en lui « un parfait homme d'État ». M. Ferrero blâme cette « admiration fanatique ». Il a raison de nous montrer d'abord en César un homme tout simplement, avec ses qualités et ses défauts, ses dons remarquables d'intelligence, sa volonté souple, son ambition tenace, ses écarts de conduite, dettes et bonnes fortunes (I, 239, 300). Il a raison ensuite de soutenir que son caractère et sa politique se sont plusieurs fois modifiés, qu'il n'a pas poursuivi, du commencement à la fin, avec une rigueur inflexible, l'exécution d'un programme arrêté à l'avance, mais que, tout au contraire, il fut « un incomparable opportuniste qui, jeté dans une période d'extrême confusion, avait su pendant trente ans s'adapter aux situations les plus difficiles » (II, 30). Il a raison enfin de signaler, comme ses facultés maitresses, « la surexcitation facile, intense et progressive de l'esprit dans le travail, la vivacité dans la pensée et dans l'action » (II, 52), « la lucidité d'intuition et la rapidité de résolution » (II, 30); voilà bien en effet les dons les plus précieux, qui ont fait la supériorité d'un César comme d'un Napoléon. Mais l'obsession du fatalisme et un penchant immodéré à la contradiction égarent M. Ferrero. « Une inexorable fatalité domine toute la vie de César » (II, 392); « il est l'homme fatal de l'histoire européenne, l'instrument inconscient dont se servit le Destin pour une œuvre immense » (II, 50). Bien loin qu'il ait prévu les résultats de ses entreprises, il n'en aurait jamais compris le sens ni la portée; il s'est engagé en Gaule à la légère et presque au hasard, parce qu'aucune autre occasion de conquête ne se

présentait à la fin de son consulat (III, 272); lorsqu'il franchit le Rubicon, marchant sur Rome avec ses légions, il ne pensait pas déclencher une terrible guerre civile, mais seulement intimider ses adversaires (IV, 33); son gouvernement, pendant sa dictature, ne fut qu'incohérence (II, 380). Reprenant mot par mot, pour la réfuter, une phrase célèbre de Mommsen, M. Ferrero estime que César « put bien devenir un grand général, un grand écrivain, un grand personnage, mais non pas un grand homme d'État » (II, 394); il a échoué dans la réalisation de ses trois principales idées politiques : en 59, la reconstitution du parti démocratique légalitaire; en 56, quand fut résolue l'expédition de Crassus, l'application en grand de la politique de Lucullus; après la mort de Pompée, la régénération du monde romain par la conquête de la Perse; son rôle est surtout un rôle de destructeur; il personnifie les forces révolutionnaires de son époque (II, 394-394); il n'a rien fondé de durable (III, 43). Ces paroles sont trop sévères. Ne voir en César qu'un instrument inconscient, c'est oublier tout ce qu'on nous a dit de sa haute intelligence et de son énergie; s'il n'était pas doué de la prescience divinatoire que lui attribue Mommsen, peu d'hommes cependant ont aussi bien su et voulu ce qu'ils faisaient. Il a préféré de son plein gré la conquête de la Gaule à toute autre; Rome tremblait encore au souvenir des Cimbres et des Teutons; il devait être singulièrement glorieux de conjurer pour des siècles le péril celtique et germanique. César était trop perspicace aussi pour ne pas sentir qu'en passant le Rubicon il commettait le plus grave des attentats contre la loi, que tout accommodement avec le Sénat était désormais impossible et qu'il fallait bien s'en remettre à la seule force des armes. Le trait caractéristique de sa dictature n'est pas l'incohérence, mais une prodigieuse et fébrile activité, qui touche à toutes les branches de l'administration et s'attaque à toutes les questions irritantes; il suffit, pour s'en convaincre, de passer en revue, avec M. Ferrero lui-même, les mesures si nombreuses et si diverses que César a prises pendant les dernières années de sa vie et qui, certes, ne témoignent à aucun degré d'un affaiblissement de son esprit politique. Une grande pensée l'inspire et fait l'unité de son œuvre dernière : il travaille volontairement et consciemment à créer un régime monarchique. Ses contemporains ne s'y sont point trompés : la conjuration des ides de mars eut pour cause, non pas, comme le soutient M. Ferrero, la crainte chimérique d'une reprise de la guerre de Perse, à laquelle peut-être César n'a jamais songé sérieusement, mais l'horreur républicaine du nom de roi qu'il allait reprendre. Ses trois grandes idées successives furent, selon nous, à ses débuts la reconstitution du parti démocra-

lique, tour à tour et suivant l'occurrence légale et révolutionnaire, — plus tard l'extension à la Gaule des plans de conquête et d'exploitation suivis jusqu'alors avec succès en Orient, — à la veille de sa mort l'établissement de la monarchie. La troisième tentative seule a échoué, et non pas complètement, puisque César a jeté en tous sens les germes féconds des réformes constitutionnelles d'Auguste. Il laissait en mourant quelque chose de durable, l'Empire, dont il est le vrai fondateur.

M. Ferrero, qui critique si vivement le César de Mommsen, ne conteste pas moins l'interprétation qu'on donne ordinairement du caractère et du rôle d'Octave. La plupart des historiens, se laissant abuser par les récits tendancieux des amis d'Auguste, essaient de pallier les crimes de son adolescence et de rejeter sur la mauvaise foi de ses adversaires la responsabilité de sa conduite abominable (III, 492); impressionnés par le résultat final de la guerre civile, ils font honneur à sa prévoyance de ce qui fut uniquement le fait de la nécessité : dans le partage du monde entre les triumvirs, Octave dut se plier aux conditions d'Antoine et accepter des clauses défavorables que les événements seuls ont rendues par la suite avantageuses (III, 230, 273). La légende lui prête, comme à César, une continuité de desseins que dément l'examen de la réalité. Il apparaît d'abord sous le jour le plus défavorable : timide et nerveux, inexpérimenté, manquant de sang-froid dans le danger (IV, 55), il se laisse pousser, lui le fils adoptif de César, à combattre Antoine, le vengeur du dictateur; après la bataille de Modène, il trahit le Sénat et livre à Antoine ses alliés de la veille; les proscriptions terrorisent l'Italie : Octave est un monstre horrible et détesté (III, 242; IV, 44), « l'instrument fatal de la dernière destruction de l'aristocratie romaine » (IV, 280); il n'a même pas de talents militaires : en Sicile, deux fois il perd la tête et s'expose à un désastre (IV, 40, 443). Cependant « son intelligence et sa volonté prennent de la vigueur avec les années... à mesure qu'il subit davantage l'influence de ses amis les plus avisés et surtout de Livie, il commence à être moins violent et plus équilibré » (IV, 93). Après la défaite de Sextus Pompée, il prodigue les paroles de conciliation et se fait pardonner « la crise momentanée de sa jeunesse malade, corrompue par le pouvoir » (IV, 44); c'est « le commencement d'un revirement intérieur et d'un grand changement politique » (IV, 430); il gagne la confiance de l'Italie, qui s'indigne et s'inquiète des rêveries orientales d'Antoine (IV, 495); sa victoire à Actium soulève un immense enthousiasme (IV, 252). M. Ferrero a parfaitement compris et décrit l'évolution psychologique d'Octave. Nous aimons beaucoup moins son commentaire des réformes poli-

tiques d'Auguste. Non seulement, à son avis, César n'aurait pas fondé l'Empire, mais encore Auguste lui-même n'aurait voulu que remettre en vigueur, dans la mesure du possible, la constitution républicaine<sup>1</sup>. Les historiens simplifient trop en disant que Rome, au lendemain d'Actium, devait tomber nécessairement sous la domination d'un seul maître; l'Italie voulait avant tout un gouvernement fort et sage et le retour aux traditions nationales. Octave était porté, lui aussi, par son tempérament, vers les idées conservatrices; il n'est pas le continuateur de César, mais son antithèse; réagissant contre la politique ultra-démocratique du dictateur, il s'inspire de Cicéron et de Brutus; il fait siennes les théories du *De Republica* et reprend la notion classique de la République pour l'accommoder à l'état actuel du monde. Le régime établi en l'an 27 n'est ni une monarchie déguisée sous des formes républicaines, ni une dyarchie, un partage égal des attributions entre le Sénat et le prince. Auguste a reconstitué l'État en le remplaçant tout entier sous l'autorité du Sénat et le Sénat sous la vigilance d'un président modérateur, garant des institutions; il faudra encore un siècle pour que la monarchie s'implante en Italie (IV, 254-283). Auguste ne fut que le président d'une République constitutionnelle. Telle est la conclusion de M. Ferrero. Elle ne paraît guère défendable. A partir de l'an 27, deux faits nouveaux, qui sont la négation même des institutions républicaines, dominent la situation : concentration, aux mains d'un seul homme, de tous les pouvoirs et de toutes les dignités d'autrefois (*imperium* proconsulaire, *potestas* tribunitienne, fonctions censoriales, consulat, souverain pontificat)<sup>2</sup>, création d'organes nouveaux de gouvernement et d'administration qui ne relèvent que du prince (préfectures et curatèles, bureaux de la chancellerie impériale, légats et procurateurs impériaux). Avec cela il ne peut plus être question de République ni même de dyarchie, comme l'imaginait Mommsen<sup>3</sup>.

1. Dans l'édition française, le dernier chapitre du quatrième volume s'appelle : *le Rétablissement de la République*. Le quatrième volume italien est intitulé : *la Repubblica di Augusto*.

2. M. Ferrero avoue que l'union du consulat et du proconsulat est une « innovation révolutionnaire »; il s'efforce d'en atténuer l'importance et invoque un précédent, au temps de Pompée (IV, 271). Mais Pompée n'avait joint le consulat au proconsulat, en 52, que pendant quelques mois; Auguste les garda l'un et l'autre dix ans et y ajouta d'autres titres encore; il était impossible de porter une atteinte plus directe à ce que M. Ferrero appelle « l'essence de la République ».

3. Dans le système même de M. Ferrero, si le Sénat et le président modérateur se font équilibre, nous retrouvons la dyarchie; si l'équilibre est rompu (et il ne peut être qu'au profit du président, qui veille de haut sur le Sénat), c'est la monarchie. Le *princeps* unique et viager est tout différent des deux anciens consuls annuels. Qu'on est loin de la République!



Rome n'a qu'un maître. C'est une restauration, si l'on y tient, mais une restauration monarchique, le retour à la royauté, renouvelée de Romulus et des Tarquins, d'Alexandre et des Ptolémées ; le nom seul y manque, par précaution. Auguste ne prend aucun titre tout à fait nouveau : ceux même d'*Augustus* et de *princeps* sont empruntés à la vieille langue religieuse et politique ; il évite que l'on prononce à son sujet le mot néfaste de royauté, qui a tué César. D'autre part, il laisse subsister, à côté de ses fonctionnaires, les anciens magistrats et le Sénat lui-même. Hypocrites fictions, auxquelles il se résigne pour ménager le sentiment républicain ; fictions dangereuses d'ailleurs : ce mensonge originel est la cause unique des crises de l'Empire au 1<sup>er</sup> siècle après notre ère. En définitive, Auguste a poursuivi et achevé, avec moins de franchise et plus de prudence, l'œuvre brutalement interrompue de César ; il réussit là où le dictateur avait échoué : à force d'habileté, il fit accepter aux Romains, en le déguisant adroitement, ce pouvoir personnel qui leur était odieux ; le comble, c'est qu'il ait pu faire illusion même à son dernier historien.

L'œuvre de M. Ferrero appelle la discussion. Elle donne à réfléchir et remet en question de graves et délicats problèmes. Il est permis de ne point partager l'avis de l'auteur sur toutes les solutions qu'il propose ; parfois, dans sa préoccupation de faire plus et mieux que ses devanciers, il se hasarde beaucoup trop. On lui rendra du moins cette justice qu'il a le goût des idées générales et le sens de la vie. Son histoire des derniers temps de la République romaine représente un vigoureux effort personnel pour expliquer une grande révolution ; elle renferme en même temps la description animée et colorée de toute une époque. Avec ses mérites incontestables d'analyste et de narrateur, il a manqué à M. Ferrero d'être dès le début en possession d'une méthode plus stricte, qui fût capable de le soustraire à la fascination du fatalisme matérialiste et de tenir son imagination en bride, pour tout subordonner à la seule considération des faits et des textes. Peut-être *Grandeur et décadence* n'a-t-elle pas moins plu d'abord au public par ses défauts mêmes que par ses qualités. Mais dans les derniers volumes parus les défauts s'atténuent, sans que les qualités s'amointrissent. M. Ferrero est mieux maître maintenant de la méthode historique qu'au moment où il abordait son sujet ; il est plus exclusivement historien. Nous sommes en droit d'attendre beaucoup de ses prochains livres sur le 1<sup>er</sup> siècle de l'Empire romain.

Maurice BESNIER.

## LA CONCEPTION DU POUVOIR IMPÉRIAL EN ORIENT

PENDANT LES

TROIS PREMIERS SIÈCLES DE L'ÈRE CHRÉTIENNE.

Il est inutile d'insister sur les différences qui séparent le droit monarchique de Byzance de la constitution juridique du principat telle qu'elle fut organisée par Auguste. A l'origine, l'empereur réunit en lui l'ensemble des pouvoirs civils et militaires qu'il a reçus du sénat, mais il est lié en théorie par le pacte que cette assemblée a conclu avec lui et il doit partager avec elle le gouvernement de la république; d'autre part, son caractère d'être surhumain, d'homme providentiel explique très bien que cette fiction légale ait pu se concilier avec le culte impérial. Depuis le IV<sup>e</sup> siècle au contraire, l'empereur ne connaît plus de bornes à sa puissance : il est la loi vivante, aucun pouvoir ne prévaut contre lui, aucune autorité n'existe qui ne soit une délégation de son pouvoir; païen, il est dieu, « dominus et deus »<sup>1</sup>; chrétien, il devient le représentant de Dieu sur la terre, l'égal des apôtres, le gardien de l'orthodoxie, l'évêque du dehors<sup>2</sup>, le maître de la discipline religieuse comme il l'est déjà de la loi civile. Comment expliquer la substitution de ce droit monarchique à l'ancienne théorie, républicaine encore dans sa forme? En fait, l'empire a bien toujours été une monarchie; il ne l'est en droit que depuis le IV<sup>e</sup> siècle. Jusqu'au III<sup>e</sup> siècle, les membres les plus éminents de l'aristocratie romaine ont cru de toute leur ardeur à la fiction du principat et ils conservaient du passé républicain une véritable aversion pour tout ce qui sentait l'étiquette monarchique<sup>3</sup>. Pour que les contemporains de Dioclétien et de Constantin aient pu accepter des formes qui auraient choqué ceux de Trajan et d'Hadrien, il a donc fallu qu'une transformation se fit dans les esprits et c'est en Orient qu'il faut aller chercher le secret de cette révolution : ce sont les conceptions politiques des Orientaux qui ont réagi sur les institutions impériales et ont fini par les absorber.

De toutes les monarchies orientales, l'Égypte était la mieux orga-

1. Voy. Homo, *Aurélien*, p. 191.

2. Ces théories sont exprimées par Eusèbe, *Vie de Constantin*, t. IV, p. 29.

3. Pline, *Panegy.*, 45. Martial, t. X, p. 71.

nisée, la plus antique et celle où les traditions séculaires et nationales avaient été le mieux respectées par les divers conquérants qui l'avaient occupée. Pas plus que les Ptolémées, les Césars ne rompirent sa tradition monarchique et l'on put croire qu'après l'annexion il n'y eut rien de changé en Égypte. Le préfet d'Égypte, simple chevalier et agent personnel de l'empereur, fut établi à la place des rois<sup>1</sup>; rien ne fut changé à l'administration ou à la religion. La langue politique ne subit même aucune transformation et les stratèges des nomes continuèrent à se servir des expressions : βασιλικὸς γραμματεὺς<sup>2</sup>, βασιλικὴ γῆ<sup>3</sup>, βασιλικὸς γεωργός<sup>4</sup>, βασιλικὴ ῥύμη<sup>5</sup>, etc... Il n'est donc pas étonnant qu'aux yeux des Égyptiens les empereurs aient été les successeurs légitimes des Ptolémées : c'est ce que prouvent les documents d'archives que les inscriptions ou les papyrus nous ont conservés.

Dans son étude sur le *Caractère religieux de la royauté pharaonique*<sup>6</sup>, M. Moret a pu prouver qu'après l'avènement des Romains en Égypte, le culte rendu par le sacerdoce égyptien au souverain s'est continué sans nulle interruption au profit des empereurs. Sur les inscriptions, les antiques formules des protocoles hiéroglyphiques ont été attribuées aux Césars comme elles l'avaient déjà été aux Ptolémées<sup>7</sup>. Dans les temples, les naissances divines, les « royales montées » des empereurs sont représentées avec les mêmes détails qu'au temps des anciennes dynasties<sup>8</sup>. A Denderah, on voit l'empereur Trajan présenté au cycle des dieux<sup>9</sup> et une scène du temple d'Erment montre la naissance divine de Ptolémée XVI (Césarion) qui, dans la théorie légitimiste du sacerdoce égyptien, relie la dynastie des Ptolémées à celle des Césars<sup>10</sup>. Tandis qu'à Rome les *natales imperatorum* se composaient d'une fête annuelle, en Égypte, c'est tous les mois que les anniversaires des empereurs étaient célébrés et l'institution de ces « σεβαστὰ ἡμέραι » n'est autre chose que la persistance d'une cérémonie du temps des Ptolémées<sup>11</sup>. Enfin, dans tout l'empire, le calendrier officiel était fondé sur les années de puissance tribuni-

1. Strabon, XVIII, 1, 12. Tac., *Hist.*, I, xi, « loco regum ».

2. Lafoscade, *De Epistulis Imperat.*, n° 127, 135.

3. Papyr. Berlin., I, p. 20.

4. Papyr. Lond., II, p. 168.

5. Id., p. 177, 179.

6. Annales du Musée Guimet, t. XV, 1903.

7. Moret, p. 12-13 et 17.

8. Moret, p. 70.

9. Moret, *ibid.*

10. Moret, p. 70, fig. 11.

11. Voy. Schürer, *Hermès*, 1902, p. 37.

tienne des empereurs : en Égypte, on continua à compter par les années de règne; le 1<sup>er</sup> août 724 (30 av. J.-C.), date de la prise d'Alexandrie, marqua pour les Égyptiens le début du règne d'Auguste<sup>1</sup>.

Dans le reste de l'Orient, la tradition monarchique était beaucoup moins vivante qu'en Égypte : les dynasties y avaient été trop nombreuses, les remaniements de territoire trop fréquents. Néanmoins la force des habitudes héréditaires y était telle que les Orientaux eurent pour les Césars la même vénération qu'ils avaient témoignée aux Séleucides ou aux Attalides. Ce fut en Asie que s'élevèrent les premiers temples d'Auguste<sup>2</sup> et l'on sait la part importante que prit l'Orient au développement du culte impérial<sup>3</sup>. Dans plusieurs provinces, en Syrie par exemple, le calendrier officiel fut établi comme en Égypte, d'après les années de règne des empereurs<sup>4</sup>. Enfin, un certain nombre d'inscriptions révèlent la conservation en Orient d'un usage essentiellement monarchique et contraire au droit public des Romains, celui du serment de fidélité exigé des populations à l'avènement d'un nouvel empereur. Le serment de Gangres (Vézir-Kupreu, Paphlagonie) prêté sur les autels d'Auguste par tous les habitants de la province a été étudié par M. Cumont qui a montré sa ressemblance avec les formules de serments en usage sous les successeurs d'Alexandre<sup>5</sup>. Plusieurs exemplaires d'un serment analogue prêté à l'avènement de Caligula ont été trouvés en Grèce et en Asie Mineure<sup>6</sup>. Ces formules ont été imposées aux populations par le gouvernement impérial et elles indiquent vis-à-vis de l'empereur une allégeance beaucoup plus étroite que celle des citoyens romains. Un fragment d'inscription de l'époque d'Auguste achève de montrer le caractère tout monarchique du pouvoir impérial en Orient : l'empereur y est appelé *princeps noster*<sup>7</sup>. Il faut descendre jusqu'au II<sup>e</sup> siècle pour trouver des expressions analogues, telles que *dominus noster*, κύριος ἡμῶν<sup>8</sup>. Les Orientaux ne prennent même pas la peine

1. Marquardt et Mommsen, *Droit public romain* (trad. franç.), t. V, p. 67.

2. Dio. Cass., LI, 20.

3. Voy. Beaulier, *Essai sur le culte rendu aux empereurs romains*. Paris, 1890.

4. Marquardt et Mommsen, *Ibid.*

5. *Revue des Études grecques*, 1901, p. 26 et suiv.

6. *Ibid.*

7. Inscript. de Dinâr (Apamea Ciboti). *Mittheil. d. Athen. Archaeolog. Instit.*, 1891, t. XVI, p. 236.

8. Les empereurs du I<sup>er</sup> siècle, Néron, Titus, etc..., sont appelés quelquefois κύριος, mais κύριος ἡμῶν n'apparaît qu'au II<sup>e</sup> siècle. (Papyr. Lond., II, p. 193, C. I. G. 5042, 6044, etc.)

de déguiser la conception qu'ils ont de l'empire et ils emploient couramment pour désigner l'empereur les titres des successeurs d'Alexandre, les mots de βασιλεὺς et de δεσπότης<sup>1</sup>.

Le droit public qui régit l'Orient a donc différé essentiellement dès l'origine de la théorie juridique sur laquelle Auguste a établi l'équivoque du principat. En fait, l'occupation romaine de l'Orient n'a pas interrompu la tradition monarchique que les empereurs ont non seulement acceptée, mais sauvegardée jalousement. Autant que les monuments nous permettent d'apprécier les sentiments des populations, il semble bien que cette politique répondait d'une manière remarquable à leurs habitudes et à leurs aspirations. Une inscription de l'île de Philé en Égypte est un hymne de louange en l'honneur d'Auguste : « César, maître des mers et des continents, Zeus qui tient de Zeus, son père, le titre de libérateur, despote de l'Europe et de l'Asie, astre de toute la Grèce qui s'est levé avec l'éclat du grand Zeus sauveur »<sup>2</sup>. Sur un autel trouvé en Égypte on lit une adaptation curieuse au pouvoir impérial de l'éloge de la monarchie qui se trouve dans l'*Odyssée* :

Zeῦ κύδιστε μέγιστε κελαινερὲς αἰθέρι ναίων  
Εἰς Καῖσαρ μέγας αὐτοκράτωρ, εἰς κοίρανος ἔστω  
Εἰς βασιλεὺς ὃ ἔβωκε Κρόνου παῖς ἀγκυλομήτης...<sup>3</sup>.

A la même époque, Philon d'Alexandrie développait dans des termes presque semblables l'admiration qu'il éprouvait pour l'œuvre d'Auguste et le félicitait d'avoir détruit le pouvoir de plusieurs, cause de tous les maux : « Ἀντὶ πολυαρχίας ἐνὶ κυβερνήτῃ παραδοὺς τὸ κοινὸν σκάφος οἰακονομεῖν, ἐαυτῷ θαυμασίῳ τὴν ἡγεμονικὴν ἐπιστήμην τὸ γὰρ « Οὐκ ἀγαθὸν πολυκυοιρανίῃ » λέλεκται δεόντως, ἐπειδὴ πολυτρόπων αἰτίαι κακῶν αἱ πολυψηφαί »<sup>4</sup>, et un autre juif hellénisé, Nicolas de Damas, tenait un langage analogue<sup>5</sup>. L'Orient semble avoir été reconnaissant aux empereurs romains d'avoir rétabli la monarchie un moment compromise. Un siècle après Philon, Dion Cassius répétait que jamais le monde n'eût pu être sauvé par la démocratie, « καὶ γάρ

1. Voy. sur ces titres notre article de la *Byzantinische Zeitschrift*, t. XV, p. 161. Il est important de noter aussi la fréquente attribution aux empereurs des titres favoris des Diadoques, εὐεργέτης, σωτὴρ, ἐπιφανής, et même sous Marc-Aurèle, φιλαδέλφος. Voy. *C. I. A.*, t. III, p. 493-497. — *C. I. G.*, *Ins. Gr.*, p. 206, 540-544. — Kaerst, *Historische Zeit*, 1895, p. 41.

2. *C. I. G.* 4923.

3. *Archiv f. Papyrusforschung*, t. II, p. 568-569 (*Bull. épigr.*, n° 142).

4. Legat, 22.

5. Fr. GG. Müller, *F. H. G.*, III, 427.

που καὶ παντάπασιν ἀδύνατον ἦν δημοκρατουμένους αὐτοὺς σωθῆναι »<sup>1</sup>. Pour lui, aussi bien que pour l'Alexandrin Appien, le fondement juridique du principat n'est qu'une fiction qui cache la monarchie. Tandis que Pline le Jeune se laisse prendre aux belles apparences de liberté du gouvernement de Trajan, les deux historiens grecs montrent plus de clairvoyance et affirment que les empereurs ont tout de la royauté, sauf le nom. « Ces maîtres suprêmes, dit Appien, ne reçoivent pas des Romains le nom de roi, par respect, j'imagine pour un serment prêté par leurs ancêtres..., mais en réalité, de quelque manière qu'on les considère, ce sont des rois »<sup>2</sup>. Dion Cassius appelle « monarchie » le pouvoir d'Auguste et ajoute que, la constitution étant aux mains de l'empereur, « il est véritablement roi »<sup>3</sup>.

Il serait facile de multiplier ces exemples et l'on peut dire que toute la littérature hellénique de l'époque impériale est imprégnée d'esprit monarchique. Il y a donc un accord complet entre ces théories politiques et le droit public qui règne en Orient; la tendance des populations à voir dans les nouveaux maîtres les successeurs légitimes des anciens a été habilement favorisée par la politique impériale. D'autre part, il est bien humain que les empereurs aient préféré à la théorie équivoque du principat la conception très claire qui voyait en eux des monarques. Il n'est donc pas étonnant que, des deux théories sur lesquelles était fondé l'empire, la théorie orientale se soit développée de plus en plus aux dépens de la tradition romaine et l'ait finalement annihilée. Cette évolution était presque accomplie à la fin du III<sup>e</sup> siècle : le premier de tous les empereurs, Aurélien, portait le diadème et prenait les titres de « dominus et deus » et, lorsque les empereurs du IV<sup>e</sup> siècle voulurent organiser la monarchie, ils ne firent que substituer définitivement aux institutions romaines les usages et les pratiques qui étaient en vigueur dans tout l'Orient. Si l'on se borne en effet à considérer le pouvoir des empereurs des trois premiers siècles en Orient, on peut dire qu'il porte déjà en lui tous les caractères de la monarchie byzantine et c'est dans ce passé oriental de l'empire, bien plus que dans les conceptions politiques des Romains, qu'il faut chercher la continuité de la tradition qui relie à travers quinze siècles d'existence le pouvoir des derniers empereurs de Constantinople à celui des premiers Césars.

LOUIS BRÉHIER.

1. LIII, 19.

2. Appien, *Præm.*, 6.

3. Dio. Cass., LIII, 17.



UN MOINE FRANÇAIS EN POLOGNE AU XII<sup>e</sup> SIÈCLE.

## LE CHRONIQUEUR GALLUS ANONYMUS.

Parmi les sources de l'histoire des premiers temps de la Pologne, la plus importante est la chronique latine écrite vers 1109-1113 par un moine français de l'abbaye de Saint-Gilles. Jusqu'à ce jour, on n'a pu retrouver le manuscrit original, ni même une copie contemporaine. Des trois exemplaires manuscrits connus actuellement, le plus ancien, celui de la bibliothèque des comtes Zamojski à Varsovie, est du xiv<sup>e</sup> siècle. Les deux autres, celui des princes Czartoryski et celui de Heilsberg, sont du xv<sup>e</sup>.

Malgré de légères variantes, ces trois manuscrits ont été copiés sur un original commun, nous dit M. Ketrzynski dans la brochure qu'il a publiée sur ce sujet<sup>1</sup> : « En général, dit-il, dans les œuvres du moyen âge, l'individualité des écrivains tient si peu de place que l'analyse la plus minutieuse ne peut fournir aucun renseignement sur leur personne. Cependant, on trouve dans la chronique de Gallus Anonymus certains traits qui nous éclairent sur lui. Nous ne savons pas son nom, il n'a pas voulu l'y voir figurer. Dans sa préface aux évêques, il écrit : « Afin que personne ne croie que notre but était la satisfaction de notre vanité, nous avons résolu de mettre en tête de cet ouvrage non pas notre nom, mais le vôtre. » Les écrivains immédiatement postérieurs ne le mentionnent pas non plus, et certains même semblent ignorer sa chronique. Vincent Kadlubek<sup>2</sup>, qui écrit une centaine d'années plus tard, n'en dit pas un mot, quoiqu'il y ait souvent puisé. Dans son *Chronicon Principum Polonorum*, il appelle simplement les récits du moine *Chronica*. En tête du manuscrit d'Heilsberg, on lit cette note qui semble avoir été écrite au xvi<sup>e</sup> siècle : « Gallus hanc historiam scripsit, monachus ut opinor aliquis, qui Boleslai tertii tempore vixit », et, à la fin, « Hucusque Gallus ». Les principaux historiens du xvi<sup>e</sup> siècle connaissent et mentionnent notre chroniqueur. Paprocki<sup>3</sup> en cite des extraits et l'appelle Anonymos.

1. Stanisław Ketrzynski, *Gall Anonim i jego kronika w Krakowie*, édité par l'Académie des sciences de Cracovie.

2. Vincent Kadlubek, *Chronicon Principum Polonorum*.

3. Bartorz Paprocki, *Herby Rycerstwa Polskiego*, 1584.

Kromer<sup>1</sup> le désigne par « Gallus quidam ». Herbut de Fulstein<sup>2</sup>, qui fut ambassadeur en France vers 1574 et qui a écrit les *Statuta regni Polonici*, le mentionne sous le nom de Gallus Anonymus. Geoffroy Lengnich<sup>3</sup> le nomme Martin Gallus et le confond avec le moine de Saint-Gall, l'auteur des Gestes de Charlemagne. Joachim Lelewel<sup>4</sup> n'admet pas le prénom de Martin donné au chroniqueur, il le croit Français. Son opinion a été approuvée par Wiszniewski<sup>5</sup> et Giesebrecht<sup>6</sup>. Le savant historien viennois Gumpłowicz<sup>7</sup> le croit également Français, peut-être Flamand venu d'un couvent de Liège. MM. Koepke et Szlachtowski<sup>8</sup> le supposent Italien. Auguste Bielowski prétend qu'il pourrait bien être Suisse, moine de l'abbaye de Saint-Gall.

La thèse de M. Stanislas Ketrzynski me paraît la plus plausible. Je ne puis entrer dans le détail de son intéressante argumentation basée sur une connaissance très approfondie de l'histoire et des personnages de cette époque. Je me bornerai à donner ses conclusions.

Notre chroniqueur serait un moine de l'abbaye de Saint-Gilles en Provence. Il est arrivé en Pologne par l'Italie et la Hongrie, vers l'an 1109. Il y fut appelé par l'évêque de Posen, Frank ou Franko, qui venait lui-même de cette abbaye et auquel il devait être apparenté. L'évêque Frank lui avait sans doute promis une haute situation ecclésiastique digne de sa grande science, mais il mourut peu de temps après et ne put accomplir ses desseins. Gallus rédigea sa chronique pour occuper ses loisirs et aussi pour se faire remarquer du roi et obtenir quelque bénéfice. La chronique s'arrête en 1113. Que devint son auteur à partir de cette époque? Est-il retourné à l'abbaye de Saint-Gilles? Où est-il mort? Nous ne pouvons rien en savoir jusqu'à ce jour.

La chronique est écrite en un latin de la bonne époque, rappelant la manière de Salluste et parfois Jules César. Le style est un peu

1. Martin Kromer, *Polonix*, etc... Coloniae Agripp., 1589.

2. Herbut de Fulstein, *Historia Polonica Vincentii Kadlubonis Dobromili*, A. D. 1612.

3. Geoffroy Lengnich, *Vencentius Kadlubko et Martinus Gallus scriptores historiae Poloniae vetustissimi, cum duobus Anonymis ex ms. bibliothecae episcopalis Heilsbergensis editi*. Gedani, 1749.

4. Joachim Lelewel, *Polska Wieków Srednich* Poznan, 1846-51.

5. Wiszniewski, *Historia Literatury Polskiej*.

6. Giesebrecht, *Wendische Geschichten*.

7. Max Gumpłowicz, *Bischof Balduin Gallus von Cruszwica Polens erster Lateinischer Chronist*. Wien, 1895. *Sitzungsberichte der K. Academie der Wissenschaften*, Bd. CXXX.

8. Dans les *Monumenta Germaniae Historica*, SS., t. XI, p. 419.

emphatique; quelques passages sont en vers rimés ou en vers léonins. La narration est entrecoupée de discours comme dans Tite-Live. L'auteur se complait surtout dans les récits de batailles, mais on trouve aussi pas mal de traits de mœurs intéressants. En voici quelques spécimens; le lecteur jugera.

La dynastie des Piast, qui a occupé le trône de Pologne du ix<sup>e</sup> au xiv<sup>e</sup> siècle, a une origine fabuleuse. C'est une légende imaginée à l'époque chrétienne à propos d'un usage païen, la cérémonie où l'adolescent était déclaré homme fait quand, pour la première fois, on lui coupait les cheveux. Je laisse la parole au chroniqueur :

Il y avait dans la ville de Gniezno, nom qui signifie nid en langue slave, un prince nommé Popiel ayant deux fils. Suivant l'usage païen, il préparait à l'occasion de leur tonsure un grand festin auquel il avait invité beaucoup de ses parents et de ses amis. Par un dessein secret de la Providence, arrivèrent deux étrangers qui non seulement ne furent pas invités au repas, mais encore furent ignominieusement empêchés d'entrer dans la ville. Aussi, fuyant l'inhumanité de ces hommes, descendant vers les faubourgs, ils s'arrêtèrent par hasard devant la cabane d'un cultivateur appartenant au dit prince. Ce pauvre homme, rempli de compassion, invita les hôtes chez lui et leur fit naïvement les honneurs de son pauvre intérieur. Ceux-ci, acceptant avec joie l'invitation et entrant sous le toit hospitalier, dirent : « Réjouissez-vous de notre arrivée; elle vous procurera beaucoup de biens, des honneurs et de la gloire pour votre progéniture. »

Or, les habitants de cette maison hospitalière étaient Piast, fils de Chosstico, et sa femme Repca, qui s'efforçaient très affectueusement de subvenir aux désirs de leurs hôtes et, présentant leur sagesse, préparaient un gîte au cas où ils voudraient s'arrêter plus longtemps. Comme ils s'entretenaient de divers sujets, les voyageurs demandèrent au laboureur hospitalier s'il avait chez lui une boisson quelconque. A quoi celui-ci répondit : « Je possède une petite mesure de cervoise fermentée, que j'ai préparée pour la tonsure de mon fils unique; mais une si petite quantité ne peut me servir à rien, buvez-la si vous voulez. » Le pauvre paysan avait l'intention de profiter de ce que son maître préparait un festin en l'honneur de ses fils et de faire en même temps quelques provisions pour la tonsure du sien, — il n'aurait pu le faire en un autre temps à cause de sa grande pauvreté, — et d'inviter des amis, non à un grand festin, mais à manger un peu ensemble, et même il nourrissait un petit porc qui devait servir à cet usage. Je vais dire des choses extraordinaires, mais à quoi bon réfléchir sur les merveilles divines, et qui osera discuter les bienfaits de Dieu? Souvent il exalte l'humilité des pauvres et se plaît à récompenser l'hospitalité même chez des païens. Les étrangers ordonnent tranquillement d'apporter la cervoise, car ils savaient bien que la quantité en augmente-

rait au lieu de diminuer à mesure que l'on boirait. On dit en effet qu'elle augmenta au point que tous les vases qu'on avait empruntés furent remplis, tandis que ceux du prince, qui donnait un festin, furent trouvés vides. Ils ordonnent également de tuer le petit porc, et, chose étonnante, on dit que dix grandes cuves, en slave *cebri*, furent remplies. Étonnés de ces miracles, Piast et Repca y virent un heureux présage pour leur fils, et ils songeaient déjà à inviter le prince et ses hôtes, mais ils n'osaient avant d'avoir interrogé les voyageurs. Abrégeons ce récit. Sur leur conseil, le prince et ses convives furent invités, et le prince ne dédaigna pas d'accepter l'invitation du laboureur Piast; et pourtant, jamais prince polonais n'avait jusqu'ici déployé plus de faste et aucun n'avait traîné à sa suite une plus grande foule de clients. Après le festin, tous étant bien rassasiés et tous étant abondamment pourvus, les deux voyageurs coupèrent les cheveux de l'enfant de Piast et, comme présage de l'avenir, lui donnèrent le nom de Ziemowitt<sup>1</sup>.

Après ces événements, Ziemowitt, fils de Piast, grandit en âge et en force. Ses vertus augmentaient de jour en jour, si bien que le Roi des Rois, le Prince des Princes le fit duc de Pologne et chassa du pays Popiel et sa descendance. Les vieillards racontent même que ce Popiel, chassé du royaume, fut tellement persécuté par les souris qu'il se transporta dans une île, mais ces méchantes bêtes le suivirent à la nage. Il s'enferma dans une tour de bois; à la fin, abandonné par tous, à cause de la mauvaise odeur, il mourut d'une mort honteuse, dévoré par ces horribles animaux. Mais négligeons ces faits, dont la mémoire est perdue et que l'erreur et l'idolâtrie ont défigurés, et passons au récit des choses dont le souvenir fidèle est resté.

#### A Ziemowitt succéda Lech puis Ziemomysl.

Ce Ziemomysl engendra le grand et célèbre Mieszko, qui fut aveugle pendant les sept premières années de sa vie. Au septième anniversaire de sa naissance, Ziemomysl avait, suivant l'usage, convoqué un grand nombre de comtes et de princes à un festin solennel et copieux; et tout le temps, se souvenant de la cécité de son fils, il soupirait profondément tandis que les autres se réjouissaient et frappaient leurs mains, suivant l'usage. Quand soudain leur joie s'accrut d'une autre joie; ils venaient d'apprendre que l'enfant aveugle avait recouvré la vue. Le père n'y voulut pas croire jusqu'à ce que la mère, se levant de table, eût amené l'enfant qui n'était plus aveugle. Et la joie fut à son comble quand l'enfant reconnut tous ceux qu'il n'avait jamais vus auparavant. Alors le prince Ziemomysl demanda au plus ancien et au plus avisé de l'assistance s'il ne voyait pas un présage dans cette cécité qui venait de disparaître subitement. Ceux-ci répondirent qu'à leur avis cela

1. En slave *ziemia*, terre, *witez*, héros.

signifiait que la Pologne, qui jusqu'ici avait été comme une aveugle, serait dans la suite illustrée et élevée au-dessus des autres nations. Il en fut ainsi en effet, mais la chose peut encore être interprétée autrement : la Pologne, qui ignorait le culte du vrai Dieu et la doctrine de la foi, avait été d'abord aveugle, mais quand Mieszko vit la lumière, la Pologne aussi fut éclairée ; parce que, lui ayant reçu la foi, la Pologne fut délivrée de la mort spirituelle. Dieu, tout-puissant, dans sa haute sagesse, rendit d'abord à Mieszko la vue corporelle et ensuite la vue de l'esprit, afin que, par les choses visibles, il arrivât à la connaissance des choses invisibles et que le spectacle de l'univers lui donnât l'idée de la toute-puissance du créateur. Mais pourquoi la roue court-elle devant le char ? Ziemomysl, accablé par l'âge, fit au monde ses suprêmes adieux.

Cependant Mieszko, ayant pris l'autorité, exerçant les forces de l'esprit et du corps, commença à attaquer les nations d'alentour. Mais il était encore plongé dans l'erreur païenne, et, suivant la coutume, avait à son usage sept femmes. Puis il demanda en mariage une chrétienne de Bohême, nommée Dobrowka. Mais celle-ci refusa de l'épouser avant qu'il eût renoncé à la coupable coutume et promis de se faire chrétien. Il accepta cette condition et la princesse entra en Pologne en grande pompe, avec une nombreuse suite d'ecclésiastiques et de séculiers ; mais elle refusa de s'unir à son mari dans le lit conjugal avant que celui-ci, après s'être fait soigneusement instruire dans les lois de la religion chrétienne, eût renié l'erreur païenne et fût entré dans le troupeau de notre mère l'Eglise.

Le fils de Mieszko fut Boleslas le Brave qui continua l'œuvre de son père. Il conquit tout le pays de la Baltique aux Carpathes. Il reçut la visite d'Otton qui lui conféra le patriciat romain. Il fit également la guerre aux Ruthènes. Et voici comment notre chroniqueur raconte un des épisodes de cette expédition :

D'abord, mentionnons en tête de la série de ces exploits comment il vengea l'injure que lui fit le roi des Ruthènes en refusant de lui donner sa sœur en mariage. Boleslas, ne pouvant supporter cet affront, envahit avec de grandes forces le royaume des Ruthènes ; ceux-ci tentèrent d'abord de résister par les armes, mais, n'osant s'y fier, se dispersèrent à son approche comme la poussière au vent. Il ne perdit pas son temps en prenant des villes ou en amassant de l'argent, comme font les envahisseurs, mais marcha en hâte sur Kiev, capitale du royaume, pour s'emparer en même temps du roi et de la citadelle. Le roi des Ruthènes, dans la simplicité de mœurs de sa nation, était en train de pêcher à la ligne. Quand on lui annonça l'arrivée soudaine du roi Boleslas, d'abord il refusa de le croire, mais bientôt, les uns après les autres venant le lui annoncer, il frémit d'horreur. Alors, approchant de sa bouche le pouce et l'index et crachant sur l'hameçon comme font

les pêcheurs, il aurait prononcé ces mots à la honte de sa nation : « C'est parce que Boleslas ne s'est pas adonné à cet art, mais a porté les armes des guerriers, que Dieu lui a destiné cette ville et le royaume des Ruthènes. » Après ces mots, il n'en dit pas plus long et prit la fuite. Boleslas, sans rencontrer de résistance, entra dans la grande et opulente cité de Kiev; et, tirant son glaive, en frappa la porte d'or de la ville et dit joyeusement à ceux qui le regardaient étonnés : « De même qu'en ce moment la porte d'or de la cité est percée par ce glaive, ainsi sera déshonorée cette nuit la sœur de ce lâche roi qui a refusé de me la donner; car elle s'unira au roi Boleslas, non dans le lit nuptial, mais une fois seulement, comme une concubine; et ainsi sera vengée l'injure faite à notre nation et tournera au déshonneur et à l'ignominie des Ruthènes. »

Il fit comme il l'avait dit. Ce glaive ébréché de Boleslas fut conservé parmi les bijoux de la couronne polonaise. Il a servi pendant les cérémonies de couronnement à tous les rois. Boleslas mourut en 1025 et notre auteur consacre deux pages de sa chronique à décrire le deuil de la Pologne. Malgré quelque emphase, cette oraison est d'une réelle beauté.

Le fils de Boleslas, Mieszko II, épousa une nièce de l'empereur Otton III, Rixa, dont il eut un fils, Casimir. Il perdit la plupart des conquêtes de son père. D'après Gallus, Mieszko aurait été fait prisonnier par les Bohèmes et émasculé. Il fut détrôné par ses frères, puis remonta sur le trône et mourut fou. A sa mort, la Pologne fut bouleversée par les plus grands désordres; les tribus slaves que Boleslas le Brave avaient réunies sous son pouvoir tentèrent de se séparer. En même temps, il y eut des révolutions populaires, des jacqueries. Les habitants des campagnes détruisaient les demeures des riches, les églises, les monastères et retournaient au paganisme.

Casimir le Réformateur, qui s'était réfugié avec sa mère auprès de l'empereur Henri III, entra en Pologne à la tête d'une troupe de cinq cents hommes d'armes, reconquit et pacifia le pays. Il mourut en 1057, laissant le pouvoir à son fils Boleslas le Hardi et que Gallus appelle le Généreux.

Ce prince semble avoir eu les qualités militaires de Boleslas I<sup>er</sup>, mais avec moins de génie politique. Gallus loue surtout sa libéralité et rapporte une anecdote où Boleslas permit à un moine de prendre dans le trésor royal autant d'or qu'il pourrait en emporter dans sa robe. Le moine en mit une telle quantité que l'étoffe se rompit, et Boleslas lui donna pour emporter le don son manteau, d'une matière plus solide. Il parle également du meurtre que Boleslas commit sur la personne de l'évêque Stanislas, lequel fut canonisé plus tard et est



considéré encore maintenant comme le patron de la Pologne. C'était un homme de valeur, il avait étudié à Paris à l'école de Lambert dans la Cité. D'après la légende, Boleslas se serait vengé de l'évêque qui lui faisait des remontrances sur les scandales de sa vie privée. D'autres prétendent qu'il faut y voir un épisode de la querelle des investitures, analogue au meurtre de Thomas Becket par Henri II. L'évêque Stanislas, d'après d'autres auteurs, fomentait un complot contre le roi. Boleslas fut excommunié, comme le furent à cette même époque l'empereur Henri IV et le roi de France Philippe I<sup>er</sup>. Il fut chassé de son royaume et se réfugia en Hongrie. Gallus se contente de mentionner le fait et le juge avec prudence :

Comment le roi Boleslas fut chassé de la Pologne, ce serait trop long à raconter; ce qu'on peut dire, c'est qu'un chrétien ne doit pas se venger matériellement d'un autre chrétien. Cela lui nuisit beaucoup d'avoir ajouté le péché au péché et d'avoir ajouté l'amputation des membres sous prétexte de la trahison de l'évêque. Nous n'excusons pas l'évêque félon, mais nous n'approuvons pas non plus l'odieuse vengeance du roi; tenons-nous entre les deux...

Le fils de Boleslas, Mieszko, ne régna que trois ans, et ce fut le frère de Boleslas, Ladislas Hermann, qui prit le pouvoir. Il était marié à Judith de Bohême. Nous arrivons à un passage très important, car il fournit à M. Ketrzynski un des principaux arguments en faveur de sa thèse :

Les parents du futur héros (Boleslas III Bouche de travers), n'ayant pas encore d'enfant, demandaient par les prières, les jeûnes, les aumônes au Dieu tout-puissant qui accorde aux mères stériles la joie d'avoir des fils, qui donna Jean-Baptiste à Zacharie et qui *vulvam aperuit Sarae ut in semine Abrahae benediceret omnes gentes*; ils lui demandaient pour héritier un fils qui craindrait Dieu, relèverait la Sainte-Eglise et qui gouvernerait le royaume de Pologne pour la gloire de Dieu et le salut de la nation. Comme ils ne cessaient de faire ces prières, Franko, évêque de Posen, vint à eux et leur donna ce salutaire conseil : « Si vous faites dévotement ce que je vous dirai, votre désir sera certainement exaucé. » Ceux-ci prièrent le prélat de parler. « Il y a, dit-il, un certain saint sur les frontières méridionales de la Gaule, près de Marseille, là où le Rhône se jette dans la mer, — la terre s'appelle Provence et le saint se nomme Gilles. — Ce saint s'est acquis tant de mérite auprès de Dieu que tout homme qui se voue à lui et honore sa mémoire obtient certainement tout ce qu'il demande. C'est pourquoi, faites faire une statuette en or, représentant un enfant, préparez des présents royaux et hâtez-vous de l'envoyer à saint Gilles. » Aussitôt on exécuta la statuette et un calice de l'or le plus pur; de l'or,

de l'argent, des vêtements sacerdotaux sont expédiés en Provence par des messagers fidèles et on y ajoute cette lettre :

« Ladislas, par la grâce de Dieu souverain de Pologne, et Judith, son épouse légitime, envoient à Odilon, vénérable abbé de Saint-Gilles, et à tous les frères, l'hommage de leur plus humble dévouement. Ayant appris par la renommée que saint Gilles excellait par sa grande piété et qu'il venait promptement en aide, par la puissance que Dieu lui avait accordée, nous lui offrons les présents de notre dévotion dans l'espoir d'avoir un enfant, et nous demandons vos oraisons à l'appui de notre prière. »

Après avoir lu la lettre et reçu les présents, l'abbé et les frères s'empressèrent de satisfaire à la demande du donateur; ils ordonnèrent un jeûne de trois jours avec des litanies implorant la majesté divine pour qu'elle accomplît le vœu de ses serviteurs qui, présentement, faisaient des dons si généreux et en promettaient de bien plus grands encore; afin qu'il exaltât la gloire de son nom parmi les nations inconnues et illustrât au loin la réputation de son serviteur Gilles. « Courage, serviteur de Dieu, auquel est confiée cette affaire, exauce les vœux de tes serviteurs, donne un enfant pour l'enfant que tu as reçu, donne un enfant réel pour l'enfant sculpté, garde celui en or et donnes-en un en chair. » Que dirai-je de plus; le jeûne des moines en Provence n'était pas encore terminé et déjà la mère en Pologne se réjouissait de la conception d'un fils. Les envoyés ne portaient pas encore et déjà les moines prédisaient que leur maîtresse avait conçu. Et ceux-ci, retournant chez eux rapidement, heureux du présage des moines, se réjouirent de la conception, mais bien plus encore de la naissance du fils.

Cet enfant fut Boleslas III, dit Bouche de travers, qui régna de 1092 à 1139; c'est sous son règne que Gallus écrivait, et il n'entreprit sa chronique que pour nous narrer les hauts faits de ce prince.

Il semble avoir été un homme de guerre d'une réelle supériorité; Victor Hugo en fait mention dans la *Légende des siècles* :

On n'a point vu, depuis Boleslas lèvre torte,  
Une bande de gens de bataille plus forte  
Ni des alignements d'estaffiers plus hagards.

Il réorganisa la Pologne, fit cesser l'anarchie et tint tête vaillamment à tous ses voisins, même à l'empereur Henri V qui lui réclamait l'hommage et un tribut. Son frère Zbigniew, loin de le seconder, s'entendait avec ses ennemis; aussi, l'ayant vaincu, il lui fit crever les yeux.

La partie de la chronique consacrée à son règne n'est remplie que de récits de batailles contre les Poméraniens, les Tchèques, les Prus-

siens et les Impériaux. En voici cependant quelques épisodes intéressants en ce qu'ils nous initient à la tactique de l'époque :

Sur les frontières de la Poméranie et de la Pologne se trouve le château de Nakiel, défendu par des travaux et aussi par des lacs; le prince guerrier vint avec son armée pour s'en emparer, il l'attaquait par les armes et par les machines. Les assiégés, voyant qu'ils ne pouvaient résister à une armée aussi nombreuse et espérant être secourus, demandèrent un armistice, promettant de se rendre, eux et le château, si, au jour fixé, ils ne recevaient pas de renforts. Les Polonais consentirent à la trêve, sans toutefois abandonner leurs préparatifs de siège. Pendant ce temps, les émissaires des assiégés rassemblèrent l'armée et communiquèrent l'accord qu'ils avaient fait avec les ennemis. Les Poméraniens, stupéfaits de ces nouvelles, jurèrent de mourir pour leur patrie ou de remporter la victoire. Ayant renvoyé leurs chevaux afin que le danger fût égal pour tous et augmentât le courage de tous, ils s'avancèrent non par les chemins ou les sentiers, mais à travers les retraites des fauves, les fourrés les plus épais, et, comme des souris sorties de leurs cachettes, arrivèrent non au jour indiqué, mais le jour consacré à saint Laurent, et, grâce à son intervention, furent anéantis par une puissance divine plutôt que par la force des hommes. Dieu est glorifié dans ses saints; le jour de saint Laurent martyr se levait, et à cette heure tous les chrétiens sortaient de la messe, mais voici que l'armée des Barbares était déjà toute proche. — « Martyr Laurent, secours ton peuple dans la peine; que deviendront maintenant les chrétiens? Où se tourneront-ils? L'armée des ennemis apparaît à l'improviste; on n'a pas le temps de ranger les soldats en bataille, ils sont en petit nombre; les ennemis nombreux, et il est déjà trop tard pour fuir, chose qui a toujours répugné à Boleslas. Martyr Laurent, donne la force à ton peuple opprimé! » — Alors, tout ce qu'il y avait de soldats fut partagé en deux troupes; l'une sous les ordres de Boleslas, l'autre sous ceux de son garde des sceaux Scarbimir. Car le reste de l'armée était dispersé, les uns étant allés chercher du fourrage, d'autres des vivres, d'autres, par les sentiers et les chemins, surveillaient l'arrivée des ennemis. Sans tarder, l'infatigable Boleslas fait avancer ses bataillons, leur adressant ces paroles : « Votre courage, l'imminence du péril, l'amour de la patrie plus que mes discours vous exhorteront à bien faire. Aujourd'hui, avec l'aide de Dieu et l'intercession de saint Laurent, l'idolâtrie des Poméraniens et leur orgueil seront écrasés. » Il n'en dit pas davantage et se mit à courir autour de la troupe des ennemis; ceux-ci s'étaient resserrés en une masse si compacte, hérissée de lances, qu'il était impossible de pénétrer au milieu d'eux sinon par ruse. Car, comme je viens de le dire, presque tous étaient à pied et ne marchaient pas au combat à la manière des chrétiens, mais, pareils à des loups guettant des brebis, rampaient sur leurs genoux.

Et tandis que l'infatigable Boleslas semblait plutôt voler que courir autour des ennemis menaçants, Scarbimir, ayant trouvé un endroit favorable, ne tarde pas à pénétrer dans cette troupe serrée. Et ainsi les Barbares, entamés d'une part et entourés de l'autre, résistent d'abord avec acharnement, mais sont obligés de prendre la fuite.

Vers la même époque, l'empereur Henri V envahit la Pologne. Dans cette circonstance, Boleslas se montra encore stratège de premier ordre et guerrier intrépide et força Henri V à se retirer hors des frontières du pays. Un des épisodes de cette guerre fut le siège de Glogau. Une trêve venait d'être signée entre assiégeants et assiégés.

César prit des otages, s'engageant par serment à les rendre dans l'espace de cinq jours, après que les émissaires envoyés auprès de Boleslas auraient apporté sa réponse, que celui-ci consentit ou non à faire la paix. En acceptant cet accord, chacune des deux parties avait son arrière-pensée. César, en recevant les otages, comptait prendre la ville, au mépris de son serment. Les assiégés, en les donnant, voulaient profiter de la trêve pour remettre leurs fortifications en état. Mais Boleslas, après avoir entendu les émissaires, indigné de ce qu'on avait donné des otages, dit qu'il ferait mettre en croix ceux qui rendraient la ville de leur gré, ajoutant qu'il valait mieux et était plus honorable pour les citoyens et les otages de mourir par le glaive pour la patrie que d'acheter par la reddition de la ville et la soumission aux autres nations une vie déshonorée. Ayant reçu cette réponse, les assiégés font savoir à César que Boleslas refuse de faire la paix et demandent leurs otages, suivant qu'il avait été juré. A quoi César déclara : « Si vous me rendez la forteresse, je vous rendrai les otages, mais, si vous êtes rebelles, je vous ferai égorger vous et vos otages. » Les assiégés de leur côté répondirent : « Tu peux commettre le parjure et l'homicide, mais sache bien que tu n'obtiendras rien par ce moyen. »

Après ces mots, César ordonna de fabriquer les machines, de disposer les troupes, de faire les retranchements autour de la ville, de sonner les trompes et d'attaquer de toutes parts la ville par le fer, la flamme et les machines. De leur côté, les citoyens se placent aux portes et sur les tours, garnissent les remparts, préparent leurs machines et portent sur les tours et les portes de l'eau et des pierres. Alors l'empereur, espérant fléchir les citoyens par la piété filiale et l'amitié, ordonna de placer sur les machines les plus nobles parmi les otages et, entre autres, le fils même du comte, pensant que les assiégés ouvriraient les portes sans effusion de sang. Mais les assiégés n'épargnaient pas plus leurs fils et leurs amis que les Tchèques ou les Allemands, et, avec leurs armes et des pierres, les forçaient à s'éloigner des murailles. L'empereur, voyant que, par un pareil stratagème, il ne triompherait pas de la ville et ne briserait pas la résolution des citoyens, veut s'en

emparer par la force des armes. C'est pourquoi la forteresse est attaquée de toutes parts, et une immense clameur se fait entendre. Les Teutons assaillent la forteresse, les Polonais se défendent; les catapultes lancent des pierres, les balistes grincent, les traits et les flèches volent par les airs, les boucliers sont percés, les cuirasses perforées, les casques se brisent, les morts tombent, les blessés se retirent et sont remplacés par des soldats valides. Les Teutons bandent les balistes, les Polonais font agir les balistes et les catapultes, les Teutons lancent des flèches, les Polonais des javelots et des flèches, les Teutons faisaient tournoyer les frondes armées de pierres, les Polonais jetaient des blocs de pierre et des épieux pointus, les Teutons, abrités par des solives, tentaient de s'approcher des murs, les Polonais les arrêtaient en jetant des matières enflammées et de l'eau bouillante, les Teutons amenaient contre les tours des béliers ferrés, les Polonais faisaient rouler des roues hérissées, les Teutons voulaient escalader les murs avec des échelles, les Polonais les attrapaient avec des crochets en fer et les tenaient suspendus en l'air. Pendant ce temps, Boleslas, ni le jour ni la nuit, ne restait oisif; il barcelait tous ceux qui sortaient du camp pour les approvisionnements; il semait la terreur dans le camp même de César; tantôt ici, tantôt là, faisant tomber dans des embuscades ceux qui s'en allaient pour faire du butin ou incendier. Et César, qui par tous ces moyens cherchait à prendre la ville, n'avait d'autre profit que la chair des siens. Tous les jours de nobles hommes y étaient tués. Et leurs corps, après qu'on en avait extrait les entrailles, étaient chargés sur des chariots et expédiés par l'empereur en Bavière ou en Saxe, comme tribut de la Pologne.

La chronique se termine par la prise du fort de Wyszogrod, sur le duc Swiatopole, en 1143.

La Société historique de Lemberg a publié une excellente édition de la chronique de Gallus Anonymus<sup>1</sup>.

Alexandre SCHÜRR.

1. *Fonles rerum Polonicarum. Galli Anonymi Chronicon*, recensuerunt Ludovicus Finke et Stanislaw Ketrzynski. Leopoli, 1899.

## BULLETIN HISTORIQUE

### FRANCE.

#### RÉVOLUTION ET EMPIRE.

Nous commencerons l'énumération des publications nouvelles relatives à l'histoire de la Révolution en mentionnant les volumes des collections de documents officiels qui nous sont parvenus depuis la rédaction de notre dernier Bulletin. M. AULARD a fait paraître le dix-septième volume de son *Recueil des actes du Comité de Salut public*<sup>1</sup>, avec la correspondance des représentants en mission, qui embrasse la période allant du 21 septembre au 6 novembre 1794. Il est inutile de s'arrêter à faire l'éloge de cette importante publication, dont on a déjà souvent entretenu les lecteurs de la *Revue*, et de relever la richesse d'informations nouvelles que puiseront dans ces textes, commentés avec un soin minutieux par l'éditeur, les historiens généraux et locaux de l'époque révolutionnaire. Le présent tome est plus particulièrement intéressant par les détails qu'il fournit sur les opérations des armées du Rhin et de la Moselle.

Si le vaste recueil des *Actes du Comité de Salut public* s'approche peu à peu de sa fin, une nouvelle *Collection de documents inédits sur l'histoire économique de la Révolution française*, annoncée depuis longtemps, commence à peine à paraître; elle nous offre, dès le début, plusieurs travaux d'une haute valeur qui amorcent, pour ainsi dire, les différentes séries de cette collection aux cadres très vastes. Nous nommerons d'abord le volume de M. Camille Bloch, inspecteur général des archives, renfermant les cahiers des doléances du bailliage d'Orléans pour les États généraux de 1789<sup>2</sup>. L'édition de ces textes ne pouvait être confiée à des mains plus compétentes, M. Bloch, ancien archiviste du Loiret, les ayant déjà étudiés et résumés, il y a quelques années, dans des travaux antérieurs<sup>3</sup>. Ces cahiers de doléances des paroisses et des corporations, émanant

1. Paris, Impr. nationale, 1906, 865 p. in-8°.

2. T. I. Orléans, Impr. orléanaise, 1906, LXXIV-800 p. in-8°.

3. Dans ses *Études sur l'histoire économique de la France*, 1900.



directement de la population des villes et des campagnes, donneront une impression plus immédiate et plus vivante de l'état économique et social du pays à la veille de la Révolution que les cahiers de teneur plus générale qui en sont comme un résumé plus abstrait et qui furent seuls confiés aux députés des bailliages pour les porter devant les États généraux. Pour rendre son travail plus complet, M. Bloch y ajoute pourtant ces cahiers d'ensemble, rédigés par les assemblées générales des trois ordres et destinés à la représentation nationale. Une introduction sobre et lucide nous oriente sur les origines des cahiers primitifs, qui, d'ailleurs, ne sont pas tous issus non plus des réflexions spontanées des premiers intéressés; la littérature des brochures politiques du temps s'y fait parfois sentir et en a influencé la rédaction; cependant l'identité absolue dans la rédaction des vœux et des doléances y est assez rare. Toutes ces pièces, qui marquent par leur diversité les différences économiques considérables existant dans le bailliage d'Orléans, tant à cause de la nature du sol que par suite des occupations des habitants, sont accompagnées des notes géographiques, statistiques, biographiques nécessaires, empruntées aux dossiers des archives du Loiret. Si jamais l'on mène à bonne fin cet immense travail pour tous les bailliages du royaume, nos descendants auront le dossier complet d'une enquête minutieuse sur la France de l'ancien régime à la veille même de sa fin.

Une autre série de cette même collection doit être consacrée à la vente des biens nationaux; elle est inaugurée par un volume de M. CHARLÉTY, professeur à l'Université de Lyon, *Documents relatifs à la vente des biens nationaux du département du Rhône*<sup>1</sup>. Personne n'ignore que cette question reste une des plus controversées et des plus obscures de l'histoire révolutionnaire, tant pour les procédés employés que pour les résultats obtenus. M. Charléty a réuni, soit dans les archives départementales et communales, soit aux Archives nationales, tous les documents afférents à son sujet, et, ne pouvant songer à les publier tous, il en a fait un choix. Il nous explique dans son introduction ses procédés d'éditeur et les difficultés de sa tâche, résultant soit de l'insuffisance des documents eux-mêmes, soit des modes de procédure contradictoires suivis par les différentes autorités révolutionnaires. L'éditeur a partagé son recueil en deux parties. La première moitié du volume s'occupe des *Inventaires*; on y trouve l'énumération des biens ecclésiastiques possédés en 1789 par l'archevêché, les chapitres, collèges, communautés séculières et régulières en un double classement, par corporations d'abord, puis

1. Lyon, impr. R. Schneider, 1906, XVIII-722 p. in-8°.

par communes. La seconde partie énumère les *Ventes*, tant celles des immeubles que celles des meubles, récoltes, marchandises, etc. Aux *Annexes*, nous trouvons les circulaires et arrêtés administratifs, ainsi que la liste des indemnités accordées plus tard aux émigrés par la loi de 1825. Un triple index des noms de lieux, des anciens propriétaires et des nouveaux acquéreurs clôt le volume. Tout en remerciant M. Charléty de ce travail, qui a dû lui coûter beaucoup de temps et de patience, nous lui exprimerons pourtant un regret. Il nous donne bien quelques appréciations générales sur cette séquestration et ce vaste transfert de la propriété immobilière; mais on espérait trouver chez lui des conclusions plus développées et plus précises sur les conséquences économiques et politiques de ces mutations dans la propriété du sol. Il nous abandonne un peu trop à notre propre impuissance en présence de cet immense fouillis de noms propres et de noms de localités, d'énoncés de chiffres et de mesures de superficie, et cela nous met en quelque sorte de mauvaise humeur en constatant que l'éditeur s'est refusé quasiment à mettre en œuvre ses propres matériaux. Cette prudence est explicable dans l'état embrouillé du problème à résoudre; mais je regrette cet excès de modestie. Puisque le travail reste à faire, — pour la France en général et pour chaque département en particulier, — nul n'aurait été à même de le faire avec autant de compétence et plus vite, pour le département du Rhône, que celui qui avait réuni patiemment et manié si longtemps cette masse de documents.

Il nous reste à nommer une dernière série de ces *Documents économiques*, destinés à éclaircir l'histoire de la Révolution. Elle sera formée par les *Procès-verbaux des comités d'agriculture et de commerce de la Constituante, de la Législative et de la Convention*<sup>1</sup>; la publication en a été confiée à MM. Fernand GERBAUX et Charles SCHMIDT, archivistes aux Archives nationales. Le premier volume paru embrasse la période du 2 septembre 1789, date de la constitution du comité par l'Assemblée nationale, jusqu'au 24 janvier 1791. Pendant ce laps de temps, le comité tint 179 séances et délibéra sur 2,143 mémoires, dont plus de la moitié furent longuement discutés par lui, c'est-à-dire par ceux de ses membres qui assistaient aux séances<sup>2</sup>. Malheureusement, les discussions elles-mêmes manquent au procès-verbal, ainsi que le nom des députés qui prennent la parole, ce qui diminue, dans une large mesure, l'intérêt de ces nota-

1. Paris, Impr. nationale, 1906, xxiv-772 p. in-8°.

2. L'assiduité parlementaire, soit en comités, soit en séance plénière, n'était pas alors plus grande que de nos jours. D'ordinaire, nos procès-verbaux mentionnent la présence d'une douzaine de membres sur trente-cinq.

tions, au moins au point de vue biographique. Les noms des éditeurs nous garantissent un travail consciencieux et solide; mais je voudrais leur soumettre un vœu auquel s'associeront tous les travailleurs qui n'ont pas des loisirs indéfinis, c'est qu'ils veuillent bien ne pas attendre jusqu'à la fin, bien lointaine encore, de leur publication pour dresser une double table de leur recueil, l'une contenant les noms de lieux et de personnes, l'autre, plus importante, des matières traitées par le comité et proposées par lui, pour une solution quelconque, à la représentation nationale. Il est évident que cette collection ne sera vraiment accessible aux écrivains désireux de la consulter que si chaque volume paraît avec son index, sauf à les fondre plus tard, si l'argent ne fait pas défaut, en une table des matières générale.

Si nous passons à la *Collection des documents relatifs à l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, nous rencontrons d'abord, chronologiquement, le troisième volume des *Volontaires nationaux pendant la Révolution* de M. L. HENNET<sup>1</sup>. Il renferme l'histoire militaire et les états de service d'un certain nombre de bataillons parisiens de la levée de 1792 qui n'avaient plus trouvé place au tome II et qui vont ici du 49<sup>e</sup> bataillon, dit du Pont-Neuf, au 27<sup>e</sup>, dit de la Réunion. Il s'occupe ensuite des compagnies franches et des compagnies de chasseurs, constituées au cours de la même année, puis enfin des grenadiers et des chasseurs mis en réquisition, en vertu du décret du 24 juillet 1792. C'est une moisson surabondante de noms parfaitement obscurs, et, si l'on voulait reconstituer avec cette minutie toutes les listes des défenseurs de la patrie pendant la Révolution, plusieurs générations de travailleurs et plusieurs bibliothèques n'y suffiraient pas. Mais il y a pourtant un certain charme à suivre ces milliers d'inconnus qui surgissent ici sous nos yeux, dans leurs campagnes à l'intérieur, sur les frontières ou au dehors, et de constater comment ils ont semé leurs os sur les champs de bataille ou tristement succombé dans les hôpitaux. Ce qui frappe également, c'est le nombre considérable de soldats, venus de tous les coins de la France, qui figurent dans ces corps officiellement parisiens. Mais, là aussi, le manque d'une double table onomastique se fait sentir; comment exploiter, au point de vue de l'histoire provinciale et locale ou biographique, une mine de renseignements très riche sans doute, mais à peu près inaccessible, pour qui n'a pas le temps de parcourir, la plume à la main, des volumes aussi compacts?

1. Paris, L. Cerf, Noblet, Quantin, 1906, 749 p. in-8°.

Parmi les ouvrages consacrés à l'histoire de Paris pendant la Révolution et publiés sous le patronage du Conseil municipal, celui de M. A. DOUARCHE<sup>1</sup>, conseiller à la Cour de cassation, occupe une place à part. L'activité des *Tribunaux civils de Paris pendant la Révolution* ne touche que très indirectement au grand drame politique de l'époque et, tandis que l'histoire du tribunal révolutionnaire a été maintes fois déjà racontée, on ne s'est encore guère occupé des procès civils qui ont été débattus, plaidés et jugés alors. Cependant, leur étude nous permettra de connaître, bien mieux que par le passé, l'état matériel et moral de la société française de 1794 à 1800, et l'on trouvera dans les détails, souvent piquants, de leurs audiences des traits de mœurs nombreux et des renseignements ignorés sur un bon nombre d'individualités marquantes du monde de la politique, des lettres et des arts. On y pourra suivre aussi, pour les principes et les personnes, les changements continuels opérés dans l'ordre judiciaire par la Constituante, le Directoire et le Consulat. Ces deux gros volumes sont formés avant tout par les copies et les nombreux extraits pris autrefois par M. CASENAVE avant que l'incendie du Palais de Justice, en 1874, en eût anéanti les archives. M. Douarche a joint à ces extraits des pièces complémentaires (circulaires ministérielles, rapports intimes) et des notes biographiques très abondantes; il a surtout élaboré un index analytique de près de quatre cents pages qui permet de se renseigner en un clin d'œil sur tous les personnages mentionnés dans le recueil. Une excellente et copieuse introduction résume, en les groupant, les traits généraux qui se dégagent de l'ensemble des matériaux réunis ici et permet aux lecteurs les plus pressés, aux travailleurs spéciaux de se familiariser, sans y mettre trop de temps, avec la quintessence de tant de dossiers aujourd'hui perdus.

Nous mentionnerons encore dès maintenant, pour en finir avec ces recueils de documents inédits, le tome III de celui de M. AULARD, relatif à *Paris sous le Consulat*<sup>2</sup>, bien qu'il nous mène à une période de beaucoup postérieure. On sait que l'ouvrage du professeur de la Sorbonne doit servir à nous orienter sur l'état de l'opinion publique à Paris durant la période qui prépare, après le 18 brumaire, l'inauguration de l'Empire. On sait également que le savant éditeur a constitué son recueil en nous donnant, d'une part les rapports quotidiens de la préfecture de police et les tableaux de la situation dres-

1. *Les Tribunaux civils de Paris pendant la Révolution (1791-1800)*. Paris, L. Cerf, Noblet et Quantin, 1905-1907, CCXIII-797-1380 p. gr. in-8°.

2. Paris, Cerf, Noblet, Quantin, 1906, 847 p. in-8°.

sés par le ministère de la Justice, d'autre part les extraits de journaux les plus caractéristiques; il est vrai que ceux-ci, ne jouissant plus que d'une liberté fort précaire, ne peuvent plus guère passer pour des interprètes exacts de l'esprit public. Ce nouveau volume s'étend du 21 avril 1802 au 17 avril 1803 et renferme les pièces 842 à 1204 du recueil. A côté de beaucoup de racontars puérils qui ne font pas honneur au bon sens des policiers d'alors, on rencontre pourtant, dans leurs rapports, bien des détails curieux sur les mœurs, les coutumes, les querelles religieuses du jour, et sur les dernières velléités d'une opposition politique de la part des exclusifs, c'est-à-dire des républicains. On se rend compte aussi combien les anciens rivaux de Bonaparte en gloire militaire, Carnot, Pichegru, Moreau, Lecourbe, préoccupaient encore le gouvernement consulaire. Mais l'impression générale qui se dégage de ces documents est bien que la France et la liberté sont matées pour longtemps et que la lassitude politique est immense aussi bien chez les classes supérieures que dans les classes populaires<sup>1</sup>.

Le livre de M. ESMEIN sur *Gouverneur Morris, un témoin américain de la Révolution française*<sup>2</sup>, agréablement écrit d'ailleurs, nous semble infiniment trop favorable dans ses jugements sur l'homme et sur le témoin. J'ai déjà une fois été amené à dire ici mon avis<sup>3</sup> sur ce personnage exotique, agent d'affaires officieux avant d'être diplomate officiel, mis à la mode chez nous par Taine, et qui s'est permis de traiter de coquins ou de coquines à peu près tous les hommes marquants et toutes les femmes célèbres de la Révolution. Il n'a épargné personne, ni ceux de droite ni ceux de gauche, Américains ou Français, Sieyès, Mirabeau, Talleyrand, M<sup>me</sup> de Staël, comme Jefferson et Thomas Payne, alors qu'il se pose lui-même en juge infaillible des événements et des hommes de son temps. Il m'est bien difficile de prendre au sérieux un homme politique qui, dans les derniers jours de juillet 1792, s'imaginait encore pouvoir enrayer, par quelques phrases d'un manifeste, le cours de la Révolution; qui affirme que l'Union américaine ne pourra subsister que sous la forme d'une monarchie absolue; qui prétend, en 1794, que l'Alsace et la Lorraine se réuniraient volontiers au Saint-Empire. Il m'est plus difficile encore de croire à la délicatesse des sentiments de cette « jambe de bois » qui se vante de ses bonnes fortunes; à son

1. P. 238, on lit : « Les Juifs sont très recherchés depuis quelque temps et deviennent l'objet de spéculations de plusieurs capitalistes. » C'est sans doute *suijs* qu'il faut lire.

2. Paris, Hachette, 1906, 386 p. in-18.

3. *Rev. hist.*, t. LXXVII, p. 351.

« culte » pour Marie-Antoinette, dont il énumère les amants; à son respect pour le roi, qu'il traite « d'animal » (*such a beast!*). A-t-il prouvé, par hasard, sa sagacité prophétique en croyant à l'influence des parlements en 1789, à la possibilité de devenir lui-même ministre de Louis XVI en novembre 1794, en s'élevant contre l'abolition de la noblesse et de ses privilèges, alors qu'il vient de la déclarer aussi incapable intellectuellement que ruinée au point de vue matériel? Assurément, le livre de M. Esmein se lit avec intérêt, mais il ne donne pas, à mon avis, la physionomie suffisamment exacte du diplomate d'occasion qui, « ne manquant jamais l'occasion de faire des affaires » avec la France, professe pourtant le plus écrasant mépris pour les Français et qui, à côté de quelques aperçus heureux, a formulé tant de jugements plus saugrenus encore que sévères, jusqu'à comparer John Wilkes et Mirabeau<sup>1</sup>.

Si le roturier Morris n'est pas tendre pour la Révolution, si cet Américain, citoyen d'une république qui sera un jour l'État démocratique par excellence, n'entend pas grand'chose aux agitations populaires, comment s'étonner que ceux qui en souffraient directement dans leurs privilèges séculaires, dans leurs préjugés et leur fortune les aient vu se produire avec étonnement d'abord, avec inquiétude ensuite et finalement avec horreur? Ce sont ces sentiments variés qui sont exprimés avec une entière candeur dans le bien curieux recueil de M. Pierre DE VAISSIÈRE, intitulé : *Lettres d'aristocrates*<sup>2</sup>. C'est l'histoire de la Révolution, ou du moins ce sont certains aspects du mouvement révolutionnaire dans la capitale et les campagnes, racontés, de 1789 à la Terreur, par des correspondances privées, émanant de représentants de la noblesse authentique ou de la bourgeoisie titrée<sup>3</sup>. L'éditeur assure n'avoir point poursuivi de but politique en mettant au jour cet intéressant choix de documents authentiques, et nous l'en croyons volontiers sur parole; il n'est pas sûr d'ailleurs, en l'état actuel des esprits, que ces plaintes et ces récriminations, douloureuses ou violentes, excitassent grandement l'opinion publique, préoccupée des dangers de l'avenir plus que des pertes du passé. M. de Vaissière a recueilli ces lettres, la

1. Il y a un certain nombre de fautes d'impression à relever, par exemple, p. 171, *Vorousof* pour *Woronzoff*. — P. 176, *Touret* pour *Thouret*. — P. 206, *Pellin* pour *Pellenc*. — P. 283, *Wasington* pour *Washington*. — P. 286, *Lareany* pour *larceny*. — P. 287, *Albiné* pour *Albini*, etc.

2. *Lettres d'aristocrates. La Révolution racontée par des correspondances privées, 1789-1794*. Paris, Perrin, 1906, xxxviii-626 p. in-8°, portraits.

3. En effet, la haute bourgeoisie est encore plus agitée que la véritable noblesse. Voir, par exemple, les lettres de l'avocat normand Delamare de Crux, ou de cette bonne *aristocrate* qui s'appelle M<sup>me</sup> Cressonier de Beauplan.



plupart inédites, dans les cartons du tribunal révolutionnaire; ce sont les pièces justificatives de nombreux procès qui se sont terminés le plus souvent par la condamnation à mort des malheureux qui les ont écrites ou de ceux qui les ont reçues. En s'épanchant dans le sein de la famille ou de l'amitié, ils ne songeaient pas sans doute qu'ils payeraient un jour ces confidences de leur tête. On ne lit donc pas sans émotion ces *Lettres d'aristocrates*. Toutes n'ont pas la même valeur; il en est d'assez insignifiantes; il en est de cyniques<sup>1</sup>; il en est qui montrent la vanité naïve, l'ignorance de ceux et de celles qui les écrivent, plus encore que leur terreur; mais il en est aussi de navrantes par l'évidente sincérité des émotions, des terreurs, — j'ajouterai des terreurs légitimes, — qui travaillaient tel d'entre les correspondants, en présence ou dans l'attente des brutalités populaires prochaines<sup>2</sup>. Ils ne parlent d'ailleurs librement que durant les premières années; puis les uns émigrent et la peur fait taire les autres, heureux quand les sarcasmes inoffensifs d'antan, retrouvés dans quelque fouille domiciliaire, ne les conduit pas à l'échafaud. Le recueil de M. de Vaissière est donc une source de petits détails topiques qu'on exploitera souvent à l'avenir, mais qu'il ne faudrait pourtant consulter qu'avec prudence, car il s'y colporte, de bonne foi, je le veux bien, plus d'un détail apocryphe<sup>3</sup>.

A peine avons-nous eu le livre de M. G. Lenôtre sur la fuite de Louis XVI que M. Albert Vast nous conduit, lui aussi, *Sur le chemin de Varennes*<sup>4</sup>. Le point de départ de ses recherches a été un sentiment fort légitime assurément. Il a trouvé que M. Lenôtre avait présenté « sous un aspect des plus fâcheux le rôle joué dans cette journée du 21 juin par Viet, notre aïeul, par cet homme qui, jusqu'ici, avait été considéré comme un modèle d'honnêteté » (p. xi). M. Vast ne veut pas que son grand-père soit comparé à Pilate, ni

1. Le Belge F.-X. de Pestre, comte de Senefve, écrira, en parlant du 4 août 1789, « cela a pris l'Assemblée comme une envie de pisser » (p. 141). — Le même dira de M. de Favras, victime pourtant de son zèle royaliste : « C'est un pendent dont on fera un pendu » (p. 165).

2. Voir la lettre du député du Quercy, J.-J. Faydel, qui, dès le 11 avril 1790, s'écrie : « Je voudrais être en pays étranger; je crains la guerre civile. Brûlez ma lettre; les enragés dominent toujours » (p. 188).

3. Par exemple quand M. de Quélen raconte à son ami, le président Saint-Luc, que « dix-huit gardes du corps ont été tués comme des lapins » à Versailles. — L'histoire du grenadier qui, de garde à Saint-Cloud, aurait essayé ses souliers à la robe de la reine, en août 1790, en l'appelant putain, et qu'on n'aurait pas osé punir (p. 168), me semble aussi bien suspecte.

4. *Sur le chemin de Varennes; vieux souvenirs du 21 juin 1791*. Paris, A. Picard, 1907, xv-358 p. in-8°, phototypies.

qu'on le considère comme le « complice » de Drouet, et cela l'amène à reviser, une fois de plus, tout l'épisode de la fuite de Varennes, à l'aide des traditions de famille et des sources d'archives locales; il passe au crible toute la série des narrateurs qui l'ont précédé<sup>1</sup> et y trouve matière à une série de rectifications de détail qui s'adressent surtout à son plus récent devancier. Son livre ne nous offre pas cependant un récit complet des événements; on n'y parle pas, pour ainsi dire, des dernières scènes du drame à Varennes même. Mais on fera son profit de certaines indications qui démontrent que M. G. Lenôtre a mis par moments plus d'imagination que de minutie historique dans son pittoresque récit. Assurément, pour la *grande histoire*, il est assez indifférent que le postillon qui porta la nouvelle du passage du roi de Chaintrix à Châlons se soit appelé de Lagny ou Vallet; mais il n'est jamais indifférent d'encourager un travailleur modeste à contribuer, pour sa part, à l'exactitude du tableau général; c'est ce qu'a fait très consciencieusement M. le Dr Vast.

Nous rencontrons ensuite sur notre chemin toute une série de biographies de personnages ayant marqué dans l'histoire de la Révolution, hommes de guerre, hommes politiques; ce sont ou des études collectives ou des monographies spéciales. Mentionnons d'abord la nouvelle édition du livre de M. AULARD sur les *Orateurs de la Législative et de la Convention*<sup>2</sup>. C'est le second volume de la série des *Orateurs de la Révolution*, le premier des deux tomes que l'auteur entend consacrer aux assemblées qui ont suivi la Constituante; il y a remis au courant, d'après les travaux les plus récents, un ouvrage écrit dès 1885. Dans un premier livre, il nous donne les indications bibliographiques nécessaires sur le texte des discours qu'il va citer, il indique les caractères généraux de l'éloquence parlementaire d'alors et nous esquisse les mœurs parlementaires du temps. Dans le second livre, il fait passer devant nos yeux les royalistes constitutionnels, Ramond de Carbonnière, Vaublanc, Mathieu Dumas<sup>3</sup>, Stanislas Girardin; les Girondins sont caractérisés, en traits généraux, dans le troisième livre; Brissot et Condorcet, les théoriciens du parti, remplissent le quatrième; Vergniaud, Guadet, Gensonné, Ducos, Boyer-Fonfrède le cinquième livre. Le volume se termine par une double étude sur Buzot et Barbaroux, « les amis de M<sup>me</sup> Roland ».

1. L'auteur met un peu trop tous ses prédécesseurs sur la même ligne. On croirait vraiment qu'Alexandre Dumas est une source en lui voyant citer à chaque instant le célèbre romancier.

2. Paris, E. Cornély, 1906, 569 p. in-8°, portrait.

3. P. 120, nous remarquerons en passant que les *Mémoires* du général Mathieu Dumas ont, non pas deux, mais trois volumes.

M. Aulard a bien raison de s'élever contre « ce pédantisme haineux qui, depuis quelques années, s'efforce de ne montrer dans la Révolution que le côté odieux ou ridicule » ; mais peut-être aurait-il pu reconnaître davantage qu'il n'est pas de point de vue duquel on puisse plus facilement critiquer et même ridiculiser les protagonistes de la Révolution qu'en parlant de leur éloquence ou de ce qu'on appelait alors de ce nom. Nous avons une conception si profondément différente de ce que doit être la véritable éloquence politique que ces débauches de métaphores classiques, ces allusions perpétuelles aux Grecs et aux Romains, toutes ces « carmagnoles » et cette déclamation de rhéteurs nous horripilent et nous rendent parfois injustes à l'égard de personnages, très méritants d'ailleurs, qui s'y sont complu<sup>1</sup>.

M. le comte DE LORT DE SÉRIGNAN, dans son livre : *Un duc et pair au service de la Révolution*<sup>2</sup>, a tenté de réhabiliter quelque peu le duc de Lauzun, ce pair de l'ancien régime qui, après avoir, dans sa jeunesse, joué les Chérubin dans le grand monde, s'occupa de politique libérale, combattit encore dans les armées de la République sous le nom du général Biron et finit par périr sur l'échafaud de la Terreur. Ce n'est pas une biographie complète du duc de Lauzun que nous offre l'auteur, et le personnage, en rédigeant ses mémoires trop célèbres, aurait rendu la tâche d'apologiste bien difficile. Il n'y a guère moyen de s'intéresser à ce dernier des roués célèbres, qui, blasé sur les plaisirs, se révèle ambitieux, mais sans capacités supérieures, et qui, sans aspirations généreuses, n'étant au fond ni monarchiste ni républicain, tombe finalement victime des méfiances jacobines. M. de Lort de Sérignan ne nous raconte guère, en somme, que la participation de Biron à la campagne de Belgique, d'après une copie de sa correspondance, conservée aux Archives de la Guerre; ce cahier avait été utilisé déjà par Sybel et Sorel, M. Chuquet et M. Maugras<sup>3</sup>. Ce que l'auteur dit encore du séjour de Biron en Alsace est bien incomplet; il fallait, ou bien donner tout ce qui se trouve encore de sa correspondance de Strasbourg au ministère, ou bien supprimer les quelques pièces assez insignifiantes reproduites ici. Encore que l'auteur plaide les circonstances atténuantes, le lecteur impartial trouvera que l'attitude du général vis-à-vis de son chef, Rochambeau, fut peu loyale, et son langage vis-à-vis de Dumou-

1. N'est-ce pas exagérer la bienveillance envers Marat en appelant « un fin connaisseur en exercices de style » celui qui traitait Guadet de « vil oiseau » ?

2. *Un duc et pair au service de la Révolution. Le duc de Lauzun (général Biron), 1791-1792*, correspondance intime publiée par le comte de Lort de Sérignan. Paris, Perrin, 1906, 329 p. in-8°, portrait.

3. Ce cahier embrasse la période du 9 décembre 1791 au 10 décembre 1792.

riez celui d'un hâbleur, quand il lui promettait, par exemple, la formation « d'un corps d'armée tout entier » de déserteurs autrichiens (p. 489). Dumouriez, d'ailleurs, ne montrait guère plus de tenue en engageant, lui président du Conseil, le général « à rire de son ministre de la Guerre et de son récitatif obligato-bureaucratique » (p. 464).

Un personnage mieux traité jusqu'ici par l'histoire, mais dont il sera bien difficile désormais de faire encore l'éloge, après avoir lu le livre de M. Émile DARD, c'est *Hérault de Séchelles*, qu'il appelle « un épicurien sous la Terreur »<sup>1</sup>. Un académicien disert lui attribuait jadis « l'âme de Marc-Aurèle » ; un autre académicien, plus grave, voyait en lui l'un des « crocodiles » de la Révolution ; un troisième auteur l'a proclamé « l'apôtre du terrorisme brutal ». Il n'était sans doute rien de tout cela, mais bien un *arriviste* modèle de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ce petit-neveu du maréchal de Contades, que sa cousine, la duchesse de Polignac, recommandait à Marie-Antoinette et qui devenait avocat général au Parlement de Paris à vingt-cinq ans. La reine elle-même daigna broder, d'après la tradition, l'écharpe officielle de ce jouisseur élégant, ironique et sentimental. Très intelligent d'ailleurs, il sut se pousser ensuite dans le monde nouveau de la Révolution, quand il la pressentit victorieuse. Entré à la Législative en octobre 1794, comme royaliste, dès le mois de juin 1792 il préside le club des Jacobins comme il présidera l'Assemblée nationale après le 40 août, durant les massacres de septembre. Éditeur responsable de la constitution nouvelle, il s'associe au sacrifice de la Gironde et préside encore la Convention à la fête du 40 août 1793. D'autres ont été entraînés comme lui, toujours plus loin, par la tempête révolutionnaire, mais en obéissant à leurs passions déchaînées, à leurs rêves humanitaires ; aucun peut-être n'a *calculé* comme lui son avenir, y appliquant, sans l'excuse du fanatisme, son flair d'*arriviste* et son intelligence déliée. Pourtant, ses calculs se trouvèrent faux et l'échafaud le réclama le même jour que Danton. Il ne se rencontre aucun élan généreux dans cette existence où les manifestations de sensibilité elles-mêmes ne sont que mensonges d'apparat. Ce n'est certes pas une belle vie que celle de Hérault de Séchelles, et cependant, en lisant les derniers chapitres de son biographe, — qui est plutôt un juge, — on se sent pris d'une certaine compassion pour ce malheureux qui n'a jamais aimé que les plaisirs et le succès, qui voit déjà se projeter sur lui l'ombre de la guillotine

1. *Un épicurien sous la Terreur. Hérault de Séchelles, 1759-1794*. Paris, Perrin, 1907, 388 p. in-18, portrait.

et qui cherche inutilement à s'étourdir en des plaisirs nouveaux dont il sent le néant comme il a reconnu déjà le néant de sa popularité d'un jour<sup>1</sup>.

On se sent infiniment plus à l'aise en face d'un tribun violent, mais honnête homme comme Cambon. Le livre que M. F. BORNAREL a consacré à *Cambon et la Révolution française*<sup>2</sup> est le bienvenu. Son nom est un de ceux qui surnagent dans la foule des conventionnels et il s'y attache, par tradition, la réputation d'un député travailleur, — ils étaient rares alors comme aujourd'hui, — d'un financier de grande envergure, d'un de ces patriotes sincères dont le labeur individuel permet d'amnistier, dans une certaine mesure, les comités de la Terreur. Il a toujours eu le courage de son opinion, dans les moments de crise, et c'est à son initiative qu'est dû le vote qui sépare, une première fois, l'Église de l'État. Il y a longtemps qu'on souhaitait posséder sur cet homme, qui fut le dictateur du comité des Finances, comme Carnot celui du comité de la Guerre, une étude plus détaillée que les courtes notices qui existaient jusqu'ici. Le très consciencieux travail de M. Bornarel ne répond malheureusement pas tout à fait à ce qu'on désirait, sans qu'on puisse lui en faire aucun reproche. Son récit est un peu terne, parce que les matériaux lui ont manqué. Les papiers personnels de Cambon ont disparu; sa correspondance intime avec son père, continuée de 1789 à 1795, et qui serait si précieuse aujourd'hui, a été brûlée par sa propre mère lors des troubles de 1845; ses autres papiers, déposés chez un avoué de Montpellier, ont été saccagés par la populace pendant la Terreur blanche; de toute sa volumineuse correspondance, notre auteur n'a pu retrouver que dix-huit lettres seulement. Pour comble de malheur, les papiers des comités des finances de la Législative et de la Convention ont été brûlés par la Commune de 1874; il ne nous reste donc de Cambon que ses *opinions* imprimées, quelques discours au *Moniteur* qui nous le montrent sans aucune faconde méridionale et plutôt comme un *debater* du genre parlementaire britannique. Lui aussi, d'ailleurs, nous le voyons, en suivant son biographe, aller incessamment de la droite vers la gauche,

1. Lire de Lessart pour Delessard, Klinglin pour Kinglin, Corret pour Carret, Desforges pour Forges, de Saron pour Sarron, Bourg-Libre pour Saint-Libre, etc. — P. 140, Hérault n'a pas créé la *Société des amis de la Constitution* à Strasbourg; elle était fondée depuis un an quand il arriva dans cette ville. — P. 182, Metternich étudia à Strasbourg en 1788; Philibert Simond n'y vint qu'en 1790; il n'a donc pu lui donner de leçons. — P. 310, M. Dard cite le *Haut-Rhin* comme théâtre des opérations au lieu du *Bas-Rhin*.

2. Paris, Félix Alcan, 1905, xv-412 p. in-8°.

acclamant d'abord le roi, père de la patrie, puis républicain modéré, girondin, dantoniste, jacobin, entrant en lutte avec le triumvirat, mais écœuré bientôt par la réaction thermidorienne au point de regretter plus tard, comme une faute, d'avoir contribué à renverser Robespierre. Décrété d'arrestation après le 12 germinal an III, amnistié par la loi du 4 brumaire an IV, il se retire dans son pays natal et, fidèle à ses convictions politiques, il y vit à l'écart, tout au travail pendant vingt ans. Un instant il reparait à la Chambre des Cent-Jours, puis la loi contre les régicides le chasse en Belgique, où il meurt en 1820, âgé de soixante-trois ans. Il a sa part de responsabilité dans les lois du maximum et la tyrannie générale du Comité de Salut public; mais ses pires ennemis n'ont osé mettre en doute sa parfaite droiture, alors qu'il jonglait avec des millions, et, quoi qu'on puisse penser de certains de ses expédients financiers, il faut le féliciter de son énergie à trouver toujours des ressources nouvelles au milieu d'une crise effroyable et de sa ténacité à ne jamais désespérer de la patrie.

L'histoire provinciale et locale s'est également enrichie d'un certain nombre de travaux intéressants. Nous nommerons tout d'abord le second volume des *Cahiers de la Flandre maritime*<sup>1</sup>, édités par MM. A. DE SAINT-LÉGER et Philippe SAGNAC, dont nous avons déjà parlé dans un de nos derniers Bulletins. Il renferme la suite et la fin des cahiers du tiers état, ceux de la châtellenie de Bergues, du territoire de Dunkerque, de la châtellenie de Bourbourg et du territoire de Gravelines; puis le cahier général du tiers état, le cahier de la noblesse, relativement assez libéral, les cahiers particuliers des chapitres et communautés, dont quelques-uns fort curieux, ceux des curés, et le cahier général du clergé, qui tient à ce que le peuple n'oublie pas que « le roi est l'image de Dieu sur terre » (p. 526). Les appendices et le glossaire promis, ainsi que la table générale des noms propres, etc., formeront un troisième volume. Les cahiers des petites communes s'occupent généralement de doléances infimes et terre à terre; pour le cahier général, on voit bien que ce document, rédigé à Bailleul, le 10 avril 1789, émane principalement d'avocats: « L'état déplorable de la chose publique, y est-il dit, ne permet aux citoyens d'exprimer leur sentiment que par des gémissements » (p. 413).

La *Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis* a commencé l'impression des *Procès-verbaux du Directoire de la Charente-Inférieure*<sup>2</sup>, pour faire suite à des publications antérieures de

1. Dunkerque, Société dunkerquoise, et Paris, A. Picard, 1906, 542 p. in-8°.

2. Tome I. Paris, A. Picard, 1906, xix-496 p. in-8°.



la même Société sur les élections de 1789, les cahiers de doléances, les procès-verbaux des assemblées électorales du département qui, de 1790 à 1799, constituèrent, d'une façon plus ou moins régulière, la députation, les administrations civiles et judiciaires. Aujourd'hui paraît le tome I d'une nouvelle série qui doit embrasser les procès-verbaux des neuf sessions du conseil général d'administration qui se suivirent du 25 juillet 1790 jusqu'au 24 décembre 1793, date à laquelle fut mis en vigueur le gouvernement révolutionnaire, décrété le 4 décembre. C'est à M. E. ESCHASSÉRIEUX que sont dus les travaux préliminaires de ce premier volume, qui s'arrête au 29 avril 1792. On y suit la répercussion des événements de la capitale sur les différentes branches de l'administration (alimentation publique, organisation des gardes nationales, soulèvements populaires, luttes contre le « fanatisme » des prêtres « versés dans la science tortueuse des sophismes » (p. 420), ouvertures d'ateliers de charité, etc.). On y constate « l'embarras pénible » du Directoire au moment de la fuite du roi; « l'ivresse générale » produite par l'acceptation de la Constitution; on y trouve signalées les « larmes de douleur versées sur leurs fautes passées » par les habitants de Varaize, qui massacrent leur maire, quand ils voient arriver la maréchaussée. L'impression générale est que, malgré ces quelques excès, le département est pour lors de tempérament assez rassis; il faudra voir, par les volumes suivants, s'il le restera toujours.

Un département qui ne l'était guère en tout cas, c'est celui du Rhône. M. R. BITTARD DES PORTES nous le fait bien voir dans la deuxième édition de son livre sur l'*Insurrection de Lyon en 1793* et sur l'expédition du Forez, d'après des documents inédits<sup>1</sup>. On trouvera force détails intéressants et nouveaux sur les hommes et les choses du Lyon d'alors dans l'ouvrage de M. Bittard des Portes. Mais il y manque tout d'abord une *introduction* nécessaire; on se trouve là, subitement, au 29 mai 1793, sans savoir d'où l'on vient ni ce qui s'est passé. Mais un autre reproche, plus grave, qu'on ne peut s'empêcher de formuler, c'est que l'auteur s'efforce de nous faire prendre, contre toute vraisemblance, l'insurrection des Lyonnais pour une levée de boucliers républicaine et leurs chefs comme absolument libérés de toutes velléités de restauration royaliste. Son propre récit servirait à réfuter amplement, par maint passage, cette thèse erronée, car il est trop loyal pour supprimer les faits qui lui sont contraires, et lui-même déclare que « la cocarde blanche fut la

1. *Contre la Terreur. L'insurrection de Lyon en 1793. Le siège et l'expédition du Forez*, 2<sup>e</sup> éd. Paris, Emile Paul, 1906, xi-586 p. in-8°.

suprême parure pour ces royalistes qui allaient mourir » (p. 494). Il dit quelque part que « les masques sont tombés depuis un demi-siècle » ; il est au moins inutile d'essayer de les remettre. Cet abbé Jacquemont, qui racontait à ses paysans que le soulèvement de Lyon allait rappeler les Bourbons et qui hissait « à l'issue du saint sacrifice le drapeau blanc sur l'autel en proclamant Louis XVII » (p. 324), était seulement un peu plus franc que Précý, qui engageait les émigrés de son état-major<sup>1</sup> « à dissimuler leur émigration » (p. 463), comme ses soldats dissimulaient, « en nombre incalculable », les cocardes blanches, brodées par les jeunes filles, sous leurs vêtements (p. 359), alors qu'on affichait, au nom de la défense, des proclamations menteuses où l'on jurait de maintenir la République une et indivisible<sup>2</sup>. Nous ne ferions aucun reproche à M. de Précý et aux siens d'avoir « arboré l'emblème de leurs plus intimes convictions » s'ils n'avaient exhibé en même temps, — « en toute loyauté », nous assure M. Bittard des Portes (p. 442), — la cocarde républicaine, et l'un des assiégeants, le général Rivaz, avait bien raison d'écrire : « Ce n'est pas de leur royalisme que je leur fais un crime, mais de leur hypocrisie à le déguiser. » Quand on chante à plein gosier : « Jurons amour aux rois ! Mort à leurs assassins ! » on ne peut pas crier en même temps : « Vive la République<sup>3</sup> ! »

Tout aussi peu que l'ouvrage précédent, le livre de M. Pierre Bliard sur *le Conventionnel Prieur de la Marne en mission dans l'Ouest (1793-1794)*<sup>4</sup> n'a été écrit pour gagner des amis à la Révolution. L'annonce encartée dans le volume pour faciliter la tâche du critique apprend que le récit de M. Bliard est d'une « érudition large et solide » et qu'il témoigne d'une « sereine impartialité ». Nous ne refuserons certainement pas à l'auteur les éloges mérités pour la peine qu'il a prise de dépouiller de nombreux dossiers d'archives et de nous fournir ainsi bien des renseignements nouveaux sur l'acti-

1. Parmi eux des individualités comme le chevalier de Melon, que l'auteur appelle lui-même un « conspirateur irréductible », le commandant des bandes du camp de Jalès, et ces prêtres réfractaires, qui, sous des vêtements laïques, servaient les batteries contre les troupes nationales (p. 469).

2. Il faut voir ces élans d'éloquence indignée : « Nous, enfants de la patrie, receler des émigrés qui voudraient déchirer son sein ! » (p. 223), au moment où M. de Précý présente à son état-major le propre aide de camp de Condé (p. 396).

3. M. Bittard des Portes est sans pitié pour Châlier ; pourtant, s'il était « un fou sinistre et dangereux », sa place était dans un hospice et non pas sur l'échafaud ; et s'il a demandé qu'on coupât la tête aux « modérés », il ne faudrait pas oublier que les « modérés » la lui ont *réellement* coupée, qu'ils furent donc encore un peu plus sanguinaires que ce « sanguinaire énergumène ».

4. Paris, Émile Paul, 1906, vii-450 p. in-8°.

vité du représentant Prieur (de la Marne) dans les départements de l'ouest au moment de la Terreur. Mais il est plus difficile de constater « l'impartialité sereine » d'un récit dont chaque page, pour ainsi dire, respire une antipathie profonde pour tout ce qui s'est fait de révolutionnaire de 1789 à 1795<sup>1</sup>. Assurément, Prieur (de la Marne) ne fut pas un personnage bien marquant, ni par ses capacités intellectuelles, ni par son éloquence; on peut même admettre qu'il avait des façons un peu vulgaires. Mais on doit croire à sa sincérité parce qu'il continua à professer ses principes jacobins alors même qu'ils devenaient une cause de danger pour ceux qui ne les reniaient pas; personne, M. Bliard pas plus qu'un autre, n'a mis en doute sa probité et jamais il ne figura parmi les « républicains nantis ». Enfin, il a vaillamment payé de sa personne dans ces territoires révoltés, et si, dans cette lutte sans merci, beaucoup de sang, même innocent, a été répandu, ce fait déplorable fut le résultat forcé de la résistance à la volonté nationale. Prieur eut à lutter pendant onze mois contre des populations soulevées à l'intérieur, alors que les frontières du pays étaient envahies de toutes parts et que le devoir élémentaire de tout citoyen était de faire face à l'ennemi. Se débattant chaque jour au milieu de difficultés sans nom, forcé d'ailleurs d'obéir aux décrets de la Convention (pouvait-il les changer?), il est responsable de bien des duretés, disons même le mot, de bien des cruautés; du moins, il n'en a commis aucune pour le plaisir de la commettre, et notre auteur lui-même est bien obligé de convenir qu'il fut personnellement humain, malgré « l'éclat sinistre de ses forfaits ». Il ne faut point chercher d'ailleurs dans le livre de M. Bliard une biographie tant soit peu complète de Prieur; son passé de Constituant y tient en deux lignes, et il disparaît pour ainsi dire, à nos yeux, le jour où se termine sa mission (6 septembre 1794). Tout en le traitant de « furieux », l'auteur lui décerne en terminant un éloge qui a son prix, venant d'un adversaire aussi prononcé : « Il déploya dans les circonstances critiques où il fut jeté une indomptable énergie, une rare activité, une audace prête à tout; il sut même inspirer autour de lui ... le courage du devoir et de l'abnégation » (p. 434).

Le dernier ouvrage de cette catégorie, l'*Histoire du département*

1. M. Bliard ne peut assez s'indigner contre les *dénonciations* continuelles qui pouvaient contre tous les suspects de l'époque révolutionnaire et qu'il a retrouvées dans ses dossiers. Mais croit-il vraiment que ces mœurs ne sont pas de tous les temps, et que, sous tous les régimes, les plus autoritaires et les plus cléricaux, les délateurs n'ont pas abondé tout comme sous la Terreur? Qu'il fouille les cartons administratifs de la Restauration ou de l'Empire et il y trouvera certes une abondante moisson de documents analogues.

des Forêts de M. Alfred LEFORT<sup>1</sup>, dépasse déjà la période révolutionnaire proprement dite, puisque l'auteur veut nous y raconter l'histoire de l'ex-duché de Luxembourg de 1793 à 1814. Français, conduit par raison de santé dans ce beau pays, il a conçu l'honorable projet de payer l'hospitalité des contemporains par le récit de leur passé et a consacré plusieurs travaux à l'histoire luxembourgeoise du moyen âge. Celle de l'occupation française l'a tenté, et après avoir longuement étudié les cartons et les dossiers administratifs de la période, cartons qui n'avaient pas été dérangés depuis la chute du régime napoléonien, il vient de publier le premier tome d'un travail qui en comptera plusieurs. Ce volume comprend deux livres : l'un (*le Luxembourg sous la Convention*), c'est le récit de la conquête et de la première administration organisée à Saint-Hubert pendant que le maréchal autrichien Bender défendait encore la capitale; l'autre, intitulé : *le Luxembourg sous le Directoire*, nous expose la création du département des Forêts par le décret du 9 vendémiaire et fournit un tableau très détaillé de l'administration des finances, des réquisitions, de l'assistance et de l'instruction publiques, du régime de la presse, des émigrés, des persécutions religieuses, des garnisons, des fêtes officielles, etc. Ce n'est pas, à vrai dire, une *histoire* du pays et de ses habitants; c'est plutôt une *statistique* dans le genre de celles que les préfets de l'an IX rédigeaient pour le premier Consul Bonaparte. On y trouve une masse de chiffres, visiblement contrôlés avec soin, mais très peu d'appréciations sur les hommes et les choses, rien qui caractérise les acteurs de ce drame de l'annexion<sup>2</sup>. Un des critiques, très bienveillants d'ailleurs, de l'ouvrage de M. Lefort l'a appelé « une œuvre plus utile qu'agréable ». Le « cachet de sèche objectivité » enlève un peu trop de la vie nécessaire à tout récit historique. Je n'oserais m'associer, sans enquête préalable, à un autre reproche que l'auteur de la préface, M. Kurth, fait à l'auteur, de ce que « le cri de la douleur et de l'indignation du peuple luxembourgeois » n'y retentisse pas assez. M. Lefort nous semble un travailleur trop consciencieux pour avoir supprimé ce « cri » s'il avait été réellement poussé; ce point acquis, il s'agirait encore de savoir s'il était justifié et si ce ne fut pas un véritable bienfait pour ces provinces autrichiennes des Pays-Bas, terre promise de l'obscurantisme, d'être réveillées de leur somnolence politique et d'être mises en contact,

1. T. I. Paris, A. Picard; Bruxelles, A. Schepens, 1905, VIII-350 p. in-8° (préface par Godefroi Kurth).

2. N'y a-t-il pas, dans le pays, de *Mémoires* de ce temps? N'existe-t-il aucune *correspondance intime* de personnages mêlés aux événements d'alors? Ce sont des documents autrement curieux que des dossiers administratifs.

fût-ce un peu brusquement, avec les courants plus vifs de l'esprit moderne.

M. A. MATHIEZ a réuni sous le titre de *Contributions à l'histoire religieuse de la Révolution française*<sup>1</sup> une série d'articles parus dans la *Revue d'histoire moderne*, la *Revue de Paris*, la *Révolution française*, en les remettant au point; M. Gabriel Monod y a joint une suggestive préface. Nos lecteurs connaissent les grands travaux de M. Mathiez sur le côté religieux, encore trop peu étudié, de la Révolution, sur les cultes révolutionnaires, celui de la Raison, celui de l'Être suprême, le culte décadaire et le culte des théophilanthropes, qui ont essayé de lutter successivement contre l'Église catholique réorganisée, puis écrasée en apparence et finalement victorieuse, grâce surtout, peut-être, à Bonaparte. Alors même qu'on ne partagerait pas sur tous les points la façon de voir de l'auteur sur les concepts religieux en général ou sur la valeur intellectuelle et morale de plusieurs des inventeurs et propagateurs de ces cultes révolutionnaires, on ne pourra que tirer grand profit d'une étude attentive de son système, et, sur un point tout au moins, je suis entièrement d'accord avec M. Mathiez, c'est que, dans son tréfonds, le mouvement révolutionnaire (crise et réaction) a été presque autant religieux que politique. Parmi les études composant ce volume, je signalerai d'abord le *Coup d'œil critique sur la Révolution*, où les modifications récentes dans la conception de la Révolution sont analysées assez en détail; puis l'*Affaire Catherine Théot*, une des machines de guerre employées par les adversaires du triumvirat pour saper l'autorité de Robespierre en le rendant ridicule; l'étude sur les *Divisions du clergé réfractaire de 1790 à 1802* et les querelles entre *constitutionnels*, *soumissionnaires* et *insoumis*, ces derniers devenant la *Petite Église* après le Concordat. Mais le plus curieux morceau du livre est, à mon avis, l'étude sur Durand de Maillane, ce juriconsulte gallican qui fut un des pères de la constitution civile du clergé et qui finit par retomber sur le tard dans le plus complet ultramontanisme, jusqu'à rimer des pièces, — exécrables de forme et faibles de pensée, — contre la philosophie. C'est un spécimen caractéristique d'une espèce de mentalité, fréquente dans notre pays, et qui explique bien des faillites morales pendant la Révolution et depuis.

Plaçons encore ici le volume de M. Charles CESTRE, que nous aurions quelque difficulté à caser ailleurs, sur la *Révolution française et les poètes anglais (1789-1809)*<sup>2</sup>, étude plutôt littéraire dans

1. Paris, Félix Alcan, 1907, x-272 p. in-18.

2. Dijon, *Revue bourguignonne*; Paris, H. Champion, 1906, 570 p. in-8°.

ses développements, mais qui se rattache pourtant à l'histoire, en tant qu'elle nous initie à un courant d'idées qui ne laissa pas d'avoir son importance dans le développement intellectuel de la Grande-Bretagne vers la fin du XVIII<sup>e</sup> et au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle. Il est vrai qu'un historien désireux d'approfondir l'influence de la Révolution sur la littérature anglaise ne se serait pas borné, comme M. Cestre, aux seuls poètes Wordsworth, Coleridge et Southey<sup>1</sup>; il aurait cru devoir également étudier les prosateurs, leurs contemporains; il aurait prolongé sa tâche jusqu'à Byron tout au moins; peut-être aurait-il encore étudié Thomas Moore, le chantre de l'Irlande opprimée. On trouvera peut-être que l'étude est un peu longue pour le sujet tel que l'auteur l'a limité, mais elle est très consciencieusement menée, les données en sont en partie nouvelles pour le public français; c'est, en un mot, une bonne thèse de doctorat<sup>2</sup>.

Nous avons reçu deux nouveaux volumes de l'*Histoire socialiste (1789-1900)*, publiée sous la direction de M. Jean JAURÈS<sup>3</sup>. Le tome V, intitulé : *Thermidor et Directoire*, est dû à M. Gabriel DEVILLE; le tome VI, *Consulat et Empire*, a été écrit en collaboration par MM. Paul BROUSSE et Henri TUROR. La différence entre ces nouveaux volumes et les précédents est sensible. Malgré des réserves nécessaires sur certains points de fait et plus encore sur certaines théories, on trouve dans les volumes rédigés par M. Jaurès lui-même des aperçus nouveaux, des parties très utiles à l'historien et surtout une tenue littéraire digne du sujet. Les nouveaux collaborateurs font infiniment plus œuvre de propagandistes révolutionnaires et leur ton est trop souvent celui du pamphlet, non celui de l'histoire, visant les querelles politiques du jour, gratifiant les adversaires des épithètes d'« ignobles » et d'« immondes », traitant Bonaparte de « Robert Macaire », de « sinistre cabotin », parlant de ses « boniments » et de sa « roublardise consommée »; les amis eux-mêmes sont maltraités et les pauvres directeurs de la minorité républicaine, bernée au 48 brumaire, sont traités de « cruches candides ». Il serait tout à fait inutile de relever dans un travail de ce genre les nombreuses erreurs et les non moins nombreuses fautes d'impression qui émaillent ces deux volumes. Dans le premier tome, il y a encore

1. Blake et Robert Burns ne figurent en somme ici que pour faire nombre; l'un allait devenir fou et l'autre allait mourir.

2. Je ne vois pas bien pourquoi ce que l'auteur appelle *les origines du romantisme* se rattacherait plus spécialement à la *Révolution française* plutôt qu'au mouvement général des esprits d'avant la Révolution, à Schiller par exemple et ses *Brigands*.

3. Paris, Rouff, s. d., 596 et 592 p. in-8° (illustrations très mal tirées, parfois à peine reconnaissables).



quelque effort de travail scientifique; on lira avec intérêt, par exemple, le chapitre sur Babœuf; mais, dans le second, le récit de la période impériale est d'une maigreur que cachent mal d'interminables tirades socialistes. On n'est pas forcé d'écrire l'histoire de France, mais quand on l'écrit, même pour le peuple, surtout pour le peuple, qui n'est pas à même de juger, on est tenu de lui fournir une nourriture intellectuelle plus saine et plus abondante que celle-là.

M. A. DRY, dont nous avons signalé jadis un bon livre d'histoire locale, *Reims en 1814*, nous offre aujourd'hui deux volumes sur *les Soldats ambassadeurs sous le Directoire*<sup>1</sup>. Ce sont des études écrites d'une plume alerte, bien documentées en général, où nous voyons défiler une série de personnages militaires improvisés représentants de la République française, diplomates assez volontiers fastueux, pas toujours très habiles et parfois, hélas! malhonnêtes, dont la tâche était, il est vrai, bien difficile, puisqu'il s'agissait de se faire accepter par des cours qui, résignées extérieurement à l'alliance française, étaient toutes au fond plus ou moins hostiles. Ces études sont d'intérêt inégal et d'inégale longueur. Pérignon à Madrid, Bernadotte à Vienne, Canclaux à Naples nous attirent plus que l'honnête et irascible Aubert-Dubayet à Constantinople ou que Clarke, bien éclipsé par Bonaparte, à Campo-Formio. Les historiens généraux de cette période ne trouveront pas sans doute beaucoup de données nouvelles à utiliser; les biographies de M. Dry valent plutôt comme agréables croquis de mœurs<sup>2</sup>. Un personnage qui, pour ne pas figurer en pied dans sa galerie, s'y montre pourtant à chaque instant au fond du tableau, c'est Talleyrand, mais il y paraît d'allures bien mesquines et ne révèle en rien cette compétence universelle et magistrale que la légende s'obstine à lui attribuer<sup>3</sup>.

Le livre de M. Gilbert STENGER, *la Société française pendant le Consulat*<sup>4</sup>, en est arrivé à son cinquième volume. Ce dernier venu

1. Paris, Plon, 1906, v-536-497 p. in-8°, portraits.

2. L'amusant cache parfois à l'auteur le sérieux, et il ne semble pas se douter que certains actes changent entièrement d'importance en changeant de latitude. Assurément, un jeune diplomate ne serait pas destitué à Paris par le ministre des Affaires étrangères parce qu'il « connaît une jeune Turque »; mais, à Tripoli, la « Nation » avait d'excellentes raisons de s'indigner de la conduite du consul Leydet, qui pouvait amener le massacre général de tous les « infidèles » de la ville.

3. Il y a, surtout dans le second volume, pas mal de fautes d'impression, par exemple p. 325, *Anclain* pour *Anklam*; p. 313, *haschisch* au lieu de *bakschisch*; p. 373, *Chabonas* pour *Chambonas*; p. 409, *la Schotzen Platz* pour *le Schützenplatz*, etc.

4. Paris, Perrin, 1907, xxiv-333 p. in-16.

nous parle des beaux-arts et de la gastronomie; bien qu'il soit consacré aux artistes, le style en est moins papillonnant et le ton plus sérieux. On y trouvera sur les peintres, les sculpteurs et les musiciens, oubliés ou célèbres, de l'époque des notices nombreuses, encore que souvent elles remontent bien plus haut que le Consulat<sup>1</sup>; et que, d'autre part, elles nous parlent d'œuvres nées sous l'Empire et même plus tard; on s'y familiarisera également avec Grimod de La Reynière et Brillat-Savarin, avec Carême et ses confrères, avec les goinfries populaires et les guinguettes parisiennes, et l'on ne regrettera pas le temps qu'on y aura passé.

M. L. DE LANZAC DE LABORIE nous donne, lui aussi, la suite de son ouvrage *Paris sous Napoléon*; c'est son troisième volume, qui porte comme sous-titre : *la Cour et la ville*; — *la Vie et la mort*<sup>2</sup>. Dans la première moitié, nous rencontrons d'abord un chapitre sur les fêtes et solennités publiques, assez nombreuses sans doute, mais passablement froides et sans entrain, célébrées qu'elles étaient sous les yeux d'une population indifférente ou plus souvent gouailleuse. Nous y étudions ensuite la cour napoléonienne et le monde officiel, singulier mélange de débris révolutionnaires et de revenants de l'ancien régime. Dans le chapitre relatif aux usages sociaux et aux mœurs, on aurait désiré un peu plus d'anecdotes, un peu plus de couleur. La seconde partie du volume s'occupe de la sécurité publique, troublée par l'insolence des militaires, par les voleurs, déjà experts en leur art, par les incendies, etc. L'auteur nous parle de l'organisation de la justice parisienne, éliminant d'ailleurs, pour le moment, les procès politiques, sur lesquels il reviendra plus tard; il nous décrit les épidémies qui menacèrent la capitale, nous cause de ses médecins, des pompes funèbres et nous présente les cimetières de Paris. Comme toujours, on sent que M. de Lanzac de Laborie a très consciencieusement étudié son sujet; si le présent volume paraît un peu moins attrayant que le dernier, c'est qu'il nous introduit dans un milieu beaucoup plus familier au lecteur; on y rencontre trop de choses déjà vues, et pourtant on est un peu étonné de ne pas rencontrer, une fois de plus, certains traits, certaines anecdotes cités partout. On croit deviner que l'auteur n'a pas voulu avoir l'air de nous donner une anthologie puisée dans les Mémoires de M<sup>me</sup> de Rémusat et d'autres contemporains ou dans les nombreux volumes de M. F. Masson.

1. Greuze, Fragonard, Piccini, Gluck, Mozart appartiennent assurément plus à l'ancien régime qu'au siècle de Bonaparte.

2. Paris, Plon, 1906, II-386 p. in-18.

M. Fernand NICOLAÏ s'est appliqué à faire revivre *Napoléon au camp de Boulogne*<sup>1</sup>, « d'après de nombreux documents inédits ». Propriétaire de terrains historiques au plateau d'Odre, d'où le nouvel empereur surveilla jadis la mer et les falaises britanniques, M. Nicolaï a réuni de bonne heure des dossiers écrits et des traditions locales sur le séjour de Napoléon au camp de Boulogne. Son livre est une relation plutôt anecdotique, dans laquelle l'auteur englobe d'ailleurs une foule d'histoires absolument étrangères à son sujet, depuis la pêche du hareng au xvi<sup>e</sup> siècle, les poux des galériens du xvii<sup>e</sup>, la garde-robe impériale et les poulets du mamelouk Roustan, jusqu'à la psychologie de Louis XVIII, ses propres souvenirs de garde mobile en 1870 et de défenseurs des Congrégations en 1880<sup>2</sup>. On y rencontre quelques anecdotes curieuses, comme celle de la piquante espionne anglaise, comme celle de la mine d'or offerte à la Grande Armée; mais il y en a de bien invraisemblables, comme celle du maître d'école, agent secret de Lord Keith, qui télégraphiait, en plein jour, aux Anglais en gesticulant sur la falaise. Sur la question la plus importante, celle du passage en Angleterre, nous ne trouvons absolument rien de nouveau dans le livre de M. Nicolaï. Il vante bien, comme un « de ces mots lapidaires dont il avait le génie », le dire de Napoléon : « Comme Charlemagne, j'ai su faire passer les Alpes à mon armée; je comptais bien, comme César, traverser la Manche avec mes soldats. » Seulement, il n'y a rien là de « lapidaire »; le mot ferait grand effet sans doute dans l'histoire si le passage avait pu s'effectuer; mais, comme il n'a jamais été même essayé, ce qui reste n'est qu'une phrase. Après la discussion si calme et si serrée de M. Édouard Desbrière dans son grand ouvrage sur *les Projets de descente en Angleterre*, la question semble tranchée pour tout esprit impartial; l'empereur avait renoncé à tenter le passage avant la déclaration de guerre de l'Autriche<sup>3</sup>.

M. Ernest DAUDET achève par un troisième volume son *Histoire de l'émigration pendant la Révolution française*<sup>4</sup>. Il nous y raconte les événements qui ont agité l'exil des princes de la maison de Bourbon, depuis le 18 brumaire jusqu'à la Restauration. C'est l'époque douloureuse des suprêmes tentatives, de la catastrophe de Vincennes, des regrets impuissants. Une fois la République placée sous l'égide

1. Paris, Perrin, 1907, II-455 p. in-18.

2. Un membre du barreau parisien pourrait s'abstenir de parler du « hoquet » de Jules Favre, mais surtout il pourrait savoir comment on écrit son nom (Jules Fabre (*sic* ?), p. 107).

3. P. 43, l'historien romain *Dion Cassius* s'est métamorphosé en *Don Cassius*.

4. Paris, Hachette, 1907, 539 p. in-8°.

et la poigne de Bonaparte, les chances d'un retour disparaissent peu à peu, à mesure que les instruments des coups de main et des complots royalistes disparaissent eux-mêmes, lassés ou tués. L'Église capitule après le Concordat, les empereurs et les rois suivent à l'envi son exemple après Austerlitz, Iéna et Friedland. Sans doute, l'attitude intransigeante persiste; mais c'est en définitive un bien triste spectacle que celui de ces Bourbons se querellant entre eux, tandis que leurs serviteurs se jalourent et se calomnient et que tous ensemble se disputent la maigre pitance des cours étrangères, protectrices dédaigneuses plutôt qu'alliées. Un peu plus de fierté naturelle, au prix d'un peu plus de misère, aurait mieux valu que cette mendicité honteuse d'une race royale, continuée à Londres et à Saint-Petersbourg, à Vienne et à Madrid, pour maintenir une cour ridicule à Mitau et Varsovie, pour entretenir les uns des courtisans, les autres des maitresses. Il a fallu toute la folie des conquêtes de Napoléon, toute son obstination démente pendant les négociations de 1813 et de 1814 pour que l'heure des Bourbons pût sonner une fois de plus et pour que les revenants de Holyrood et de Hartwell pussent rentrer aux Tuileries, qu'ils n'avaient aucune chance de revoir. C'est toute cette dernière période d'efforts impuissants, puis de lassitude profonde que nous raconte M. Daudet. On connaît le talent du narrateur et où vont ses sympathies; je n'ai donc pas à le répéter ici. On sait aussi quelle est sa méthode de travail et combien il dédaigne les renvois précis aux sources, combien rares, en général, sont les notes jointes à son récit; il n'y aurait qu'à formuler, une fois de plus, les réserves légitimes qu'appelle une pareille persistance à méconnaître un des premiers devoirs de l'historien. Mais, pour le gros de son public, c'est là sans doute un péché bien véniel; avec ou sans références, il lit avec plaisir ce que lui offre l'auteur, car M. Daudet sait l'art de bien dire et donne toujours une forme littéraire à l'expression de ses sentiments et de sa pensée.

M. le vicomte Jean d'USSEL ouvre une série de recherches historiques sur l'année 1813 par un travail sur *la Défection de la Prusse*<sup>1</sup>. C'est une étude, sobre et mesurée de ton, à la fois diplomatique et militaire, sur un des épisodes les plus intéressants de la catastrophe où va sombrer l'Empire. On ne peut pas dire qu'en nous racontant les événements de décembre 1812 à mars 1813, l'auteur nous ait révélé beaucoup de faits inconnus, même là où il a eu recours à nos dépôts d'archives. Pour l'Allemagne, il n'a guère fait que mettre en œuvre une partie des documents innombrables accu-

1. Paris, Plon, 1907, III-435 p. in-8°, carte.

mulés depuis un demi-siècle dans les grandes histoires et les recueils consacrés aux biographies militaires et civiles de l'ère de la *résurrection* prussienne. Mais son travail est une synthèse claire et précise des faits essentiels. Il a évité d'entrer dans les controverses sans fin, qui, de l'autre côté du Rhin, se sont élevées entre professionnels et savants sur certaines questions de détail<sup>1</sup> et, dans sa limitation volontaire, son travail fournit au lecteur français un tableau suffisamment détaillé des causes et des influences contradictoires qui ont agi sur les cours et les conseils des chefs d'État dans cette période courte, mais décisive, dont les étapes se marquent par la capitulation de Tauroggen, la signature du traité du 26 février, l'entrevue de Kalisch et l'*Appel à mon peuple*. Peut-être l'auteur aurait-il pu accentuer davantage encore le fait que c'est la pression de l'opinion publique exaspérée qui pesa sur l'indécision naturelle de Frédéric-Guillaume III et fit de l'*auxiliaire* de Napoléon un *ennemi* d'autant plus dangereux qu'il avait été humilié plus longtemps. Le roi de Prusse a toujours été, durant son long règne, à la remorque des événements, et l'attitude louche que lui reprochent, non sans quelque apparence de raison, les panégyristes de l'empereur, s'explique très simplement par l'impossibilité morale où il se trouvait, vu sa nature timorée, de prendre *au moment voulu* la responsabilité virile d'un changement de front complet, dont il voyait les avantages problématiques, mais aussi les dangers réels. Quant à Napoléon, fort mal servi d'ailleurs par l'inepte et naïf Saint-Marsan, il a montré là aussi, comme partout, que, malgré son génie, il ne comprenait rien à l'action des forces non matérielles, impondérables, qui agissent sur la vie des nations. Malgré les dures leçons des dernières années, subies en Autriche, en Espagne, en Russie, il a fermé les yeux sur le réveil des nationalités opprimées qui s'inspiraient à leur tour, dans leur soif de revanche, des principes d'indépendance et de liberté, du merveilleux élan de la France révolutionnaire<sup>2</sup>.

Le *Napoléon, roi de l'île d'Elbe* de M. Paul GRUYER<sup>3</sup> ne pouvait plus guère effrayer les souverains coalisés; peut-être n'inspire-t-il pas, dans sa déchéance profonde, un respect suffisant à l'historio-

1. Par exemple sur les missions de Knesebeck à Vienne et auprès d'Alexandre I<sup>er</sup> et sur celle du général de Bubna à Paris.

2. Pourquoi l'auteur écrit-il toujours *Ranke* au lieu de *Ranke*? Pourquoi parle-t-il de la principauté de *Neuenburg* au lieu de dire *Neuchâtel*? — P. 12, Guillaume de Humboldt est appelé *comte*; il n'était que *baron*. P. 358, Hardenberg signe un traité le 26 *février*, et, à la page suivante, le texte même du traité porte la date du 27.

3. Paris, Hachette, 1906, 287 p. in-4°, gravures.

graphe de son règne éphémère dans un recoin de la Méditerranée. Agréablement écrit (nous signalerons surtout les promenades pittoresques de l'auteur lui-même à travers l'île d'Elbe), le livre de M. Gruyer choquera certainement les fidèles de l'Empire et risque de choquer même les esprits impartiaux par le ton ironique qui perce trop souvent dans son récit. Quand il montre les bons Elbois admirant Napoléon, comme « Tarascon admirerait le czar ou l'empereur de Chine, abandonnant leur empire pour se retirer dans leurs murs », quand il les fait se promener dans les rues de la minuscule capitale, « les yeux hors de la tête », quand il nous parle de « la cour de Sancho Pansa » et (à propos du carnaval de 1814) de ce maître du monde « finissant dans la piterie et le grotesque », il oublie un peu trop qu'un certain respect se doit aux grandeurs déchues, et, sans être un adorateur de l'empereur, l'on préférerait encore à certaines de ces paroles gouaillueuses une paraphrase émue du *Sunt lacrymae rerum* du poète latin. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, que l'activité fiévreuse développée par le dompteur de l'Europe dans ce nouveau royaume de Lilliput marque « un rétrécissement de son intelligence, sa décadence en un mot » (p. 184). Napoléon a voulu d'abord étouffer son chagrin par cette « parodie de gouvernement » ; il a voulu plus tard endormir la surveillance jalouse de ses gardiens anglais<sup>1</sup> en affectant de s'absorber dans une tâche, indigne de son puissant esprit et que les misérables ressources pécuniaires qui lui restaient ne lui permettaient même pas d'accomplir. Et, quand il voyait l'enthousiasme bruyant et naïf des insulaires pour leur maître d'un jour, il a pu rêver que la « fascination légendaire de l'homme au petit chapeau » lui ramènerait, malgré tout, le cœur des Français qui l'avaient acclamé durant de si longues années.

Assurément, il se trompait. Toutes les fautes des Bourbons pouvaient lui refaire la popularité de jadis, et la France, épuisée par vingt-quatre ans de luttes, saignée à blanc par ses propres folies, ne voulait pas sacrifier les dernières gouttes de son sang pour recommencer la guerre contre l'Europe. L'ouvrage de M. Bertrand LASSERRE sur *les Cent-Jours en Vendée*<sup>2</sup> montre jusqu'à quel point les passions royalistes, jadis comprimées plutôt qu'éteintes par l'Empire, se montrèrent vivaces après le retour de Napoléon et vinrent ajou-

1. Je note à ce propos une remarque très juste de l'auteur : « Le malchanceux Campbell, ridiculement mystifié, explique Hudson Lowe et le justifie » (p. 261).

2. *Les Cent-Jours en Vendée. Le général Lamarque et l'insurrection royaliste*. Paris, Plon, 1906, III-416 p. in-8°.



ter des dangers intérieurs à celui qui menaçait les frontières. Sous la direction de Louis de La Rochejaquelein, sous le général Canuel, « l'ouveteau égaré parmi les blanches brebis », les bandes vendéennes se reformèrent par milliers dès le milieu du mois de mai 1815, et, si le général Lamarque, le véritable héros de ce récit, réussit à maintenir contre eux l'armée de la Loire, qui existait à peine, s'il réussit même à vaincre les insurgés à La Roche-Servière, le 20 juin, deux jours après Waterloo, il est obligé d'arborer lui-même la cocarde blanche le 16 juillet, avant de partir pour l'exil. C'est une bonne étude, à la fois politique et militaire, que M. Lasserre a rédigée sur des documents authentiques<sup>1</sup> et qu'on lit avec plaisir et non sans fruit. L'auteur a joint dans son dernier chapitre quelques renseignements supplémentaires sur Lamarque et sur la dernière apparition en Vendée de ce sympathique personnage après la chute de Charles X.

Que de fois nous a-t-on raconté déjà la dernière bataille de l'empereur aux abois, le dernier « appel à l'étoile » de Napoléon? Cette fois-ci, c'est un homme du métier, le général italien Alberto POLLIO, qui, dans son *Waterloo*<sup>2</sup>, aborde la discussion des problèmes techniques qui se rattachent au nom de ce village autrefois inconnu de la plaine belge. Il s'est efforcé, dit-il dans sa préface, de donner un récit pleinement impartial, sans aucune passion que celle du métier, appartenant à une nation « étrangère au grand conflit ». C'est, en effet, une étude exclusivement militaire, faite avec grand soin, tenant compte des travaux de tous ses devanciers, français, allemands, anglais, etc. Les conclusions de l'ouvrage ne pouvaient pas être bien neuves, car toutes les explications possibles, apologies ou accusations, hypothèses simples ou combinées, ont été, depuis longtemps déjà, épuisées par l'immense littérature, professionnelle ou livresque, qui s'est constituée, depuis le lendemain de Waterloo, sur cette campagne de quatre jours. Le général Pollio n'admet pas que l'empereur y ait commis *de grosses fautes* autres que celles qui résultaient pour lui de la nécessité absolue de jouer son va-tout contre Wellington, avant que Blücher intervînt avec une armée plus nombreuse, à elle seule, que la dernière armée de la France. Ce qui lui manqua, ce furent les soldats. Les erreurs de d'Erlon et de Grouchy ont contribué sans doute à la défaite, mais les généraux en chef, anglais et prussien, ont commis, eux aussi, de graves erreurs de tactique, oblitérées dans la mémoire des hommes par le fait de

1. Principalement d'après les papiers inédits du général Lamarque lui-même.

2. *Generale Alberto Pollio, Waterloo (1815), con nuovi documenti.* Roma, Casa editrice Italiana, 1906, v-569 p. gr. in-8°, cartes.

leur victoire. Ni le génie de Napoléon, ni la vaillance de ses subordonnés et de ses soldats n'ont été moindres qu'ailleurs; mais ils n'ont pu contrebalancer cette infériorité du nombre au moment décisif de la lutte. Si Waterloo fut une défaite, c'est surtout parce que l'empereur avait gaspillé sur vingt champs de bataille, d'un bout à l'autre de l'Europe, les matériaux précieux qui lui firent défaut à l'heure suprême.

L'auteur de la plus classique et de la plus populaire, aujourd'hui, des descriptions de la bataille de Waterloo, M. Henri HOUSSAYE, a terminé son grand ouvrage sur 1815<sup>1</sup> par un dernier volume, racontant la seconde abdication de Napoléon et la Terreur blanche dans le midi. C'est le dernier acte du grand drame de l'Empire; il nous y présente les scènes finales après Waterloo, l'effondrement de la France sous le double joug des Bourbons et de l'étranger. Le récit de l'auteur est d'un intérêt puissant, disposé avec un grand art, enrichi de traits nouveaux; tous les personnages principaux y gravitent encore autour de l'empereur déchu, odieux comme Fouché, Talleyrand, Blücher ou Hudson Lowe, faux ou ridicules comme Manuel et Lafayette. On dirait l'apothéose du Titan foudroyé, à laquelle servent de repoussoir les scènes féroces de Nîmes, de Marseille et d'Avignon, les revanches de la noblesse émigrée, la lâcheté des ralliés de l'Empire se prosternant devant la monarchie légitime. Mais, s'il y a beaucoup de talent dans la composition de ce vaste tableau, le juge impartial ne sera pas également satisfait, et l'on y peut signaler de singulières injustices et des lacunes plus singulières encore. Ainsi, M. Houssaye ne semble pas pouvoir se rendre compte de l'exaspération légitime des libéraux contre l'empereur, qui venait se mettre en travers de la lutte ouverte déjà par eux contre les Bourbons et qui menaçait, bien plus sérieusement que ceux-ci, les solutions libérales de la vie politique, pour le cas, improbable il est vrai, mais non impossible, où il se maintiendrait contre l'étranger. Surtout il oublie tout à fait de nous montrer la main du clergé dans les révoltes de l'ouest, dans les massacres du midi, dans les intrigues de la capitale. En racontant la chute définitive du revenant de l'île d'Elbe, en énumérant les sacrifices que la seconde Restauration coûta à la France (pas autant que le second Empire!), il a oublié aussi d'en reporter la part principale, écrasante, à l'homme qui, pour satisfaire son monstrueux égoïsme, n'a pas hésité à risquer l'avenir, l'existence même de la patrie dans une partie qu'il ne pouvait espérer gagner contre l'Europe entière, furieuse de ne pouvoir

1. Paris, Perrin, 1905, 602 p. in-8°, portrait.

jamais trouver le repos. Mais, en lisant ce dernier volume, on ne songe pas tout d'abord à faire œuvre de critique, tant est grand le talent du narrateur, tant est profonde l'émotion qu'éveille dans l'esprit du lecteur l'émotion contenue, mais d'autant plus impressionnante, de l'artiste. Le mérite littéraire de ce dernier volume achèvera et consacrera le succès de tout l'ouvrage, et le dernier venu aura sans doute bientôt des éditions aussi nombreuses que ses prédécesseurs. Ce n'est pas encore là, certes, la voix de la postérité, car ce n'est pas l'impartiale histoire que rêve la critique, mais c'est une belle page d'épopée<sup>1</sup>.

Nous terminerons ce Bulletin par l'annonce d'un ouvrage que nous avons lu avec un vif intérêt, livre utile et depuis longtemps attendu, écrit avec une entière bonne foi, sans préoccupations ni arrière-pensées politiques, avec un sens critique très calme, mais toujours en éveil. Ce sont les *Origines de la légende napoléonienne, l'œuvre historique de Napoléon à Sainte-Hélène*<sup>2</sup>, par M. Philippe GONNARD, professeur au lycée de Saint-Étienne. Circonscrivant dès l'abord ses recherches, M. Gonnard ne s'est pas attaqué au sujet infiniment plus vaste et plus complexe de la formation de la légende napoléonienne en général; il s'occupe uniquement de la part qu'y prit l'empereur lui-même dans les loisirs involontaires de son exil. Sans doute, on a déjà beaucoup écrit sur l'activité littéraire des habitants de Sainte-Hélène, tour à tour foyer d'épanchements naïfs et officine de contre-vérités effrontément répandues par le monde, pendant et après les six années de la captivité impériale. Mais on n'avait pas encore analysé avec autant de patience et de sagacité la part de chacun des collaborateurs bénévoles, inconscients ou très avisés qui s'y groupaient autour de l'inspirateur et du régisseur principal. L'auteur étudie successivement les *Mémoires pour servir à l'histoire de France* de Napoléon lui-même, Las Casas et le *Mémorial de Sainte-Hélène*, O'Méara et son *Napoléon en exil*, Montholon et les *Récits de la captivité*, Gourgaud et son *Journal*<sup>3</sup>, Antommarchi et sa *Mort de Napoléon*, Warden et ses *Lettres de Sainte-Hélène*, sans compter les pièces falsifiées et les récits absolument apocryphes. Après avoir analysé, apprécié et jaugé ces diverses productions, M. Gonnard prouve dans une série

1. P. 120, lire *Germersheim* pour *Germesheim*.

2. Paris, Calmann-Lévy, s. d. (1907), 388 p. in-8°.

3. M. Gonnard a tiré un excellent parti de ce journal du grincheux Gourgaud, plus réfractaire au charme du maître et où transparait davantage par suite le Napoléon véritable, que j'appellerais volontiers le Napoléon *je m'enfichiste*, si ce mot d'argot, qui rend bien ma pensée, pouvait figurer dans le langage scientifique.

de chapitres très instructifs (*Napoléon et les principes de 1789*; *Napoléon défenseur du principe des nationalités*; *Napoléon ami de la paix*; *Napoléon et la religion*; *Napoléon et sa famille*) avec quelle habileté le souverain déchu a su mettre en scène, si je puis dire, ces thèmes divers, influencer, pétrir et pervertir l'opinion publique, principalement en France, avec le concours de tous ces dévouements subalternes groupés autour du prisonnier de Longwood. Il n'a jamais fait œuvre simple et sincère d'historien, car il n'a jamais éprouvé de scrupule à mentir à la postérité. « Napoléon, dit excellemment l'auteur, n'a pas oublié sur son rocher l'art de manier les hommes; son ouvrage est exactement mesuré à l'esprit français, aux désirs du temps, à l'intelligence et à la sentimentalité populaires. Sans préjugés sur le choix des moyens, il a crié à son siècle de toutes les manières, sûr que tout ce qu'il disait, par quelque bouche que ce fût, on l'entendrait » (p. 339). Et ces données légendaires ont été si bien répandues, ce cri venu d'un rocher perdu dans l'Atlantique a été si puissant, il a tellement fasciné les esprits que, moins de trente ans après sa fin, les Français libres de 1848 ont, à défaut du *fils de l'Homme*, depuis longtemps mort en exil, choisi pour guide et pour maître le neveu du captif de Sainte-Hélène; après quelques triomphes factices, il les a menés à l'effondrement de Sedan.

Rod. REUSS.

---

## ANGLETERRE.

(Suite et fin<sup>1</sup>.)

INSTITUTIONS. — Les Études de M. H. Munro CHADWICK sur les institutions anglo-saxonnes<sup>2</sup> seront consultées avec fruit par tous les érudits qu'intéresse l'histoire de la condition des personnes dans les plus anciens temps du moyen âge. L'Angleterre offre en effet cette originalité que c'est le pays, si l'on excepte la région scandinave, où les institutions germaniques se sont maintenues le mieux dans leur pureté primitive. Ce n'est pas que M. Chadwick apporte beaucoup d'idées nouvelles ni de solides hypothèses; c'est la marche suivie par lui qui est intéressante. Puisque la source principale, sinon même unique, de nos renseignements nous est fournie par les chiffres des amendes et compensations pécuniaires qui punissaient les crimes et délits à un taux variant suivant la qualité des personnes, il est utile de savoir quelles furent les monnaies en cours avant la conquête normande, quelle en était la valeur absolue et relative. L'examen des questions relatives au système monétaire occupe la première partie du volume; les discussions sont conduites avec une science pénétrante et subtile. L'auteur manie les chiffres avec une dextérité parfois inquiétante; du moins ne se laisse-t-il pas aveugler par l'esprit de système: quand un problème lui paraît insoluble ou susceptible de plusieurs solutions différentes, il le dit nettement. De la condition des personnes, il passe ensuite aux points les plus importants de l'histoire administrative: origines, pouvoirs et obligations des comtes et des shériffs, composition du Conseil du roi, de ce qu'on appelle couramment le *witena-gemot*, expression qui, d'ailleurs, ne se rencontre pas une seule fois dans tout le livre. Il ne s'arrête pas à discuter les diverses opinions des auteurs qui ont traité de ces questions avant lui, sauf en ce qui concerne l'ouvrage de M. Seebohm, qu'il prend quelquefois et assez vivement à partie; il consacre aussi un excursus à critiquer la théorie de Soether sur le système monétaire des Francs, mais c'est à peu près tout. Des érudits français qui ont étudié aussi soit ce système monétaire, soit l'origine de la noblesse par exemple, il ne dit mot. Je ne le lui

1. Voir *Rev. hist.*, t. XCHI, p. 379; t. XCIV, p. 117, 359.

2. *Studies on anglo-saxon institutions*. Cambridge, at the University press, 1905, xii-422 p. Prix: 8 sh.

reproche pas. Il ne veut avoir en face de lui que des textes, ce qui, au fond, est l'essentiel. Je regrette seulement que l'ensemble laisse une impression peu nette; après avoir lu deux fois son ouvrage, je ne serais pas encore sûr d'en pouvoir résumer fidèlement les conclusions.

Dans une érudite monographie sur la maison du roi en Angleterre avant la conquête normande<sup>1</sup>, M. Laurence Marcellus LARSON a étudié de très près les textes concernant le « comitatus » dont s'entouraient les rois anglo-saxons. Il a puisé ses renseignements dans les textes anglo-saxons et dans la littérature scandinave. Il a montré avec précision l'évolution du sens des mots employés pour désigner les titres, rangs et fonctions des personnes que les rois entretenaient à leur service. Au x<sup>e</sup> et au xi<sup>e</sup> siècle, ils n'avaient auprès d'eux que trois grands officiers : le bouteiller ou échançon, le chambellan et le sénéchal; le chef du trésor ou de la garde-robe n'était encore qu'un agent subalterne; quant au chancelier, M. Larson renvoie au livre futur de M. Stevenson pour la question de savoir si, avant Édouard le Confesseur, les rois avaient déjà une chancellerie organisée. Les Danois introduisirent un nouvel officier, le connétable, et, depuis 1033, on trouve auprès de Cnut une garde royale (*house carls*) qu'on a vainement essayé de rattacher à l'ancien *comitatus* germanique; les *house carls* sont d'origine norvégienne. Leur organisation nous est décrite dans la *Lex Castrensis* de Svenno (xi<sup>e</sup> siècle). Cette dissertation se termine par une revue trop rapide des emprunts que l'organisation anglo-saxonne a faits au continent et des modèles qu'elle lui a fournis.

Une brève, mais substantielle, dissertation du D<sup>r</sup> PAROW<sup>2</sup> expose la manière dont étaient rendus les comptes financiers des shériffs au xii<sup>e</sup> siècle, ce qu'on entend par la *firma comitatus*, comment étaient dressés les grands rôles de l'Échiquier ou rôles de la Pipe, quelles données ces rôles nous fournissent sur la répartition de la propriété foncière et la connaissance des principaux revenus de la royauté. L'auteur fait justement ressortir l'importance capitale du règne de Henri II dans l'histoire administrative de l'Angleterre; la législation de ce prince a créé un état de droit, unique alors en Europe et d'un caractère déjà tout moderne.

1. *The king's household in England before the norman Conquest*. Madison, Wisconsin. Bulletin de l'Université de Wisconsin, n° 100. History Series, vol. I, n° 2, p. 55-204. Prix : 50 cents.

2. *Compotus Vicecomitis. Die Rechenschaftslegung des Sheriffs unter Heinrich II von England. Eine Untersuchung über das Finanzsystem im anglo-normannischen Lehnstaat*. Berlin, Weidmann, 1906, Programm, 62 p. Prix : 1 m.



Le commentaire sur la Grande Charte, par M. William Sharp Mac KECHNIE, rendra aux historiens de réels services<sup>1</sup>. Le livre est bien composé : d'abord une introduction historique, en cinq chapitres, où sont exposés avec précision et sobriété 1° les événements qui ont contraint Jean sans Terre à concéder cette charte; 2° les causes de la crise; 3° la forme et le contenu de la Grande Charte; 4° son histoire au XIII<sup>e</sup> siècle et ses différentes rédactions jusqu'à la confirmation d'Édouard I<sup>er</sup>; 5° les expéditions originales qui nous en sont parvenues, les éditions et les commentaires qu'on lui a consacrés. Puis vient le commentaire, qui suit l'ordre des articles dans la charte de 1215; chacun de ces articles ayant d'abord été reproduit et traduit en anglais. Un appendice contient le texte des actes antérieurs à la Grande Charte et qui en sont comme le prototype : charte de Henri I<sup>er</sup> (1100)<sup>2</sup>, seconde charte d'Étienne (1136), charte de Henri II (1156), une prétendue « charte inconnue des libertés » de Jean<sup>3</sup>, les « articles des barons » (1215), les brefs royaux par lesquels Jean notifie la conclusion de la paix et ordonne l'observation de la Grande Charte, le texte de la troisième rédaction (1217), celui de la « Carta de foresta » (6 nov. 1217). Une bibliographie méthodique et un index complètent le volume.

L'appendice sera très utile; il ajoute quelques documents intéressants à ceux que j'ai réunis dans mes *Chartes des libertés anglaises*, mais pourquoi n'avoir pas donné le texte de la charte de 1225? Seule, comme chacun sait, cette rédaction contient la forme définitive de la Grande Charte; seule elle a passé dans le livre des statuts; seule elle a eu force de loi devant les tribunaux de la couronne. La charte de Jean, sortie d'une tourmente révolutionnaire, n'a eu qu'une existence éphémère; on peut presque dire qu'elle n'a qu'un intérêt d'érudition. Celle de Henri III dure encore après

1. *Magna Carta. A Commentary of the great Charter of king John; with an historical introduction.* Glasgow, J. Maclehose, 1905, xix-607 p.

2. M. Mac Kechnie ne connaît-il pas le texte critique de cette charte, qu'a publié M. Félix Liebermann dans les *Transactions* de la *R. histor. Soc.* (1894)? Il aurait dû s'en servir.

3. On désigne sous ce nom une sorte de brouillon ou de résumé, sans aucune forme authentique, qui se trouve dans les *Layettes du Trésor des chartes* (J. 655; édit. Teulet, t. I, p. 423). Comment ce document est-il arrivé là? Quand et pour quelle fin a-t-il été rédigé? Ces points restent obscurs. M. Mac Kechnie appelle l'attention sur un passage où le chroniqueur Roger de Wendover raconte que, le 27 avril 1215, les émissaires du roi s'étant abouchés avec les chefs des barons soulevés, rapportèrent une cédule mentionnant les anciennes lois et coutumes du royaume, et il propose d'identifier cette cédule avec le parchemin conservé dans les archives de France. Ajouter la note de M. Petit-Dutaillis à la suite de la traduction française de Stubbs, t. I, p. 869.

sept siècles bientôt révolus; c'est elle qui, logiquement, aurait dû servir de cadre au commentaire.

Ce commentaire a de grands mérites. Un seul comptait jusqu'ici; ce n'était ni celui de Barrington (1766), dont les Observations sont incomplètes et sans originalité, ni celui de Sullivan (1772), qui est trop général. Il fallait remonter à celui de Coke, copieux, approfondi, instructif comme interprétation du document au point de vue strictement juridique; mais, chez Coke, le sens critique est inférieur à l'érudition, il raisonne, distingue et subtilise à l'excès. M. Mac Kechnie l'a eu constamment sous les yeux; peut-être même est-il trop enclin soit à se couvrir de son autorité, soit à le discuter; j'aurais préféré le voir plus souvent placer en face du texte de la Grande Charte celui des juriconsultes du *xiii<sup>e</sup>* siècle. Il renvoie à Glanville, au *Note book* de Bracton, aux publications de la Selden Society; il aurait pu faire un plus fréquent usage du traité de Britton et de la *Fleta*, écrits au temps même où Édouard I<sup>er</sup> confirmait les chartes. Ce commentaire n'est pas une pure compilation; M. Mac Kechnie sait être personnel; il combat avec succès Hallam et Stubbs; sur certains points, par exemple sur l'origine du jury, il présente des vues intéressantes et qui ne se rencontrent pas partout. Mais il n'est pas tout à fait complet. L'article 43 de la charte de 1215 parle des « honneurs » de Wallingford, de Nottingham, de Boulogne et de Lancaster. M. Mac Kechnie ne paraît pas avoir institué la moindre recherche sur ces fiefs, non plus que sur les parents de Gérard « de Athyes », Engelard « de Cygony », Pierre, Gion et André « de Cancellis », Geoffroi « de Martinny » (article 50). Les hommes l'intéressent évidemment moins que les institutions. D'autre part, n'aurait-il pas dû faire porter aussi son commentaire sur les articles des rédactions autres que celle de 1215? N'est-il pas fâcheux de passer sous silence une institution comme celle du franc-plège par exemple (article 35 de la charte de 1225)?

L'introduction historique est très digne d'attention. Le récit des événements qui aboutirent à la Grande Charte est exact, sans minutie. La question de l'écuage (*scutagium*) est exposée avec force; on nous montre que cette obligation féodale, réclamée seulement à titre exceptionnel par Henri II et même par Richard, devint sous Jean une charge presque annuelle; pour l'année 1213-1214, elle fut de trois marcs par fief de chevalier. C'est cette contribution extraordinaire, dont le chiffre n'avait pas encore été atteint, qui détermina le soulèvement. Le caractère de la Grande Charte est analysé avec pénétration, et c'est là une des parties de l'introduction qui paraîtront les plus neuves à beaucoup de personnes. M. Mac Kechnie est tout dis-

posé à contresigner le jugement de Maitland, qui écrivait : « Avez-vous jamais pesé la forme, le plan, l'idée principale de la *Magna Carta*? Si oui, votre révérence pour ce texte sacro-saint aura peine à vous empêcher de lui appliquer dans le secret de votre conscience les épithètes d'inept ou d'enfantin. » Il s'efforce d'en atténuer l'importance au point de vue politique : la Grande Charte a légiféré non pour la nation, mais pour des classes séparées. C'est vrai dans le sens étroit de la lettre; néanmoins, ces classes séparées, qui arrachent au roi des privilèges, ne formaient-elles pas alors ce qu'on pourrait appeler le pays légal? Il ne faut pas considérer ici seulement l'antagonisme de classes convoitant des privilèges rivaux, mais la communauté des souffrances qui, pour un moment, donne plus ou moins obscurément à des classes hostiles le sentiment qu'elles formaient une nation. Quant à l'incohérence que l'attention la plus distraite constate dans la Grande Charte<sup>1</sup>, elle ne saurait étonner personne; c'est un trait commun à tous les actes législatifs du moyen âge.

Si j'ai pu, dans l'œuvre de M. Mac Kechnie, signaler des défauts ou des lacunes, je dois répéter en finissant ce que j'ai déjà dit, qu'elle me paraît tout à fait digne d'éloges. C'est un livre qu'il faudra consulter pour l'histoire des institutions politiques et administratives de l'Angleterre au XII<sup>e</sup> et au XIII<sup>e</sup> siècle; il a sa place marquée à côté de Stubbs dans la bibliothèque des érudits.

Il ne faudrait pas essayer de se faire une idée du livre publié par M. L. W. Vernon HARCOURT d'après son titre : « Sa Grâce le Sénéchal et le jugement des Pairs du royaume<sup>2</sup>. » La première moitié du volume est une étude sur le dapiférat au XI<sup>e</sup> et au XII<sup>e</sup> siècle et sur la charge de sénéchal du royaume qui devint héréditaire à partir du milieu du XIII<sup>e</sup>. Ce fonctionnaire, qui compte parmi les grands officiers de la couronne, mais qui, jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle, eut plus de prétentions que de droits, et ne joua guère de rôle légal qu'au couronnement des rois, fut au XV<sup>e</sup> siècle et surtout sous les Tudors président du tribunal devant lequel étaient traduits les pairs du royaume

1. M. Mac Kechnie n'a pas songé à étudier la Grande Charte au point de vue purement diplomatique; d'ailleurs, il ne paraît pas familier avec ce genre d'observation : il parle en termes trop vagues (p. 218) du titre royal; il semble avoir oublié le changement imposé à cet égard par le traité de Paris en 1259. Voir Giry, *Manuel de diplomatique*, p. 798.

2. *His Grace the Steward and trial of peers. A novel inquiry into a special branch of constitutional government, founded entirely upon original sources of information and extensively upon hitherto unprinted materials.* Londres, Longmans, 1907, XII-500 p. Prix : 16 sh.

accusés de trahison. Et c'est à cet office qu'est consacrée la seconde partie du volume; mais l'auteur l'a fait précéder d'une longue dissertation sur un point de la procédure féodale : le jugement par les pairs. En réalité, le volume est composé de deux ou même de trois sujets dont les rapports entre eux sont parfois très lointains. On pourrait y signaler encore d'autres défauts : l'auteur commence brusquement au XI<sup>e</sup> siècle et suit parallèlement l'institution du dapiférat en Angleterre, en Normandie et dans le royaume capétien, sans rien dire des origines plus anciennes de cette fonction; ici M. Larson aurait pu être un précieux guide pour M. Harcourt; mais celui-ci paraît avoir ignoré la dissertation de l'érudit américain. Enfin le livre se termine sans conclusion; l'auteur prend congé de son lecteur sans lui présenter un résumé logique et précis de sa thèse. A chacun d'en rechercher ça et là les idées directrices. Au moins la recherche est-elle profitable. L'auteur connaît bien les textes; il les rapporte copieusement soit en note, soit dans l'appendice qui suit chacun des douze chapitres de l'ouvrage<sup>1</sup>. Plusieurs n'avaient pas encore été publiés<sup>2</sup>, et il est très commode de les trouver groupés et comme portés à pied d'œuvre. Les points les plus intéressants sont le commentaire de l'art. 39 de la Grande Charte sur le « *judicium parium* », où l'auteur se sépare nettement, par exemple, de M. Mac Kechnie; le chapitre relatif à la condamnation de Jean Sans-Terre par les pairs de France, où sont présentées des interprétations jusqu'à un certain point nouvelles, risquées par endroits<sup>3</sup>; enfin le dernier cha-

1. Première partie, chap. I : Histoire du dapiférat en France et en Angleterre jusqu'à la fin du règne de Henri I<sup>er</sup>. II : le dapiférat et les sénéchaux héréditaires au temps de l'anarchie et jusqu'à l'avènement de Richard I<sup>er</sup>. III : Comment la maison de Montfort posséda seule le titre de sénéchal héréditaire de la maison du roi. IV : L'Évolution du sénéchalat héréditaire entre les mains de Simon de Montfort, jusqu'en 1265. V et VI : les Sénéchaux lancastris depuis Edmond, frère d'Édouard I<sup>er</sup>, jusqu'au duc de Clarence, dernier détenteur de cet office. Deuxième partie, chap. VII : le Jugement des pairs; étude sur l'art. 39 de la Grande Charte. VIII : Jean Sans-Terre et sa condamnation par les pairs de France. IX : le Jugement des pairs au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècle. X : Au XIV<sup>e</sup> siècle : les « causes célèbres » des règnes d'Édouard III et Richard II. XI : Au XV<sup>e</sup> siècle : la « *cour of chivalry* »; histoire de la procédure jusqu'à l'année 1497, lorsque Lord Audeley fut condamné par un « tribunal de chevalerie » pour la part qu'il avait prise au soulèvement de Cornouailles. XII : Institution du tribunal du Grand Sénéchal.

2. Par contre, il aurait fallu dire, p. 142, que l'accord intervenu entre l'évêque d'Exeter et le comte de Devon en 1308 avait été publié par M. Hingeston-Randolph, et, p. 164, que le traité sur la sénéchaussée se trouve déjà dans Bémont, *Simon de Montfort*, p. 324.

3. Il m'est impossible d'accepter la traduction de la lettre d'Innocent III : « *Justicia preeunte* » (p. 250) et de la réponse des envoyés du prince Louis :

pitre, où il est démontré que le comte de Huntingdon, compromis dans ce qu'on appelle « la révolte de Kent » (1400), fut mis à mort sans jugement et que, par conséquent, le rapport inséré dans le Yearbook de cette année, et qui résume le procès intenté au comte à Westminster (premier exemple de la juridiction spéciale du grand sénéchal), est un faux fabriqué sans doute pour légitimer la condamnation et le supplice du comte de Warwick cent ans plus tard (1499). Je ne dirai pas que les conclusions de l'auteur soient toujours aussi neuves qu'il le paraît<sup>1</sup> ni qu'elles s'imposent nécessairement; mais il convient d'en tenir le plus grand compte.

M. Charles Austin BEARD est l'auteur d'une bonne monographie sur l'office de juge de paix en Angleterre<sup>2</sup>. A la suite de Stubbs, il en trouve l'origine dans les *conservatores* ou *custodes pacis* qui furent institués en 1195; contre Stubbs, il montre qu'au XIII<sup>e</sup> siècle ou, plus exactement, sous Édouard I<sup>er</sup>, ces *custodes* n'ont pas été élus, mais nommés par le roi. Sous Édouard III, ils furent chargés de juger tous les crimes et délits commis contre la paix du roi. Ces « juges de la paix royale », recrutés presque uniquement parmi la petite noblesse des comtés, virent leur compétence et leur autorité s'étendre peu à peu durant le XV<sup>e</sup> siècle; sous les Tudors, ils étaient les agents universels de l'administration locale; soumis au contrôle et recevant directement les ordres du *Privy Council*, ils constituèrent le rouage principal de la centralisation administrative, de ce que Green appelait la « Nouvelle monarchie ». Les quatre chapitres consacrés à cette organisation, arrivée alors à son plus haut degré d'importance, sont solidement construits, avec de bons matériaux. L'autorité classique pour l'étude de la justice de paix au temps d'Élisabeth est l'*Eirenarchia* de Lambarde; M. Beard en a donné d'instructifs extraits en appendice.

L'élément premier de l'organisation féodale en Angleterre est le manoir. Nous savons assez bien ce que fut le manoir à partir du XIII<sup>e</sup> siècle, époque où les textes législatifs, les chartes d'inféodation, les rôles sur lesquels étaient transcrits les actes de l'administration seigneuriale deviennent de plus en plus nombreux; mais nous

« *Ipsium regem depositum appellaverunt...* » (p. 266). Il serait hors de propos de reprendre ici la discussion.

1. Quand M. Harcourt s'ingénie, p. 128-137, à prouver que Simon de Montfort n'a jamais été « justicier » d'Angleterre, il n'ajoute rien, quant au fond, à ce que j'ai dit moi-même, *Simon de Montfort*, p. 102 et 229.

2. *The office of Justice of the Peace in England; its origin and development*. New-York, Columbia University press (Studies in history, economics and public law, vol. XX, n° 1, p. 1-184). Prix : 1 d. 50 cents.

voions moins clairement comment et à quelle époque il s'est formé. Depuis une génération ou deux, on a examiné et comparé trop de documents pour penser tout simplement que le manoir est une institution normande importée par la Conquête; on a maintes fois constaté sous le régime anglo-saxon l'existence des particularités qui le caractérisent; mais on n'avait encore sur ces points que des lumières confuses. Le nouvel ouvrage de M. Paul VINOGRADOFF<sup>1</sup> fera faire un très grand pas à l'étude des multiples et difficiles questions que soulève la notion du manoir. Le savant professeur de jurisprudence à l'Université d'Oxford s'est depuis longtemps préoccupé de ces problèmes. Il a commencé par étudier<sup>2</sup> l'organisation sociale, économique et administrative du village à l'époque où elle est le mieux connue (XI<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècle); maintenant, il prend le problème à ses sources mêmes et dans ses plus anciens développements. Le manoir tel qu'il fonctionne du XIII<sup>e</sup> siècle à la fin du XV<sup>e</sup> est à ses yeux le dernier terme d'une évolution qui remonte aux origines mêmes de la civilisation anglaise. Il étudie donc tout d'abord l'état des personnes et des terres, l'appropriation et l'exploitation du sol à l'époque celtique, puis au temps de la domination romaine. Il montre que celle-ci n'a pas laissé de traces très profondes; sans doute le régime romain de la *villa*, la notion du *fundus*, appliqués en Bretagne pendant deux siècles environ, n'ont pas disparu tout entiers après l'arrivée des envahisseurs germains, mais leur action a été superficielle; d'autre part, le clan, la tribu celtiques, respectés par les Romains, ont continué d'exister après la conquête anglo-saxonne, même en dehors des régions montagneuses du nord (Écosse) et de l'ouest (Galles), même en dehors de l'Irlande, où l'élément celtique se maintient à l'état de pureté. Le fait qui caractérise ce régime, c'est la possession et l'exploitation communes du sol par des groupes de famille qu'unissent des liens de parenté. Les envahisseurs de race teutonique apportèrent avec eux d'autres idées et d'autres coutumes. Ce n'étaient plus des pasteurs, mais des guerriers; à leur tête, ils avaient non des chefs de famille, mais des chefs militaires qui s'arrogèrent des droits politiques, s'emparèrent du sol, asservirent les faibles et leur imposèrent des rentes et des services. La société se reconstitua sous l'influence du patronage et des seigneuries se formèrent un peu partout. Avec la terre, devenue propriété individuelle (*bookland*), souvent en vertu d'un acte écrit (*libellus*, *book*), le seigneur reçut ou usurpa des droits

1. *The Growth of the manor*. Londres, Swan Sonnenschein; New-York, the Macmillan Co., 1905, vii-384 p.

2. *Villainage in England*. Cf. *Rev. hist.*, t. I, p. 129,



de justice et fut détenteur d'une part de l'autorité royale. Sur ces terres, il eut, outre une résidence fixe (*mansus indominicatus*), une ferme domaniale au centre des terres cultivées par les vilains (*inland demesne*), et cette ferme fut exempte des taxes ordinaires qui retombèrent sur les vilains. Dès lors, le manoir était né. Le mot est d'origine franco-normande; la chose existait avant l'arrivée des Normands. M. Vinogradoff analyse avec beaucoup de finesse les différences qui distinguent le manoir anglais avant et après la Conquête et les faits qui firent peu à peu triompher la maxime « nulle terre sans seigneur ». Au XIII<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre fut couverte d'un réseau de manoirs mouvant les uns des autres, organisés non pas uniquement pour l'exploitation agricole du pays, mais pour servir l'État en ce qui concernait l'armée, les impositions, la justice et la police. Cet exposé permet à M. Vinogradoff de dissiper définitivement certains mirages, d'écarter des théories trop absolues qui attribuent une part exclusive soit à l'élément romain, soit à l'élément teutonique, dans le développement économique et politique de l'Angleterre; s'appuyant sur le plus récent ouvrage de M. Seebohm (*Tribal England*), il accorde une grande influence à l'élément celtique.

M. Vinogradoff n'a pas donné à son livre l'aspect d'une œuvre d'érudition; les notes sont renvoyées en bloc à la suite de chacune des trois divisions qu'il a adoptées<sup>1</sup>; il ne discute pas, il expose. Son exposition est d'ailleurs toujours claire, bien distribuée, pleine de faits, d'observations personnelles, substantielle sans lourdeur; elle instruit et fait penser. Émule de Seebohm, de Pollock et Maitland, de Round, pour ne citer que les noms les plus connus du lecteur français, M. Vinogradoff est un des meilleurs ouvriers qui travaillent à retrouver les origines scientifiques des institutions anglaises.

Sur le développement économique des manoirs, voici une excellente monographie de M<sup>lle</sup> Frances Gardiner DAVENPORT, concernant le manoir de Forncett, au comté de Norfolk<sup>2</sup>. Un passage du Domesday book, plusieurs rôles relatifs aux années 1272-1273, 1376-1378, 1400, une suite de testaments rédigés par des serfs du manoir (1501-

1. Livre I, Période pré-anglaise : organisation de la tribu celtique et influence romaine. Livre II, Période anglo-saxonne (*old english*) : conquête de l'Angleterre par les Anglo-Saxons; groupements de la population; le « township » et la répartition du sol; le système de la coopérative agricole (*open field system*); histoire du domaine rural (*holding*); origines du manoir. Livre III, Période féodale : principes sur lesquels est établi le « Domesday book »; propriété et exploitation agricole; classes de personnes.

2. *The economic development of a Norfolk manor, 1086-1565*. Cambridge, at the University press, 1906, 105 et cit p.

1559), tous publiés en appendice, un cadastre de 1565 ont permis à l'auteur de tracer un tableau minutieux de l'exploitation économique de ce manoir à plusieurs époques. Le dernier chapitre a été consacré au mouvement de la population. L'auteur constate que le nombre des habitants diminua de moitié après la peste noire et qu'en second lieu, de 1376 à 1565, le nombre des habitations a peu varié, c'est-à-dire que Forncett ne nous donne pas le spectacle de cette destruction des maisons rurales qui a soulevé de si grandes lamentations depuis la fin du xv<sup>e</sup> siècle. Il ne serait pas scientifique de généraliser ces faits ; mais ils sont précieux à recueillir.

Soixante pages ont suffi à M. Henry Charles TAYLOR<sup>1</sup> pour résumer un des faits les plus saillants qui ont caractérisé la condition de la propriété rurale en Angleterre depuis la fin du xvii<sup>e</sup> siècle : la disparition de la classe des « yeomen ». Ce fait social est incontestable ; mais il est incontestable aussi que les fermiers ont d'ordinaire trouvé auprès de leurs propriétaires des conditions rémunératrices, « et les champs de l'Angleterre prouvent qu'il n'est pas essentiel pour une bonne agriculture que le fermier soit propriétaire du sol ». C'est sur cette conclusion optimiste que se clôt cette brochure, d'ailleurs intéressante.

D'une plus grande portée et d'un mérite supérieur est l'ouvrage de M. Gilbert SLATER sur un sujet très voisin, identique même par endroits : la condition des paysans et la formation des grands domaines en Angleterre<sup>2</sup>. On sait qu'au moyen âge, les terres, réparties par minces parcelles entre les paysans, étaient d'ordinaire cultivées en commun. Cette sorte de coopérative agricole constituait la « communauté de village » ; les parcelles soumises à ce régime étaient seulement séparées par une bande de terre laissée en friche. C'est ce qu'on appelait l'« open field system ». On sait enfin qu'à partir surtout du xv<sup>e</sup> siècle, beaucoup de propriétaires convertirent les terres à blé en pâturages où les troupeaux étaient maintenus par des clôtures. Cette transformation, que suffit à indiquer le mot « enclosure », a préparé la ruine de la petite propriété rurale, de la classe des paysans libres. Des plaintes vives et répétées se sont fait entendre

1. *The decline of landowning farmers in England*. Madison, Wisconsin, 1904, 66 p. (Bulletin de l'Université de Wisconsin, n° 96. Economic and political science series, vol. I, n° 1).

2. Il serait impossible en français de traduire littéralement le titre de ce livre : *The english peasantry and the enclosure of common fields*. On peut dire que l'ancienne France n'a connu ni « open fields », ni « village community », ni « enclosures ». N'ayant pas eu les choses, il nous faudrait aujourd'hui forger des mots pour les désigner. — L'ouvrage a paru à Londres, chez Constable, 1907, xiii-337 p. Prix : 10 sh. 62.

pendant tout le <sup>xvi</sup><sup>e</sup> siècle sur ces conséquences désastreuses. Il est probable qu'on les a exagérées, et l'historien a le devoir aujourd'hui de considérer les faits avec plus de sang-froid. M. Slater a étudié le phénomène au <sup>xviii</sup><sup>e</sup> et au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. Il a dressé la liste, fort nombreuse, des lois votées par le Parlement depuis 1727 jusqu'à ces tout derniers temps. Il a d'ailleurs soigneusement distingué celles qui autorisaient à « enclorre » les anciens « common fields » et celles qui supprimaient, en les appropriant, les biens communaux. Il montre, par des exemples bien choisis et empruntés aux régions les plus diverses de l'Angleterre, comment fonctionnait le système coopératif, comment il a cédé la place au système moderne de la grande propriété consacrée soit à l'élevage des troupeaux, soit à des cultures intensives, et il en déduit les conséquences économiques et sociales. Évidemment, ce système a dépeuplé en beaucoup de points les campagnes; il a créé un prolétariat agricole, rendu plus onéreuse l'assistance publique (par les *poor laws*); mais, d'autre part, il a contribué au développement économique du pays, à la production et à la diffusion de la richesse; tout compte fait, le gain, pour la nation entière, l'emporte de beaucoup sur les pertes. M. Slater arrive à ces conclusions après de nombreux détours et de minutieuses observations que des planches, malheureusement trop réduites, mettent sous les yeux du lecteur. Il pense d'ailleurs que l'étude du passé peut rendre service au législateur que doit préoccuper l'avenir de l'agriculture en Angleterre. Il faut que celle-ci devienne plus démocratique. « Je veux dire par là que le principe de la propriété collective du sol doit être établi ou rétabli, que la coopération agricole doit être remise en vigueur conformément aux besoins nouveaux; que le droit ancien pour tout homme qui cultive le sol d'arriver à le posséder doit être restauré » (p. vii). Ces mots, qui terminent la préface, indiquent les préoccupations de l'auteur; mais son exposé conserve un caractère strictement historique. Le théoricien s'efface devant l'érudit penché sur les cartes, les statistiques et les textes.

Pour bien connaître une institution, il peut être utile de voir ce qu'elle devient quand on la transplante dans un autre pays : les *Assises de Jérusalem* jettent un grand jour sur le régime féodal de la France. Au <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle, ce même régime a été transplanté au Canada; ce qui s'est passé là-bas fait mieux comprendre ce qui s'est passé chez nous. L'ouvrage de M. William Bennett Munro<sup>1</sup> intéresse donc également la colonie et la mère patrie. Il est bien composé. Après un

1. *The seigniorial system in Canada; a study in french colonial policy.* New-York, Longmans, 1907, xiii-296 p. Prix : 10 sh. 6 d. (Harvard historical Studies, n° 13).

chapitre sur l'organisation des tenures féodales en France au <sup>xviii</sup> siècle, l'auteur expose les conditions historiques et juridiques dans lesquelles ont été constitués les fiefs concédés par la royauté au Canada de 1598 à 1711. Notons deux points principaux : tout d'abord, bien que les colons eussent été recrutés pour les quatre cinquièmes en Normandie, c'est la coutume de Paris qui, en 1664, fut définitivement donnée à la colonie. En second lieu, parmi les obligations qui incombaient aux seigneurs, il en est une qui appartient exclusivement à la législation canadienne; c'est le *jeu de fief*, c'est-à-dire l'obligation pour le seigneur de concéder en arrière-fief les terres dont il n'avait pas encore disposé, aux conditions de prix et de redevances déterminées par la coutume. Cette obligation, dont on trouve la première trace en 1672, fut définitivement ordonnée par ce qu'on appela les arrêts de Marly (1711); elle avait pour but de favoriser la colonisation. L'auteur étudie ensuite les avantages que le seigneur pouvait retirer de ses tenures : redevances en argent et en nature, banalités, émoluments de justice. Il est intéressant de constater que les premières concessions de fief ne comportaient pas le droit pour le seigneur de rendre la justice; il n'y en a pas d'exemple avant 1663 et même, depuis lors, le droit de justice ne découlait pas *ipso facto* de la possession d'un fief; il fallait qu'il fût expressément spécifié dans l'acte d'inféodation. Le chapitre x traite des rapports entre le système seigneurial et l'Eglise. Celle-ci fut richement dotée; les Jésuites à eux seuls possédaient la huitième partie du sol et leurs domaines étaient dans les régions les plus fertiles, les plus avantageuses pour l'exploitation et la colonisation. Venaient ensuite l'évêque et le séminaire de Québec, Saint-Sulpice, les Ursulines de Québec, les Récollets, etc. Survient la guerre de Sept ans. Le Canada est conquis par les Anglais et cédé par la France. Les Anglais respectèrent les tenures féodales; ils autorisèrent la concession de seigneuries comme par le passé, garantirent aux seigneurs leurs droits, maintinrent la vieille coutume de Paris en matière de tenure, tandis qu'ils introduisaient la loi anglaise en matière criminelle. Il y eut même en 1772 une sorte de codification de la loi française qui fut votée par le Parlement anglais en 1775. Mais les juges anglais, ignorants ou malintentionnés, étaient incapables d'appliquer des articles dont ils ne pouvaient ou ne voulaient comprendre le sens; de là de nouvelles difficultés qui disparurent seulement avec l'abolition du système seigneurial en 1854. Ce très intéressant ouvrage se termine par une bibliographie qui sera bien accueillie, surtout en France, et par un copieux index.

L'Histoire du commerce et de l'industrie en Angleterre à l'époque

moderne, par M. W. CUNNINGHAM, est parvenue à sa troisième édition<sup>1</sup>. Cette édition doit être recommandée d'une façon particulière aux historiens. Elle n'est pas une simple revision ; l'auteur a refait entièrement son livre. Les divisions ne sont plus les mêmes ; maintenant, l'auteur a partagé en deux grandes sections la période moderne qu'il fait commencer, comme on le sait, à l'avènement d'Élisabeth. La première section a pour sous-titre « le Système mercantile » ; la seconde « Laissez faire ». Ce qui caractérise la première, c'est l'intervention de l'État dans tous les domaines du monde économique, intervention toute-puissante sous Élisabeth, de plus en plus vivement discutée sous les Stuarts, contrôlée sans profit pour la nation par les Whigs maîtres du pouvoir après 1689, ruinée enfin par la révolution industrielle du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>, qui a complètement transformé l'Angleterre en moins d'un siècle. Le soulèvement des colonies américaines marque la transition entre le système de l'intervention et celui du « Laissez faire ». A chacune de ces deux sections est consacré un tome, car il a fallu couper en deux le volume, qui maintenant dépasse mille pages. Ce n'est pas seulement le plan général qui a été modifié ; il y a peu de chapitres qui n'aient été refaits plus ou moins complètement ; la bibliographie a été mise à jour ; les notes, plus nombreuses et plus détaillées, contiennent souvent des extraits de documents inédits ; on en trouve également dans les appendices qui ont été presque entièrement renouvelés. La partie qui a le plus bénéficié de ces améliorations est celle qui concerne la guerre civile et la Restauration ; le point de vue particulier auquel se place M. Cunningham lui a permis d'esquiver le danger auquel succombaient d'ordinaire les anciens auteurs, je parle des plus qualifiés ; il a pour ainsi dire ignoré les luttes des sectes religieuses et des factions politiques et n'a pas eu à prendre parti pour le roi ou pour le parlement, pour les whigs ou les tories ; par cela même, la Restauration nous apparaît sous un nouveau jour et beaucoup plus favorable. Enfin les résumés imprimés en « manchettes » tout le long de l'ouvrage ont été reproduits à la suite, au lieu et place de la table des matières. Ils constituent un répertoire commode auquel on souhaiterait cependant plus de concision, des formules plus saisissantes.

Mais la conception même de l'ouvrage n'a pas changé. Ce n'est pas une histoire du commerce et de l'industrie qu'a écrite M. Cun-

1. *Growth of the English industry and commerce in modern times*. Vol. I : *the Mercantile system* ; vol. II : *Laissez faire*. Cambridge, at the University press, 1903, xxxviii-1039 p. Prix : 25 sh.

2. Voir le livre récent de M. Mantoux, *la Révolution industrielle au XVIII<sup>e</sup> siècle*.

ningham, c'est plutôt une histoire de l'Angleterre considérée au point de vue économique. Sans doute, le commerce et l'industrie occupent une place prépondérante ; mais l'agriculture, la législation monétaire, la condition des personnes, l'assistance publique, l'administration, etc., y figurent aussi en bon lieu. Il semble que l'auteur ait voulu tout voir et tout dire. Aux résultats de son travail personnel, qui est considérable et incessant, il ajoute volontiers le fruit du travail des autres et il insère tout un chapitre sur la politique économique de Burleigh, qui a pour auteur Miss Lilian Tomn (p. 53-84). Un plan plus rigoureux, où l'on verrait chaque partie prendre sa place logique et mesurée, aurait fait de cet ouvrage un beau livre ; tel qu'il est, il est très instructif et sera longtemps fort utile. On peut croire qu'encouragé par le succès, l'auteur pourra encore le refondre et l'améliorer.

Il devra prendre en considération, par exemple, des études telles que la thèse de M<sup>lle</sup> Stella KRAMER, sur les causes de la disparition des corporations industrielles<sup>1</sup>. L'opinion généralement acceptée par les historiens est que ces corporations ou *craft guilds* furent ruinées par une législation hostile. Pour M<sup>lle</sup> Kramer, il n'en est rien. Si la loi de 1437 soumit ces guildes au contrôle onéreux des juges de paix, elles continuèrent, comme auparavant, d'être soumises aux autorités locales. La sécularisation des biens du clergé régulier sous Édouard VI appauvrit les guildes mais ne les ruina pas ; elles furent privées seulement de cette partie de leurs revenus qui était affectée à des objets religieux. Le statut d'apprentissage de 1563 n'a pas donné le coup de grâce aux guildes en les empêchant pour ainsi dire de se recruter ; il ne fit que généraliser des mesures depuis longtemps en vigueur à Londres et, d'ailleurs, même après cette date, de nouvelles guildes prirent naissance. S'il est vrai que, dans le même temps, on vit des guildes ayant des objets semblables se fondre les unes dans les autres, cet amalgame, qui en diminua beaucoup le nombre, fut l'œuvre propre du mouvement industriel et non d'une législation persécutrice. Ce n'est donc pas la loi qui, sous les Lancastre et les Tudors, a tué les *craft guilds* ; comment ont-elles disparu ? C'est un autre sujet que M<sup>lle</sup> Kramer se défend de traiter.

Il a été repris en partie par M. George UNWIN, qui se place d'ailleurs à un point de vue un peu différent<sup>2</sup>. Tandis que M<sup>lle</sup> Kramer

1. *The english craft gilds and the government ; an examination of the accepted theory regarding the decay of the craft guilds*. New-York, the Columbia University press, 1905, 147 p. (Columbia University. Studies in history, economics and public law, vol. XXIII, n° 4).

2. *Industrial organization in the sixteenth and seventeenth centuries*. Oxford, at the Clarendon press, 1904, vii-277 p.



étudie les *craft guilds* du dehors, si je puis dire, celui-ci en montre l'organisation intérieure, en insistant encore plutôt sur la condition des ouvriers, sur les rapports entre employeurs et employés; il veut montrer comment le vieux système de la guilde s'est modifié de façon à préparer le groupement nouveau et tout moderne des *trade-unions*. C'est surtout pour l'époque des deux premiers Stuarts que son étude consciencieuse et intelligente devra être consultée.

M. Unwin a plus d'une fois rencontré sur son chemin le beau travail de M. Sidney Webb et de sa femme sur le *trade-unionism*. Les mêmes auteurs ont abordé un sujet très différent en entreprenant une vaste enquête sur le gouvernement local. Dans leur esprit, ces recherches avaient pour but une étude sur les problèmes pratiques du temps présent; mais les réformes des années 1832-1835 ne se comprennent que si l'on connaît l'état antérieur, et ceci les a conduits à étudier la période qui s'étend de la Révolution de 1689 jusqu'à la grande loi municipale de 1835, période d'ailleurs fort intéressante et qui présente une grande unité, puisqu'à aucun autre moment de l'histoire le gouvernement ne s'est désintéressé davantage des affaires locales; jamais la décentralisation administrative n'a été aussi complète<sup>1</sup>. Dans un premier volume, M. et M<sup>me</sup> Webb ont étudié la paroisse et le comté; ils traiteront ensuite des franchises seigneuriales et des corporations municipales, des administrations spéciales établies par la loi, de l'assistance publique et de la criminalité. Les sources auxquelles ils ont puisé sont très nombreuses: registres et comptes paroissiaux, procès-verbaux et notes des juges de paix dans leurs sessions trimestrielles, journaux locaux, correspondance administrative, lois votées par les deux chambres du Parlement. Pour son grand travail sur les institutions communales, Gneist n'avait guère pu utiliser que le recueil des statuts; à ce seul point de vue, le nouveau livre, établi sur une base beaucoup plus large, dépasse donc déjà l'ancien, resté jusqu'ici classique. Une rapide inspection suffit d'ailleurs pour attester le soin scrupuleux avec lequel il a été composé, la variété des questions qu'il résout, la précieuse contribution qu'il apporte à l'histoire de ces organismes locaux dont les Français en particulier connaissent si mal le fonctionnement. J'aurai l'occasion de revenir sur ce beau livre lorsqu'il sera terminé.

J'apporterai le même tribut d'éloges au grand ouvrage du Dr Julius Hatschek, professeur à l'Université de Heidelberg<sup>2</sup>. Un premier

1. *English local government, from the Revolution to the municipal corporations act*. Vol. I: *The parish and the county*. Londres, Longmans, 1906, xxv-664 p. Prix: 16 sh.

2. *Englisches Staatsrecht, mit Berücksichtigung der für Schottland und Irland geltenden Sonderheiten*. Tubingue, Mohr (Paul Siebeck), 2 vol., 1905-

volume traite des institutions politiques<sup>1</sup>; le tome II, des institutions administratives<sup>2</sup>. L'auteur s'est entouré des meilleurs renseignements; aux textes imprimés, il a çà et là ajouté des documents inédits tirés des manuscrits du British Museum; pour déterminer certaines pratiques administratives ou gouvernementales, il s'est adressé à de hauts fonctionnaires qui lui ont fourni les faits, les chiffres demandés. Depuis la réforme électorale de 1832, l'Angleterre est devenue de plus en plus un état démocratique et centralisé. Rud. Gneist a pu montrer que ces institutions anglaises avaient pour base essentielle l'idée de « selfgovernment ». Vraie seulement en partie alors que le savant jurisconsulte prussien la formulait, en pensant d'ailleurs à la Prusse au moins autant qu'à l'Angleterre, cette théorie ne répond plus aujourd'hui ni aux mœurs politiques, ni aux lois, ni aux usages administratifs. M. Hatschek s'est proposé de refaire l'œuvre de Gneist, sans écarter absolument de son esprit les préoccupations qui sollicitaient le professeur de Königsberg : il a constamment les yeux fixés sur le droit politique et administratif de l'Allemagne, au point de paraître par endroits avoir voulu écrire un traité de droit comparé<sup>3</sup>. J'ajoute aussitôt que la comparaison est toujours instructive; on peut voir en particulier au tome II ce qui concerne la police, qui a été organisée dans des conditions tout à fait différentes et sur des bases diamétralement opposées dans les deux pays.

Et maintenant, si l'on veut réfléchir sur les grands courants de l'opinion politique en Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle et sur la part qu'on peut leur attribuer dans la législation, qu'on lise le nouveau livre de M. A. V. DICEY<sup>4</sup>. C'est un recueil de douze leçons professées d'abord à Harvard, puis à Oxford. L'auteur leur a gardé la forme de conférences, c'est-à-dire qu'il a réduit les références bibliographiques au

1906, XII-669 et VII-710 p. (Handbuch des öffentlichen Rechts). Prix de chaque volume : 22 m.

1. Le t. I (*die Verfassung*) comprend les divisions suivantes : I. Fondements du droit public en Angleterre : la théorie de la corporation et l'État; les sources du droit anglais. II. Le domaine de la souveraineté : l'empire britannique et sa population. III. Les organes suprêmes de l'État : le Parlement et la Couronne.

2. Le t. II (*die Verwaltung*) comprend la quatrième division : le gouvernement des partis et le Cabinet, les ministères; des recours contre les abus de l'administration; la routine administrative.

3. Noter, dans le premier volume, l'instructive dissertation sur les caractères juridiques de la Corporation.

4. *Lectures on the relation between law and public opinion in England during the nineteenth century*. Londres, Macmillan, 1905, xx-503 p. Prix : 10 sh. 6 d.

strict minimum. Mais son livre est fait pour être médité bien plus que pour être consulté<sup>1</sup>. Au fond, c'est une étude sur les idées de Bentham et sur le mouvement réformateur qui en sortit. Ce mouvement, qui était une réaction contre l'optimisme satisfait et immobile des vieux tories, et qui aboutit au déplacement du pouvoir politique en faveur des classes moyennes, finit par se heurter, peu avant 1870, à un courant contraire provoqué par le socialisme. Selon Bentham, la loi devait seconder l'effort de l'individu; le socialisme force l'État à intervenir en faveur de la collectivité. M. Dicey s'interdit, d'ailleurs, d'entrer dans l'examen des théories sociales du collectivisme, qui sont en dehors du sujet traité dans son livre.

Faute d'une meilleure place, j'annoncerai ici l'Histoire de la littérature anglaise de M. W. H. SCHOFIELD. Celle-ci fait suite à l'ouvrage commencé par M. Brooke<sup>2</sup>, mais que la maladie l'a empêché de continuer. M. Schofield, professeur à l'Université de Harvard, doit traiter en deux volumes la période comprise entre la Conquête normande et l'avènement d'Élisabeth; le premier, qui vient de paraître, s'arrête au moment où va venir Chaucer<sup>3</sup>. Ce n'est pas en 500 pages, même d'une impression assez dense, que l'on peut exposer en détail l'histoire littéraire de trois siècles très féconds dans les genres les plus divers; M. Schofield n'a donné qu'une esquisse, mais il a cependant visé à être aussi complet que possible, sans tomber dans la sécheresse. Il y a réussi. Son manuel est un répertoire de faits bien distribués, mis à leur juste place et avec leur valeur relative, subordonnés à des idées générales. Il se lit avec agrément. Peut-être les cadres sont-ils trop rigides et ne voit-on pas assez les rapports nécessaires qui existent entre la littérature d'un peuple et son état politique et social; défaut inévitable quand on suit l'ordre des genres plutôt que l'ordre des temps<sup>4</sup>. Par ce procédé, il est vrai, ce qu'on

1. Il y a cependant un index.

2. Voir *Rev. hist.*, t. LXIX, p. 235 (1898).

3. *English literature from the Norman Conquest to Chaucer*. Macmillan, 1906, xii-500 p. Prix : 7 sh. 6 d. — Forme le t. II d'une « History of english literature in six volumes » dont le volume de M. Brooke forme le t. I. Sont en outre déjà parus, le t. IV : *Elizabethan literature, 1560-1660*, par George Saintsbury; le t. V : *Eighteenth Century, 1660-1780*, par Edmund Gosse; le t. VI : *Nineteenth century literature, 1780-1900*, par George Saintsbury.

4. M. Schofield étudie successivement la littérature anglo-latine, la littérature anglo-normande et anglo-française, les œuvres en langue anglaise. Pour ces dernières, la plus grosse part est faite aux romans : matière de France, de Bretagne (Arthur, Tristan, Gauvain, Lancelot, etc.), d'Angleterre, de Grèce et de Rome, d'Orient, etc. L'ordre chronologique est rétabli dans l'appendice, où des tableaux parallèles donnent la date des événements historiques et des œuvres latines, françaises et anglaises qui sont mentionnées dans l'ouvrage.

perd en profondeur on le gagne en clarté, et c'est sans doute une des qualités que M. Schofield prise le plus. Dans un ouvrage de vulgarisation comme le sien, c'est peut-être, somme toute, le plan qui convenait le mieux.

**HISTOIRE LOCALE.** — La première place reviendrait de droit aux Histoires des comtés publiées sous le nom de la reine Victoria; mais, dans l'impossibilité où je me suis trouvé de voir les volumes nouvellement parus, je dois renvoyer aux brèves mentions que la *Revue historique* en a faites dans les analyses des revues anglaises. Il suffira de dire qu'après une période de flottement, la collection a été reprise avec une ardeur nouvelle sous la direction de M. Page; l'avenir en paraît assuré dès maintenant, au grand honneur de la maison Constable, qui n'a rien épargné pour obtenir une belle impression, un tirage soigné, une illustration à la fois artistique et savante.

L'histoire de Manchester au moyen âge par M. James TAIT, professeur à l'Université de cette ville, peut être signalée comme un modèle<sup>1</sup>. Manchester, aujourd'hui une des puissances industrielles du monde, n'était encore au XII<sup>e</sup> siècle qu'une agglomération d'habitants dans le manoir du seigneur; ses habitants obtinrent de lui, au XIII<sup>e</sup> siècle, des privilèges de foire et de marché, et, en 1304, une charte communale. Cette charte était calquée sur celle que Ranulf de Blondville, comte de Chester, avait donnée à Salford et sur celle qui fut donnée vers 1260 à Stockport. M. Tait donne le texte synoptique de ces trois chartes dont il commente savamment les articles; puis une traduction de celle de Manchester. Dans une autre partie du livre, qui ne se rattache à la première que par un lien purement géographique, M. Tait fait l'histoire de ce qu'on appelait l'« honneur » de Lancastre et expose les origines du Lancashire. Ce dernier était en fait un comté palatin, comme le comté de Chester, son voisin.

Il suffira de mentionner le petit livre de M. Jamieson B. HURRY sur l'abbaye de Reading<sup>2</sup>. Ce n'est guère qu'un guide du voyageur désireux de connaître le passé des ruines qu'il visite; guide d'ailleurs intéressant et bien illustré; on y trouvera même en fac-similé un

C'est peut-être pousser un peu loin l'amour de la classification que de dire : le XI<sup>e</sup> siècle est l'âge du monachisme; le XII<sup>e</sup> celui de la féodalité; le XIII<sup>e</sup> celui de la scolastique; le XIV<sup>e</sup> celui du nationalisme (p. 28); et encore : le XI<sup>e</sup> siècle fut mélancolique, le XII<sup>e</sup> colérique, le XIII<sup>e</sup> phlegmatique, le XIV<sup>e</sup> sanguin (p. 98).

1. *Medieval Manchester and the beginnings of Lancashire*. Manchester, at the University press, 1904 (Univ. of Manchester publications, n° 3), x-211 p. Prix : 7 sh. 6 d.

2. *The rise and fall of Reading abbey*. Londres, Elliot Stock, 1906. Ce n'est d'ailleurs qu'une sorte d'abrégé d'un ouvrage plus important que nous avons signalé en son temps : *Rev. hist.*, t. LXXXIII, p. 369.

fragment de la charte de fondation de l'abbaye par Henri I<sup>er</sup> Beauclerc.

Un chanoine augustin de Barnwell a raconté, vers la fin du xiii<sup>e</sup> siècle, l'histoire de son prieuré. Cet auteur anonyme était instruit, écrivait un latin très présentable; il eut à sa disposition, outre une chronique perdue d'un certain Guarinus, les archives du prieuré. A l'aide de ces éléments, il composa un manuscrit, conservé aujourd'hui au British Museum, et qui est à la fois un cartulaire, une chronique, un cadastre, autre chose encore. Le texte en a été publié par M. John Willis CLARK, avec une étude sur son importance juridique par feu MAITLAND<sup>1</sup>. Le prieuré ayant été fondé tout près du château de Cambridge, ces chartes et, par suite, le *Liber memorandum* de l'Anonyme, donnent de précieuses indications pour l'histoire de la ville. M. Clark s'est efforcé, à l'aide du *Liber* lui-même, de la décrire telle qu'elle devait être à la fin du xiii<sup>e</sup> siècle; il en a tracé le plan, qu'on trouvera au regard de la page 336. On appréciera particulièrement, dans cette excellente édition, le glossaire et l'index.

A l'Écosse, se rapportent deux ouvrages de valeur. L'un concerne le Parlement, sa constitution et sa procédure, depuis l'union des deux couronnes en 1603 jusqu'à l'union des deux parlements en 1707. Il a pour auteur M. Charles Sanford TERRY, dont on connaît la compétence pour tout ce qui touche l'histoire moderne de sa patrie<sup>2</sup>. Est-il nécessaire d'ajouter qu'il a basé son étude sur les documents les plus sûrs? Outre ceux auxquels il renvoie dans les notes, il en publie beaucoup en appendice. Il montre, en terminant, que ce parlement n'a, « ni par sa composition ni par sa procédure, réalisé l'idée d'une institution populaire et représentative; l'apathie de ses membres fut la contrepartie de l'apathie des électeurs à son égard » (p. 463). Par le nom et par certaines formes extérieures, le parlement d'Écosse ressemblait à celui d'Angleterre; il en différait infiniment par l'esprit. Vers la fin du xviii<sup>e</sup> siècle cependant, on constate que cet esprit commence à s'éveiller; juste à ce moment, les circonstances politiques mènent à la fusion des deux parlements; le faible est absorbé par le fort. — Le second ouvrage est dû à M. William Law MATHIESON. C'est une histoire d'Écosse, de 1695 à 1747<sup>3</sup>. Dans un précédent

1. *Liber memorandum ecclesie de Bernewelle*. Cambridge, at the University press, 1907, lxiij-392 p.

2. *The scottish Parliament; its constitution and procedure, 1603-1707*. Glasgow, Mac Le hose, 1905, x-228 p. Prix : 10 sh.

3. *Scotland and the Union. A history of Scotland from 1695 to 1747*. Glasgow, Mac Le hose, 1905, xiii-387 p. Prix : 10 sh. 6 d.

ouvrage<sup>1</sup>, dont celui-ci est la suite, M. Mathieson avait placé les questions religieuses sur le même plan que les affaires politiques. Après la Révolution de 1689, ce sont les questions politiques et économiques qui prennent le plus d'importance : une compagnie écos-saise de commerce avec les Indes orientales est créée en 1695, des flatures et des banques se fondent; l'importance maritime de Glas-gow croît avec rapidité. Cet essor économique était en partie la con-séquence de l'union; aussi cette union, si difficile à réaliser, si impo-pulaire, a-t-elle duré, résistant même à deux grandes insurrections (1715 et 1745). La défaite de Culloden l'affermît à jamais. Le vain-queur désarma le pays, abolit les dernières traces du régime féodal (1746), et assura en toute matière la supériorité du parlement anglais. Il reste à l'auteur à nous montrer les transformations sociales pro-duites par l'union, le développement philosophique et littéraire si fécond pendant la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. M. Mathieson a réservé ces sujets pour un autre volume qu'il faut souhaiter de voir bientôt paraître.

Je terminerai le présent bulletin en annonçant le premier volume d'une Histoire de la Société de Jésus dans l'Amérique du Nord par le R. P. Thomas HUGHES<sup>2</sup>. Il fait partie d'un grand recueil qui donnera l'histoire « authentique » (p. vii) de la Société à travers le monde. Dès le début, l'auteur nous prévient qu'il parlera seulement de l'Amé-rique de langue anglaise, qu'il laissera de côté les jésuites français et espagnols; il n'y sera question du Canada qu'après la cession de ce pays à l'Angleterre. Le cadre du livre une fois tracé, l'auteur parle longuement, et avec une grande abondance, des sources; il défend, avec une véhémence parfois assez aigre, la valeur du témoignage des Jésuites contre les critiques aveugles des historiens protestants. Puis il entre dans son sujet en racontant l'histoire des Jésuites en Mary-land de 1580 à 1645, année où les membres de la Société furent obligés de se disperser. Le récit est très minutieux. L'auteur a recueilli une masse énorme de documents; il les analyse avec un zèle que rien ne rebute, citant toujours ses sources, donnant des fac-similés, publiant en appendice des documents inédits. Un copieux index termine ce volume qui est un monument de piété, de con-science et d'érudition.

Ch. BÉMONT.

1. *Politics and religion in Scotland, 1550-1695*; cf. *Rev. hist.*, t. LXXXVI, p. 125.

2. *History of the Society of Jesus in North America, colonial and federal*. Vol. I : *From the first colonization till 1645*. Longmans, 1907, xiv-647 p. Prix : 15 sh.



## ITALIE.

MOYEN AGE<sup>1</sup>.

GÉNÉRALITÉS. COLLECTIONS DE DOCUMENTS. — Bien qu'un des caractères essentiels de la production historique en Italie soit d'être très morcelée, répartie entre les diverses provinces, dont chacune possède sa collection spéciale de documents, sa ou ses revues scientifiques, et qu'en dehors du domaine de l'histoire des institutions et du droit, les travaux d'un caractère un peu général soient très rares<sup>2</sup>, ce pays possède cependant deux grandes collections de textes qui ne sont pas des collections provinciales. Ce sont, d'une part, la réédition améliorée des *Scriptores rerum italicarum* de Muratori, et, d'autre part, la série des *Fonti per la storia d'Italia*, publiée à Rome par l'*Istituto storico italiano*.

Entreprise depuis 1900 par l'éditeur S. Lapi, de Città di Castello, et placée originellement sous la direction générale de Giosuè CARDUCCI et de Vittorio FIORINI<sup>3</sup>, la publication des *Scriptores* a pour objet de donner des sources, jadis éditées par Muratori, des textes plus conformes aux exigences de la critique moderne, sans prétendre être

1. Le présent bulletin ne peut guère mentionner que les volumes envoyés à la rédaction de la *Revue historique*. J'ai cru devoir cependant indiquer, en dehors de ceux-ci, les principaux ouvrages ou recueils parvenus à ma connaissance, sans avoir le moins du monde la prétention d'être complet ou même de ne rien laisser échapper d'important. — J'ajoute que la Bibliothèque nationale de Paris est un des établissements dans lesquels, pour des raisons matérielles, il est le plus difficile de se tenir au courant des ouvrages étrangers récents, et en particulier des revues, qui représentent une portion si importante de la production historique italienne.

2. La *Geschichte Italiens im Mittelalter*, de M. Ludo Moritz Hartmann, dont le t. II, 2<sup>e</sup> partie, a paru en 1903 (cf. *Rev. hist.*, t. XCIV, p. 145), semble devoir se borner à la période ancienne du moyen âge. Certains sujets donnent lieu régulièrement à une « littérature » assez abondante : telles sont les études relatives à Dante ou à saint François d'Assise (cf. Goetz, *Die Quellen zur Geschichte des heil. Franz von Assisi*, Munich, 1904, et P. Sabatier, *Examen de quelques travaux récents sur les Opuscules de saint François*, Paris, 1904). D'autre part, le congrès « Grégorien » tenu à Rome en 1903 et les fêtes commémoratives de Paul Diacre en 1899 ont naturellement amené la publication d'un certain nombre de volumes ou de dissertations concernant ces personnages ou leur époque. En ce qui concerne Paul Diacre, on trouvera un bon état des connaissances acquises à son sujet dans l'ouvrage de M<sup>lle</sup> E. Menghini, *Dello stato presente degli studi intorno alla vita di Paolo Diacono* (Pavie, Fusi, 1904, in-8°).

3. Lapi est mort en 1903 et G. Carducci en 1907.

définitifs, dans un format maniable<sup>1</sup>. Son but est, avant tout, d'utilité pratique, et l'une des préoccupations de ses directeurs est d'en pousser activement la continuation. Les fascicules se succèdent, sans ordre méthodique, à mesure que chaque collaborateur a mis au point une part du travail dont il était chargé. Aussi la publication a-t-elle marché avec rapidité<sup>2</sup>. A la date du 4<sup>er</sup> juin 1907, quarante-sept fascicules avaient déjà paru, qui, au point de vue matériel, font honneur à la typographie italienne, et, au point de vue scientifique, fournissent aux érudits de bons instruments de travail. Avec le dernier commence la publication du *Diarium* de Burckardt.

Quant à l'*Istituto storico italiano*, les deux derniers volumes parus dans les *Fonti* sont consacrés à Pietro da Eboli et à Buccio di Ranallo.

Pietro da Eboli<sup>3</sup>, clerc instruit et peut-être médecin des environs de Salerne, a célébré la gloire de l'empereur Henri VI et raconté les luttes entre celui-ci et Tancrede de Lecce, luttes qui aboutirent à faire passer sous la domination impériale l'ancien royaume normand, dans un poème de 4,673 vers, où ne manquent ni les faiblesses de style, ni les chevilles, mais très intéressant au point de vue de l'état d'esprit des partisans de l'empereur dans l'Italie du sud, à la fin du

1. L'ouvrage paraît en fascicules in-4° de 112 pages.

2. Voici un aperçu très sommaire de l'état de la publication : **OUVRAGES TERMINÉS** : *Cronaca di ser Guerriero da Gubbio* (fasc. 6-7); *Memoriale historicum Mathei de Griffonibus* (fasc. 9-10); *Libellus de ornamentis civitatis Padue*, de Michel Savonarole (fasc. 11); *Chron. Parmense* (fasc. 12-13, 25, 28-29); *Chronicon Petri Cantinelli* (fasc. 14-15); *Juliani canonici Civitatis chronica* (fasc. 38). — **OUVRAGES EN COURS** : *Historia miscella*, de Landulfus Sagax (fasc. 1-2); *Vite dei Dogi*, de Marino Sanudo (fasc. 3-4, 5 et 8); *Ephemerides Urbevetae* (fasc. 16-43); *Anonymi de laudibus civitatis Ticinensis* (fasc. 17, 39); *Cronaca Fiorentina di Marchionne di Coppo Stefani* (fasc. 18-19); *Annales Forlivienses* (fasc. 20); *Dominici de Gravina chronicon de rebus in Apulia gestis* (fasc. 21, 24); *Vite di Paolo II* (fasc. 22); *Chronica gestorum in partibus Lombardie* (fasc. 23); *Diario di Jacopo Gherardi da Volterra* (fasc. 26-27, 44); *Petri de Ebulo Carmen* (fasc. 30-31, 36-37); *Mathei Palmerii di captivitate Pisanorum liber* (fasc. 32, 42); *Rolandini Palavini chronica Marchie Trivizane* (fasc. 33, 41); *Bernardini Azzurini monumenta Faventina* (fasc. 34-35); *Corpus chronicorum Bononiensium* (fasc. 40); *Mathei Palmerii liber de temporibus* (fasc. 42); *Storie Pistoresi* (fasc. 45-46); *J. Burckardi Liber notarum* (fasc. 47). — Les mêmes éditeurs ont adjoint à leur publication celle d'un « *Archivio Muratoriano. Studi e ricerche in servizio della nuova edizione dei Rerum italicarum scriptores* », dans le même format, contenant des études critiques sur divers textes, des notices de manuscrits, des nouvelles relatives à la marche de la collection, etc. Quatre fascicules ont paru en 1904, 1905, 1906, 1907.

3. *Liber ad honorem Augusti di Pietro da Eboli*, secondo il codice 120 della biblioteca civica di Berna, a cura di G.-B. Siragusa, Testo. Rome, 1906, in-8°, xci-167 p.

xiii<sup>e</sup> siècle. L'auteur est un contemporain des événements. De plus, on possède de son œuvre un manuscrit peut-être autographe. L'éditeur, M. SIRAGUSA, s'est très ingénieusement efforcé de démontrer que ce manuscrit avait été destiné à être offert à Henri VI par l'entremise d'un ami de Pietro, Conrad de Querfurt, évêque de Hildesheim. Il resta, à ce qu'il semble, entre les mains de ce dernier et fut donné ou prêté par lui à Guillaume le Breton, qui l'utilisa pour sa *Philippide*. De là, il passa dans la bibliothèque des Célestins de Sens, puis, à la suite de diverses vicissitudes, dans celle de Bongars, et c'est ainsi qu'il arriva à Berne, où il est aujourd'hui conservé. Il est d'autant plus curieux qu'en regard de chaque page de texte se trouve une page de dessins, représentant les épisodes dont il est question dans le poème, accompagnés de légendes explicatives. On conçoit l'intérêt que peut présenter pour les archéologues, et même pour les historiens<sup>1</sup>, un document de ce genre, ce qui justifie les reproductions dont les derniers éditeurs du *Liber ad honorem Augusti* ont accompagné leurs publications<sup>2</sup>.

C'est également en vers, mais en vers de langue vulgaire disposés en quatrains, qu'est rédigée la *Cronaca Aquilana* de Buccio di Ranallo, publiée par M. Vincenzo de Bartholomeis<sup>3</sup>. Buccio écrivait en 1362, mais sa chronique embrasse la période antérieure depuis la fondation, en 1253-1254, de la cité libre d'Aquila. Pour la fin du xiii<sup>e</sup> siècle et le début du xiv<sup>e</sup>, il composa son œuvre (il le dit lui-même) d'après les récits des anciens et quelques documents écrits; mais, pour la majeure partie, il a eu comme source ses souvenirs personnels. C'est d'après eux qu'il a raconté les luttes entre les divers prétendants qui se disputaient l'héritage des rois angevins de Naples, les conflits intérieurs dont Aquila avait à souffrir comme toutes les villes italiennes, les guerres de ses habitants contre ceux des cités voisines, en particulier contre ceux de Rieti, et, brochant sur le tout, les ravages des Compagnies. Buccio devait appartenir à la bourgeoisie moyenne, aux *mezzani* d'Aquila, dont il traduit assez bien les sentiments, soit dans sa chronique même, soit dans les sonnets qu'il y a insérés. Il a leur patriotisme local très développé, attaché à l'indépendance d'Aquila et au culte de ses saints locaux, mais aussi la constante préoccupation des détails de la vie matérielle. Il serait curieux de relever combien de vers sont consacrés, dans les

1. Le fascicule de reproductions annoncé comme paru n'est point parvenu à la *Revue historique*.

2. Ces dessins sont également reproduits dans l'édition de Pietro da Eboli de M. Rota dans les *Rer. Ital. Scriptores*.

3. *Cronaca Aquilana rimata di Buccio di Ranallo di Popplito di Aquila*, a cura di Vincenzo de Bartholomeis. Rome, 1907, in-8°, LXXI-346 p.

4,277 quatrains de son poème, à des indications de prix de denrées. Buccio s'intéresse aussi beaucoup à tout ce qui est fêtes et cérémonies, qu'il décrit avec force détails, en vers souvent très plats, mais précis; cela n'empêche pas d'ailleurs chez lui une certaine verve poétique lorsqu'il s'agit de faire l'éloge de sa cité natale ou de décrire des combats. M. de Bartholomeis a joint à son édition des photographies ou des dessins de monuments contemporains des événements que raconte Buccio et deux cartes qui facilitent considérablement la lecture du texte.

L'*Istituto* ne se borne pas à la publication des textes narratifs. En attendant le *Corpus* des chartes anciennes dont il a, en 1903, présenté le projet au Congrès historique de Rome, M. L. SCHIAPARELLI a été chargé du recueil des diplômes des Carolingiens d'Italie, et sa publication peut être considérée comme un modèle en ce genre, au point de vue de l'établissement des textes et du soin avec lequel en a été poussée l'étude diplomatique. Le volume des actes de Bérenger<sup>1</sup> a paru en 1903, celui des diplômes de Gui et de Lambert<sup>2</sup> en 1906<sup>3</sup>.

Enfin, un jeune érudit, M. Pietro SELLA, vient de faire accueillir par l'*Istituto* le projet de publication d'un recueil des statuts municipaux des villes d'Italie. L'idée de publier un *Corpus* des textes de ce genre avait été plusieurs fois mise en avant. Tout récemment, M. Zdekauer a proposé de publier en appendice à la réédition de Muratori les statuts antérieurs à 1250. Cette limite chronologique, défendable peut-être en l'espèce, laisse de côté les documents les plus importants qui sont du xiv<sup>e</sup> siècle et du xv<sup>e</sup>. M. Sella se propose, au contraire, de les comprendre dans sa collection. Mais, si l'on ne peut qu'approuver le principe d'une telle entreprise, il y aurait peut-être quelques réserves à faire sur les détails matériels

1. *I diplomi di Berengario I*, a cura di Luigi Schiaparelli. Rome, 1903, in-8°, xiv-513 p.

2. Cf. *Rev. hist.*, t. XCIII, p. 221.

3. En dehors des *Fonti*, l'*Istituto* publie comme l'on sait un *Bullettino* dans lequel prennent place des mémoires importants comme les études de M. Schiaparelli sur la diplomatie des souverains dont il a publié les actes (fasc. 23 et 26), ou même des publications d'une certaine étendue comme l'*Archivio della cattedrale di Viterbo*, de M. Egidio, qui remplit presque tout le fascicule 28 et donne le texte ou l'analyse de 440 documents de 529 à 1300. En outre, un certain nombre d'érudits, en particulier MM. Fedele et Federici, sous l'active impulsion de M. G. Balzani, ont entrepris de publier, dans l'*Archivio della Società romana di storia patria*, en analyse ou *in extenso*, les principaux chartiers anciens des églises de Rome et des environs. On trouvera une bibliographie commode de ces publications dans le volume de M. L. Halphen cité plus loin, p. XIII.

d'exécution tels qu'il les a indiqués dans son *Piano di pubblicazione*<sup>1</sup>. S'il est tout à fait souhaitable que les documents de cette nature soient groupés par régions et autant que possible par famille de statuts dérivant plus ou moins directement les uns des autres, le parti pris de reproduire servilement les textes, en respectant la ponctuation, la graphie jusque dans le détail des majuscules et des minuscules, ne sera pas de nature à favoriser la lecture et la consultation du recueil. D'autre part, M. Sella ne prévoit point quelle masse de « copie » représenterait l'exécution intégrale de son plan, bien que lui-même ait mis au jour, pour la seule commune de Bielle, deux forts volumes dont je reparlerai plus loin.

ROME ET PAPES. — Après Gregorovius, le P. H. GRISAR a entrepris une histoire générale de Rome, dont une édition française est également en cours de publication<sup>2</sup>. M. Louis HALPHEN<sup>3</sup> a consacré à une partie importante de cette histoire, celle de l'administration de Rome jusqu'au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, un travail qui vient heureusement compléter les renseignements relatifs à ce sujet épars dans Gregorovius et remplacer des études fragmentaires telles que celle de M. Paravicini<sup>4</sup>. Si les archives des diverses églises de Rome n'ont peut-être pas fourni à l'auteur une moisson de documents nouveaux en rapport avec les difficultés qu'il a pu éprouver pour y pénétrer, ses abondants dépouillements lui ont cependant permis d'arriver à des conclusions qui semblent solidement établies. Depuis le VII<sup>e</sup> jusqu'au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle, c'est le pape qui se trouve en fait à la tête de toute l'administration romaine. C'est lui qui nomme le préfet, que M. Halphen considère avec beaucoup de vraisemblance comme le continuateur du préfet antique. C'est de lui, — et non d'une organisation municipale indépendante, — que dépendent les consuls. Les juges « ordinaires », enfin, ne sont que des fonctionnaires du palais pontifical, dont la complexité croissante des affaires restreint de plus en plus l'activité à l'exercice de leurs attributions judiciaires, tandis que d'autres agents les remplacent dans leurs fonctions administratives. En 1142, une campagne malheureuse

1. *Piano di pubblicazione di un Corpus statutorum italicorum*. Rome, Forzani, 1906, in-8°, 6 p.

2. Un volume des éditions allemande et italienne a paru en 1901 et va jusqu'à la fin du pontificat de Grégoire le Grand. M. Ledos en a donné une traduction française, revue et complétée par l'auteur (Paris, Desclée, 1906, 2 vol. in-8°, 465 et 456 p.). — Cf. *Rev. hist.*, t. XCIII, p. 461.

3. *Études sur l'administration de Rome au moyen âge (751-1252)*. Paris, Champion, 1907, in-8°, xvi-190 p. (Bibliothèque de l'École des hautes études. Sciences historiques et philologiques, fasc. 166).

4. *Saggio storico sulla prefettura urbana del secolo X al XIV*. Rome, tip. Agostiniana, 1900, in-8°, 47 p.

contre Tivoli aboutit à un soulèvement du peuple romain et à l'organisation d'un gouvernement provisoire qui, après deux ans de luttes, se transforme (1143) en un gouvernement communal régulier, dont l'organe principal est le sénat, élu par le peuple. Le nombre de ses membres varia d'ailleurs beaucoup (de deux à cinquante-six), comme les conditions de l'élection. C'est le pouvoir de ce sénat qui se substitue peu à peu à celui du pape, tout en continuant, dans une certaine mesure, à dépendre de ce dernier. « L'histoire intérieure de Rome depuis la révolution communale jusqu'au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle n'est en effet que l'histoire de l'accaparement progressif par le sénat de toute l'administration publique jusqu'alors confiée au pape seul. » M. Halphen arrête son étude au moment où cette évolution a fini de se produire et où la nomination d'un sénateur unique et étranger à la ville change la situation des deux partis en présence, au moment aussi où les documents deviennent plus nombreux et laissent moins de place à l'hypothèse. Il serait à souhaiter que quelque érudit entreprit de les utiliser et de donner au sujet de l'histoire des institutions urbaines de Rome des renseignements plus précis et mieux établis que ceux que l'on trouve dans les ouvrages généraux ou dans l'étude très incomplète de M. Rodocanachi. Le mémoire de M. Halphen, qui, bien que très nourri de documents et d'idées, se recommande, entre autres mérites, par celui de la brièveté, se termine par des listes de fonctionnaires pontificaux et municipaux établies avec beaucoup de soin et de précision<sup>1</sup>.

La publication des registres pontificaux entreprise par l'École française de Rome se poursuit avec la même lenteur régulière. Mgr Duchesne a donné en 1905 un état de la publication<sup>2</sup>. Depuis lors ont paru (au 4<sup>er</sup> juin 1907) deux fascicules des registres de Grégoire IX, dus à M. AUVRAY, un fascicule de Boniface VIII, et deux fascicules, formant un volume, des *Communes* de Jean XXII publiées par M. l'abbé MOLLAT.

Si l'École française publie des documents de ce genre, elle montre peu de goût, en général, pour les monographies relatives à l'histoire pontificale, très en faveur, au contraire, en Allemagne<sup>3</sup>. M. Fr.

1. La *Bibliografia di Roma nel medio evo* (476-1499), de M. E. Calvi (Rome, Loescher, 1906, in-8°, xxiii-175 p.), est à peu près sans valeur (cf. Celani, dans l'*Archivio storico italiano* de 1906, p. 273).

2. *Mélanges d'archéologie et d'histoire* de l'École française de Rome, t. XXV (1905), p. 443-450. Ce rapport a été reproduit dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1906, p. 352-357.

3. Cf. E. Gütschow, *Innocenz III und England* (Munich, Oldenbourg, 1904, in-8°, x-198 p. — *Histor. Bibliothek*, n° XVIII), K. Hampe, *Urban IV und Manfred, 1261-1264* (Heidelberg, 1905, in-8°, 101 p.), M. Jansen, *Bonifacius IX*



TENCKHOFF<sup>1</sup> a ainsi consacré à Alexandre IV une étude dont les conclusions générales ne sont pas très favorables à ce pape. Avant son élévation au pontificat, il ne semble jamais avoir joué un rôle très actif, et c'est peut-être ce qui le désigna au choix des cardinaux, qui craignaient une reprise de la politique énergique d'Innocent IV. Grâce à Salimbene et à Mathieu de Paris, nous sommes assez bien renseignés sur la personnalité d'Alexandre IV. Ce fut un homme instruit, pieux, doux, honnête, n'ayant en somme aucune des qualités d'un chef d'État. Aussi réussit-il assez mal dans sa politique extérieure. En Sicile, il manqua complètement d'énergie pour soutenir contre Manfred le prétendant anglais, qui s'engageait à tenir son royaume en fief du Saint-Siège, ce qui permit à Manfred de consolider sa position et même d'étendre son autorité sur une partie de l'État pontifical, où Alexandre, à force d'hésitations et de mollesse, laissa presque partout le parti gibelin reprendre le dessus. Il en est de même dans les affaires de l'Église, pour les questions de réforme, où Alexandre se laisse entraîner à sanctionner tous les manquements particuliers aux règles canoniques tout en proclamant sa volonté de faire partout respecter celle-ci; pour les projets de croisade, que font échouer les rivalités entre Pisans et Génois, entre Hospitaliers et Templiers, auxquels le pape ne sait point imposer l'union. M. Tenckhoff a attiré l'attention sur le fait que la question d'argent joua un grand rôle dans toutes ces affaires. Celles-ci ne furent pas, du reste, heureuses pour le trésor pontifical, et Alexandre, quoique fort soucieux de ses deniers et administrateur économe, laissa à son successeur plus de 4,500,000 marcs de dettes.

Au contraire, Clément V, que l'on a parfois accusé d'avoir sacrifié les intérêts de l'Église à ceux de ses neveux, se serait sérieusement occupé, d'après M. A. EITEL<sup>2</sup>, de consolider le pouvoir du pape dans l'État pontifical, en profitant en Toscane de la lutte entre blancs et noirs, à Rome en s'appuyant un instant sur l'autorité impériale rétablie par Henri VII, puis en faisant appel à Robert de Naples.

(1389-1404) und seine Beziehungen zur deutschen Kirche (Fribourg-en-Brigau, Herder, 1904, in-8°, xi-214 p.). — Pour la France, en dehors des volumes consacrés par M. A. Luchaire au pontificat d'Innocent III, et qui ont été signalés dans la *Revue* au fur et à mesure de leur apparition, on ne peut guère citer que le très médiocre *Alexandre III* de M. F. de Laforge (Sens, 1905, in-8°). *L'Essai sur les rapports de Pascal II avec Philippe I<sup>er</sup> (1069-1108)* de Bernard Monod a paru après la rédaction du présent bulletin.

1. *Papst Alexandre IV*. Paderborn, 1907, in-8°, xii-337 p.

2. *Der Kirchenstaat unter Klemens V*. Berlin-Leipzig, Rotschild, 1907, in-8°, 218 p. (Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte, publ. p. G. von Below, H. Fincke, F. Meinecke, fasc. 1).

Mais, s'il réussit assez bien dans la Marche d'Ancône, il échoua dans les pays voisins de Rome, où sa politique hésitante ne sut pas mettre un terme aux luttes entre les Orsini et les Colonna, malgré les efforts faits par ces derniers pour s'assurer l'alliance du roi de France et du pape. M. Eitel a ainsi successivement passé en revue chacun des divers groupes dont se composait l'État pontifical. Un tel système a l'avantage de bien faire comprendre la suite des événements. Il a l'inconvénient de disperser un peu ce qui touche le rôle personnel de Clément V, et, après avoir lu le livre de M. Eitel, il est difficile de savoir quelle a été au juste la politique de ce pape, si tant est que Clément, qui, d'ailleurs, a passé en France tout le temps de son pontificat, a jamais eu une politique autre que celle que lui inspiraient dans chaque cas les circonstances particulières.

HISTOIRE PAR RÉGIONS. — En Piémont, où les monographies relatives à l'histoire de la maison de Savoie sont toujours assez nombreuses<sup>1</sup>, M. SEGRE<sup>2</sup> a tiré des archives du Vatican des documents qui lui ont permis de préciser le rôle joué par les comtes de Savoie, et en particulier par Amédée VIII, lors du Grand Schisme. Sous l'influence de M. Gabotto, l'active « Società storica subalpina » a multiplié les publications de documents et d'inventaires relatifs à la région piémontaise<sup>3</sup>. D'autre part, M. Pietro SELLA<sup>4</sup> a, pour amorcer en quelque sorte la collection dont j'ai parlé plus haut, publié les statuts de Bielle en Piémont, dont le plus ancien remonte à 1245. C'est le texte établissant la constitution intérieure de la commune, qui a reçu aux XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles diverses adjonctions. Il est accompagné

1. Cf., à propos des récents travaux de M. G. de Manteyer, Labruzzi, *Se il conte Umberto Biancamano fu conestabile del regno di Borgogna*, dans l'*Archivio storico italiano*, t. XXXV, p. 3-15, et Schiaparelli, *Ibid.*, t. XXXVI, p. 332-338.

2. *I conti di Savoia e lo scisma d'Occidente. Appunti e documenti (1378-1417)*. Turin, Clausen, 1907, in-8°, 38 p. (extrait des *Atti della R. Accademia delle Scienze di Torino*, t. XLII).

3. Sur le but poursuivi par cette Société et ses premières publications, cf. Max Bruchet dans la *Bibliothèque de l'École des chartes*, 1902, p. 149-152. Depuis lors ont paru (à Pignerol, chez Chiantore-Mascarelli, in-8°) les recueils suivants : F. Gabotto, *Le più antiche carte dello archivio capitolare d'Asti* (1904, xxiii-439 p.); F. Gabotto et V. Legé, *Le carte dello archivio capitolare di Tortona* (1905, xi-371 p.); G. Assandria, *Il libro verde della chiesa d'Asti*, t. I (1904, xviii-352 p.); G. Barelli, *Il « Liber instrumentorum » del comune di Mondovì* (1904, xii-334 p.); du même, *Il Libro della Catena del comune di Garesio* (1905, xix-126 p.); A. Tallone, *Regesto dei Marchesi di Saluzzo, 1091-1340* (1906, 548 p.).

4. *Statuta comunis Bugelle et documenta adjecta*. Bielle, 1904, 2 vol. in-8°, xix-291 et 383 p. M. G. Fornarese a également publié, en 1906, des *Statuta veleria civitatis Aquis* (Alexandrie, Jacquemond, in-8°).

des textes réglant l'organisation des divers corps de métier. Le plus ancien, celui des « ferrari », est de 1275 ; les autres, ceux des cordonniers, tailleurs, drapiers, bouchers, s'échelonnent entre cette date et la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. L'éditeur a, en outre, joint à sa publication un volume de *Documenta adjecta* (confirmations de privilèges par les ducs de Savoie, nominations d'officiers, délibérations diverses). Il y a là un ensemble considérable de documents intéressants pour l'histoire du droit municipal dans l'Italie septentrionale. Mais M. P. Sella a rigoureusement appliqué ses principes de transcription littérale, ce qui rend les textes publiés par lui difficiles à parcourir. J'ajoute qu'il n'y a pas joint de notes explicatives pour les termes ou les passages obscurs, pas même d'*Index rerum*, non plus que d'introduction, dans laquelle serait au moins sommairement indiqué au lecteur non prévenu quelle était à l'époque de rédaction des statuts la situation politique de Bielle. Le même P. Sella a publié sur la *Vicinia*<sup>1</sup>, qui est à l'origine l'association de fait qui existe entre les habitants d'un même lieu, et à laquelle les lois romaines et lombardes attribuent déjà une certaine valeur légale, une intéressante notice, dans laquelle il s'est efforcé de montrer comment la « commune » adopte parfois pour son organisation les cadres de cette institution préexistante. — Il est difficile de dire quel est exactement l'objet des quelques pages de « *divagazione sociologica* » consacrées par M. V. Podrecca<sup>2</sup> à cette même question de la *Vicinia*, et, s'il a fait œuvre utile en dressant une liste de documents dans lesquels on voit fonctionner, dans le Trentin ou le Frioul, des *vicinie* du moyen âge ou de l'époque moderne, les indications bibliographiques données par lui au sujet de ces documents sont ridiculement sommaires.

C'est également à une étude d'histoire municipale qu'est relative la publication de documents siennois qui a servi à M. Julien LUCHAIRE<sup>3</sup> de thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres. M. Luchaire a fait précéder les textes édités par lui d'une introduction étendue dans laquelle il explique fort nettement comment, de la lutte entre les divers éléments de la population siennoise, — les nobles, les riches, le menu peuple, — sont issues, dans la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle, des constitutions successives d'un caractère de plus en

1. *Alcune note sulla Vicinia come elemento costitutivo del comune*. Florence, 1905, in-8°, 15 p. (extrait de l'*Archivio storico italiano*).

2. *La Vicinia. Proprieta collettiva e democrazia diretta*. Rome, Bicchieri, 1907, in-8°, 40 p.

3. *Documenti per la storia dei rivolgimenti politici del comune di Siena dal 1354 al 1369*, pubblicati con introduzione ed indici. Lyon, Rey, et Paris, Picard, 1906, in-8°, LXXXVII-272 p. (Annales de l'Université de Lyon, nouv. série, II, fasc. 17).

plus démocratique. Au Conseil des Neuf, établi en 1300 et recruté presque exclusivement parmi les représentants de l'*Arte della mercanzia*, c'est-à-dire parmi les notables commerçants, la révolution de 1354 substitue douze *governatori e amministratori* pris parmi tous les corps d'état, tout en réservant aux nobles, alliés du petit peuple dans sa lutte contre les « grossi », certains privilèges. Mais en 1368 les « popolani minuti » trouvent qu'on ne leur a pas fait encore la part assez belle, et un moment révolutionnaire remplace les douze par un conseil de cent cinq réformateurs dont 5/12 devaient être nécessairement pris parmi les « minuti », les autres classes de la population ayant aussi droit à un certain nombre de représentants dans les divers conseils, d'après une proportion rigoureusement établie. Les communes italiennes ne sont pas, — M. Luchaire a insisté avec raison sur ce point, — des agglomérations d'individus, mais des composés de classes et de corps très nettement séparés. Il y a eu en 1368 une tentative pour établir un équilibre presque mathématique entre ces divers éléments ; et l'organisation ainsi créée demeura en vigueur jusqu'à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>1</sup>.

L'histoire de Venise de M. KRETSCHMAYR<sup>2</sup> fait partie de la collection des *Geschichten der europaischen Staaten* (Heeren et Uckert) et représente le même type de vulgarisation scientifique que les autres volumes de la même série : pas de notes bien entendu, mais les références principales sont indiquées à la fin de l'ouvrage pour chaque chapitre ou fraction de chapitre. M. Kretschmayr y a joint des tableaux généalogiques et des listes chronologiques, et même le texte de certains documents inédits ou publiés seulement dans des recueils peu accessibles. Ce premier volume mène le récit des événements jusqu'à la quatrième croisade, c'est-à-dire qu'il est consacré à l'histoire des origines<sup>3</sup> et de la formation de l'empire vénitien. L'auteur

1. Il y a lieu également de citer pour la Toscane les publications de l'*Archivio di stato* de Lucques : L. Fumi, *Carteggio degli Anziani (1333-1400)*, Lucques, Marchi, 1903-1905, in-4°, xxxiv-155 et xxxv-658 p., et G. degli Azzi Vitelleschi, *Regesti. I : Pergamene del Diplomatico, 790-1081*, xxxvi-205 p. — G. degli Azzi Vitelleschi a également publié le *Relazioni tra la repubblica di Firenze e l'Umbria nel secolo XIV, secondo i documenti del r. Archivio di Firenze*. Pérouse, 1904, in-8°, xxviii-328 p. — En dehors de ces collections de documents, je me borne à relever *I primi due secoli della storia di Firenze*, de P. Villari. Florence, Sansoni, 1905, in-8°, 527 p.

2. *Geschichte von Venedig. I : Bis zum Pöde Enrico Dandolo*. Gotha, Perthes, in-8°, xvii-523 p.

3. Cf. aussi B. Schmeidler, *Der dux und das Comune Venetiarum von 1141-1229. Beiträge zur Verfassungsgeschichte Venedigs*. Berlin, Ebering, 1902, in-8°, 95 p. (*Hist. Studien*, XXXV).

a insisté avec raison non seulement sur la succession des faits politiques, mais sur tout ce qui touche au développement intérieur de Venise, au point de vue des institutions et des mœurs, au point de vue aussi de la *Kulturgeschichte*. Une large part est faite, comme il était juste, aux questions qui peuvent intéresser l'histoire du commerce, et en particulier l'établissement des comptoirs vénitiens à Constantinople.

C'est à un genre tout différent qu'appartient la luxueuse publication des RR. PP. R. MAIocchi et N. CASACCA<sup>1</sup>, le Cartulaire des Augustins de Pavie. C'est un monument élevé à la gloire des religieux de l'ordre de saint Augustin, qui, en 1327, s'établirent dans l'antique basilique de San Pietro in Ciel d'Oro de Pavie, donnant le texte de 446 pièces, actes ou extraits de registres municipaux relatifs aux « Ermites » (parmi lesquels on peut relever plusieurs mentions relatives à des manuscrits du monastère que la ville fit copier), depuis le XIII<sup>e</sup> siècle jusqu'à 1500, accompagné d'une notice archéologique sur l'église, avec planches, mais dont les index semblent quelque peu insuffisants.

Quant à l'Italie méridionale<sup>2</sup>, pour laquelle je laisse de côté les volumes de M. GAY sur la domination byzantine<sup>3</sup>, de M. BERTAUX<sup>4</sup> sur l'histoire de l'art, de M. YVER sur le commerce et les marchands<sup>5</sup>, l'histoire de l'époque normande a fourni la matière de deux bons volumes publiés en Allemagne. M. K.-A. KEHR<sup>6</sup> a étudié la diplo-

1. *Codex diplomaticus ord. E. S. Augustini Papiæ*. Rome, Lœscher, 1905-1906, in-4°, LII-237 et XXXIII-418 p.

2. A signaler la réédition augmentée, en 1902, par E. Mastrojanni, de l'ouvrage de B. Capasso, le *Fonti della storia delle provincie napoletane dal 568 al 1500*. Naples, Marghieri, in-8°, VII-281 p. La « Commissione provinciale di archeologia e storia patria » de Bari publie un *Codice diplomatico Barese* qui est une œuvre considérable. Le t. V (par F. Nitti) a paru à Trani en 1904 (Vecchi, in-4°, XXX-350 p.).

3. *L'Italie méridionale et l'empire byzantin (867-1071)*. Paris, Fontemoing, 1904, in-8°, XXVI-636 p. (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, fasc. 90). A compléter par G. Lokys, *Die Kämpfe der Araber mit den Karolingern bis zum Tode Ludwigs II* (Heidelberg, Winter, 1906, in-8°, 93 p.), mes *Études sur l'histoire des principautés lombardes de l'Italie méridionale et de leurs rapports avec l'empire franc* (Paris, Champion, 1907, in-8°, 90 p.) et mes *Études sur les institutions des principautés lombardes* (Paris, Champion, 1907, in-8°, 184 p.).

4. *L'Art dans l'Italie méridionale. I : De la fin de l'empire romain à la conquête de Charles d'Anjou*. Paris, Fontemoing, 1904, in-4°.

5. *Le Commerce et les marchands dans l'Italie méridionale au XIII<sup>e</sup> et au XIV<sup>e</sup> siècle*. Paris, Fontemoing, 1903, in-8°, VIII-437 p. (Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome, fasc. 88).

6. *Die Urkunden der normannisch-sicilischen Könige. Eine diplomatisch*

matique des souverains normands. Son travail, qui repose sur un dépouillement très complet de tous les dépôts d'archives de l'Italie méridionale, représente à la fois une étude de l'organisation de la chancellerie normande et un examen très minutieux et très approfondi de tous les éléments constitutifs de la teneur des actes. Il est suivi de la discussion de divers groupes d'actes faux, en particulier de ceux de Notre-Dame de Josaphat et du texte de cinquante-cinq diplômes jusqu'ici inédits. M. CASPAR a fait l'histoire de Roger II<sup>1</sup> et des origines du royaume normand des Deux-Siciles durant la deuxième moitié du XII<sup>e</sup> siècle, en montrant comment Roger II, après s'être fait reconnaître comme duc de Pouille, puis couronner comme roi, réussit, malgré l'empereur Lothaire, soutenu par Innocent II, à établir solidement son pouvoir dans l'Italie méridionale. Roger a su faire entrer le nouveau royaume dans le « concert européen » pour employer une expression moderne, en profitant de sa situation pour jouer un rôle important dans les relations entre les princes chrétiens et Byzance ou les États musulmans. Il ne faut pas oublier non plus que, grâce à la domination sarrasine, la Sicile se trouvait dans un état de civilisation plus avancé que beaucoup de royaumes chrétiens. M. Caspar est nécessairement entré dans quelques détails au sujet de cette civilisation<sup>2</sup>, comme au sujet des institutions du royaume normand. Mais, pour celles-ci en particulier, il a dû notablement dépasser les limites du cadre qu'il semblait s'être tracé<sup>3</sup>, car l'histoire de la législation normande dans l'Italie méridionale forme un tout pour lequel il est difficile d'indiquer ce qui se rapporte particulièrement au règne de tel ou tel souverain. Un regeste<sup>4</sup> des actes de Roger et quelques pièces justificatives terminent le volume.

René POUPARDIN.

*Untersuchung.* Innsbruck, Wagner, 1902, in-8°, xiv-512 p. Cf. F. Chalandon, dans le *Moyen Age*, 1903, p. 303-307. — L'ouvrage n'a pas de table.

1. *Roger II (1101-1154) und die Gründung der normannisch-sicilisch Monarchie.* Innsbruck, Wagner, 1906, in-8°, xix-651 p.

2. Je remarque en passant que le « Bronztafel », dont il est question p. 435, doit être l'émail de Bari, dont il y a dans les *Monuments Piot* une bonne reproduction que M. Caspar ne semble pas connaître.

3. Aussi, sur certains points, y a-t-il des lacunes peu explicables. C'est ainsi que l'auteur parle de la composition de la *Curia regis* tout en négligeant d'indiquer clairement les attributions de celle-ci.

4. Les noms propres qui y figurent ne sont pas relevés à la table.



## COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

W. DITTENBERGER. *Orientis graeci Inscriptiones selectae, supplementum Sylloges Inscriptionum graecarum*. Leipzig, Hirzel. T. I, 1903, in-8°, v-658 pages; t. II, 1903, v-750 pages.

Ce ne sont pas seulement des services pratiques que rendent les recueils d'inscriptions auxquels M. Dittenberger a depuis longtemps attaché son nom : ce sont encore et surtout des services scientifiques. S'il est bon de populariser les moyens de travail, en mettant la dime des récoltes de l'épigraphie à la portée des bourses modestes, il est meilleur encore de cribler avec soin les matériaux dont use l'histoire. Pour les inscriptions, comme pour les manuscrits, ce n'est qu'au prix d'éditions successives que l'on arrive aux leçons qui font autorité. Déjà, l'ancienne *Sylloge* de M. Dittenberger, parue en 1883, représentait un progrès considérable sur les publications antérieures. Le succès en fut tel qu'on dut la rééditer, et cette réédition (1898-1901), à son tour, bénéficia de tout un énorme effort de critique. Pouvait-on faire mieux ? La science avance d'autant plus qu'elle se spécialise davantage. C'est pour cette raison qu'après nous avoir offert, à deux reprises, un épitomé général, M. Dittenberger a détaché de cet ensemble une galerie beaucoup plus circonscrite de textes spéciaux : les *Orientis graeci Inscriptiones selectae*.

Envisagé dans ses limites historiques, l'ouvrage s'étend d'Alexandre à Justinien et se partage en deux volumes, le premier embrassant la vie des monarchies hellénistiques (plus quelques fragments de celle des Arsacides et des Sassanides)<sup>1</sup>, le second présentant le tableau de ces mêmes royaumes à partir du moment où, réduits en provinces, ils sont englobés dans l'unité romaine. Comme limites géographiques, les documents utilisés nous mènent de l'Archipel au cœur de la Perse et des villes de l'Éthiopie (Axome, Adulis) à celles qui avoisinent la Caspienne et le Caucase.

Sur un total de 773 numéros, le recueil, à côté de la menue poussière d'archives, renferme une riche proportion de morceaux de valeur et quelques maîtresses pièces. On citera : la célèbre inscription d'Adulis (n° 54), le décret du synode de Canope (n° 56), la pierre de Rosette (n° 90)<sup>2</sup>, le traité d'alliance entre Smyrne et Magnésie du Sipyre

1. Certains textes, bien que datant de la période des successeurs d'Alexandre, nous font remonter par leur contenu à l'époque perse : telle est par exemple la chronique de Pergame (n° 264).

2. Les trois monuments qui précèdent ont été traduits et commentés par

(n° 229), l'arrangement d'Eumène I<sup>er</sup> avec ses mercenaires révoltés (n° 266), les lettres d'Eumène II et d'Attale II au prêtre de Pessinonte (n° 315), le testament d'Attale III (n° 338), le sénatus-consulte de Lagina (n° 441), le rescrit sur l'anniversaire de la naissance d'Auguste (n° 458), la loi des astynomes de Pergame (n° 483), le tarif de Palmyre (n° 629). C'est vraiment une bonne fortune dont on ne saurait être trop reconnaissant à M. Dittenberger que d'avoir, pour un prix accessible, un pareil trésor de textes méthodiquement réunis et publiés suivant les règles de la plus saine critique.

Est-ce à dire que toutes les lectures et restitutions soient définitives? L'épigraphie, pas plus que la philologie, ne se pique d'établir des éditions *ne varietur*. M. Dittenberger le sait mieux que personne, et il n'y a qu'à lire les *Addenda et Corrigenda* de son tome II pour dresser le bilan des amendements suscités par l'apparition du premier. Ce qu'il faut louer, ce n'est donc pas la perfection absolue, qui est irréalisable, c'est l'attention scrupuleuse, la conscience intègre, le souci constant de rendre à chacun son dû.

Il est inutile d'indiquer à M. Dittenberger les articles récemment parus dont les conclusions sont de nature à modifier les siennes; ces travaux, il n'a nul besoin qu'on les lui révèle; il les connaît et il en fera son profit. Je me borne à lui présenter quelques observations de détail sur des points qui risqueraient de lui échapper.

Les noms des localités turques ne sont pas toujours bien transcrits dans les publications épigraphiques. Cela tient en général à ce que ceux qui découvrent les inscriptions ou qui les éditent ont eu des Grecs pour intermédiaires, et comme les Grecs, faute de chuintantes, remplacent *ch* ou *tch* par *s* et *dj* par *z*, les explorateurs qui ne se méfient pas disent, à l'exemple de leur drogman, que la stèle copiée à la mosquée se trouve au « zami ». Voilà pourquoi M. Dittenberger écrit *Piradzik* (n° 264), au lieu de « Poiradjik », ou *Sari-Tsam* (n° 333), au lieu de « Sare-Tcham » (le Pin-jaune). *Budrun* (n° 309), sur le territoire de Téos, est une inadvertance de Waddington, qui a confondu « Boudroun » (Halicarnasse), avec « Tchelin-Bouroun ». Corriger, au n° 330, *Schelembé* en « Ghelembéh »; au n° 502, *Tschavdere-Hissar* en « Tchavdyr-Hissar »; au n° 517, *Ali-Hissar* en « Ak-Hissar » (à la même ligne, *Tschiftlik* est pour « Tchiflik »). Le mot *Oren* (n° 579 et 580), se prononçant *Euren*, doit être orthographié *Ören*. Dans le commentaire du décret dit de Sigée (n° 219, t. I, p. 340, note 4), M. Dittenberger interprète la désignation « Séleucide » de la même manière que l'avait fait M. Bouché-Leclercq au cours de ses recherches sur le *Règne de Séleucus II Callinus et la critique historique*<sup>1</sup>. En constatant un accord qui témoigne du mérite des deux savants et de la solidité de leur

M. Bouché-Leclercq dans son *Histoire des Lagides*, t. I, p. 260-262 (Adulis); p. 266-273 (Canope); p. 368-377 (Rosette).

1. Cf. *Revue des Universités du Midi*, t. III, 1897, p. 285 et suiv.

méthode, profitons de l'occasion pour signaler à l'infatigable moissonneur de Halle ce remarquable mémoire où il glanera plus d'un épi. Signalons-lui également, pour le cas fort probable où il ne dépouillerait pas les *Mémoires de l'Académie de Toulouse*, que la loi des astynomes de Pergame y a été l'objet d'un commentaire de Ch. Lécivain (X<sup>e</sup> série, t. III, 1903). A propos de la dédicace de Ghelembek (n<sup>o</sup> 330), où il est question de soldats de passage gagnant les possessions d'Eumène II ou d'Attale II dans la Chersonnèse de Thrace : οἱ ἐκ Παραλείας στρατιῶται οἱ διαβάντες εἰς τοὺς κατὰ Χερρόνησον καὶ Θράκιαν τόπους, il est dit, fort justement, qu'il faut voir dans le troisième mot, non pas le substantif παραλία (littoral), mais un nom de lieu indigène : « Quare oppidi vel regionis, cuius nulla praeterea exstet memoria, nomen origine barbarum esse videtur. » Παραλεία ne s'est pas rencontré jusqu'ici dans le vocabulaire géographique de l'Asie Mineure. Mais en Carie, au sud de cette vallée du Méandre que se disputèrent si âprement les rois de Pergame et les Rhodiens à la suite de la défaite d'Antiochus III, une inscription de Moughla, qui date précisément du temps de cette lutte d'influence et de convoitises (*Bull. de Corr. hellén.*, t. X, 1886, p. 486-487), mentionne un gouverneur de Parableia : ἀγεμὼν ἐπὶ Παραδείας. La Parableia de la pierre de Ghelembek n'est-elle autre chose que la Parableia de la plaque de Moughla? Cela est fort possible, soit que l'orthographe du nom fût mal fixée, soit que le lapicide ait sauté une lettre, soit que le rédacteur de l'ex-voto, en vertu d'une de ces altérations si fréquentes dans la transmission des sons par l'oreille, ait inconsciemment revêtu le nom propre indigène du nom commun grec qui en était le plus immédiatement voisin. Je livre ma conjecture à M. Dittenberger<sup>1</sup>.

Georges RADET.

W. JUDEICH. *Topographie von Athen* (collection du *Handbuch der klassischen Altertums-Wissenschaft* de Iwan von Müller). München, Oskar Beck, 1905. 4 vol. in-8°, XII-416 pages, avec 48 figures dans le texte et 3 cartes hors texte.

En dehors de l'introduction, consacrée aux sources, l'ouvrage comprend trois parties : I. Histoire de la ville (examen du site; Athènes archaïque, jusqu'en 479; Athènes classique, de 479 à 322; Athènes hellénistique et romaine, de 322 à 180; décadence et fin de l'Athènes antique). II. Divisions de la ville (enceinte et murs, dèmes, quartiers, rues, aqueducs). III. Description de la ville (l'Acropole et ses environs; la cité basse; les cimetières et les faubourgs; les ports). Dans l'ensemble, l'information est abondante, l'exposé méthodique et précis, la

1. Ce compte-rendu avait été rédigé antérieurement à la mort de l'éminent épigraphiste. Je n'y change rien et me borne à regretter qu'une irréparable disparition ait rendu vain mon appel.

reconstitution du passé généralement heureuse. Grâce à cette large et forte synthèse, il y a maintenant une topographie d'Athènes, comme une topographie de Rome.

Pour négliger les critiques accessoires (théorie de l'entrée de l'Acropole, qui n'est pas claire; théorie du tombeau de Thémistocle, qui n'est pas au courant), voici le gros point sur lequel ce livre de science et de conscience laisse à désirer. Conformément au système de Dörpfeld et contrairement aux données de Thucydide, M. Judeich place, non au sud de l'Acropole, mais à l'ouest, d'une part la Belle-Fontaine-aux-neuf-Bouches (Kallirhoë-Enneacrounos), d'autre part le sanctuaire de Dionysos-aux-Marais (Διονύσιον ἐν Δίμναις). Si l'auteur, qui a rédigé sa préface en mai 1905, avait connu le mémoire de M. Foucart sur *le Culte de Dionysos en Attique*, paru en 1904, où ces questions d'emplacement ont été traitées à fond (p. 93-98, p. 103-106, p. 109-111), il lui eût été impossible de s'en tenir à une hypothèse véritablement insoutenable. Le péribole de Dionysos-aux-Marais comprenait deux constructions distinctes : un temple, *ναός*, qui renfermait la statue de culte, et une maison, *οἶκος*, où l'on conservait un pressoir qui passait pour remonter aux temps mêmes de l'invention du vin. La Maison-du-Pressoir (λάναιον) finit par désigner le téménos tout entier, et le dieu à son tour, de ce Lenæon où était enclavée sa chapelle, tira postérieurement l'épithète de λάναιος. Le temple de Dionysos-aux-Marais, la Maison-du-Pressoir, le théâtre en bois où, jusqu'à l'achèvement du théâtre en pierre de Dionysos Éleuthéreus, se jouèrent les pièces reçues au concours des Lénéennes, étaient situés tous les trois, non au pied de la colline de l'Aréopage, mais au sud de l'hôpital militaire, tout près du Nèleion, qui avoisinait lui-même le mur d'enceinte et le lit de l'Ilissus. C'est ce que le rapprochement des textes littéraires et des textes épigraphiques, se liant et se commandant les uns les autres, indique avec une clarté impérieuse. Quant à la fontaine Kallirhoë, tout récemment encore M. Malinin (*Hat Dörpfeld die Enneakrunos-Episode bei Pausanias tatsächlich gelöst oder auf welchem Wege kann diese gelöst werden?* Wien, Hölder, 1906) a démontré à nouveau le bien fondé de l'opinion traditionnelle, maintenu la source aux neuf bouches dans le ravin de l'Ilissus et, d'accord avec Wachsmuth, tâché d'expliquer l'incohérence du témoignage de Pausanias, sur lequel s'appuient Dörpfeld et Judeich, par l'hypothèse d'une transposition.

Georges RADET.

---

René DUSSAUD. *Les Arabes en Syrie avant l'Islam*. Paris, Leroux, 1907. In-8°, 478 pages.

L'expansion des tribus arabes en Syrie est un phénomène naturel qui, depuis l'invasion des Israélites en Chanaan jusqu'aux vastes conquêtes des successeurs de Mahomet, s'est bien souvent renouvelé. Le

désert nourrit mal les nomades, qui tendent à se rapprocher des pays cultivés, à y venir temporairement pour faire paître leurs troupeaux, et parfois s'y fixent d'une manière définitive. Les frontières de la Syrie ont été peuplées par des Arabes qui ont construit de nombreux villages aujourd'hui ruinés. M. Dussaud s'occupe, en particulier, de la population du Safa, à l'est du Hauran, dont il étudie les constructions, l'écriture, la langue et le panthéon. Nous ne pouvons suivre ici l'auteur dans ses recherches archéologiques et philologiques, qui présentent beaucoup d'intérêt. Bornons-nous à signaler la thèse que l'auteur soutient, avec réserve d'ailleurs, sur l'origine de l'alphabet phénicien, qui dériverait, selon lui, de l'alphabet égéen ou grec. Le principal argument est que l'alphabet grec a des formes intermédiaires entre le phénicien et le sabéen, auquel se rattache l'écriture des Safaites. Mais on peut admettre que l'alphabet phénicien, tel que nous le possédons, ne représente pas l'alphabet sémitique dans sa forme la plus ancienne. Les noms et aussi l'ordre des lettres prouvent que l'alphabet grec a été emprunté à des Sémites.

Le livre de M. Dussaud est illustré de cartes et de gravures qui mettent une note pittoresque dans les discussions scientifiques. Enfin, ce qui ne gâte rien, le style limpide de l'auteur fait rentrer cet ouvrage dans la catégorie des livres d'érudition peu nombreux qu'il est agréable de lire et d'étudier.

Mayer LAMBERT.

**Henri STEIN. Bibliographie générale des cartulaires français ou relatifs à l'histoire de France.** Paris, A. Picard et fils, 1907. In-8°, xv-627 pages. (*Manuels de bibliographie historique*, IV.)

La bibliographie des cartulaires de M. Stein était annoncée depuis longtemps déjà. On s'explique, en la feuilletant, pourquoi elle a pu tant tarder à voir le jour. Le but que l'auteur a poursuivi n'a pas été seulement, en effet, d'inventorier tous les cartulaires du moyen âge qui subsistent encore à l'heure actuelle, mais de retrouver, autant qu'il le pouvait, la trace des cartulaires perdus; d'indiquer les copies qui permettent de suppléer à leur disparition; d'établir même parfois la filiation des divers cartulaires les uns par rapport aux autres; de relever à côté des recueils de chartes formés anciennement ceux qui ont été constitués par les érudits des <sup>xvii</sup><sup>e</sup>, <sup>xviii</sup><sup>e</sup> et <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècles; enfin, c'est sur le territoire de toute l'ancienne Gaule, sauf la Suisse allemande et les pays au delà du Rhin, à l'est, et sauf le royaume des Pays-Bas, au nord, qu'il a fait porter son enquête. On conçoit qu'il ait fallu de longues années pour mener à bien un travail aussi considérable et hérissé de difficultés. Il est à peine besoin d'ajouter que cet ouvrage laisse bien loin derrière lui tous les travaux similaires et qu'il est appelé à rendre des services inappréciables.

Néanmoins, comme dans toutes les bibliographies, on peut y relever quelques omissions, quelques erreurs. L'auteur nous permettra de lui en signaler un certain nombre. Ainsi, pour l'abbaye de Saint-Riquier (n° 3549), il indique du *Chronicon Centulense* d'Hariulf une « copie faite aux XII<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> siècles sur parchemin (Bibl. nationale, ms. lat. 11733, fol. 215-277) ». Si l'indication était exacte, elle serait de la plus haute importance, puisqu'on ne connaît plus de manuscrit ancien d'Hariulf. Mais, en réalité, la copie en question est du XVII<sup>e</sup> ou du XVIII<sup>e</sup> siècle; elle est sur papier, et M. Lot n'y voit, dans son édition d'Hariulf (p. LIX, n. 2), qu'une transcription du texte publié par D'Achery. Par contre, M. Stein omet de signaler la copie du manuscrit autographe d'Hariulf faite par André Du Chesne et cherchée autrefois vainement par M. Lot (ms. lat. 12893 de la Bibl. nationale). La liste des cartulaires de Saint-Pierre-au-Mont-Blandin, à Gand (nos 1494-1514) pourrait être également rectifiée et complétée : le *Sinte-Pieters swarten Boek* des archives municipales de Gand y est omis; il en est de même de l'édition donnée par Van de Putte du *Liber traditionum Sancti Petri* dans ses *Annales abbatiae Sancti Petri Blandiniensis* (Gand, 1842, in-4°). En outre, les cartulaires conservés aux Archives de l'État, à Gand, sont mentionnés sans les numéros (cartulaires 1, 2, 3, etc.) ou les titres (*Parvus liber privilegiorum*, etc.) qui, à défaut de cotes, permettent de les reconnaître. Enfin, peut-être eût-il été bon de dire qu'il a existé un *Primus liber privilegiorum* de l'an 1460 d'après lequel ont été exécutées de nombreuses copies et qui semble avoir disparu. Point d'article non plus pour le cartulaire perdu de San Felíu de Guixols<sup>1</sup>, bien qu'il en existe plus d'un extrait dans la Collection Baluze, à la Bibliothèque nationale. Pour Marmoutier (n° 2342), M. Stein passe sous silence l'important recueil de chartes angevines formé par Marchegay et conservé en manuscrit à la Bibliothèque nationale (nouv. acq. franc. 5021-5024); pour l'abbaye de Saint-Étienne de Caen, il néglige le recueil dû à Hippeaux (Bibl. nationale, ms. nouv. acq. lat. 1406-1407); pour celle de Fontaines-les-Blanches (n° 1378), il oublie le véritable cartulaire qui fait suite à l'*Historia monasterii Beatae Mariae de Fontanis Albis* publiée par Salmon dans son *Recueil de chroniques de Touraine* (Tours, 1854, in-8°). Il ignore, de même, le recueil de chartes de Pontlevoy publié par M. l'abbé Porcher dans la *Revue de Loir-et-Cher* (année 1901 et suiv.). Il n'a pas remarqué enfin que les cartulaires de Vitré et d'Ingrandes (nos 4127 et 4350) ont été analysés pièce à pièce par M. Bertrand de Broussillon (*la Maison de Craon*, Paris, 1893, 2 vol. in-8°, et *la Maison de Laval*, Paris, 1895-1903, 5 vol. in-8°) et qu'une table du cartulaire de San Cugat del Vallés a été donnée par M. J. Mas

1. Une simple mention à la table (p. 623) avec renvoi à Marca et à l'*España sagrada*, sous le titre de cartulaire de San Felice de Guixols. La vraie forme du nom est San Felíu. De même, il faut dire San Pedro de Roda (Roda, Espagne, prov. de Barcelone, distr. judic. de Vich) et non Saint-Pierre de Rosas.



dans la *Revista de la Asociación artistico arqueológica Barcelonesa*, t. III (1902) et suivants.

Il est évident qu'on pourrait relever encore plus d'une erreur, plus d'un oubli<sup>1</sup>. Mais, dans une œuvre de ce genre, erreurs et oublis sont inévitables, et l'on aurait mauvaise grâce à les reprocher à l'auteur. Ce qui surprend, au contraire, c'est qu'il ait pu réunir une telle masse de renseignements, et il faut lui être profondément reconnaissant d'avoir mis entre nos mains un pareil instrument de travail.

LOUIS HALPHEN.

**G. LOKYS. Die Kämpfe der Araber mit den Karolingern bis zum Tode Ludwigs II. Heidelberg, libr. Winter, 1906. In-8°, 93 pages.**

Ce travail est divisé en trois parties d'inégale étendue et surtout d'inégale valeur. D'après le titre, on s'attendrait à voir reprendre l'histoire des luttes des Musulmans contre les Carolingiens, depuis la bataille de Poitiers jusqu'à la fin de cette dynastie. Il n'en est rien.

La première partie (p. 1-9) contient, après quelques généralités inutiles sur l'Islam et son extension, une sèche chronologie allant de 720 à 795 : on n'y trouve mentionnée aucune des discussions auxquelles a donné lieu, tout récemment encore, l'histoire de l'expédition de Charlemagne en Espagne. Quant aux sources, non seulement les écrivains arabes n'ont pas été consultés, mais les ouvrages qui pouvaient jusqu'à un certain point suppléer aux documents originaux, comme ceux de Reinaud et de Dozy, ne sont pas même cités : tout se réduit à quelques extraits découpés dans Müller, Breysing, Mühlbacher, Simson et Lips.

La seconde partie (p. 10-22) est consacrée au récit des pirateries des Arabes dans le bassin occidental de la Méditerranée. Là encore, nous ne trouvons que des citations d'auteurs occidentaux.

La troisième partie (p. 22-93), qui traite des Arabes en Italie jusqu'à

1. Par exemple, sous le n° 4047, il faut ajouter qu'une seconde copie du cartulaire de la Trinité de Vendôme, due à Salmon, est à la Bibliothèque nationale, ms. nouv. acq. lat. 1232. Il faut rectifier la notice du n° 4055 consacré au *Cartulaire de la Trinité de Vendôme* de M. l'abbé Métais, en disant que le cartulaire a été publié d'abord en quatre volumes in-8°, le quatrième contenant les tables (Paris-Vendôme, 1893-1897); puis que M. l'abbé Métais a publié un nouveau tome IV contenant un bullaire et d'autres documents annexes et un tome V contenant une introduction et les tables (Vannes, 1900-1904). Les indications relatives aux copies du *Livre noir de Saint-Florent de Saumur* (n° 3404) ne sont pas non plus d'une parfaite exactitude : Marchegay, dom Pitra et Salmon allèrent ensemble à Cheltenham copier le précieux cartulaire; ils en transcrivirent chacun un tiers et, une fois rentrés en France, complétèrent leurs copies respectives à l'aide des copies des deux autres. Le manuscrit de Marchegay est aux Archives de Maine-et-Loire, celui de Salmon à la Bibliothèque de Tours, celui de dom Pitra était conservé autrefois à Solesmes.

la mort de Louis II, est plus détaillée, grâce à Amari, mais aussi peu personnelle que les précédentes. Elle débute par le récit de la conquête de la Crète par les émigrants de Cordoue (ce qui n'a rien de commun avec le bassin occidental de la Méditerranée), et, là encore, à défaut des sources originales, arabes et grecques, les travaux de Dozy, de Schlumberger, de Mariano Gaspar sont inconnus. Les multiples expéditions des Musulmans qui, après avoir conquis la Sicile, prirent pied en Italie, grâce aux divisions des petits états et à leur jalousie contre l'Empereur, sont énumérées en détail; mais, comme je l'ai dit, à part Amari et la Chronique de Cambridge, il n'est pas question de sources arabes.

Somme toute, ce mémoire incomplet n'ajoute rien à ce que nous savons déjà, et il n'était guère nécessaire de le publier dans les *Heidelberger Abhandlungen zur mittleren und neueren Geschichte* dont il forme le XIII<sup>e</sup> fascicule.

René BASSET.

---

Adolf GOTTLÖB. *Kreuzablass und Almosenablass. Eine Studie über die Frühzeit des Ablasswesens.* Stuttgart, Enke, 1906. In-8°, xiv-346 pages.

Le livre que M. Gottlob a consacré aux origines de l'institution, si importante au moyen âge, des *indulgences*, qu'il s'agisse de celles qu'on réservait aux croisés ou de celles dont bénéficiaient les auteurs des libéralités faites à l'Église et aux établissements religieux de toute espèce, est certainement un des meilleurs travaux dont les institutions médiévales aient été l'objet depuis quelques années. Sous ce titre d'apparence modeste, l'auteur a traité et résolu l'une des questions qui touchaient au vif la conscience religieuse et la vie intime des hommes du moyen âge, et il l'a fait avec une rigueur de méthode et une précision sobre d'érudition qui donnent à son œuvre une valeur inattaquable. Les conclusions qui s'en dégagent peuvent être considérées comme acquises à la science. Et elles intéressent par les côtés les plus divers l'historien de la civilisation de cette période, puisqu'elles jettent à la fois la lumière sur l'organisation des croisades, la confession et les institutions pénitenciaires, les finances de la monarchie pontificale, les doctrines théologiques et les mesures prises contre l'hérésie. Le livre de M. Gottlob constitue une introduction nécessaire à l'histoire de la réforme du xiv<sup>e</sup> siècle, ce qui indique suffisamment sa portée, sans parler des résultats de détail auxquels il aboutit pour l'histoire des institutions médiévales proprement dites.

Achille LUCHAIRE.

Aloys SCHULTE. *Die Fugger in Rom (1495-1523)*. Mit Studien zur Geschichte des kirchlichen Finanzwesens jener Zeit. Leipzig, Duncker et Humblot, 1904. 2 vol. in-8°, xi-308 et 247 pages.

Au milieu du dédale monétaire du moyen âge et du tumulte incessant de ses guerres publiques et privées, il eût été extrêmement hasardeux pour les collecteurs des taxes, décimes et autres contributions ecclésiastiques de se charger eux-mêmes du transport au loin de leurs recettes. Rome fut ainsi amenée à se servir de l'entremise d'arbitragistes rompus au maniement des instruments du crédit et possédant en outre les capitaux qui leur permettaient de consentir des avances aux prélats et aux communautés religieuses dépourvus de fonds disponibles. Les Templiers, les Juifs et les banquiers italiens remplissaient également ces conditions. Mais les Templiers disparurent de bonne heure et le sentiment populaire n'eût pas supporté de voir les armes spirituelles de l'Eglise mises au service des Juifs; c'était pourtant l'unique garantie et l'unique moyen d'exécution que celle-ci avait à offrir à ses mandataires contre des débiteurs ecclésiastiques insolvables ou récalcitrants. C'est pourquoi seules les maisons de banque italiennes, et en particulier les maisons florentines, restèrent investies de la mission de faire centraliser par leurs agents les impositions levées sur tous les points du monde catholique et d'en verser l'équivalent à la Chambre apostolique à Rome. Dans son « Histoire du commerce entre l'Italie et l'Allemagne du sud-ouest », M. Schulte avait déjà dégagé et exposé à nos regards les rouages de cet immense et ingénieux mécanisme. Fondé sur ses recherches dans les livres de comptabilité conservés aux archives du Vatican, recherches dont il a contrôlé les résultats dans celles d'Allemagne, son nouveau livre : *les Fugger à Rome*, vient sous certains rapports compléter cette partie de son grand ouvrage.

Nous y voyons Jacob Fugger, le célèbre banquier des Habsbourg, celui que Maximilien appelait son Juif, arriver, malgré son origine ultramontaine, à occuper à Rome la situation prépondérante jusque-là réservée aux *Mercatores Cameram apostolicam sequentes* de Florence et de Sienne. De 1495 à 1520, il y eut cent dix changements parmi les titulaires des évêchés d'Allemagne, des Pays scandinaves, de la Hongrie et de la Pologne; la maison Fugger intervient dans quatre-vingt-huit de ces mutations. En Italie, elle accorde des prêts aux prélats romains et reçoit leurs dépôts à intérêt, parfois peut-être dans le but de protéger leur fortune contre l'exercice éventuel du droit de dépouille; elle encaisse en Allemagne et verse à Rome le montant des *Servitia Communia* et des Annates, se substitue aux évêques et aux monastères allemands obérés ou les cautionne et rassemble aux lieux d'origine l'argent recueilli par les commissaires pontificaux préposés aux indulgences. On la voit encore engagée dans des affaires purement politiques, comme le recrutement et le paiement de la solde de la garde suisse et

le versement à l'Empereur de subsides promis par les papes. Dans le passé, les empereurs, les princes et les sénats des villes libres avaient fait appel à l'expérience technique des monnayeurs italiens; maintenant, c'est Jules II qui confie aux Fugger la direction de ses ateliers monétaires et, bien que ses successeurs ne les aient pas confirmés dans ce privilège exclusif, il existe toute une suite de pièces romaines échelonnée sur une période de trente ans, où s'étale le trident accompagné d'un anneau qui était leur marque de commerce. Enfin, dans les années de gêne financière fréquentes sous les pontificats dépensiers d'Alexandre VI, de Jules II et de Léon X, ils viennent à leur secours et font des avances considérables à valoir sur les recettes au recouvrement desquelles ils étaient délégués.

Il y a plus d'une analogie entre les grands financiers et les grands conquérants; les uns annexent des provinces; les autres visent des conquêtes en or et en argent : chacune de ces opérations est conçue en vue d'un bénéfice à réaliser. Pour les transferts des fonds encaissés au nord des Alpes, les Fugger gagnaient sur le change qu'ils calculaient invariablement au cours de 100 ducats romains pour 140 florins du Rhin. Pour les prêts aux prélats et aux maisons religieuses, l'Eglise, tout en continuant à proscrire l'usure en principe, admettait la stipulation d'intérêts de retard (*dampna* ou *interessae*) en plus du remboursement des frais; déjà en 1288, Nicolas IV avait expressément sanctionné cette distinction. Quant aux emprunts directs du Saint-Siège, les Fugger, comme les autres banquiers, ont certainement touché des intérêts plus ou moins déguisés qui, parfois, ont atteint le taux de 22 %; souvent ces intérêts prenaient la forme d'une gratification ou d'un don. Au surplus, nul en Italie ne se faisait dans la vie pratique scrupule de payer ou de recevoir des intérêts, et le jour était proche où Eck, le théologien ami des Fugger, allait publiquement défendre à Bologne la légitimité du contrat de prêt commercial à intérêts fixés d'avance (1515). Indiquons encore une autre source de bénéfices sur ces prêts : les Fugger, qui étaient les plus puissants métallurgistes de l'Europe, ont précisément, de 1494 à 1504, époque de leurs débuts sur une grande échelle à Rome, réalisé à Venise de fortes quantités de cuivre, réalisations qui ont sans doute contribué à fournir la contrepartie de leurs versements dans la Ville Éternelle. Du reste, sous Jules II, ils en ont expédié dans les États pontificaux et notamment à Civita-Vecchia.

M. Schulte s'est acquitté avec une persévérance méritoire de la tâche ingrate de faire l'historique détaillé d'un grand nombre de ces transactions, où les préoccupations financières et fiscales l'emportent absolument sur les considérations religieuses. Du chapitre très instructif sur l'organisation des indulgences se dégage l'impression que, pour Rome, celles-ci n'ont pas été, à beaucoup près, aussi fructueuses qu'on le croit généralement. Souvent l'octroi d'une indulgence était sollicité par les autorités, même civiles, ayant en vue un objet spécial. Généralement,

le Saint-Siège se réservait un tiers du produit, mais toujours les frais de perception, absorbant parfois au delà de la moitié des sommes recueillies, étaient énormes. L'argent passait à portée de trop de mains tant laïques qu'ecclésiastiques, toutes également tendues pour s'en emparer.

Un chapitre bien vivant est celui où sont pour la première fois dévoilés avec pièces à l'appui tous les dessous de la confirmation d'Albert de Brandebourg comme archevêque de Mayence et de Magdebourg : M. Schulte établit victorieusement que l'initiative simoniaque partit de Rome et non de Mayence. Albert avait à peine vingt-quatre ans; toutefois sa jeunesse ne devait pas effaroucher Léon X, qui avait été lui-même revêtu de la pourpre pontificale à l'âge où d'autres enfants sont encore à l'école. Le cumul sur une même tête princière de deux archevêchés et d'un évêché (celui de Halberstadt) semblait une chose naturelle aux aristocratiques chapitres de chanoines du Saint-Empire. Tout cela devait s'arranger au moyen de dispenses, et l'Électeur de Brandebourg, frère de l'élu, avait judicieusement prévu que la question de la confirmation à obtenir serait uniquement une question d'argent. Il s'agissait donc de trouver un banquier solide et généreux; Jacob Fugger fut ce *Deus ex machina*; il avança près de 50,000 ducats, et Zink, son agent en titre ou *institor* près de la Chambre apostolique, semble bien être le personnage « influent et digne de foi » que citent les envoyés d'Albert de Brandebourg et qui se chargea de leur faire comprendre qu'une « composition » spontanée et supplémentaire de 40,000 ducats, en échange de laquelle Sa Sainteté accorderait volontiers la publication d'une indulgence plénière en forme de jubilé, aplanirait tous les obstacles. Malgré l'insuffisance des documents intimes, le bon Zink est une figure curieuse à connaître : à la fois fondé de pouvoirs de ses patrons, familier du pape, protonotaire et scribe aux lettres apostoliques, il est le seul agent de banque de naissance étrangère qui, à l'exemple de certains de ses collègues italiens, soit entré dans la cléricature et ait ambitionné les charges de la curie afin de se livrer plus commodément à un commerce de prébendes et de bénéfices. Hutten l'a dénoncé à l'indignation de ses compatriotes : « J'ai vu le vieux Zink à l'œuvre à Rome », écrit-il dans son dialogue des *Brigands* à propos du trafic des bulles et des dispenses. Au surplus, l'Italie de la Renaissance était trop sceptique pour s'émouvoir de si peu, et quant au monde officiel d'Allemagne, en proie à une pénurie chronique, on ne regardait pas de près aux moyens de s'enrichir.

Le second volume du savant historien renferme une collection variée de lettres, de pièces de comptabilité et de documents officiels éclairant d'une vive lumière les mœurs ecclésiastico-religieuses de l'époque et en particulier les origines de la fameuse indulgence qui devait, à la voix puissante de Luther, déchaîner la révolution religieuse en Allemagne.

E. CASTELOT.

Georges SCELLE. **La traite négrière aux Indes de Castille. Contrats et traités d'Assiento.** Paris, libr. de la Soc. du Recueil J.-B. Sirey, 1906. 2 vol. in-8°, xxii-845 et xxvii-715 pages.

Cet immense ouvrage, conçu suivant les données les plus méthodiques et appuyé sur une excellente documentation, résume l'histoire juridique de l'importation des nègres aux Indes espagnoles, depuis les origines jusqu'aux traités de 1715.

L'auteur a travaillé à Paris, à Simancas, à Madrid, à Séville, à Lisbonne et à Londres dans les grands dépôts d'archives où sont conservés les documents relatifs à cette importante question, aux négociations et aux traités auxquels elle a donné lieu pendant deux siècles. Chaque chapitre comprend, en outre, une bibliographie détaillée, où sont mentionnés les principaux ouvrages relatifs aux sujets traités dans le chapitre et les fonds d'archives et les manuscrits consultés. M. Scelle, qui cite notre *Espagne de l'ancien régime*, ne paraît pas avoir connu l'existence du troisième volume, publié en 1904 avec le sous-titre : *la Richesse et la civilisation*. Il ne paraît pas s'être servi de la *Monarquía indiana* de F.-J. Torquemada, ni de l'*Historia del Nuevo Mundo* de Muñoz, ni du livre de Gaffarel sur la *Floride française*, ni de l'ouvrage de Des-salles : *Histoire générale des Antilles*. La documentation, très sérieuse et très complète, pour toute la partie juridique et diplomatique, aurait pu être complétée par quelques ouvrages relatifs aux États américains esclavagistes, qui auraient permis à l'auteur d'étudier le fonctionnement même de l'esclavage aux Indes. Ce n'est là qu'une objection de détail, puisqu'il ne s'agit pas du sujet véritable de l'ouvrage ; mais, comme M. Scelle s'est livré à une étude générale de l'esclavage, il aurait pu aussi en déterminer les conditions au Nouveau-Monde et en retracer la physionomie propre dans chacun des pays américains qui l'ont connu.

Le « livre préliminaire » traite de la découverte du Nouveau-Monde, de l'organisation des Indes espagnoles et notamment de l'esclavage, rendu nécessaire par le climat, qui s'opposait à l'emploi de la main-d'œuvre blanche. Avec le livre I : *Période espagnole ou des licences*, nous entrons en plein dans le sujet. Les nègres sont introduits en Amérique dès les premières années de la conquête, et, dès 1513, le gouvernement se réserve le droit d'accorder les licences nécessaires et de les taxer. La traite devient dès lors une source de profits pour le trésor royal et se développe rapidement. Las Casas voit lui-même dans le travail des noirs un moyen de soulager les pauvres Indiens, moins aptes aux fatigues et moins résistants que les nègres d'Afrique.

Le favoritisme et l'inconséquence furent les caractéristiques de la politique coloniale de Charles-Quint à ses débuts, la traite n'y échappa point. On donna un monopole à Laurent de Gouvenot, baron de Montinay, favori du roi, puis on octroya d'autres licences à d'autres particuliers, puis on finit par faire comme si le monopole de Gouvenot n'existait pas. L'introduction de la canne à sucre aux Indes amena de



nouveaux besoins. Les Antilles firent bientôt une consommation terrible de noirs. En 1528, deux Allemands, favoris de l'empereur, obtinrent l'autorisation d'importer en dix ans 4,000 nègres; et de nouveaux *asientos* partiels furent accordés à côté de ce contrat général.

Le régime des contrats libres fut la loi commune jusqu'à l'époque de la conquête du Portugal. Charles-Quint vendit, en 1551, 17,000 licences, à 8 ducats l'une, et malgré l'effroyable importation, qui faisait d'Hispaniola « une image de l'Éthiopie », les besoins croissant toujours, un nègre se vendait 80 à 100 pesos. Le contrôle exercé par le roi sur le commerce des nègres lui permettait de se servir de l'*asiento* comme d'un excellent instrument de police ou de finances. Il légiférait, il réglementait, il permettait, il prohibait tour à tour. Il octroyait les licences gratuites à des villes ou à des particuliers; il autorisait des couvents à vendre des nègres pour racheter leurs moines captifs des Mores; il accordait des licences pour rembourser les emprunts forcés qu'il avait perçus; il donnait des licences pour désintéresser les négociants dont il avait réquisitionné l'argent; il payait en licences les intérêts des dettes d'État (*juros*), il allait même jusqu'à amortir leur capital avec des concessions de licences plus étendues. Et tels étaient les besoins du trésor et ceux de la colonisation que de 1560 à 1561 le prix des licences monta de 10 à 30 ducats, et que la demande ne se ralentit pas. Les licences finirent par constituer une véritable monnaie, un papier négociable, comme un billet à ordre.

La conquête du Portugal par Philippe II (1580) eut pour résultat de mettre l'Espagne en contact direct avec un peuple, habitué depuis longtemps au commerce des noirs et qui pouvait chaque année tirer 10 à 11,000 nègres de ses colonies d'Afrique. Longtemps, le Conseil des Indes s'opposa à ce qu'un commerce aussi lucratif fût confié à des Portugais. En 1595, le roi résolut d'affermir le commerce des noirs : à un Castillan d'abord, puis, en 1601, à un Portugais. Sauf une légère interruption causée surtout par les exigences du fisc et les jalousies castillanes, le système fonctionna jusqu'à l'émancipation du Portugal, quoique toujours gêné par les caprices de l'administration et ruiné par la guerre hispano-hollandaise.

De 1640 à 1650, le commerce des noirs fut suspendu par l'état de guerre, et quand l'Espagne tenta de le reprendre à son compte, elle échoua encore lamentablement et dut s'adresser à des commerçants d'Amsterdam, puis à des Génois. Mais la mauvaise foi des assentistes, l'incapacité administrative des hommes d'État espagnols donnèrent à cette période un caractère extraordinairement anarchique et, à la faveur de tous ces désordres, les Hollandais et les Anglais devinrent les véritables fournisseurs de l'Amérique espagnole; les assentistes venaient acheter leurs esclaves à la Jamaïque et à Curaçao.

Lorsque l'Espagne vaincue se fut résignée, le 13 février 1668, à reconnaître l'indépendance du Portugal, les Portugais eux-mêmes demandèrent à reprendre la fourniture des nègres, comme avant la guerre.

L'Espagne eut grand peine à s'y résigner, et après avoir cherché encore à réserver le commerce aux Castillans, elle s'adressa de nouveau aux Hollandais.

Le second volume est consacré à la période de la guerre de succession et conduit les faits jusqu'à la paix d'Utrecht. Revenant de quelques années en arrière, l'auteur nous montre comment les Portugais réussirent peu à peu à évincer les Hollandais du commerce négrier et se trouvèrent en possession de l'*asiento de negros* au moment du changement de dynastie.

Quelques Castillans intrépides voulaient profiter des circonstances pour reconquérir le Portugal. Louis XIV s'opposa à toute entreprise belliqueuse et engagea, au contraire, son petit-fils à maintenir à tout prix son alliance avec le Portugal. Des rectifications de frontière aux Indes, des indemnités aux assentistes portugais furent les principales clauses du traité d'alliance (18 juin 1701). Mais l'*asiento de negros* ne fut pas continué au Portugal et passa, au contraire, à la France, malgré la jalousie des commerçants espagnols, qui craignaient de voir les marchandises françaises arriver jusqu'aux Indes avec les vaisseaux négriers. M. Scelle nous retrace tout au long l'histoire de la Compagnie française de l'Assiento (1701-1713), dont la création fut une des causes de l'hostilité de l'Angleterre. Il nous dit ses origines, nous énumère ses privilèges, nous apprend que Louis XIV s'y intéressa pour 750,000 livres. Chargée en même temps de la fourniture des nègres aux Antilles françaises et aux Indes espagnoles, elle ne put suffire à cette tâche. Elle était dans un grand état de délabrement et demandait elle-même la suppression de son privilège quand commencèrent les négociations de la paix avec l'Angleterre (1711).

Depuis longtemps, les Anglais songeaient à s'emparer du commerce de l'Amérique, et la guerre de la Succession d'Espagne fut pour eux surtout une guerre commerciale. A la paix, les Indes restèrent à l'Espagne, mais le droit d'y commercer fut interdit en principe à la France, et l'Angleterre obtint, au contraire, pour trente ans l'*asiento de negros*, et, en plus, la faveur du vaisseau de permission. M. Scelle suit pas à pas les négociations qui aboutirent à ces résultats, si avantageux pour la Grande-Bretagne, et résume également l'histoire des traités avec la Hollande et le Portugal.

La conclusion, très originale et très juste, de cette grande enquête est que l'*Asiento* fut pour l'Angleterre un incomparable instrument de conquête économique, qu'elle s'empara, grâce à lui, du commerce des Indes et obligea l'Espagne à abolir sa législation surannée en la mettant en face d'une situation telle que les règlements antiques avaient perdu toute force et toute valeur.

Telle est, brièvement résumée, la matière des deux volumes de M. Scelle. Nous ne nous attarderons pas à y relever une série de petites erreurs de détail, qu'il eût été facile d'éviter<sup>1</sup>; mais l'on peut se deman-

1. Il est dans son droit d'écrire *assiento* à l'ancienne mode, au lieu d'*asiento*,

der s'il était absolument indispensable de traiter le sujet en 1500 pages. Nous croyons que l'auteur eût pu alléger beaucoup son livre en prenant franchement parti entre l'histoire et le droit. On ne sait au juste, en le lisant, s'il a voulu faire une étude historique ou une étude juridique; il eût mieux valu, croyons-nous, se placer résolument sur le terrain juridique et supprimer, autant que possible, tous les hors-d'œuvre, — comme l'histoire de l'esclavage avant le xvi<sup>e</sup> siècle, — et tous les détails historiques qui n'étaient pas strictement indispensables à l'intelligence du sujet. Le livre n'y eût rien perdu de sa nouveauté et de son sérieux.

G. DESDEVICES DU DEZERT.

---

Fritz WOLTERS. *Studien über Agrarzustände und Agrarprobleme in Frankreich, von 1700 bis 1790.* (Staats-und sozialwissenschaftliche Forschungen, de Schmoller et Sering, t. XXII.) Leipzig, 1905. In-8°, ix-438 pages.

Cet ouvrage se compose de plusieurs études détachées, mais qui toutes ont trait à la question agraire en France au xviii<sup>e</sup> siècle. L'auteur s'est livré à des recherches approfondies; il connaît bien la littérature de son sujet; toutefois, il y a lieu parfois de regretter qu'il n'ait pas utilisé davantage les documents inédits, qui, sur certains points, lui auraient fourni de précieuses données.

La première étude est relative à la propriété foncière à la veille de la Révolution. On n'y trouvera ni recherches personnelles, ni résultats nouveaux. Mais M. Wolters est au courant des travaux les plus importants qui, en ces dernières années, ont paru sur cette question; il a tiré bon parti des études de MM. Loutchisky, Bloch, Marion. Il étudie notamment la question de savoir comment le sol était réparti entre les diverses classes sociales. Il examine avec soin les renseignements fournis à cet égard par les cahiers de paroisses; mais ce sont

comme on écrit aujourd'hui; mais il aurait dû dire *assentiste* (d'*assentista*) et non *assientiste*, qui n'est ni français ni espagnol. Il écrit *alcalde*, et nous croyons qu'il a raison, mais il devra alors écrire *almirante* et non *amirante*. Il ne faut pas écrire *Consejo* mais *Consejo*; *Autunez* mais *Autunez*; *rétablissement* mais *reestablecimiento*. *Porto-Velo* est une orthographe très défectueuse de *Porto-Bello*; c'est ce nom qui est le vrai, le plus correct et le plus connu. Nous croyons que le mot *petrércheries* (de l'espagnol *perrechos*, matériaux de construction, agrès) court grand risque de n'être compris d'aucun Français. Le mot *galion*, qui vient de *galère* et de *galée*, et se dit en espagnol *galéon*, s'écrit *galion* et non *gallion*, comme l'écrit toujours M. Scelle. Quelques inadéquates peuvent être signalées au cours du texte. A la page 588 du tome I, M. Scelle nous parle des *Tudors*, détrônés en 1641 et 1688. A la page 128 du tome II, nous voyons la succession de *Charles III* s'ouvrir en 1700. A la page 333, on nous parle de procédures si longues qu'un chargement d'eau-de-vie risqua de se *gâter* devant qu'elles fussent terminées!

là des renseignements très peu précis<sup>1</sup>, et seules des statistiques, comme celles que M. Loutchisky a dressées d'après les rôles des impositions, permettront d'arriver à des résultats réellement satisfaisants.

M. Wolters étudie ensuite les théories relatives au partage du sol et au communisme agraire, qui ont été élaborées au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il marque d'une façon très précise l'influence qu'a exercée sur ces théories le concept du droit naturel, qui s'est peu à peu dégagé au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle et surtout du XVIII<sup>e</sup>; il insiste avec raison sur l'œuvre de Burlamaqui, dont les *Principes de droit naturel* ont paru en 1749; Rousseau s'en est certainement inspiré. Il pense aussi que l'éclosion des doctrines socialistes du XVIII<sup>e</sup> siècle a été favorisée par l'apparition des nombreuses utopies, qui représentent les hommes vivant à l'état de nature comme jouissant du bonheur parfait, par les descriptions enthousiastes de l'état communiste du Paraguay, par l'admiration qu'inspiraient les institutions de Sparte et les lois agraires de la République romaine. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, on commence à faire la critique de la société existante, mais en ne s'appuyant guère que sur des considérations morales; on reproche surtout à l'inégalité d'être contraire à la vertu. On a cherché aussi les moyens de réformer la société. Et ici, — l'auteur l'établit très fortement, — deux théories sont en présence : celle qui préconise un partage égal du sol et celle qui ne voit de salut que dans le communisme agraire. Les partisans de la première théorie ne veulent pas de loi agraire, mais ils pensent que la situation si malheureuse des cultivateurs ne s'améliorera que si l'on parvient à diminuer la grande propriété et à restreindre les biens de mainmorte; ils demandent que l'État limite la quantité de terre qu'on pourra posséder ou acquérir, que les terres incultes soient distribuées aux paysans, que le droit d'aînesse soit aboli, que des impôts progressifs soient établis : toutes mesures qui, pensent-ils, auraient pour effet d'étendre à tous la propriété. — Le communisme agraire a beaucoup moins de partisans; il se présente encore sous la forme d'une doctrine utopique qui se propose, par la communauté générale des biens, d'assurer le bonheur et la moralité de tous les hommes. M. Wolters montre très justement que, de 1780 à 1790, on se préoccupe davantage de l'application de théories qui jusqu'alors

1. L'Appendice I (p. 29 et suiv.) est consacré à une étude critique fort intéressante sur les cahiers de paroisses du bailliage d'Autun. M. Wolters constate qu'un grand nombre de cahiers contiennent des articles identiques; c'est dire que beaucoup d'entre eux procèdent de modèles qui ont été envoyés aux paysans par la bourgeoisie. L'auteur estime cependant que les cahiers de paroisses constituent une source d'un grand intérêt pour l'histoire sociale de la France en 1789 : il est, en effet, peu de cahiers qui aient copié servilement leurs modèles; presque toujours des articles originaux ont été ajoutés, qui ont trait à des particularités locales; enfin certains cahiers sont complètement originaux et ont été tout entiers rédigés par les paysans eux-mêmes. M. Wolters a vu beaucoup plus juste que M. Adalbert Wahl, qui dénie presque toute valeur aux cahiers de paroisses (*Studien zur Vorgeschichte der französischen Revolution*, p. 1-68).

étaient restées presque entièrement spéculatives; on cherche maintenant à combattre d'une façon précise les privilèges des classes dirigeantes; on fait une critique plus personnelle et plus âpre du régime social. L'auteur examine les principales brochures qui ont paru dans les dernières années de l'ancien régime: on voit que les écrits purement communistes sont rares, mais que beaucoup de pamphlets opposent à la classe des propriétaires la classe des non propriétaires et réclament un partage plus équitable du sol. Toute cette étude, faite d'après les sources, est très intéressante et complète sur plus d'un point les recherches antérieures de M. Lichtenberger<sup>1</sup>.

La troisième partie de l'ouvrage est consacrée au mouvement agraire de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle est fort instructive, et l'on regrettera seulement un peu de hâte dans la rédaction, une composition un peu confuse, quelques répétitions. M. Wolters montre que déjà de 1700 à 1750, par réaction contre le mercantilisme, on en arrive à considérer que la culture est le fondement de toute la vie économique. Mais c'est surtout à partir de 1750 que se manifeste l'engouement pour l'agriculture: l'on voit apparaître toute une littérature agronomique, qui s'inspire d'abord des ouvrages anglais, puis qui produit des œuvres vraiment originales. Le mouvement est donc antérieur à la propagation de la doctrine physiocratique, mais celle-ci a contribué à le rendre plus intense. Il apparaît clairement aussi que les conceptions des physiocrates n'ont pas triomphé aussi complètement qu'on pourrait le croire. Tandis que les physiocrates se prononcent énergiquement en faveur de la grande propriété et de la grande exploitation, il existe toujours de nombreux partisans de la petite propriété et de la petite culture qui pensent que celles-ci seules permettront à l'agriculture de faire de grands progrès.

M. Wolters a essayé de déterminer les effets pratiques de tout ce mouvement d'idées. Il a décrit d'une façon intéressante les efforts qui ont été faits pour améliorer les procédés agricoles, pour créer une culture intensive, pour atténuer le système de la jachère, pour répandre l'usage des prairies artificielles. Il a retracé avec précision les mesures prises par le gouvernement pour accroître la production agricole, pour restreindre la vaine pâture, pour favoriser les défrichements. Mais les progrès agricoles ont-ils été aussi considérables dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle que le pense l'auteur? La hausse très rapide des prix et de la valeur des terres ne peut être attribuée exclusivement à une plus grande prospérité de l'agriculture; cette hausse semble avoir été déterminée surtout par une très forte diminution de la valeur de l'argent<sup>2</sup>. La question des communs et des afféagements

1. Voy. *le Socialisme au XVIII<sup>e</sup> siècle*, 1895; *le Socialisme utopique*, 1898; *le Socialisme et la Révolution française*, 1899.

2. Voy., par exemple, Zolla, *les Variations du revenu et du prix des terres en France aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles* (*Annales des Sciences politiques*, années 1893-1894). — M. Wolters reconnaît d'ailleurs que la plupart des paysans restent fidèles aux anciens procédés de culture.

aurait mérité une étude plus approfondie. M. Wolters explique nettement en quoi les droits seigneuriaux étaient un obstacle aux progrès de l'agriculture; mais la description de ces droits, faite d'après les feudistes, est trop superficielle. Quant à la réaction seigneuriale, qui marque les dernières années de l'ancien régime, on n'en a pas dégagé suffisamment le véritable caractère. — L'auteur établit très justement que les paysans, à la veille de la Révolution, commencent à avoir conscience de leurs intérêts de classe : ils s'élèvent contre les droits seigneuriaux, dont ils demandent le rachat ou l'abolition, contre la réaction « féodale », contre les usurpations de communs. Ils manifestent leur désir d'accroître leur propriété au moyen du morcellement des biens d'Église et du domaine de la couronne; ils se plaignent de la concentration des grandes fermes et réclament la liberté de la culture. Ainsi s'expliquent les mouvements agraires de 1789 et 1790.

La quatrième partie traite des biens de mainmorte au XVIII<sup>e</sup> siècle : c'est peut-être la meilleure de l'ouvrage. M. Wolters montre fort bien comment la sécularisation des biens ecclésiastiques, qui a été accomplie par la Révolution, procède des tendances mêmes du XVIII<sup>e</sup> siècle. L'édit de 1749 sur les biens de mainmorte, l'institution de la Commission des Réguliers commencent à porter atteinte à la propriété de l'Église. On en arrive à considérer que l'État a le droit d'en disposer souverainement. On admet d'autant plus volontiers le droit de l'État que l'on est convaincu que l'Église fait de cette propriété un mauvais usage, vole « le bien des pauvres », et que l'on voit le bas clergé sacrifié au haut clergé. Puis l'on considère aussi que les biens de l'Église empêchent la diffusion de la propriété, font obstacle aux progrès de l'agriculture, nuisent aux travailleurs. Il importe donc de mettre ces biens à la disposition de la société, de la nation. L'Église n'en est qu'usufruitière; elle les a reçus en vue d'un usage déterminé; comme le but de la fondation n'est plus respecté, il appartient à la nation de les reprendre et de leur donner enfin leur véritable destination.

Voici que paraissent des projets précis de sécularisation. Les uns, les plus modérés, déclarent que la nation a le droit de s'emparer au moins du tiers de ces biens, qui représente la part des pauvres. Les autres se prononcent pour une complète confiscation des propriétés ecclésiastiques, que l'on emploiera, soit à entretenir des institutions de charité, soit à éteindre les dettes de l'État, soit à accroître le nombre des propriétaires. — M. Wolters montre que ces idées ont été fidèlement reproduites dans les cahiers de 1789; ce ne sont pas seulement la bourgeoisie et les paysans, mais c'est souvent aussi la noblesse, qui affirme que les biens de l'Église appartiennent en réalité à la nation et que, leur destination primitive ayant été méconnue, l'État doit en reprendre possession. Maintes fois l'on réclame une sécularisation partielle ou totale. Et ainsi se trouve tout naturellement préparée l'œuvre de l'Assemblée constituante.

Henri SÉE.



## RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — *Revue des questions historiques*. 1907, avril. — A. D'ALÈS.

La question baptismale au temps de saint Cyprien (saint Cyprien, avec son intransigeance ordinaire, prétendait que le baptême, pour être valable, devait être conféré par un prêtre orthodoxe. Le pape Étienne, avec le bon sens qui distinguait alors l'Église de Rome, soutenait que le baptême était valable pourvu qu'il fût conféré suivant les formes régulières. Il admettait le baptême des Novatiens comme Libère et Sirice admirent celui des Ariens). — G. GUILLON. Léopold I<sup>er</sup> et sa cour (analyse agréable de la correspondance du marquis de Sébeville, envoyé de France à la cour de Vienne de 1681 à 1684. Il trace un portrait peu favorable de l'empereur, dominé par sa femme, un capucin intrigant, le P. Emerick, devenu évêque de Vienne et conseiller d'État, et le nonce Buonvisi. La politique de Louis XIV paraît dans ces lettres plus franche et plus modérée que celle de l'Autriche, dominée par les préoccupations confessionnelles). — DE MARICOURT et A. DRIARD. Une abbaye de filles au XVIII<sup>e</sup> s. Gomerfontaine (intéressants comptes de recettes et dépenses de l'abbaye en 1735; curieuses contestations de l'abbesse, M<sup>me</sup> de la Viesville, avec le comte de Charolais). — H. DU BOURG. Religieux et monastère persécutés au XVIII<sup>e</sup> s. (persécutions dont l'abbaye de Saint-Hubert dans le duché de Luxembourg, son abbé de Jong et Dom Coster furent victimes de la part des Autrichiens, de 1740 à 1746, en dépit des efforts du roi de France, protecteur de l'abbaye). — P. BLIARD. Un épisode de la jeunesse du P. Loriguet (Loriguet, qui avait passé les années 1791-1795 à Anvers et à La Haye comme précepteur, ayant perdu son passeport, fut emprisonné en 1796 comme émigré et fut pendant six ans soumis à une série de procédures des plus vexatoires). — A. AUZOUX. Linois à Algésiras (récit minutieux de ce brillant combat où l'amiral Linois, sur le *Formidable*, déploya une habileté et un courage remarquables). — J. VIARD. La fiscalité pontificale en France au XIV<sup>e</sup> s. (d'après le livre récent de Samaran et Molat). — L. MAÎTRE. Une coalition religieuse en 1792 chez les Bretons (récit de la courageuse pétition adressée à l'Assemblée nationale par la municipalité de Clisson en faveur des prêtres non assermentés). — Comptes-rendus : Binschedler. Kirchliches Asylrecht und Freistätten in der Schweiz (important). — *Medin*. La storia della repubblica di Venezia nella poesia (suit chronologiquement les échos des événements dans la poésie). — D'Azambujo. La Grèce ancienne (peu au courant et peu clair). — *Launay*. Histoire de l'Église gauloise jusqu'à la conquête franque (2 vol.; insuffisant). — *Tamassia*. S. Francesco d'Assisi e la sua leggenda (démolît la légende de Thomas de Celano dont le révérend

Rosedale et le P. Édouard d'Alençon viennent de donner deux éditions : *S. Francis of Assisi according to Brother Thomas of Celano*, Londres, 1904, et *S. Francisci vita et miracula authore Fr. Thoma de Celano*, Rome, 1906). — *L. de Kerval*. L'évolution du merveilleux dans les légendes de saint Antoine de Padoue (excès de scepticisme). — *Sorbelli*. Il trattato di S. Vincenzo Ferrer intorno al gran scisma d'Occidente (bonne édition bien commentée). — *De legatis et legationibus tractatus varii*, edidit *W. Hrabar* (publie l'*Ambaxiator brevilogus* de Bernard du Rosier, 1436, le *De officio legati* d'Hermolaus Barbarus, le *De legatis* de Martinus Garratus, et une série d'extraits et d'analyses d'autres œuvres du xv<sup>e</sup> et du xvi<sup>e</sup> s. Très précieuse contribution à l'histoire diplomatique). — *Coggiola*. I Farnesi et il ducato di Parma et Piacenza durante il pontificato di Pacho IV; t. I (important). — *Chassaingne*. La lieutenance générale de police à Paris (bon). — *Ch. Robert*. Urbain d'Hercé, dernier évêque et comte de Dol, grand aumônier de l'armée catholique et royale, fusillé à Vannes en 1795. — *A.-M.-J. Franclicu*. La persécution religieuse dans le département de l'Isère de 1790 à 1802.

**2. — Revue de synthèse historique.** 1906, décembre. — **PARODI**. Traditionalisme et positivisme (critique pénétrante du traditionalisme qui aboutit au phénoménisme pratique, à la morale de l'intuition pure et du bon plaisir). — **SAGNAC**. La Révolution et l'Ancien Régime (analyse finement comment la Révolution, réaction contre l'Ancien Régime, est aussi la suite de cet Ancien Régime lui-même). — **XÉNOPOL**. Le règne du prince Alexandre-Jean I<sup>er</sup> Couza, traité d'après la méthode des séries historiques (système ingénieux, mais très subjectif et périlleux). — **G. WEILL**. Les idées politiques en France au xix<sup>e</sup> siècle. — **RODIER**. La philosophie ancienne. Période post-aristotélécienne (bibliographie des travaux des vingt-cinq dernières années). — **FEBVRE**. Les premières publications de la Commission de l'histoire économique de la Révolution (examen des recueils de MM. Bloch et Charléty). — **Comptes-rendus** : *Gossart*. Espagnols et Flamands au xvi<sup>e</sup> siècle. L'établissement du régime espagnol dans les Pays-Bas et l'insurrection (n'a pas saisi le côté social de la situation où Granvelle représente la bourgeoisie contre la noblesse). — 1907, févr. **RAUH**. Idéalisme et réalisme historiques (critique du livre *Die Probleme der Geschichtsphilosophie* de M. Simmel qui n'admet pas la possibilité de connaître la réalité historique objective, mais seulement celle de concevoir et de recréer une idée de ce que l'histoire a pu être. M. Raub, à côté de cette conception de l'historien artiste, défend la possibilité pour l'historien pur de saisir des faits dans leur relation, et pour le sociologue de les grouper en séries vraies). — **P. LACOMBE**. L'appropriation privée du sol dans l'antiquité. II. Athènes (fin en avril. Dans ces remarquables articles, M. Lacombe montre : 1<sup>o</sup> que toute l'évolution de la propriété privée du sol en Grèce suppose le communisme primitif; 2<sup>o</sup> que les Grecs, en s'efforçant d'arriver à un régime d'égalité absolue des conditions, ne sont arrivés qu'à ruiner tout leur ordre

social et politique). — P. HERMANT. Des notions d'essence et de cause dans les mythes cosmogoniques (les similitudes de ces mythes viennent non d'une transmission, mais des simples lois de la logique, agissant de même partout). — BOISSONNADE. Le commerce des peuples latins dans la Méditerranée au moyen âge (à propos du beau livre de Schaube, *Handelsgeschichte der romanischen Völker des Mittelmeergebietes bis zum Ende der Kreuzzüge*). — L. HALPHEN. La France sous les premiers Capétiens (revue des travaux parus surtout dans les vingt-cinq dernières années). — H. B. L'histoire et l'expansion mondiale (à propos du congrès de Mons et du livre de M. Van Overbergh sur la réforme de l'enseignement). = Comptes-rendus : *Champault*. Phéniciens et Grecs en Italie, d'après l'Odyssée (critique intéressante des théories de Bérard). — G. del Vecchio. Sulla teoria del contratto sociale (soutient que la Déclaration des droits de 89 est la conséquence logique des théories de Rousseau). = Avril. C. BOUGLÉ. Les idées égalitaires et la révolution bouddhique (malgré l'égalitarisme de ses formules, le bouddhisme a été impuissant à modifier le régime des castes et ne l'a même pas tenté. Son fatalisme l'a même fortifié). — FRIBOURG. Nouvelles expériences sur le témoignage (les expériences si curieuses de M. Claparède concluent à l'impossibilité de juger un témoignage collectif d'après les règles de la probabilité, et la possibilité d'un accord dans l'erreur chez des témoins indépendants les uns des autres). — PUECH. La littérature grecque chrétienne depuis 1901. — A. LEVI. La prévision des faits sociaux (à propos du livre de Limentani, *La Previsione dei fatti sociali*. La ramène aux limites modestes où la prévision joue un rôle dans la vie de l'individu, ne s'applique qu'à des tendances générales que les accidents et l'action de la volonté individuelle peuvent toujours modifier). — MONCEAUX. Les recherches archéologiques, leur but et leurs procédés (d'après l'ouvrage de Morgan). = Comptes-rendus : *Turmel*. Histoire de la théologie positive depuis l'origine jusqu'au concile de Trente. Histoire de la théologie positive, du concile de Trente au concile du Vatican (2 vol.). — J. Bellamy. La théologie catholique au xx<sup>e</sup> siècle. — *D'Espagnet*. La République et le Vatican, 1870-1907. — *Abbé Lefranc*. Les conflits de la science et de la bible (bon livre, naturellement mis à l'index).

### 3. — Revue des études historiques. T. LXXII, 1906, nov.-déc.

— P. DE VAISSIÈRE. Lettres de soldats et d'émigrés, 1789-1792 (extrait d'un livre à paraître). — A. SCHUERMANS. Itinéraire général de Napoléon I<sup>er</sup> (suite : 11 nov. 1799-1<sup>er</sup> août 1802). = Compte-rendu : J. Aulagne. La réforme catholique au xvii<sup>e</sup> s. dans le diocèse de Limoges (excellent). = T. LXXIII, 1907, janv.-févr. P. MARMOTTAN. La comtesse d'Albany à Florence sous l'Empire; ses rapports avec la grande-duchesse Élisabeth. — J. PAQUIER. Lettres familières de Jérôme Aléandre (suite : 1521-1522). — A. SCHUERMANS. Itinéraire général de Napoléon I<sup>er</sup> (suite : 2 août 1802-18 mai 1804).

### 4. — La Correspondance historique et archéologique. 1906,

oct.-nov. — É. DE PONTALBA. Capitulation de Washington au Fort Nécessité en 1754 (traduction française d'un article publié en anglais par Ch. Gayarré, de la Nouvelle-Orléans, dans *Leslye Weekly*. Intéressant. A la suite, on donne les termes de la capitulation accordée par M. de Villiers le 3 juillet 1754). = 1907, janv.-févr. F. CHAMBRON. Inventaire des registres des sections de Paris et des pièces originales révolutionnaires (1790-1795) conservés à la Bibliothèque V. Cousin. — E. COYECQUE. La collection Parent de Rosan à la bibl. du XVI<sup>e</sup> arr.

5. — **Mélanges d'archéologie et d'histoire** (École française de Rome). T. XXVII, 1907, fasc. 1-2. — L. CELIER. Alexandre VI et la réforme de l'Église (analyse les papiers de la commission de réforme de 1497 contenus dans le ms. Vat. lat. 3883). — A. PIGANOL. L'impôt foncier des clarissimes et des curiales au Bas-Empire romain (repousse la théorie exposée par F. Thibault dans la *Rev. générale de droit, légist. et jurisprudence*). — J. HATZFELD. Bas-relief des pythaïstes (au musée Baracco, à Rome; nous renseigne sur l'organisation de la Pythaïde à la fin du v<sup>e</sup> s. av. J.-C.). — U. CHEVALIER. Un document en faveur de Lorette (bulle de l'an 1310, d'une insigne fausseté). — C. FAURE. Un projet de cession du Dauphiné à l'Église romaine, 1338-1340 (analyse les enquêtes que le pape fit faire en Dauphiné au moment où il était sur le point d'acheter cette province).

6. — **Revue des études anciennes**. T. IX, 1907, n<sup>o</sup> 2. — H. DE LA VILLE DE MIRMONT. L'astrologie chez les Gallo-Romains (suite). — G. JULLIAN. Notes gallo-romaines : Vo-contii; les Ligures en Normandie. — G. DOTTIN. « Brica », « Briga » et « Briva » (« l'origine des noms en -bria, -brium n'est pas nécessairement -briga »). = N<sup>o</sup> 3. Ph.-E. LEGRAND. L'argumentation d'Euxithéos dans le Discours contre Euboulidès (prouve que seuls les enfants légitimes étaient citoyens à Athènes).

7. — **Revue archéologique**. 1907, mars-avril. — L. JOULIN. Les établissements antiques du bassin supérieur de la Garonne (suite). — A.-J. REINACH. L'origine du *pilum* (les *pilani* étaient ainsi appelés non parce qu'ils étaient armés du *pilum*, mais parce qu'ils faisaient partie d'un *pilus*). — V. MACCHIORO. Le synchrétisme religieux et l'épigraphie (fin : les inscriptions prouvent, pour l'Italie méridionale, la subsistance des cultes gréco-romains et non l'absorption des cultes étrangers). — M. HÉNAULT. Les Marmion, peintres amiénois du xv<sup>e</sup> s. (fin). — A. GRENIER. L'« Introduction à l'histoire romaine » de Modestov.

8. — **Revue d'histoire moderne et contemporaine**. T. VIII, n<sup>o</sup> 7, mai 1907. — P. CARON. Cabet et l'Icarie à la fin de 1847 (publie un rapport du préfet de police résumant les papiers saisis chez Cabet le 5 janvier 1848). — BOURILLY. Montaigne, sa vie et son œuvre d'après des travaux récents (fin en juin). = *Comptes-rendus de Bittard des Portes*. L'insurrection de Lyon en 1793 (sans valeur). — *Pisani*. Réper-

toire biographique de l'épiscopat constitutionnel (beaucoup de lacunes, mais d'un bon esprit historique). — *J. d'Ussel*. La défection de la Prusse, 1812-1813 (important). — *Fournière*. Le règne de Louis-Philippe (de grande valeur, quoique incomplet).

**9. — Revue d'histoire rédigée par l'état-major de l'armée.** T. XXV, 1907, janvier. — Les préliminaires de la guerre de succession d'Autriche (fin : l'Europe à la veille des hostilités). — La campagne de 1800 à l'armée des Grisons (suite : occupation de Trente; retraite de Vukassovich). — L'armée de Châlons; Sedan (fin : capitulation). = Février. La manœuvre de Valmy (d'après les papiers du maréchal de Kellermann, les archives de Berlin et Vienne). — La campagne de 1800-1801 à l'armée d'Italie. — L'armée de Châlons (suite; fin en mars). = Mars. La campagne de 1794 à l'armée du Nord (suite aux fasc. suivants). — La campagne de 1805 en Allemagne; VI : Hollabrunn. = Avril. La campagne de 1805 en Allemagne; VII : Austerlitz (suite en mai et juin). — La guerre de 1870-71; mesures d'organisation depuis le début de la guerre jusqu'au 19 septembre (suite en mai). = Juin. Guerre de 1870-71; opérations dans l'Est (jusqu'au 18 août).

**10. — La Révolution française.** 1907, juin. — J. GUILLAUME. Les quatre déclarations des droits de 1793, à propos du livre de M. Dard sur Hérault de Séchelles (il y a eu quatre déclarations et non une). — E. CHAPUISAT. L'affaire du 15 brumaire an IX; Genève et les douanes nationales (épisode du blocus continental, où l'on voit les douaniers livrer bataille pour empêcher l'introduction à Genève de marchandises anglaises). — P. GAFFAREL. L'occupation étrangère à Marseille en 1815 (sur l'invitation des partisans de Louis XVIII; fin en juillet). = Juillet. H. CARRÉ. Les Parlements et la convocation des États Généraux, 1788-89 (déjà paru dans les c.-r. de l'Acad. des sciences morales). — G. BUSSIÈRE. Une famille anglaise d'ouvriers en soie à Lyon, 1753-1793 (introduceurs du moirage de la soie). — Appel des « accusés d'avril » en mars 1835.

**11. — La Révolution de 1848.** T. III, 1907, janv.-févr. — GOSSEZ. Mémoires de l'ouvrier peintre François Leblanc, adjoint au maire de Monville (près Rouen) en 1848 (suite en mai). — L. GUYON. Un journaliste de 1848 : Ph. Faure (fin). — F. CHAMBON. Inventaire des documents sur la révolution de 1848 conservés à la Bibl. V. Cousin (quelques extraits au numéro suivant). = Mars-avril. R. LAZARD. Les dernières années de M. Goudchaux. — GOSSEZ. L'enseignement primaire et l'Église catholique vers 1851. — JEANJEAN. Le système cellulaire au Mont-Saint-Michel sous la monarchie de Juillet (lettres de Barbès). = Mai-juin. JEANJEAN. « L'éternel révolté » (suite; extrait d'un livre sur Barbès). — Souvenirs de M.-É. Pinon, détenu politique de déc. 1851.

**12. — Commission des documents relatifs à la vie économique de la Révolution.** Bulletin. 1906, nos 2-3. — P. CARON. Notes

sur la législation et l'administration du commerce des céréales de 1788 à l'an V. — Id. Recueil des principaux textes législatifs et administratifs sur le commerce des céréales de 1788 à l'an V (analyse ou publication de 161 textes). — Id. Note sur les sources, aux Archives nationales, de l'histoire du commerce des céréales de 1788 à l'an V.

**13. — Bulletin de littérature ecclésiastique publié par l'Institut catholique de Toulouse.** 1907, février. — J. MAHÉ. La date du commentaire de saint Cyrille d'Alexandrie sur l'évangile selon saint Jean (avant 428). = Mars. A. DEGERT. Une œuvre nouvelle de saint Irénée (publiée par Karapet). = Mai. L. DESNOYERS. Papyrus juifs araméens du <sup>v</sup><sup>e</sup> s. av. J.-C. (étude les papyrus publ. par Sayce, *Aramaic papyri discovered at Assuan*, 1906; fin en juin). = Juin. P. BATIFFOL. Le gnosticisme (est « le grand ancêtre du protestantisme »).

**14. — Société de l'histoire du protestantisme français.** Bulletin. 1907, janv.-févr. — L. GAUTIER. L'église évangélique réformée de Moscou, 1629-1901 (d'après une brochure du pasteur P. Brüscheweiler). — Le livre de raison de Jean de Bouffard-Madiane, publ. p. Ch. PRADEL (fin en mars; 1604-1673). — L. RAULET. Les billets d'enterrement d'artistes huguenots de l'ancienne Académie royale de peinture et sculpture, 1653-1712. = Mars-avril. L. FEBVRE. Un secrétaire d'Érasme; Gilbert Cousin et la Réforme en Franche-Comté (d'après sa correspondance et les registres du Parlement de Dôle). — E. GRISELLE. Avant et après la révocation de l'Édit de Nantes; chronique des événements relatifs au protestantisme, 1682-1687 (d'après un recueil de lettres; suite en mai). = Mai-juin. Ch. MARTIN. De la genèse des doctrines politiques de John Knox (d'après ses *Œuvres*). — N. WEISS. Un portrait de la femme de Calvin (à Douai; reproduction). — J. PANNIER. Pasteurs et autres protestants convertis et pensionnés par le clergé de 1606 à 1617 (listes). — Frank PUAUX. Le refus des sacrements en 1728 dans la généralité d'Amiens (document).

**15. — Bulletin hispanique.** T. VIII, 1906, oct.-déc. — Eugène ALBERTINI. Fouilles d'Elche (l'auteur rend compte des fouilles exécutées par lui en juillet-août 1905 et qui ont amené la découverte de nombreux fragments de poteries hispaniques; suite en janvier, fin en avril). — C. CIROT. Recherches sur les Juifs espagnols et portugais à Bordeaux (suite dans ce fasc. et aux deux suivants; la « Sedaca » et la « nation portugaise », <sup>xviii</sup><sup>e</sup> s.). = T. IX, 1907, janvier-mars. A. MOREL-FATIO. De la date d'une lettre de sainte Thérèse (n° 351 de l'éd. La Fuente; 22 oct. 1576, et non 1581). = Avril-juin. A. MOREL-FATIO. Une mondaine contemplative au <sup>xvi</sup><sup>e</sup> s. : Doña Catalina de Mendoza, 1542-1602 (notamment d'après un ms. qui a servi de source à la *Vida* du P. Perea; fin en juillet).

**16. — Nouvelle revue historique de droit français et étranger.** T. XXXI, 1907, n° 2. — P. HUVELIN. La solidarité de la famille



en Grèce et la méthode du droit comparé (d'après le livre de M. Glotz). — F. THIBAUT. L'impôt direct et la propriété foncière dans les royaumes francs (fin; service militaire; la disparition de la classe des *possessores*; origine de l'immunité en territoire gallo-romain; disparition des petits propriétaires exempts d'impôt). — L. STOUFF. L'exemption de la visite monastique (d'après J. Vendevre). = N° 3. E. CHÉNON. L'ancien coutumier de Champagne (composition; date de la rédaction; publie la compilation des jugements de Guillaume du Châtelet avec des notes biographiques sur les personnages qui y sont nommés). — J.-B. MISPOULET. Le régime des mines à l'époque romaine et au moyen âge, d'après les Tables d'Aljustrel (l'inscription récemment trouvée se confond avec la *lex metallis dicta* mentionnée dans les tables d'Aljustrel découvertes en 1876; édition de ce texte et commentaire). — Cl. FAURE. Trois chartes de franchises du Dauphiné : Réaumont (1311), Beaucroissant (1312), Rives (1340).

**17. — Revue celtique.** T. XXVII, 1906, mai-oct. — H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. I. Le culte des menhirs dans le monde celtique. II. Lug et Cûchulainn, son fils, en Gaule. — In. Bebricum, Betriacum, Bedriacum [praedium] (à propos de la bataille livrée près de Crémone en l'an 69 av. J.-C.). = T. XXVIII, 1907, n° 1. In. Étude sur le Tâin bó Cúalnge (étude d'un passage se rattachant à la conquête de la Grande-Bretagne par les Gaulois). = N° 2. J. HAVET. A propos d'un point de droit galate (la théorie de la puissance paternelle telle qu'on la trouve chez les Romains se rencontre déjà chez les Celtes).

**18. — Annales de géographie.** T. XV, 1906, 15 mai. — J. CVIČIĆ. Remarques sur l'ethnographie de la Macédoine (suite). = 15 juillet. Aug. CHEVALIER. Le cacao et sa consommation dans le monde. — J. BRUNHES et P. GIRARDIN. Les groupes d'habitations du val d'Anniviers comme types d'établissements humains. — P. VIDAL DE LA BLACHE. Le peuple de l'Inde d'après la série de recensements (depuis 1872; fin en novembre). = 15 septembre. L. RAVENEAU. Bibliographie géographique annuelle, 1905. = 15 nov. G.-A. HÜCKEL. La géographie de la circulation selon Friedrich Ratzel (fin en janvier). = 15 janv. J. SION. Le Tibet méridional et l'expédition anglaise à Lhassa. = 15 mars. L. GAYEUX. Fixité du niveau de la Méditerranée à l'époque historique. = 15 mai. DEMANGEON. Les recherches géographiques dans les archives.

**19. — Annales des sciences politiques.** 1907, janv. — J. DE LA CHAISE. Le cadastre et les livres fonciers (depuis la Révolution). — P. MATTER. Les vicissitudes du peuple allemand, 1848-1870 (d'après le livre d'E. Denis). — P. RAIN. Le maréchal Davout du 20 juin au 27 juillet 1815. = Mars. A. VANDAL. L'intérieur du gouvernement consulaire, 1800 (rôle de Bonaparte). — A. DE CAUMONT-LAFORCE. Lebrun, lieutenant général en Hollande, juill.-sept. 1810. — P. LAVAGNE. Les débuts de l'expansion coloniale de la France moderne (d'après Chr. Schefer). = Mai. A. MARVAUD. La politique douanière de l'Espagne, 1816-

1906. — La vie polonaise à l'hôtel Lambert au temps du prince Adam Czartoryski. — P. HUMANN. Russes et Anglais en Asie centrale.

20. — **Le Correspondant.** 1907, 10 avril. — HÜBNER. Le siège de Paris et la Commune. II. Les derniers mois du siège. L'Assemblée nationale à Bordeaux (dépêches du baron Raphaël de Hübner au prince de Metternich, à M. de Hoffmann et à M. de Beust, et lettres à son père, du 29 octobre 1870 au 10 mars 1871. Du plus vif intérêt. Fin le 25 avril). III. La Commune (lettres du baron Raphaël à son père écrites de Paris pendant la Commune, et souvenirs du général Alexandre pendant la semaine sanglante). = 25 avril. BAUDRILLART. Le roi d'Espagne Charles III (d'après le livre de M. Rousseau). = 10 mai. D'ARJUZON. Madame Royale. Sa sortie du Temple (met en lumière l'énergie et le tact avec lesquels le ministre Benézech veilla à ce que la libération de Madame Royale fût accomplie avec tous les égards dus à son rang et à son malheur). = 25 mai. E. OLLIVIER. L'affaire Victor Noir (récit très vivant et très exact, gâté par une conclusion qui est le contraire de la vérité. M. Ollivier dit que l'affaire Victor Noir ruina le parti révolutionnaire. Elle fit, au contraire, à l'Empire un mal irréparable, car elle souleva contre lui les imaginations. Depuis cette date, on vit une fatalité le pousser à l'abîme). — LANZAC DE LABORIE. Le roi de l'émigration (fait ressortir la nouveauté et l'importance de ce que nous apporte l'*Histoire de l'émigration* d'Ernest Daudet sur la personne et le rôle du comte de Provence). = 10 juin. E. OLLIVIER. Les réformes libérales du ministère du 2 janvier (intéressant article qui toutfois enlève l'importance de ces réformes et l'enthousiasme qu'elles auraient inspiré, avec de singulières étourderies, comme de faire de Guillaume Guizot et de Waddington, en 1870, des républicains). — COSTA DE BEAUREGARD. Amours de sainte. Madame Loyse de Savoie (fin le 25 juin. Récit romanesque, sinon romancé, des amours de Hugue de Chalon, que M. de B. appelle toujours de Châlons, pour Loyse de Savoie, fille d'Amédée IX, amours dont Louis XI se servit pour ramener Hugue dans le parti de France. Mariée le 24 août 1479, Loyse perdit son mari en 1490 et se fit religieuse chez les Clarisses d'Orbe). = 25 juin. H. D'ANGLADE. Un compagnon de Cadoudal. Journal d'une sœur (journal d'Hélène Bouvet de Lozier, mariée en 1794 à Marcellin d'Anglade, tué en 1796, dont le frère Athanase de Lozier fut le bras droit de Cadoudal, sauvé de la mort par l'intercession de sa sœur, puis évadé du château de Bouillon. Ce précieux journal va du 1<sup>er</sup> janvier 1803 à octobre 1814).

21. — **Études; revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus.** 1907, 5 juin. — A. D'ALÈS. La tradition chrétienne dans l'histoire (étudie les transformations de la doctrine chrétienne depuis le Nouveau Testament jusqu'à nos jours; suite le 5 juillet). — J. DOIZÉ. Les finances du Saint-Siège au temps d'Avignon (fin). — L. ROURE. La religion de J.-J. Rousseau. = 5 juillet. P. DUDON. Autour des démis-

sions épiscopales de l'an X (extraits des lettres intimes de quelques prélats; fin au numéro suivant). — L. CROS. Histoire de la formation d'une légende hagiographique (la légende de « la poule ressuscitée » par saint Ignace de Loyola en 1522). — J. DOIZÉ. Bulletin d'histoire ecclésiastique. = 29 juillet. A. BRÉMOND. Le patriotisme chez les Grecs (dans l'antiquité).

- **22. — La Revue de Paris.** 1907, 1<sup>er</sup> février. — Paul HERVIEU. Ferdinand Brunetière. — Ernest BERSOT. Lettres, 1848-1852 (intéressant). — Marquis DE CAUMONT LA FORCE. La Hollande sous Lebrun, 1812-1813 (expose comment la Hollande fut administrée par le gouverneur, Lebrun, duc de Plaisance, le directeur de la police, Devilliers du Terrage, et le préfet du Zuydersée, comte de Celles, l'envahissement du pays par les Alliés et la retraite définitive des Français). = 15 février. R. FAGE. La pédagogie de l'intendant d'Aguesseau. — Fr. MASSON. L'affaire Maubreuil. III : le guet-apens (raconte comment Catherine de Westphalie fut détournée par Maubreuil et sa bande, avec la complicité de Vitrolles et sans doute aussi du comte d'Artois). = 1<sup>er</sup> mars. ANATOLE FRANCE. Après le sacre. I (suite le 15 mars; fin le 1<sup>er</sup> avril. Raconte la triste fin de Jeanne d'Arc, depuis le sacre jusqu'à sa prise à Compiègne). — Fr. MASSON. L'affaire Maubreuil. IV : la pêche miraculeuse (pillage des cassettes de la reine de Westphalie; les complices; comment une partie du butin fut repêché dans la Seine le 3 juillet). — Dr G. DUMAS. « Histoire admirable et véritable... » (curieuse analyse, au point de vue moral et mental, d'un récit où furent relatés divers cas de possession dont fut victime une religieuse des sœurs noires de Mons, en Hainaut, 1586; fin le 1<sup>er</sup> avril). = 15 mars. A. MORET. L'Égypte avant les pyramides (origines de la civilisation égyptienne, d'après les résultats des fouilles exécutées en Égypte pendant les quinze dernières années). = 1<sup>er</sup> avril. Marquis DE PUIVERT. Livre de raison (l'auteur commence son autobiographie en 1772, année où il entra au service dans le régiment de Royal-cavalerie; mais son récit ne prend un sérieux intérêt que sous la Révolution; après avoir émigré, il rentra en France en 1800 pour essayer de soulever le midi, fut arrêté à Paris en 1804 et détenu sans que rien pût être trouvé à sa charge). — A. CARY COOLIDGE. La doctrine de Monroe. = 15 avril. Prince DE LIGNE. Lettres à Voltaire (sept lettres inédites, de 1763 à 1774). — G. BEAULAVON. Le système politique de J.-J. Rousseau. — Fr. MASSON. L'affaire Maubreuil (fin; les bijoux retrouvés de la reine de Westphalie sont placés sous séquestre; le gouvernement y ajoute le très riche mobilier du roi Jérôme. Le tout est confisqué, sans autre forme de procès. Le cas de Maubreuil même paraît être surtout pathologique; dans le groupe des gens tarés qui ont fait la Restauration, il reste encore un des plus présentables). = 1<sup>er</sup> mai. Marquis DE PUIVERT. Livre de raison. II (placé en 1809 dans un état de demi-liberté, Puivert fit la connaissance du général Malet, et, après l'échec de sa cons-

piration, il fut repris et enfermé à Vincennes, puis à Angers. Le retour des Bourbons le délivra enfin. L'autobiographie s'arrête en 1817, année où elle fut écrite). = 15 mai. D<sup>r</sup> E. BURNET. Variole et vaccine (histoire de ces deux maladies et de leur traitement). = 1<sup>er</sup> juin. Noël PERI. L'éducation nouvelle en Chine. — H. MISSAK. Un messie au xvii<sup>e</sup> siècle (d'après un récit écrit par un pasteur protestant de Smyrne, Thomas Coenen, en 1667, et divers autres documents. Le messie qui se manifesta à Smyrne s'appelait Sabbathai Zévi). — Commandant BRÉDIF. Le naufrage de la « Méduse » (suite le 15 juin; fin le 1<sup>er</sup> juillet. Le futur commandant Brédif se trouvait sur la frégate « la Méduse », qui fit naufrage sur le banc d'Arguin le 2 juillet 1816; il réussit à s'échapper sur une chaloupe, qui alla s'échouer sur la côte du Sénégal, jetant dans un pays désert et sans eau quarante-trois passagers. Après de vives souffrances, les malheureux parvinrent à Saint-Louis le 12 juillet. Le 19 juillet, ils eurent des nouvelles du radeau qu'on venait de rencontrer en mer et qui ne portait plus que quinze hommes blessés. Brédif resta à Saint-Louis jusqu'au moment où les Anglais eurent remis officiellement la colonie aux représentants de la France, 25 janvier 1817. On publie le carnet de notes prises par Brédif lui-même).

**23. — Revue des Deux-Mondes.** 1907, 1<sup>er</sup> avril. — G. FERRERO. Les débuts de l'Empire romain. La situation d'Auguste après les guerres civiles. — G. GOYAU. Les origines du Kulturkampf allemand; I: les Catholiques et la préparation de l'unité allemande (les catholiques, avec Reichensperger, rêvaient l'unité d'une grande Allemagne, où la Prusse et l'Autriche vivraient en harmonie et dont le catholicisme serait le lien). — J. BÉDIER. La légende de Gérard de Roussillon (fin). — E. DAUDET. Lettres inédites de Joseph de Maistre (fin. Les dernières années, de 1813 à 1821). = 16 avril. D<sup>r</sup> HAUSSEVILLE. La duchesse de Bourgogne et l'alliance savoyarde. Les projets de gouvernement du duc de Bourgogne (analyse très fine de ce qu'il est permis de penser des projets du duc de Bourgogne d'après les papiers publiés par Proyard dans sa *Vie du Dauphin, père de Louis XV*, les *Tables de Chaulnes* et les *Projets de gouvernement*, où Saint-Simon a attribué au duc de Bourgogne des idées qui sont les siennes propres. Les idées du duc sont celles de Fénelon avec quelques hardiesses en moins). — V. DU BLED. Une nièce de W. Pitt. Lady Hester Stanhope (curieux résumé de la vie de cette femme étrange, qui, après avoir été associée à la vie politique de Pitt, joua en Syrie de 1809 à 1838 et surtout de 1817 à 1838 à Dahr-Djoun le rôle de Reine du Désert). — S. DE KERGORLAY. Petra.

**24. — Journal des savants.** 1907, avril. — P. FOUCART. Constructions de Thémistocle au Pirée et à Salamine (d'après les inscriptions). — G. PERROT. L'histoire de l'art (publ. par A. Michel; suite; fin en mai). — A. BAREAU. Le duc de Croÿ, 1718-1784 (d'après l'éd. de son Journal). = Mai. R. CAGNAT. Le trésor du « Sancta Sanctorum » au Latran (d'après le P. Jubaru et Ph. Lauer). — A. WADDINGTON. La

France et Genève de 1680 à 1688 (la *Correspondance de R. Dupré*, publ. par F. Barbey, ne méritait pas d'être publiée intégralement). — E. MICHON. Les découvertes archéologiques du xix<sup>e</sup> s. (d'après A. Michælis). = Juin. J. GUIFFREY. Les origines de l'Académie de France à Rome. — E. BERGER. La fiscalité pontificale en France au xiv<sup>e</sup> s. (d'après Samaran et Mollat). = Juillet. A. LUCHAIRE. Le comté d'Anjou au xi<sup>e</sup> s. (analyse du livre de L. Halphen). — L. LEGER. Un homme d'État russe du temps passé : le comte Paul Stroganov (d'après le livre du grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch). — H.-F. DELABORDE. L'évolution d'une légende pieuse : la *Santa casa* de Lorette (d'après l'enquête d'U. Chevalier).

**25. — Bulletin critique.** 1907, 25 févr. — M. Bang. Die Germanen im römischen Dienst bis z. Regierungsantritt Constantins I. = 10 mars. E. Stägel. Das Leben der Schwestern zu Töss, éd. F. Vetter (précieux pour l'histoire religieuse de l'Allemagne aux xiii<sup>e</sup>-xiv<sup>e</sup> s.). — H. Joly. Le vénérable Père Eudes (a mal présenté les raisons pour lesquelles Eudes quitta l'Oratoire). = Variétés : H. DE V. La conspiration des prêtres à Malte, 1775. = 10 avril. H. Meyer. Entwerung u. Eigentum im deutschen Fahrnisrecht (importante étude d'histoire du droit privé; étudiée spécialement la condition des Juifs au moyen âge).

**26. — Polybiblion.** 1907, avril. — Brulin. La Suède et la France pendant la guerre du Nord et la crise de la succession espagnole, 1700-1701 (en suédois; analyse de documents). — Kershasp. Studies in ancient Persian history (peu solide). = Mai. Publications concernant l'hagiographie et la biographie ecclésiastique. = Juin. J. Roman. Descriptions des sceaux des familles seigneuriales de Dauphiné (avec une introduction sur l'origine du blason). — A. Sturdza. Hist. diplomatique des Roumains; règne de Michel Sturdza, 1834-49.

**27. — Revue critique d'histoire et de littérature.** 1907, 3 juin. — H. Remsen Whitehouse. A revolutionary princess, Christina Belgiojoso-Trivulzio, 1808-1871 (intéressant). = 10 juin. Mélanges de la Faculté orientale de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. T. I (intéressant). — J. E. Harrison. Primitive Athens as described by Thucydides (très clair et bien exposé). — O. Hoffmann. Die Makedonen; ihre Sprache und ihr Volkstum (la langue des Macédoniens semble être un dialecte grec voisin du thessalien). — F. Fehling. Frankreich und Brandenburg in den Jahren 1679 bis 1684 (bon; écrit avec la plus scrupuleuse impartialité). = 17 juin. Ch. Cestre. La Révolution française et les poètes anglais (très intéressant). = 24 juin. S. Chabert. Histoire sommaire des études d'épigraphie grecque (utile et intéressant). — G. Glotz. Études sociales et juridiques sur l'antiquité grecque (recueil de sept articles également intéressants). — Greenidge. A history of Rome during the later Republic and early Principate. I (œuvre de grande valeur). — A. Merlin. Les revers monétaires de l'empereur Nerva (méthode excellente, résultats intéressants). — Adamantios. Tà

Χρονικά τοῦ Μορέως (bon; mais le rapport des diverses rédactions de la chronique n'est pas établi d'une manière définitive). = 8 juillet. E. Barradas. Tractatus tres historico-geographici (trois traités composés à Aden par le P. Barrada, qui venait de passer sept ans en Éthiopie, 1627-1633; un de ces traités est un document de premier ordre dans le domaine de la géographie historique). — E. d'Almeida. Historia Æthiopiae (remarquable histoire d'Éthiopie écrite par un Jésuite qui fut supérieur de la Mission portugaise dans ce pays et qui mourut aux Indes en 1646). — A. Engel et P. Paris. Une forteresse ibérique à Osuna (anc. Colonia Julia Genetiva). — E. Hocquart de Turtot. Le Tiers État et les privilèges (médiocre). — P. Simon. L'élaboration de la charte constitutionnelle de 1814 (inexpérimenté, mais plein d'utiles renseignements). = 15 juillet. Albert E. Clay. Documents from the temple archives of Nippur dated in the reigns of Cassite rulers. — B. Niese. Grundriss der römischen Geschichte nebst Quellenkunde; 3<sup>e</sup> éd. (excellent). — H. van de Weerd. Étude historique sur trois légions romaines du Bas-Danube (bon). = 22 juillet. J. Toutain. Le cadastre de l'Afrique romaine (excellent). — R. Hofmann. Georg Agricola; ein Gelehrtenleben aus dem Zeitalter der Reformation (intéressante biographie de celui qu'on a appelé le père de la minéralogie, le Plin de la Misnie). — Maurice Dumoulin. Précis d'histoire militaire. Révolution et Empire; t. I (excellent). — Mémoires militaires de Joseph Grabowski, officier à l'état-major impérial, 1812-1814; trad. du polonais par J. von Chelminski et A. Malibran (très intéressant).

28. — Annales de Bretagne. T. XXII, n<sup>o</sup> 3, avril 1907. — S. CANAL. La Bretagne au début du gouvernement personnel de Louis XIV (analyse d'un mémoire rédigé en 1663 par le général des finances Babin). — F. Lor. Mélanges d'histoire bretonne; V : le schisme breton du ix<sup>e</sup> s.; étude sur les sources narratives (la *Chronique de Nantes* dérive des *Gesta sanctorum Rotonensium* et a servi de source à l'*Indiculus de episcoporum Brittonum depositione*). — J. LETACONNOUX. Le régime de la corvée en Bretagne au xviii<sup>e</sup> s. (suite ici et en juillet : application par les corvoyeurs des ordonnances relatives à la corvée; lourdeur de la corvée; exemptions). — H. SÉE. Les classes rurales en Bretagne du xvi<sup>e</sup> s. à la Révolution (suite ici et en juillet). = Comptes-rendus : E. Herpin. Mahé de La Bourdonnais et la Compagnie des Indes. — H. Quilgars. Dictionnaire topographique du départ. de la Loire-Inférieure (fait trop hâtivement). — A. de Goué. Des charges et obligations militaires imposées à la Bretagne du xv<sup>e</sup> s. à 1789. = N<sup>o</sup> 4, juillet. G. MOLLAT. Études et documents sur l'hist. de Bretagne (suite : règlement de la succession du duc Jean II en faveur de la Terre-Sainte, 1305-24; le testament d'Arthur et son exécution, 1313-27). — F. Lor. Mélanges d'hist. bretonne; VI : les diverses rédactions de la Vie de saint Malo (elles se ramènent toutes à deux : la rédaction de Bili et la rédaction anonyme publiée par La Borderie; de ces deux dernières, c'est la rédaction anonyme qui représente la tradition primitive; les



précisions de Bili sont fausses et tendancieuses). = *Comptes-rendus : C. Vallaux*. Penmarch aux *xvi<sup>e</sup>* et *xvii<sup>e</sup>* s. (incomplet et mal documenté). — *R. de Laigue*. La noblesse bretonne aux *xv<sup>e</sup>* et *xvi<sup>e</sup>* s.; t. II (beaucoup de noms écorchés).

**29. — Annales de l'est et du nord.** T. III, 1907, fasc. 2. — Ph. SAGNAC. Le serment à la constitution civile du clergé de 1791 dans la région du nord; Nord et Pas-de-Calais (d'après les statistiques officielles de 1791). — Note complémentaire : G. RICHARD. Le serment dans les districts de Cambrai et d'Avesnes. — L. DAVILLÉ. Rosières de Chaude-ney et l'« Histoire de Charles III » (le véritable auteur de cette Histoire est François Rosières, archidiacre de Toul, conseiller d'État du duc Charles III; il eut pour collaborateur Marainville, secrétaire du duc). — Mémoire concernant la situation économique de la Flandre maritime en 1699, publ. p. A. DE SAINT-LÉGER (fin). — L. STOUFF. Deux documents relatifs à Catherine de Bourgogne, duchesse d'Autriche, comtesse de Ferrette et d'Alsace (1421-1424). = *Compte-rendu : Duvernoy*. Les corporations ouvrières dans les duchés de Lorraine et de Bar aux *xiv<sup>e</sup>* et *xv<sup>e</sup>* siècles.

**30. — Annales du midi.** T. XIX, 1907, avril. — J. BÉDIER. Recherches sur les légendes du cycle de Guillaume d'Orange; II : la Via Tolosana (c'est sur la grande route menant à Saint-Jacques de Galice que se sont formées les chansons du cycle de Guillaume d'Orange, qu'ont développées « les moines des diverses églises intéressées à retenir les pèlerins et à les édifier » ainsi que « les jongleurs nomades, sûrs de trouver aux abords de ces églises le public forain et souvent renouvelé qui les faisait vivre »). — G. ARNAUD D'AGNEL. Les convulsionnaires de Pignans (épisode de l'année 1736). = *Compte-rendu : Dessat et de l'Estoile*. Origines des armées révolutionnaires et impériales (1789-1815) d'après les arch. départ. de l'Ariège (apologie de parti pris du soldat ariégeois). — Chronique du Roussillon.

**31. — Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne.** 1907, avril-mai. — M. BOUDET. Note sur la famille de saint Robert après sa mort; la fin des Turlande et des Brossadol. — E. JALOUSTRE. Réponse à une accusation de faux portée contre Pascal (démontre, pièces en mains, que Périer a bel et bien été empêché pendant dix mois de faire l'expérience du Puy-de-Dôme réclamée par Pascal). — VILLIOD. Condat-en-Combraille et ses environs du *xiv<sup>e</sup>* s. à nos jours.

**32. — Revue d'histoire de Lyon.** T. VI, 1907, fasc. 1. — C. PERENET. La contribution du Rhône à la défense nationale sous les trois premières assemblées révolutionnaires, 1791-1795 (suite aux fasc. suiv.). — M.-O. MONOD. Lettres de G.-B. Couderc, bourgeois de Lyon, député à l'Assemblée constituante, à son oncle Vernet Dupan, 1781-92 (fin). = Fasc. 2. Ph. GONNARD. Les passementiers de Saint-Étienne en 1833 (constituent un embryon d'organisation syndicale). = Fasc. 3. C. RIF-

FATERRÉ. Un livre sur l'insurrection lyonnaise (critique détaillée de Bitard des Portes, *l'Insurrection de Lyon en 1793*).

**33. — Revue historique et archéologique du Maine.** T. LXI, 1907, n° 1. — L. CELIER. Les sceaux des évêques du Mans, des <sup>xiii</sup><sup>e</sup> et <sup>xiii</sup><sup>e</sup> siècles (avec planches). — R. TRIGER. Sainte-Suzanne aux <sup>xr</sup><sup>e</sup>, <sup>xiv</sup><sup>e</sup> et <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècles. — DE BEAUCHESNE. Sainte-Suzanne pendant les guerres de Religion. — BESNARD. Un monastère de Clarisses à Beaumont-le-Vicomte, 1632-1757 (suite au n° 2). = N° 2. R. TRIGER. Les fortifications de Sainte-Suzanne. — FROGER. Le culte public à Thorigné, 1790-1802. = T. LXI, 1907, n° 3. GUILLOREAU. Séjours et itinéraires de Jean Sans-Terre dans le Maine, 1199-1203. — R. TRIGER. Sainte-Suzanne; histoire religieuse et civile (jusqu'en 1794).

**34. — Revue africaine.** 1906, n° 1. — R. BASSET. Les Alixares de Grenade et le château de Khouarnaq. — A. FOURNIER. La parole et l'acte chez Salluste, ancien proconsul d'Afrique, d'après les préambules de ses ouvrages. — G. YVER. Revue d'histoire africaine; moyen âge et temps modernes. Ouvrages parus de 1903 à 1905. = Nos 2-3. G. BOURGIN. Les documents de l'Algérie conservés aux Archives nationales. — FLAMAND et LAQUIÈRE. Nouvelles recherches sur le préhistorique dans le Sahara et dans le haut pays oranais. — MOHAMMED BEN CHENEB. Revue des ouvrages arabes édités ou publiés par les Musulmans en 1904-1905. = N° 4. P. AZAN. Le général Bedeau, 1804-63. — A. JOLY. Étude sur les Chadouliyas.

**35. — Revue des études franco-russes.** 1907, juill. — Le tiers état russe à la fin du <sup>xviii</sup><sup>e</sup> s. (fragments des mémoires inédits du comte Golovkine. Prétend que tous les hommes qui occupent les hautes places en Russie sont sortis de familles infimes enrichies et anoblies et que ce tiers état est destiné, après avoir supplanté la noblesse, à renverser le trône). — A. MANSUY. Le maçonnerie russe, de la fin de l'ancien régime au début de la Restauration (très curieuse histoire des loges maçonniques russes créées à partir de 1773 en imitation des loges allemandes et françaises et qui, malgré leur caractère inoffensif, furent toutes supprimées par Alexandre en 1822). — E. VEUCLIN. Les origines françaises de la marine russe (notices sur F. Le Fort, 1656-1699, le créateur de cette marine, sur Guillemotte de Villebois, ramené de Hollande en 1710, mort contre-amiral en 1760, sur Saint-Hilaire, directeur, de 1714 à 1717, de l'*Académie des gardes-marines*, créée sur ses conseils, sur Roquette, fixé en 1714 par Pierre le Grand à Pétersbourg, enfin sur le constructeur de navires Blaise Pangalo de Brest, qui, de 1716 à 1719, fut constructeur en Russie).

---

**36. — Historische Vierteljahrschrift.** T. X, 1907, fasc. 2. — H. KROMAYER. Les événements de Rome en 1045 et le synode de Sutri, 1046 (Henri III intervint de lui-même dans les affaires romaines; il

réunit un premier synode à Pavie; Grégoire VI vint de lui-même le trouver à Plaisance; Henri réunit alors un second synode à Sutri, où furent successivement déposés Silvestre III et Grégoire VI; un nouveau synode réuni à Rome déposa Benoît IX). — E. BERNHEIM. La « praesentia regis » au concordat de Worms (il faut lire « presentie », dans Adalbert de Mayence, là où Jaffé a lu « pactionis »). — G. KENTENICH. Les Français à Vienne pendant l'hiver 1805-1806 (compte inédit). = Comptes-rendus : *M. Hruševskýj*. Gesch. des ukrainischen (ruthenischen) Volkes (excellente traduction). — *Mac Kechnie*. Magna Carta (article de Liebermann). — *R. Jecht*. Ueber die in Görlitz vorhandenen Handschr. des Sachsenspiegels u. verwandter Rechtsquellen (important article de F. v. Schwerin). — Chronik des Bamberger Immunitätsstreites von 1430-1535, éd. A. Chroust.

**37. — Historische Zeitschrift.** T. XCVIII, fasc. 3. — B. NIESE. L'organisation des armées et le service militaire en Grèce (fin; les systèmes athéniens et spartiates sont imités par les autres cités grecques; leur influence sur l'organisation romaine. Appendice : les Grecs n'ont employé de non-libres ni dans leurs armées ni dans leurs flottes). — F. RACHFAHL. Robert Fruin (biographie de l'historien hollandais). — J.-H. GEBAUER. Un procès militaire suédois en 1631. — F. MEUSEL. Les trois rédactions de l'« Histoire de mon temps » de Frédéric le Grand (réponse à l'article de A. Dove paru au fasc. 2; à la suite, réplique de Dove). = Comptes-rendus : *Denkwürdigkeiten des Markgrafen Wilhelm von Baden*, publ. p. *Obser.* — *Elta Hitzig*. E.-C. Ranke, Professor der Theologie zu Marburg. — *J. Freisen*. Staat u. katholische Kirche in den deutschen Bundesstaaten (très neuf). — *M. Doeberl*. Entwicklungsgeschichte Bayerns; I (la forme laisse à désirer; le fond est solide). — Autogramme z. neueren Gesch. der Habsburgischen Länder; I (plein d'erreurs). = T. XCIX, fasc. 1. J. HALLER. La papauté et Byzance (critique détaillée du livre de Norden : livre de style incorrect, pas au courant, sans critique, plein d'erreurs). — C. VARENTRAPP. L'« Historisch-politische Zeitschrift » de Ranke et le « Berliner Politische Wochenblatt » (marque, d'après des lettres et pièces inédites, la différence de vues politiques défendues par ces deux journaux). — A. STERN. Les Sept de Göttingen, Metternich et Mazzini (documents inédits). = Comptes-rendus : *Hecker*. Karls V Pläne z. Gründung eines Reichsbundes. — *A. Franz*. Die Kolonisation des Mississippitaales bis z. Ausgang der franz. Herrschaft.

**38. — Historisches Jahrbuch.** T. XXVIII, 1907, fasc. 2. — H. KOCH. La pénitence de l'empereur Théodose le Grand dans l'histoire et la légende (le récit de Théodoret est absurde; il est contredit par les autres témoignages). — A. NÄGLE. L'empereur Maximilien I<sup>er</sup> a-t-il, en 1507, voulu devenir pape? (fin; il l'a certainement voulu en 1511, mais pas en 1507). — B. DUHR. Pour l'histoire de l'ordre des Jésuites; documents des archives et bibliothèques de Munich (fin; xviii<sup>e</sup> s.). —

J. v. PFLUGK-HARTUNG. Napoléon pendant la bataille de la Belle-Alliance (fin). — F.-X. GLASSCHRODER. Une collection de documents ecclésiastiques des xv<sup>e</sup>-xvi<sup>e</sup> s. (analyse d'un ms. de Spire).

39. — *Archiv für Religionswissenschaft*. T. IX, 1906, fasc. 2. — A. v. DOMASZEWSKI. Les dieux tutélaires de Mayence (iii<sup>e</sup> s.). = Fasc. 3-4. Fr. CUMONT. Jupiter summus exsuperantissimus (fin ii<sup>e</sup> s. ap. J.-C.; c'est le Baal sémitique romanisé). = T. X, 1907, fasc. 1. H. HOLTZMANN. La controverse sur l'évangile de saint Marc; état de la question (c'est bien un texte datant des débuts du christianisme et par suite d'une grande valeur; fin au fasc. 2).

40. — *Archivallische Zeitschrift*. T. XII, 1905. — F. MÜHLBAUER. Les états provinciaux du Haut Palatinat et leur influence sur les impôts, spécialement le « Ungeld » (impôt sur les consommations; depuis 1488). = T. XIII, 1906. O. RIEDER. Arrêt sur la servitude des habitants de Staufen en 1647. — J. STRIEDINGER. Dix-huit écrits tirés de la correspondance de Maximilien I<sup>er</sup>, 1490-92 (sur les rapports de Ratisbonne avec la Bavière).

41. — *Deutsche Rundschau*. 1907, févr. — BLENNERHASSETT. Marie Stuart, prisonnière d'Élisabeth, 1568-1587 (fin en mars). — H. GRESSMANN. Le jugement de Salomon (on retrouve un peu chez tous les peuples des histoires analogues). = Mars. Les mémoires du prince de Hohenlohe. — H. OLDENBERG. L'historiographie dans l'Inde ancienne. = Avril. P. GUSSEFELDT. Souvenirs de la guerre franco-allemande et des années 1868-69 (fin en mai et juin). — E. v. BOJANOWSKI. Anne-Amélie, duchesse de Saxe-Weimar († 1807). = Mai. W. RIEDEL. Un mémoire politique pour le calife Haroun-al-Raschid. = Juillet. C. v. D. GOLTZ. Les enseignements de la paix de Tilsitt.

42. — *Forschungen zur Brandenburgischen und Preussischen Geschichte*. T. XX, n<sup>o</sup> 1. — O. SCHÖNBECK. La diète de la marche Brandebourg au printemps 1809 (étude détaillée de plus de 100 pages sur la réunion et l'œuvre de cette diète réformatrice dont les résultats furent à peu près nuls, mais qui nous éclaire sur l'état du pays à cette époque). — C. GRÜNHAGEN. L'origine d'un ministère spécial pour la Silésie (1741-42). — P.-J. MEIER. Origines et formation du vieux et du nouveau Brandebourg a. H. (courte note avec un plan de la ville au xviii<sup>e</sup> s.). — M. HASS. Les annuaires prussiens comme sources historico-statistiques. — F. MEUSEL. Additions aux rapports de Marvitz à la Commission d'enquête sur la bataille d'Iéna et la capitulation de Prenzlau (d'après les papiers de Marvitz). — H. BIER. Le privilège douanier du faux Waldemar pour Perleberg (1348). — A. BERGENGRÜN. « Gustav von Mevissen » (analyse le livre de J. Hansen). = Comptes-rendus : A. Ackermann. Gesch. der Juden in Brandenburg a. H. — Schuster et Wagner. Die Jugend u. Erziehung der Kurfürsten von Brandenb. u. Könige von Preussen. — Acta Borussica; Denkmäler der preussischen

Staatsverwaltung im 18 Jahr., éd. *Schmoller* et *Hinze* (long art. de M. Hass). — *G. Winter*. Friedrich der Grosse (inférieur au livre de Koser). — *E. Neuhaus*. Die Friderizianische Kolonization im Warthe u. Netzebruch (important; mais des négligences).

**43. — Forschungen zur Geschichte Bayerns.** T. XV, 1907, nos 1-2. — Th. HEIGEL. Les mémoires manuscrits du conseiller d'État bavarois Clément de Neumayr (écrits en 1828 à l'âge de soixante-deux ans). — J. WIDEMANN. Le roi Otton de Hongrie (trois actes de 1309-1311; cf. *Forsch.*, t. XIII). — M. RÜTHNICK. Daniel de Superville, fondateur de l'Université d'Erlangen (confident de la marquise Wilhelmine de Bayreuth, mourut en 1776 délégué du margrave de Bayreuth aux États généraux). — G. SOMMERFELDT. La première invasion des Prussiens en Franconie sous le prince Henri, mai-juin 1758.

**44. — Göttingische gelehrte Anzeigen.** 1907, févr. — *E. Goldmann*. Die Einführung der deutschen Herzogsgeschlechter Kärntens in den slovenischen Stammesverband (long article critique de 166 pages par P. Puntchart, auteur de *Herzogseinsetzung u. Huldigung in Kärnten*, 1899). — Mars. *Sayce*. Aramaic papyri discovered at Assuan (art. de F. Schulthess). — *O. Holtzmann*. War Jesus Ekstatiker? (le problème est mal posé). — Avril. *Grenfell* et *Hunt*. The Hibe Papyri; I. — *L. Mitteis*. Griechische Urkunden der Papyrussammlung zu Leipzig; I (important article de L. Wenger). — *F. Preisigke*. Griechische Papyri der k. Universitäts- u. Landesbibliothek zu Strassburg in Elsass; I (id.). — *Hartleben*. Champollion, sein Leben u. sein Werk. — Mai. *Fr. Boden*. Die isländische Regierungsgewalt in der freistaatlichen Zeit (important). — *E. Daenell*. Die Blütezeit der deutschen Hanse (xiv<sup>e</sup>-xv<sup>e</sup> s.; article critique de 50 p. par W. Stein). — Die Chroniken der schwäbischen Städte (excellente édition). — *E. Schaunkell*. Geschichte der deutschen Kulturgeschichtschreibung von der Mitte des 18. Jahrh. bis z. Romantik (plein d'erreurs, de lacunes et de plagiats). — *A. Kern*. Deutsche Hofordnungen des 16 u. 17 Jahrh. (édition qui ne répond à aucune des exigences de la critique). — *H. Wopfner*. Das Almendregal des Tiroler Landesfürsten. — Juin. *G. Veith*. Gesch. der Feldzüge C. Jul. Caesars (eût mieux fait d'étudier plus à fond l'ouvrage de Napoléon III et de Stoffel au lieu de le traiter par le mépris). — *J. Kromayer*. Antike Schlachtfelder in Griechenland; II (renouvellement entièrement l'histoire des batailles de Cynoscéphales, Magnésie, Pydna, Chéronée et surtout de Pharsale). — *K. Lehmann*. Die Angriffe der drei Barkiden auf Italien (discussion par Kromayer de cette importante contribution aux campagnes des Carthaginois). — *W. Judeich*. Topographie von Athen (nombreuses observations de détail par E. Pfuhl). — *Plutarchi vitae Agesilai et Pompei*, éd. *Lindskog*. — *A. Bigelmair*. Die Beteiligung der Christen am öffentlichen Leben in vorkonstantinischer Zeit (bon). — *Excerpta historica jussu Const. Porphyrogeniti confecta*; III : *Excerpta de insidiis*, éd. *C. de Boor* (L. Cohn propose quelques corrections). — Juillet.

M. Doeberl. Entwicklungsgesch. Bayerns; t. I (important; S. Riezler, auteur d'une grande *Gesch. Baierns*, discute quelques points). — A. v. Jaksch. Monumenta historica ducatus Carinthiae; t. III-IV. — W. Langenbeck. Die Politik des Hauses Braunschweig-Lüneburg in den Jahren 1640-41 (quelques points discutables). — E. Mayerhoffer von Vedropolje et O. Criste. Krieg 1809; t. I (très important).

45. — **Hansische Geschichtsblätter**. 1907, fasc. 1. — F. FRENSDORFF. L'organisation corporative dans l'Allemagne septentrionale (étude approfondie de 89 pages). — FENGLER. Quentowic; son importance sous les Mérovingiens et les Carolingiens (aujourd'hui Étaples; jouait un rôle très important dans les relations commerciales entre l'Angleterre et le royaume franc). — E. BAASCH. Le « passage » à Lübeck (xvii<sup>e</sup>-xviii<sup>e</sup> s. Les marchandises débarquées à Lübeck à destination d'une autre ville devaient au préalable être vendues aux bourgeois de Lübeck. D'où des conflits avec Hambourg. Ce droit ne fut aboli qu'en 1728). — W. VOGEL. Sur la navigation dans les mers de l'Europe septentrionale et occidentale à la fin du moyen âge. — P. SIMSON. L'organisation de la Hanse au dernier siècle de son existence (organisation générale; villes qui en font partie; Lübeck, chef de la Hanse). — R. MEISSNER. Une charte islandaise (1475, sur une collision entre vaisseaux d'Angleterre et de la Hanse; aperçus sur l'histoire des marins anglais en Islande).

46. — **Pommersche Jahrbücher**. T. VII, 1906. — F. CURSCHMANN. La bulle de fondation de l'Université de Greifswald (1456). — MELANDER. Pour l'histoire de l'Université de Greifswald (projet de transfert à Stettin par Charles XI de Suède, 1679-81). — Th. PYL. Les travaux sur l'histoire de la Poméranie depuis le début du xix<sup>e</sup> s. — W. DEECKE. Les grands chemins de communication prépoméraniens dans leur rapport avec le terrain. — J. RASSOW. Projets de E.-M. Arndt sur une coalition générale contre la domination franco-russe en 1807-1809. — G. FROMMOLD. Un projet de constitution pour Rügen par L. Kleist (1532-38).

47. — **Zeitschrift für katholische Theologie**. T. XXXI, 1907, fasc. 2. — E. DORSCH. La vérité de l'histoire biblique dans les conceptions de l'ancienne église chrétienne (fin). — H. SCHRÖRS. Léon X, la nomination de l'archevêque de Mayence et les indulgences en Allemagne pour la construction de Saint-Pierre en 1514 (d'après le livre de Schulte sur les Fugger). — Fasc. 3. J. STUFLEER. La pénitence dans l'Église d'Occident jusqu'à Calixte. — A. KRÖSS. L'extorsion de la lettre de Majesté à l'empereur Rodolphe II par les États de Bohême en 1609 (refait l'histoire des États de 1609). — Id. Pour l'histoire de la légende de Lorette (la fresque de Gubbio).

48. — **Zeitschrift für Kirchengeschichte**. T. XXVIII, fasc. 1. — W. SCHÜSSLER. La seconde lettre de Clément forme-t-elle un tout? —



J. v. PFLUGK-HARTTUNG. Les élections pontificales et l'Empire, 1046-1328 (suite ici et au fasc. 2 : de Léon IX à Alexandre II). — H. BARGE. Sur la lettre de Luther aux chrétiens de Strafsburg (étudie une lettre de N. Gerbel à Schwebel en rapport avec celle de Luther). — UCKELEY. Deux écrits de Bugenhagen. — O. GROTEFEND. Lettres inédites de Mélancthon. = Fasc. 2. G. SOMMERFELDT. Une invective de l'époque du concile de Pise : Barthélemi « de Monticulo » contre le pape Grégoire XII (1<sup>er</sup> nov. 1408). — Id. Nouveau ms. du « Speculum aureum de titulis benefic. ecclesiast. ». — P. KALKOFF. Additions à la correspondance d'Aléandre pendant sa première nonciature en Allemagne, 1520-1522.

49. — *Beiträge zur neueren Geschichte Oesterreichs*. 1906, sept. — G. LOESCHE. Une lettre inconnue de Hartmuth de Cronberg à l'archiduc Ferdinand (1522). — W. BAUER. Un projet de politique commerciale de Ferdinand 1<sup>er</sup> de l'an 1527. — H. SCHLITZER. La question de la reconnaissance de Henri IV par Rodolphe II (publie des lettres adressées à ce sujet à Rodolphe II en 1589-1590 par les princes de l'Empire). — H. UEBERSBERGER. Le projet de mariage austro-russe à la fin du XVI<sup>e</sup> s. (documents). — J. LAMPEL. L'archevêque Markus Sittich au début de la guerre de Trente ans (textes de 1618-19). — H. HALLWICH. Un hymne à Wallenstein. — E. v. LAMBERG. Lettres écrites au siège d'Ofen en 1684 (par Karl Adam v. Lamberg). — O. v. MITTS. L'édit de bannissement contre Rákóczy et Bercsényi, 1709. — A. FOURNIER. Le passage de Gentz du service de Berlin à celui de Vienne (1802; lettres en français au comte Ph. Stadion). — J. HIRN. Le billet écrit par l'empereur à Wolkersdorf pour le Tyrol (29 mai 1809). — M. MAYR. La création d'une collection d'autographes à la Hofbibliothek de Vienne, 1829-1833. — G. WINTER. Opinion du prince Kaunitz sur l'importance des archives d'État.

50. — *Mitteilungen aus dem Landesarchiv des Königreiches Böhmen*. T. I, 1906. — K. KROFTA. Les recherches relatives à la Bohême dans les archives du Vatican (depuis 1823). — I. KOLLMANN. Les recherches relatives à la Bohême dans les archives de la Propagande (avec un aperçu sur la composition de ces archives). — J.-F. NOVÁK. Utilité de dépouiller les rapports des nonces pour la publication des « Böhmisches Landtagsverhandlungen » (avec de nombreux exemples). — G. FRIEDRICH. Le « Codex diplomaticus regni Bohemiae » (historique; essais antérieurs de recueils de diplômes bohémiens). — J. KALOUSEK. La publication des archives Český, 1840-1906. — J. PAŽOUT. Pour l'histoire des anciens biens du burgrave, aujourd'hui biens provinciaux. — Les anciens cadastres conservés aux Archives provinciales (depuis 1567). — Manuscrits de la bibliothèque des Archives provinciales.

51. — *Mitteilungen des Instituts f. österreichische Geschichtsforschung*. T. XXVIII, 1907, fasc. 2. — R. SIEGER. La géographie

historique (à propos de l'*Histor. Geogr. der Mitteleuropa* de K. Kretschmer; objet de la géographie historique; divisions; cartes). — G. CARO. Un état des domaines impériaux du pays de Coire au temps de Louis le Pieux (publié en dernier lieu par Planta; les notes où les biens mentionnés sont présentés comme des possessions de l'église de Coire sont des additions tardives et sans valeur). — H. STEINACKER. L'histoire constitutionnelle hongroise; état de la question. — A. CHROUST. Le décret d'élection d'Anaclet II (en signale un ms. du XII<sup>e</sup> s.). — KAINDL. Un récit contemporain du soulèvement de Galicie en 1846. = Comptes-rendus : K. v. AMIRA. Die Handgebärden in den Bilderhandschriften des Sachsenspiegels (important pour l'histoire du droit). — Périodiques de Bohême, Moravie et Silésie autrichienne, 1902-1904 (suite). = Supplément : Revue des publications relatives à l'histoire de l'art.

**52. — Mitteilungen des Vereines für Geschichte der Deutschen in Böhmen.** T. XLIV, 1905, n° 1. — J. LOSERTH. La maison de Stubenberg et le soulèvement bohémien de 1618. = N° 2. A. FISCHER. Contribution à l'histoire du droit allemand en Bohême d'après une collection juridique de la ville de Komotau (conservée à Vienne). = N° 3. F. PICK. Contribution à l'histoire économique de Prague au moyen âge (1<sup>o</sup> les droits de douane et de circulation au XIV<sup>e</sup> s.; 2<sup>o</sup> suite au n° 4 : le droit d'hospitalité, depuis le XIII<sup>e</sup> s.). — L. SCHÖNBACH. Rapports secrets des agents politiques auprès de la cour de Prague à l'archiduc Max, grand maître de l'ordre teutonique à Innsbruck (1602-1613).

**53. — Századok** (*les Siècles*). 1907, janv. — A. KÁROLYI. Bocskay et la paix de Vienne. — S. DOMANOVSKY. Henri de Mügeln et sa Chronique rimée (suite en févr.; chronique latine composée entre 1358 et 1369 d'après des sources hongroises en partie aujourd'hui perdues). — E. MARGALITS. Adam Balthasar Kercselich, 1715-1778 (historien croate, dont les œuvres, publiées par Smiciklas, intéressent la Hongrie). — S. TAKÁTS. Études d'histoire de la civilisation; le Meunier hongrois (XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> s.). = Comptes-rendus : Les lettres de la Turquie de Clément Mikes de Zágon (édition de luxe). — J. HAJNÓCZI. La vie et les œuvres de Ladislav Szentjóbi Szabó (rien de nouveau). — E. OROSZ. Les familles nobles du comitat Heves (bon). — M. SUFFLAY. Die dalmatinische Privaturkunde (important). = Février. P. SÖBÖS. Jean Zermegh et son œuvre (suite en mars; biographie détaillée, d'après des documents inédits, de l'historien hongrois, 1504-1584). — S. TAKÁTS. Le moulin hongrois (suite en mars; véritable mine de renseignements historiques et linguistiques). = Comptes-rendus : J. KARÁCSONYI. Histoire de l'Église en Hongrie, 970-1900 (comble une lacune). — M. DAVID. Relations de Thököly avec la Sublime-Porte (rien de nouveau). — Mars. L. BÁRTFAI-SZABÓ. Les comitats Pata et Ujvár (démontre, contrairement à l'opinion de Balássy et Pesty, que l'ancien comitat Pata n'a jamais existé. Le comitat Ujvár fut créé par saint Étienne et réuni, au XII<sup>e</sup> siècle, au comitat de Sáros). = Comptes-rendus : Steph. HEGEDÜS. *Analecta recentiora ad historiam renascentium in Hungaria litte-*

rarum spectantia (utile). — *N. Davori Relkovic*. Le droit municipal de Bude (faible). — *M. Elekes*. La vie et les œuvres de David Rozsnyai (faible). — *Seton Weston*. Maximilian I (médiocre). — Répertoire historique slave, 1903. = Avril. *J. Hórk*. Étienne Muzsaji Vitnyédi (suite en mai et juin; biographie détaillée de cet éminent jurisconsulte, 1612-1670, qui a déployé son activité près de Nicolas Zrinyi, ban de Croatie, et a vécu dans son intimité. Il a toujours combattu la politique viennoise et a fait partie du petit groupe de seigneurs hongrois qui voulait entrer en pourparlers avec Louis XIV, — conjuration de Wesselényi, — pour sauvegarder les libertés hongroises). = Comptes-rendus : *E. Fináczy*. Histoire de l'éducation dans l'antiquité (bon). — *J. Görög*. Nicolas Zrinyi, homme d'État (rien de nouveau). = Mai. *S. Márki*. Cum Deo pro patria et libertate (pages détachées d'une biographie de François Rákoczy II). — *S. Takáts*. Prisonniers hongrois, chaînes hongroises (traite surtout des prisonniers hongrois en Turquie). = Comptes-rendus : *D. Kálmán*. Histoire du collège des réformés à Gyöng, 1806-1900. — *A. Divéky*. Les relations commerciales de la Haute-Hongrie avec la Pologne; *G. Soltész*. Les comptes royaux de 1494 et 1495; *J. Tarczali Zombory*. Les finances et les guerres de la Transylvanie de 1658 à 1690; *J. Kaszák*. La vie de Jean Thuróczy; *J. Koch*. Les écoles saxonnes en Transylvanie (ces mémoires, écrits pour le séminaire de l'histoire de la civilisation à l'Université de Budapest, sont utiles; dans celui sur le chroniqueur Thuróczy, on a utilisé des documents inédits). — Répertoire historique slave, 1904. = Juin. *M. WERTNER*. Stephanus Ungarus (l'identifie avec le Palatin Étienne qui, après la mort du dernier roi arpadien, André III, voulut assurer la couronne de Hongrie à Wenceslas). — *J. REINER*. Le droit de patronage en Hongrie au moyen âge (discute l'ouvrage de Kollányi). = Comptes-rendus : *J. Vértessy*. François Kölcsey (critiques de détail). — *G. Turba*. Die pragmatische Sanktion (nombreux matériaux). — *M. Zsilinszky*. Histoire de l'église protestante en Hongrie (ouvrage important auquel plusieurs savants ont collaboré). — Répertoire historique slave, 1904.

**54. — Budapesti Szemle** (*Revue de Budapest*). 1907, janv. — *H. MARCZALL*. François Rákóczi et le peuple (Rákóczi a pris les armes surtout au nom du peuple qui a été presque seul à le suivre). = Comptes-rendus : *Eugène Gaal*. La politique économique et sociale de la Hongrie (considérable). — *M. Réz*. Les Magyars et la démocratie. — *M. Dampier*. History of the orthodox Church in Austria-Hungary. I : Hermannstadt (a utilisé des livres vieillis et peu sûrs). = Février. *J. KAURTZ*. Impérialisme et hégémonie magyars (plaidoyer en faveur du Compromis de 1867). — *I. KONR. EÖTVÖS* et Montalembert (publie les lettres inédites de l'écrivain français à l'homme d'État hongrois. Les rapports entre eux ont été assez intimes. Eötvös renseignait Montalembert, de 1859 à 1870, sur la politique hongroise; Montalembert, de son côté, agissait sur Eötvös lorsque celui-ci était ministre des Cultes et de l'Instruction publique. L'homme d'État hongrois était un partisan

résolu de la maxime : l'Église libre dans l'État libre). = Avril. S. MIKA. La légation de Transylvanie à Constantinople (1560-1708). = Mai. D. ANGYAL. Les idées historiques du comte Étienne Széchenyi (suite en juin; on a reproché à tort au fondateur de la Hongrie moderne d'avoir manqué de sens historique). = Juin. J. PRIVÁNY. Les ambassadeurs des États-Unis et de la Hongrie en 1849 (le sort de la Hongrie révolutionnaire intéressa les Américains qui voulurent envoyer en Hongrie un diplomate que les Autrichiens retinrent à Vienne, à la grande irritation des Américains).

55. — *The Athenæum*. 1907, 8 juin. — W. Raleigh. Shakespeare (excellent résumé). — Page. Victoria history of the county of Oxford; vol. II. = 15 juin. W. G. Benham. The oath book of Colchester (intéressant pour l'histoire municipale de cette ville, de la fin du xiv<sup>e</sup> s. au xvi<sup>e</sup>). — Canning et les secrets avis qu'il reçut de Tilsitt (discute assez longuement les faits et hypothèses présentés par le prof. Rose sur cette question). = 22 juin. Jeans. Memorials of Old Hampshire. — Th. Auden. Memorials of Old Shropshire. — R. Muir. History of Liverpool (essai lumineux). — Suffolk subsidy returns, 1327. — *Le petit homme rouge*. The court of the Tuileries (beaucoup de curieuses anecdotes sur le second Empire; ce ne sont que les coulisses de l'histoire, mais importantes, puisqu'à cette époque tant de faits importants se sont préparés dans les coulisses). — La bataille d'Æthandune (le lieu où le roi Alfred combattit les Danois doit être identifié avec Edington, à quatre milles environ de Westbury, comté de Wilts). — W. de Gray Birch. History of Scottish seals; vol. II : ecclesiastical and monastic seals. = 13 juillet. D. A. Chart. The story of Dublin (médiocre). = 20 juillet. David, Lord Elcho. A short account of the affairs of Scotland in the years 1744, 1745, 1746; publ. p. E. Charteris (dans l'insurrection de 1744-1746, Lord Elcho commandait la garde du Prétendant. Intéressant et bien publié). = 27 juillet. Christ Hare. The high and puissant princess Marguerite of Austria (biographie sans valeur de la fille de l'empereur Maximilien). — A. F. Pollard. Factors in modern history (recueil de nombreux articles sur l'Angleterre au xvi<sup>e</sup> et au xvii<sup>e</sup> siècle.)

56. — *The Nineteenth century*. 1907, avril. — Alice KEMP-WELCH. Une féministe au x<sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, Christine de Pisan (rapide esquisse sur sa vie et sur ses œuvres). = Mai. T. C. DOWN. Trelawny le Pirate (quelques lettres relatives aux exploits de « ce dernier des Vikings » pendant la guerre de l'Indépendance hellénique). = Juillet. Lady PAGER. Un républicain modèle (publie une « Dénonciation au peuple français » contre le citoyen Bonnier, ministre plénipotentiaire français à Rastadt, par le général de brigade Barein, « vainqueur de la Bastille »; Dijon, 1<sup>er</sup> nivôse an VII). = Août. Frédéric HARRISON. Paris en 1851 et en 1907 (souvenirs et comparaisons).

57. — *The English historical Review*. 1907, avril. — J. B. BURY.

Le cérémonial de l'empereur Constantin Porphyrogénète (analyse minutieuse du livre. Sous sa forme primitive, il peut être attribué à Constantin VII; mais cette rédaction originale a subi des remaniements et des interpolations à des dates différentes. Étude sur les sources et sur les dates de ces rédactions). — Goddard H. ORPEN. Mottes et châteaux normands en Irlande (dresse la liste de ces lieux forts groupés par provinces, avec toutes les indications de sources nécessaires). — Gerald B. HERTZ. L'Angleterre et la compagnie d'Ostende (exposé minutieux des difficultés suscitées à cette compagnie par la jalousie des marchands anglais. Elle fut d'ailleurs mal défendue par l'empereur Charles VII et par le prince Eugène, gouverneur des Pays-Bas). — VINOGRADOFF. Frédéric-William Maitland (remarquable notice nécrologique). — J. H. ROUND. Un rôle de plaidoiries de Richard I<sup>er</sup> (il s'agit du rôle publié dans le tome XXIV de la *Pipe roll soc.*, 1900; il appartient au terme de la Saint-Hilaire de 1196). — H. L. CRONIN. Les douze conclusions des Lollards (le texte original de ce document est en anglais; il est formé par un ms. de Cambridge qui fut présenté à Richard II peu après son retour d'Irlande, soit en 1396 ou 1397. Publie le texte original avec la traduction latine qui l'accompagne dans le ms.). — W. MILLER. Les dernières îles possédées par les Vénitiens dans la mer Égée. — C. H. FIRTH. Deux lettres adressées à O. Cromwell (la première doit être datée du 7 février 1654; la seconde de quatre ans plus tard). — R. M. JOHNSTON. Un mémoire de la reine Marie Caroline de Naples (publie un document en français retrouvé dans la Biblioteca nazionale de Naples; c'est un autographe de la reine, qui l'écrivit en 1814, à Vienne, après avoir été chassée de Sicile par Bentinck. C'est un réquisitoire, d'ailleurs inachevé, d'abord contre le duc d'Orléans, puis contre Bentinck). — Comptes-rendus : W. T. ARNOLD. *Studies of roman imperialism* (intéressant; mais on aurait rendu un meilleur hommage au savant, mort en 1904, en mettant ses notes au courant). — *Id.* *The roman system of provincial administration to the accession of Constantine the Great* (réédition, par Shuckburgh, d'un essai paru en 1879; elle n'est pas assez au courant). — H. B. WORKMAN. *Persecution in the early church* (ouvrage plus critique, mais moins agréable que celui de M. Allard). — J. PEISKER. *Die älteren Beziehungen der Slawen zu Turkotaren und Germanen, und ihre sozialgeschichtliche Bedeutung* (remarquable). — E. WINDISCH. *Die altirische Heldensage Táin Bó Cúalnge* (texte irlandais d'après plusieurs mss., traduction allemande, avec commentaire perpétuel, glossaire et table très copieux. Ouvrage remarquable et qui fera faire un grand pas à la connaissance de la civilisation ancienne de l'Irlande). — W. R. LETHABY. *Westminster abbey and the king's craftsmen; a study of mediæval building* (intéressant). — O. REDLICH. *Rudolf von Habsburg* (bon). — FR. TECHEN. *Die Bürgersprachen der Stadt Wismar* (intéressants détails sur la vie municipale au XIV<sup>e</sup> siècle. Les « Bürgersprachen » étaient les assemblées de bourgeois où étaient promulguées les ordonnances urbaines). — MISS

*L. Toulmin Smith.* The Itinerary in Wales of John Leland in or about the years 1536-1539 (entreprise très méritoire, qui n'a pas été exécutée avec toute l'exactitude nécessaire). — *E. G. Atkinson.* Calendar of state papers. Ireland, 1<sup>er</sup> nov. 1600-31 July 1601. = Juillet. BURY. Le livre des cérémonies de Constantin Porphyrogénète (suite et fin; Constantin VII ne peut être considéré comme l'auteur du livre I; il dit lui-même qu'il n'a fait que mettre en ordre des documents antérieurs. Bury reprend après Bieliaev l'étude des sources des cérémonies ecclésiastiques et recherche celles des cérémonies séculières). — *Goddard H. ORPEN.* Mottes et châteaux normands en Irlande; 2<sup>e</sup> partie (la seigneurie d'Ulster et le château de Dublin). — *R. G. MARSDEN.* Les vice-amiraux du littoral (histoire et compétence des amiraux qui, sous l'autorité du lord grand amiral, étaient chargés à terre d'organiser la défense du royaume, la marine royale, les revenus de la commune, de juger les cas de piraterie, etc.). — *J. F. CHANCE.* La pacification du Nord en 1719-1720; 1<sup>re</sup> partie : les Traités avec la Prusse. — *J. H. ROUND.* Les origines du château de Belvoir (cette forteresse fut construite par un baron normand, Robert de « Todeni »). — *H. E. SALTER.* Guillaume de Newburgh (en combinant les données fournies par plusieurs chartes, l'auteur arrive à déterminer des points intéressants de la vie du chanoine et chroniqueur de Newburgh : il était fils d'Élie de Meisnilhermer; il épousa Emma de Perci et eut d'elle des enfants, les Fils-Élie, qui continuèrent sa descendance à Waterperry pendant plus d'un siècle. En 1182 ou 1183, il perdit sa femme, entra au prieuré de Newburgh, où son frère était prieur; il y écrivit sa chronique une quinzaine d'années plus tard). — *H. J. LAWLOR.* Une charte ignorée de Henri III, 1217 (c'est une réédition de la grande charte de Henri III, qui a échappé jusqu'ici à l'attention des historiens). — *William MILLER.* Notes sur Athènes au temps de la domination franque. — *Alfred B. BEAVEN.* La compagnie des épiciers en gros et les aldermen de Londres au temps de Richard II (le nombre des « grocers » qui figuraient en 1383 parmi les aldermen n'était pas de seize, comme Herbert, Stubbs et autres l'ont dit et répété; il ne dépassa pas le chiffre de huit). — *M. T. MARTIN.* Déclarations d'âge en justice (elles sont souvent très fautives). — *C. Litton FALKNER.* William Farnor et ses Chroniques d'Irlande; 2<sup>e</sup> partie, 1594-1613. — *W. C. D. WHETHAM.* La vente des terres des évêques pendant la guerre civile et la République. = Comptes-rendus : *W. G. Holmes.* The age of Justinian and Theodora; vol. II (conscientieux; le tome II paraît inférieur au tome I). — *H. Plenkens.* Untersuchungen zur Ueberlieferungsgeschichte der ältesten lateinischen Mönchsregeln (important). — *Sir Rennell Rodd.* The princes of Achaia and the chronicle of Morea (instructif). — *C. R. Beazley.* The dawn of modern geography; vol. III (bonne histoire des découvertes et de la science géographiques depuis le milieu du XIII<sup>e</sup> s. jusqu'aux premières années du XV<sup>e</sup>). — *The East and West Indian mirror; being an account of Joris van Speilbergen's*



voyage round the world, 1614-1617, and the australian navigations of Jacob Le Maire; trad. avec des notes et une introduction, par J. de Villiers (bonne publication). — W. D. Macray. A register of Magdalen College, Oxford; nouv. sér., t. IV et V (couvre la période de 1648 à 1820). — Heinrich, Ritter von Srbik. Der staatliche Exporthandel Oesterreichs von Leopold I bis Maria Theresia (recherches approfondies sur l'histoire du commerce extérieur de l'Autriche de 1658 à 1740). — R. V. Hamilton et J. K. Laughton. Recollections of James A. Gardner, commander R. N. (souvenirs intéressants sur l'histoire de la marine britannique de 1780 à 1800).

**58. — The Scottish historical Review.** 1907, juillet. — Thomas DUNCAN. Marie Stuart et la maison de Huntley (la maison de Huntley, catholique, fut toujours prête à se dévouer pour Marie; mais Marie, à son arrivée en Écosse, avait d'autres visées que le rétablissement du catholicisme; elle convoitait avant tout la couronne d'Angleterre. C'est en se plaçant à ce point de vue que l'on peut comprendre la cruelle sévérité de Marie à l'égard de Huntley et la facilité avec laquelle elle rendit ses faveurs aux fils de sa victime). — G. A. SINCLAIR. Ballades scandinaves sur des soldats de Caithness (l'une, en norvégien, par Storm, célèbre l'héroïsme de George Sinclair, tué par les Norvégiens à Kringelen en 1612; l'autre, en suédois, par Odel, pleure la mort du major Malcolm Sinclair, assassiné à Naumbourg, en Silésie, en 1739, par ordre de la cour de Russie). — Robert DEWAR. Burnet et les troubles d'Écosse (montre comment Gilbert Burnet transformait, pour les rendre plus favorables à Charles I<sup>er</sup> et au duc de Hamilton, les textes qu'il insérait dans les *Mémoires des ducs d'Hamilton*). — Viollette M. MONTAGU. Le collège écossais à Paris. — Sir Herbert MAXWELL. Le règne d'Édouard III, selon la *Scalacronica* de sir Thomas Gray de Heton. — E. G. DUFF. De quelques anciennes reliures et collections de livres écossais. — James CURLE. Une forteresse romaine à Newstead; traces d'occupations successives. — Bibliographie : *Charteris*. A short account of the affairs of Scotland, 1744-1746, by David, Lord Elcho (un des plus importants récits de la littérature jacobite). — P. H. BROWN. The register of the Privy Council of Scotland; 2<sup>e</sup> série, t. VII, 1638-1643. — W. FOSTER. The english factories in India, 1618-1621; a calendar of documents in the India Office, Brit. Mus. and P. R. Office. — W. HUNT. The Irish Parliament, 1775, from an official and contemporary manuscript (récit d'un assez médiocre intérêt). — E. O. GORDON. Saint George (intéressant). — Les tailles de l'Échiquier (2 planches).

**59. — The american historical Review.** 1907, avril. — Edw. P. CHEYNEY. De quelques raisons qui ont poussé l'Angleterre à coloniser la Virginie. — Claude H. VAN TYNE. De la souveraineté dans la Révolution américaine; étude historique (recherche les idées que les contemporains du premier Congrès et de l'Union américaine se fai-

saient des États et de leurs gouvernements, de la Confédération et de l'indépendance; puis examine la question de savoir s'il y avait un État américain lors de la Révolution et si le pouvoir souverain était exercé par le Congrès ou par les gouvernements d'États). — W. H. ISSELY. L'épisode des fusils Sharps dans l'histoire du Kansas (cet épisode marque vraiment le début de la guerre de Sécession, 1855). — J. A. WOODBURN. L'attitude de Thaddeus Stevens relative à la conduite de la guerre civile (ce Stevens fut, de 1861 à 1869, le chef de la majorité républicaine dans la Chambre des représentants). — Documents : 1° la mission catholique du Maryland, 1641; 2° Edmond Randolph et le traité avec l'Angleterre en 1795; 3° Lettre de Virgil Maxcy sur les opinions politiques et les visées de Calhoun, 1823). — Comptes-rendus : J. E. OLSON et E. G. BOURNE. *The Northmen, Columbus and Cabot, 984-1503* (recueil de récits et de documents sur lesquels repose ce que nous savons de la découverte de l'Amérique; c'est le tome I d'une série qui sera poursuivie sur le même plan). — F. YOUNG. *Christopher Columbus and the New World of his discovery* (compilation peu intéressante). — E. M. AVERY. *A history of the United States and its people, from the earliest record to the present time*; vol. II (tentatives de colonisation faites par les Français, les Anglais, les Hollandais et les Suédois sur la côte de l'Atlantique, de 1600 à 1660; bonne histoire populaire). — KIMBALL. *Correspondence of William Pitt, when secretary of State, with colonial governors, and military and naval commanders in America* (très instructif et bien présenté). — Ch. O. PAULLIN. *The navy of the american Revolution* (excellent). — Colección de historiadores i de documentos relativos a la independencia de Chile; vol. IX-XIV. — A. B. HART. *The american nation; a history* (tome XVII : *Westward Extension, 1841-1850*; XVIII : *Parties and slavery, 1850-1859*; XIX : *Causes of the civil war, 1859-1861*. Série très remarquable). — J. F. RHODES. *History of the United States from the compromise of 1850 to the final restauration of Home Rule of the South in 1877*; (fin de ce remarquable ouvrage). — Juillet. Charles GROSS. La mainmorte dans les bourgs au moyen âge (des mesures prises, surtout en Angleterre, pour empêcher la formation ou l'accroissement des biens de mainmorte, qui échappaient à la taille levée sur les terres des bourgeois). — R. G. USNER. Un théoricien oublié des libertés anglaises : Nicolas Fuller (raconte le procès intenté en 1607 à Nicolas Fuller qui avait déclaré illégale la Cour de haute commission. Il succomba sans doute, mais sa défaite fut glorieuse; un des premiers, au XVII<sup>e</sup> siècle, il s'opposa, au nom de la constitution, aux désirs du despotisme et prépara la voie où devait entrer plus tard le Long Parlement). — Fr. P. GOODWIN. Le début des manufactures dans la région de Miami (cette région se trouve dans l'état d'Ohio. L'étude s'arrête à l'année 1817 où le bateau à vapeur du capitaine Shreve fit en vingt-cinq jours la traversée de la Nouvelle-Orléans à Louisville, sur le Mississipi). — William E. DODD. Le chef-juge Marshall et la Virginie, 1813-1821. — Eugène C. BARKER. Le

président Jackson et la révolution du Texas (essaie de prouver, en invoquant surtout, il est vrai, le témoignage du général Jackson, que la conduite de ce dernier dans la révolution du Texas, 1833-1837, a été pure de toute basse manœuvre). — C. Raymond BEAZLEY. *Le Directorium ad faciendum passagium transmarinum* (publie, d'après deux manuscrits, l'un de Paris, l'autre d'Oxford, le texte complet de ce traité anonyme qui fut adressé au roi de France Philippe VI, en 1330. On n'en connaissait encore que des fragments publiés dans les *Scriptores de Quétif*). = Comptes-rendus : W. H. Price. *The english patents of monopoly* (bonne étude sur les monopoles accordés au temps d'Élisabeth et de Jacques I<sup>er</sup>). — P. Mantoux. *La révolution industrielle au XVIII<sup>e</sup> siècle*; essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre (remarquable; observations utiles d'Edwin F. Gay). — F. L. Petre. *Napoleon's campaign in Poland, 1806-1807* (excellent). — H. Friedjung. *Der Krimkrieg und die österreichische Politik* (remarquable; on ne distingue pas toujours assez nettement à quelles sources l'auteur a puisé). — Louisa L. Eyre. *Letters and recollections of George Washington* (publie quatre-vingt-onze lettres adressées par Washington à Thomas Lear, grand-père de l'auteur, de 1790 à 1799). — J. A. Harrison. *George Washington* (portrait de fantaisie tracé d'une plume romantique). — J. B. Mac Master. *A history of the United States from the Revolution to the Civil war*; vol. VI, 1830-1842 (très intéressant; l'auteur tire un excellent parti des discours prononcés au Congrès et des articles de grands journaux). — *The american nation*; a history; vol. XVI : *Slavery and abolition, 1831-1841*, by A. B. Hart (c'est la meilleure étude qui ait encore été écrite sur l'aspect social et moral de la question de l'esclavage). — Th. E. Burton. *John Sherman* (insuffisant; l'auteur ne s'est préoccupé que de la question financière). — *The american nation*; a history; vol. XX : *The appeal to arms*; vol. XXI : *Outcome of the civil war*, by J. K. Hosmer (bon). — J. G. de Roulhac Hamilton. *Reconstruction in North Carolina* (ouvrage considérable; l'auteur a épuisé le sujet). — E. H. Blair et J. A. Roberston. *The Philippine Islands, 1493-1898*; vol. XXXIX-XLIV, 1683-1739.

60. — *The Nation*. 1907, 2 mai. — H. Ranke. *Babylonian legal and business documents from the first dynasty of Babylon, chiefly from Sippar* (textes intéressants et bien publiés; malheureusement, on ne sait pas exactement où ils ont été trouvés. Il y a d'ailleurs comme une ombre de suspicion légitime projetée sur les textes cunéiformes publiés sous la direction de H. V. Hilprecht pour l'Université de Pensylvanie). — R. J. Lau. *Old Babylonian temple Records* (ces textes proviennent de Tello, où ils ont été volés par les Bédouins au temps des fouilles de Sarzec. Bien publiés). = 9 mai. W. L. Fleming. *Documentary history of reconstruction : political, military, social, religious, educational and industrial, 1865 to the present time* (beaucoup de faits et de documents présentés d'une façon très attachante). — J. E. Barker. *The rise and decline of the Netherlands* (thèse dont le but est d'établir

que les Hollandais n'ont pas réussi à fonder un empire mondial parce qu'ils ont cédé à de misérables considérations provinciales favorisées par des commerçants; c'est aussi un avertissement à la Grande-Bretagne, qui court au-devant du même danger). = 23 mai. *G. H. Putnam*. The censorship of the church of Rome, and its influence upon the production and distributions of literature (l'auteur n'a su faire ni un ouvrage de bibliographie pure, ni un travail de critique historique ou philosophique. Travail très consciencieux, mais qui ne satisfera pleinement personne). = 30 mai. *J. H. Horsmer*. The appeal to arms. Outcome of the civil war (bons résumés). = 6 juin. Notes bibliographiques sur Defoe (nombreuses remarques sur des articles mentionnés dans la bibliographie de William Lee). — *James Donaldson*. Woman; her position and influence in ancient Greece and Rome, and among the early Christians (bon). — *J. P. Kennedy*. Journals of the House of Burgesses of Virginia, 1770-1772 and 1766-1769. = 13 juin. *E. P. Alexander*. Military memoirs of a Confederate (nombreux détails, avec d'importantes remarques critiques, sur les campagnes de l'armée de la Virginie septentrionale). = 20 juin. *Hebermann, Pace, Pallen, Shahan, Wynne*. The catholic Encyclopedia. In 15 volumes; vol. I (cette encyclopédie, bien imprimée et richement illustrée, se propose de donner de nombreuses et sûres informations concernant la constitution, la doctrine, la discipline et l'histoire de l'Église catholique. Conçue d'après une méthode strictement scientifique, elle sera un instrument de travail utile pour tous les travailleurs). — *G. M. Trevelyan*. Garibaldi's defence of the roman Republic (ouvrage très sérieusement étudié et écrit avec un grand charme). — *E. Romanes*. The story of Port Royal (résumé consciencieux). = 4 juillet. *H. Nod Williams*. Queen Margot, wife of Henry of Navarre (intéressant). — Notes bibliographiques sur Defoe (fin; examine la liste d'additions apportées par Chalmers à celle de Lee). = 18 juillet. *W. G. Thomson*. A history of tapestry, from the earliest times until the present day (consciencieuse compilation).

---

61. — **Analecta Bollandiana**. 1907, n° 1. — *P. PEETERS*. Une version arabe de la passion de sainte Catherine d'Alexandrie. — *H. MORETUS*. Les deux anciennes vies de saint Grégoire le Grand (étude critique sur les divergences que présentent ces deux biographies, œuvres, l'une du vénérable Bède, l'autre d'un moine de Whitby). — *A. PONCELET*. Les miracles de saint Willibrord (dissertation critique sur un appendice à la vie de saint Willibrord par Alcuin). — *H. DELEHAYE*. Le témoignage des martyrologes (établit les principes généraux d'après lesquels on doit peser ce témoignage pour en constater la valeur exacte). = Comptes-rendus : *A. Harnack*. Lukas der Arzt, der Verfasser des dritten Evangeliums und der Apostelgeschichte (déduit de l'étude de la langue de saint Luc que le troisième évangile et les actes sont l'œuvre d'un médecin). — *Pilatus*. Der Jesuitismus (curieuse défense de la

Compagnie de Jésus écrite par un protestant, V. Naumann; l'auteur est bien informé, mais souvent prolixe et incorrect).

**62. — Analectes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique.** 1906, n° 4. — H. DUBRULLE. Les bénéficiers des diocèses d'Arras, Cambrai, Théroutanne, Tournai sous le pontificat d'Eugène IV (d'après les documents de l'« Archivio di Stato » de Rome). — J. WILS. Les dépenses d'un étudiant à l'Université de Louvain (1448-1453, d'après les Mémoires de Saint-Aubert, aux Archives du Nord). — 1907, n° 1. A. VAN HOVE. Les statuts synodaux liégeois de 1585 (épisode curieux de la nonciature de Bonomi; il s'agit du synode tenu à Liège pour la publication des décrets du concile de Trente; il fut très difficile d'y amener le clergé liégeois qui craignait de perdre un grand nombre de ses privilèges). — H. NELIS. Études de diplomatique médiévale (démontre la fausseté des actes d'Otton I<sup>er</sup>, du 1<sup>er</sup> mai 965, et de Henri II, de 1018, concédant des privilèges considérables à l'abbaye de Saint-Ghislain en Hainaut).

**63. — Annales de la Société d'émulation de Bruges.** 1906, n° 3. — C. CALLEWAERT. Prêtres français réfugiés en 1793-1794 à Saint-André-lez-Bruges. = Compte-rendu : J. LAENEN. La suppression des couvents par Joseph II (beaucoup de choses neuves). — N° 4. U. BELLIERE. Jean Bernier de Fayt, abbé de Saint-Bavon de Gand (1350-1394). L'auteur a découvert au Vatican des documents qui jettent une vive lumière sur l'histoire du schisme en Flandre ainsi que sur les relations des Pays-Bas avec les papes d'Avignon; fin en 1907, n° 1). — S. MÜLLER. Le style de la Circoncision.

**64. — Bulletin de la Classe des lettres et des sciences morales et politiques de l'Académie royale de Belgique.** 1906, nos 9-10. — K. LAMPRECHT. Les dessins d'enfants comme source historique. = Compte-rendu : M. de Smet de Naeyer. Mémoires du patricien gantois Marc Van Vaernewyck sur les troubles religieux en Flandre (éclairent singulièrement l'histoire des Pays-Bas au XVI<sup>e</sup> siècle). — N° 11. H. LONCHAY. Recherches sur l'origine et la valeur des ducats et des écus espagnols (mémoire très important fondé sur les documents des archives). — N° 12. Compte-rendu : J.-E. Demarteau. L'Ardenne belgo-romaine (fondé sur quelques inscriptions et les données archéologiques). — 1907, n° 1. E. DISCAILLES. Lettres écrites à Charles Rogier par le baron Lambermont en juin 1867 (observations très fines sur la cour de Napoléon III et Paris pendant la visite du roi de Prusse et de l'empereur de Russie à l'Exposition universelle). — 1907, n° 3. V. BRANTS. La description des Pays-Bas de don Jorge de Henin (c'est un rapport adressé en 1628 au comte d'Olivarès et conservé à la section des manuscrits de la Bibliothèque royale de Bruxelles. L'auteur, agent important du roi, expose en détail la fâcheuse situation du pays et indique les remèdes nécessaires). — E. MARCHAL. La domination dans les Pays-Bas à la fin du règne de Philippe II (d'après l'ouvrage d'E. Gossart).

**65. — Bulletin de la Commission royale d'histoire de Belgique.** 1906, n° 3. — H. LONCHAY. Rapport sur les archives de Simancas. — J. LAENEN. Rapport sur les archives impériales de Vienne. — G. DES MAREZ et E. DE SAEGHER. Rapport sur la publication des comptes communaux d'Ypres (indications pleines d'intérêt sur l'importance que présentent ces documents au point de vue de l'histoire économique). = N° 4. A. STERN. Relations inédites sur la mission du prince d'Orange à Anvers au mois d'octobre 1830 (documents du Record Office et du ministère des Affaires étrangères à La Haye, qui élucident l'histoire jusqu'ici assez obscure d'un incident important de la Révolution belge). — U. BERLIÈRE. Les archidiacres de Liège au xiv<sup>e</sup> siècle (d'après les documents du Vatican. Au xiv<sup>e</sup> s., l'archidiaconat devient une sinécure lucrative pour les favoris des papes). = 1907, n° 1. H. LONCHAY. Les archives de Simancas (surtout au point de vue de l'histoire des Pays-Bas au xvii<sup>e</sup> s.).

**66. — Bulletin de l'Institut archéologique liégeois.** T. XXXVI, n° 1. — Th. GOBERT. Mémoires inédits de Nicolas Van der Heyden à Hauzeur sur la Révolution liégeoise de 1789 et les événements qui la suivirent (récit d'un témoin, adversaire de l'Ancien Régime; beaucoup de détails inédits). = N° 2. F. MAGNETTE. Les émigrés français au pays de Liège, de 1791 à 1794 (travail considérable fait d'après de nombreux documents d'archives; montre que le gouvernement du prince-évêque trouva très embarrassante la présence des émigrés sur le territoire liégeois et que les royalistes français commirent beaucoup d'imprudences et de sottises). — G. KURTH. L'entrée du parti populaire au Conseil communal de Liège en 1303 (c'est pendant l'interrègne de 1303 que l'alliance du chapitre, du parti populaire et du mambour a mis fin à la domination exclusive du patriciat liégeois et a doté la cité d'un régime nouveau, établissant dans le Conseil communal l'égalité parfaite des deux partis politiques).

**67. — Bulletin de la Commission de l'histoire des églises wallonnes.** T. IX, n° 1. — F.-G. BRONDGEEST. L'église française d'Amersfoort (détails inédits sur l'établissement de cette communauté en 1687 et son histoire jusqu'en 1696). — J.-J. MOUNIER. Les églises wallonnes des Pays-Bas (montre qu'elles furent un lien entre l'église réformée des Provinces-Unies et les églises protestantes de l'étranger). — H.-D.-J. VAN SCHEVICHAVEN. Arrêtés du Conseil de Nimègue relatifs aux réfugiés pour la foi (mesures prises en faveur des réfugiés par les autorités communales de Nimègue pendant les années 1685-1688). = N° 2. Mémoire de l'ambassadeur extraordinaire C. Hop auprès de la cour de France, 1719-1725 (adressé au roi de la part des États Généraux des Provinces-Unies; traite du droit d'aubaine).

**68. — Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand.** 1906, n° 2. — V. FRIIS. Jan van Coppenhole (politicien gantois du xv<sup>e</sup> siècle). = N° 3. V. FRIIS. Blavotins et Ingherkins (une guerre pri-



vée dans la Flandre maritime au xii<sup>e</sup> siècle). = N° 4. H. BALIEUS. Une charte de Charles le Bon (1120; renseignements intéressants sur le système judiciaire du comté de Flandre). — A. FAYEN. L'élection de Foulque comme abbé de Saint-Pierre au Mont Blandin à Gand, 1320 (d'après des documents des Archives du Vatican). — A. DE L'ARBRE. Le salaire tarifié du bourreau de Gand opérant hors ville (d'après des documents inédits du xvii<sup>e</sup> siècle). = N° 6. L. WILLEMS. La querelle des Blouvoets et des Isengrins (discute certains points de l'étude de V. Fris sur les Blavotins et Ingherkins).

**69. — Documents et rapports de la Société paléontologique et archéologique de Charleroi.** T. XXVIII, 1906. — O. HUBINONT. L'ancien palais royal de Mariemont (histoire de cette résidence des souverains jusqu'au xvii<sup>e</sup> siècle). — La charte de Fontaine-l'Évêque (mauvaise réédition de cet acte de 1212). — L. DARRAS. Le prieuré de Saint-Nicolas-d'Oignies (étude sur les origines du monastère et ses possessions). — A. GOSSEYER. Le Besoigné ou description du village de Sivry (d'après les archives du château de Beaumont. Acte de 1608 portant recensement des biens du duc de Croÿ).

**70. — Leodium.** 1906, n° 8. — DEPAIFVE. Deux lettres inédites de Montalembert à Mgr Van Bommel, évêque de Liège (ces deux lettres, datées de 1844 et 1852, ont trait à la lutte pour la liberté de l'enseignement). = N° 9. J. CEYSSENS. Documents concernant les guerres de Louis XIV dans notre pays (il s'agit des exactions commises en 1672). = N° 10. J. CEYSSENS. Notes du curé Jean Hervianus de Hermalle-sous-Argenteau (relation de beaucoup de faits intéressants de la vie politique et sociale de la région pendant les années 1684 à 1714). = N° 11. G. MONCHAMP. La genèse du catalogue athanasien des trente-quatre évêques de la Gaule qui ont adhéré au décret du concile de Sardique. — J. CEYSSENS. En temps de guerre (éclaircissements sur la guerre de la Succession d'Autriche dans le pays de Liège, 1746-1748).

**71. — Le Musée belge.** 1907, n° 1. — P. GRAINDOR. Les fouilles de Tenos en 1905 (texte des décrets retrouvés). — H. FRANCOÏTE. Étude sur le système des impôts dans les cités et les royaumes grecs (phoros, eisphora et syntaxis, d'après les inscriptions). — L. VAN DER ESSEN. Angelo Fumagalli (biographie du savant paléographe et diplomate, 1728-1804, d'après l'ouvrage de Nicolò Barone). = Comptes-rendus : G. Glotz. La solidarité de la famille dans le droit criminel en Grèce (œuvre très documentée d'un érudit très pénétrant, mais qui voit parfois au delà des choses). — M. Hamilton. Incubation (histoire de l'incubation à travers les âges chez les peuples de culture gréco-romaine; bien pondéré, mais il y a quelquefois des rapprochements forcés quand il traite de la survivance des rites païens dans le culte des saints). — S. B. Platner. The topography of ancient Rom (a bien utilisé les travaux antérieurs). — V. Brants. La Faculté de droit de l'Université de Louvain à travers cinq siècles, 1426-1906 (expose la part prise par

Louvain au mouvement juridique et l'influence exercée sur les lois et l'administration). = N° 2. P. GRAINDOR. Inscriptions des Cyclades (Keos et Tenos). — C. COLLARD. De l'authenticité de la loi des douze tables (1<sup>re</sup> partie : exposé et discussion des objections faites à cette authenticité par Pais). = N° 3. H. FRANCOTTE. Le tribut des alliés d'Athènes (d'abord les cités paient un tribut équitable et modéré, fixé par Aristide; plus tard, à partir de 425-424, elles sont livrées aux exactions des Athéniens). — T. SIMAR. Qui a le premier séparé, dans l'œuvre historique de Tacite, les *Annales* des *Histoires*? (démontre que ce n'est pas Juste Lipse, mais le jurisconsulte français Vertranus Maurus).

**72. — Publications de la Société historique et archéologique dans le duché de Limbourg.** T. XLI. — M.-J. JANSEN. Le culte de saint Goar dans le Limbourg. — H. DYSERINGK. Le siège de Maastricht par le duc de Parme en 1579 (beaucoup de détails nouveaux puisés dans les documents des archives). — L. DE CRASSIER. L'Ordre teutonique. Histoire du bailliage des Vieux-Joncs et des douze commanderies qui en dépendaient. 1<sup>re</sup> partie : la commanderie de Fouron-Saint-Pierre (étudie d'après les documents des archives de Vienne et de Maastricht l'organisation de l'ordre et la biographie des commandeurs qui se sont succédé à Fouron depuis 1230 jusqu'à 1798). — I.-S. VAN VEEN. Contribution à l'histoire de la Réforme dans le Haut-Quartier de Gueuldre (Ruremonde, Venlo et les environs, 1543-1568, détails assez curieux sur la secte anabaptiste). — E. VAN WINTERSHOVEN. Dr P.-P.-M. Alberdingk-Thym (historien et philologue néerlandais, professeur à l'Université de Louvain, 1827-1904).

**73. — Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous.** 1907, n° 1. — H. SCHUSTER. L'abbaye de Farfa et sa restauration au XI<sup>e</sup> s. — U. BERLIÈRE. Les évêques auxiliaires de Thérouanne (1274-1558; rectifie et complète Sanderus d'après les documents des archives du Vatican). — Id. Les statuts du Chapitre général bénédictin de la province de Sens, tenu à Saint-Germain-des-Prés en mai 1299 (important pour l'histoire de la discipline dans l'ordre bénédictin). = N° 2. R. ANCEL. La disgrâce et le procès des Carafa (en 1558, le cardinal Carafa, neveu du pape Paul IV, fut exilé, non pour des raisons d'ordre politique, mais en punition de fautes privées. Étude puisée aux sources). — U. BERLIÈRE. Le cardinal Nicolas de Cuse dans le diocèse de Liège, 1451-1452 (publie un nouveau règlement pour les Bogards, daté de 1451 et confirmé par Nicolas V en 1453). = Comptes-rendus : W. Van Gulik. Johannes Groper (biographie très neuve de ce personnage qui fit de grands efforts au XVI<sup>e</sup> siècle pour réconcilier protestants et catholiques). — A.-M. Scheglmann. Geschichte der Säkularisation im rechts-reinischem Bayern; t. III (histoire détaillée de la suppression de trente-deux abbayes bavaroises en 1803). = N° 3. L. GOUGAUD. Les conceptions du martyre chez les Irlandais (curieuse dissertation puisée aux sources sur le martyre vert, le martyre blanc et le martyre rouge).

— U. BERLIÈRE. Lettres inédites des Bénédictins de Saint-Maur au cardinal Gualterio (tirées des archives du marquis Gualterio à Bagnorea; elles sont datées de 1710 à 1720 et ont trait aux affaires de la congrégation). = Comptes-rendus : A. Bludau. Juden und Judenverfolgungen im alten Alexandria (persécutions cruelles). — E. Buonaiuti. Lo Gnosticismo. Storia di antiche lotte religiose (montre bien l'importance du mouvement gnostique et son influence sur le développement du christianisme). — J.-A. Endres. Honorius Augustodunensis. Beitrag zur Gesch. des geistigen Lebens in XII Jahrh. (chapitre important de l'histoire intellectuelle du XII<sup>e</sup> s., spécialement à Ratisbonne).

**74. — Revue bibliographique belge.** 1906, n° 4. — C. CAEYMAEX. Biographie de J.-B. Abbeloos (orientaliste distingué, ancien recteur de l'Université de Louvain, 1836 ÷ 1906). = Compte-rendu : A. Lebey. Les trois coups d'État de Louis-Napoléon Bonaparte (bien documenté, trop chargé de détails). = N° 5. C. CAEYMAEX. Biographie de J. Broekaert (historien flamand, né en 1837). = 1907, n° 1. Comptes-rendus : V. Brants. La Faculté de droit de l'Université de Louvain à travers cinq siècles (entièrement neuf et fondé sur des recherches inédites. L'auteur a étudié l'influence de l'école louvaniste sur l'évolution de la justice et de l'administration). = Nos 4-5. H. Pirenne. Geschichte Belgiens (étude approfondie du mouvement industriel, de l'organisation capitaliste et de la formation du prolétariat au XVI<sup>e</sup> siècle).

**75. — Revue de Belgique.** 1906, n° 1. — L. THOMAS. Lettres de vieillesse de Beaumarchais (fin). = N° 5. H. SAGE. Le poète Léonard à Liège (secrétaire de la légation de France auprès du prince-évêque de Liège, 1773-1782). = N° 9. L. VAILLAT. La société à Genève sous l'Empire français. = Nos 10 et 11. Firmin Rogier et ses correspondants (lettres de 1831-1864, période pendant laquelle Rogier fut accrédité par la Belgique auprès du gouvernement français). — W. AERTS. La bataille de Fontenoy (1745). = 1907, n° 2. W. LE QUEUX. Le bombardement de Londres (extrait d'un volume sur l'*Invasion de 1810*). = N° 5. M. HEINS. Une question de frontière internationale en Flandre aux IX<sup>e</sup>, X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles.

**76. — Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain.** 1907, n° 1. — P. FOURNIER. Études sur les Fausses Décrétales (cf. *Rev. hist.*, t. XCIV, p. 290). — WILLAERT. Négociations politico-religieuses entre l'Angleterre et les Pays-Bas catholiques, 1598-1625 (intervention des archiducs Albert et Isabelle en faveur du catholicisme en Angleterre). = Comptes-rendus : E. Terminassiantz. Die armenische Kirche in ihren Beziehungen zu den Syrischen bis zum Ende des 13. Jahrhunderts (très importante contribution à l'histoire de l'Église d'Arménie. Les Syriens y ont exercé une influence bien plus grande que les Grecs). = N° 2. P. DONCŒUR. Les premières interventions du Saint-Siège relatives à l'Immaculée Conception (1<sup>re</sup> partie d'une étude, très documentée, sur les origines du dogme). = Comptes-rendus : I. Eschelba-

*cher.* Das Judentum und das Wesen des Christentums (tout ce qu'il y a de bon dans le christianisme vient de la religion juive). — *A. Knecht.* System des justinianischen Kirchenvermögenrechtes (expose la situation juridique de l'Eglise quant au droit de propriété dans la législation justinienne; travail de haute valeur). — *A. Diomedes Kyriakos.* Geschichte der Orientalischen Kirchen von 1453-1898 (intéressant, mais beaucoup d'inexactitudes). — *J. Turmel.* Histoire de la théologie positive, du concile de Trente au concile du Vatican (clair et complet).

**77. — Revue de l'Instruction publique en Belgique.** 1907, n° 3. — *R. Ledoux.* Le « tungenus » et le « centenarius » dans la loi salique (discute l'opinion de Brunner d'après laquelle le « tungenus » est le juge ordinaire du « mallus legitimus publicus »). — *H. PIRENNE.* Une lettre de Michelet relative à la draperie flamande (Michelet avait présenté, en 1855, l'importance que présentent pour l'intelligence de la politique des villes flamandes les questions économiques touchant à la draperie). — *Compte-rendu : F. Mohr.* Die Schlacht bei Rosebeke (documentation insuffisante).

**78. — Revue tournaisienne.** 1906, t. II. — *F. DESMONS.* La citadelle de Louis XIV à Tournai (histoire de sa construction pendant la guerre de Flandre). — *D'HERBOMEZ.* L'évêque Hirn et la bibliothèque du séminaire de Tournai (épisode de l'histoire de Tournai pendant l'annexion à l'empire de Napoléon I<sup>er</sup>). — *A. HOCQUET.* Un chapitre de la Toison d'or tenu à Tournai par Charles-Quint. — *HOUTART.* Un évêque de Tournai aux États Généraux de France en 1789 (il s'agit du prince Guillaume de Salm-Salm, mort archevêque de Prague en 1810, qui voulut siéger aux États Généraux de 1789, à raison de sa juridiction sur certaines communes françaises, et vit sa prétention rejetée). — *SOIL DE MORIAMÉ.* Le métier des fondeurs de laiton et des batteurs de cuivre ou coudretiers à Tournai.

---

## CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

**France.** — L'Académie des sciences morales et politiques a partagé le prix Perret entre MM. MICHON (*le Gouvernement parlementaire sous la Restauration*) et H. SÉE (*les Classes rurales en Bretagne du XVI<sup>e</sup> siècle à la Révolution*). Elle a attribué le prix Rossi (*Étude sur les ventes de biens nationaux pendant la Révolution française et sur leurs conséquences économiques et sociales*) à M. MARION et accordé des récompenses aux manuscrits présentés par MM. JOLLIVET, A. VIALLAY et G. LECARPENTIER.

— Quatre médailles ont été décernées par l'Académie des inscriptions et belles-lettres pour le concours des antiquités nationales : la 1<sup>re</sup> à M. A. BLANCHET (*les Enceintes romaines de la Gaule*), la 2<sup>e</sup> à M. JACOTIN (*Preuves de la maison de Polignac*), la 3<sup>e</sup> à M. J. CHEVALIER (*Mémoires pour servir à l'histoire des comtés de Valentinois et Diois et Mandements d'Égluy*), la 4<sup>e</sup> à M. ANGOT (*Épigraphie de la Mayenne*).

— L'Académie française a décerné le 1<sup>er</sup> prix Gobert à M. LANZAC DE LABORIE (*Paris sous Napoléon*) et le 2<sup>e</sup> au capitaine DUPUIS (*la Campagne de 1793 à l'armée du Nord et des Ardennes*); elle a partagé le prix Thérouanne entre MM. E. SALONE (*la Colonisation de la Nouvelle-France*), GIGON (*la Révolte de la gabelle en Guyenne*), BROCHET (*Saint Jérôme et ses ennemis*) et MARESCHAL DE BIÈVRE (*Georges Maréchal, seigneur de Bièvre, chirurgien et confidant de Louis XIV*). Le prix Thiers a été réparti entre MM. E. ROTT (*Histoire de la représentation diplomatique de la France auprès des cantons suisses, 1430-1524*), P. PISANI (*Répertoire historiographique de l'épiscopat constitutionnel*), A. DE CALONNE (*Histoire de la ville d'Amiens*), P. BOISSONNADE (*Saint-Domingue à la veille de la Révolution*). La plus grosse part du prix Juteau-Duvigneaux a été attribuée à M. AULAGNE (*la Réforme catholique au XVII<sup>e</sup> siècle dans le diocèse de Limoges*).

— *Agrégation d'histoire et de géographie. Programme pour le concours de 1908.* — HISTOIRE ANCIENNE : 1<sup>o</sup> la civilisation du monde grec depuis les origines jusqu'au VIII<sup>e</sup> siècle; 2<sup>o</sup> les institutions athéniennes au V<sup>e</sup> siècle; 3<sup>o</sup> l'Égypte sous les Lagides; 4<sup>o</sup> histoire intérieure de Rome, depuis les Gracques jusqu'à la mort de César; 5<sup>o</sup> l'organisation militaire et les guerres extérieures de l'Empire romain jusqu'à l'abdication de Dioclétien. — MOYEN ÂGE : 1<sup>o</sup> la papauté jusqu'à l'avènement de Grégoire VII; 2<sup>o</sup> les croisades; les états latins d'Asie; l'empire latin de Constantinople; 3<sup>o</sup> la France, de l'avènement de Philippe VI jusqu'aux guerres d'Italie. — TEMPS MODERNES : 1<sup>o</sup> histoire intérieure de l'Allemagne

depuis l'avènement de Maximilien jusqu'à la paix d'Augsbourg; 2° histoire intérieure de la France de 1598 à 1715; 3° les révolutions d'Angleterre au xvii<sup>e</sup> siècle; 4° l'État prussien depuis le couronnement de Frédéric I<sup>er</sup> jusqu'à la bataille d'Iéna; 5° les États-Unis au xix<sup>e</sup> siècle; 6° les constitutions, les lois politiques (régime électoral, presse, droit d'association et de réunion), les lois scolaires, les lois ouvrières en France, de 1815 à nos jours. — GÉOGRAPHIE : 1° géographie physique générale; 2° la France; 3° les péninsules européennes de la Méditerranée; l'Amérique du Sud.

— Nous relevons dans le programme de l'*École des hautes études sociales* pour 1907-1908 les conférences suivantes, qui offrent un intérêt spécialement historique : 1° une série de conférences sur les doctrines et les faits économiques du xviii<sup>e</sup> siècle par MM. Weulersse, Hauser, Nogaro, Berget, Letacounoux, Mantoux, Cultru, Bloch, Sée et Mathiez; 2° deux séries de leçons de M. Tchernoff sur l'association en France, de 1834 à 1905, et sur le mouvement révolutionnaire en Russie, de Pestel à Plekhanoff; 3° une série de conférences de M. Seignobos sur les historiens du xix<sup>e</sup> siècle; 4° des conférences sur l'histoire du journalisme par MM. Barroux, Cahen, Tourneux, Caron, Fournière, R. Dreyfus, Thomas; enfin de nombreuses conférences sur l'histoire de l'art, de la musique, de la poésie et de la morale. M. Th. Reinach fera un cours sur l'état actuel de la critique relative à la vie de Jésus.

— Avant de publier le troisième volume de ses *Fastes épiscopaux de l'ancienne Gaule*, Mgr DUCHESNE vient d'en rééditer le tome I, consacré, on le sait, aux *Provinces du sud-est* (Paris, Fontemoing, 1907, in-8°, viii-376 p.). De toute la polémique que l'ouvrage avait suscitée lors de la première édition, Mgr Duchesne n'a retenu, pour y répondre brièvement, que les deux ou trois critiques de détail qui lui ont paru mériter une discussion, celles de M. Harnack surtout (voir p. 43-46). Les travaux de l'abbé Albanès et de M. de Manteyer lui ont permis, en outre, d'apporter quelques précisions chronologiques, par exemple en ce qui touche la composition des faux privilèges de Vienne. Enfin, revenant sur sa première opinion, Mgr Duchesne ne considère plus comme dénuées de toute valeur les souscriptions du faux concile de Cologne (12 mai 346) : il croit maintenant que le faussaire a copié les signatures apposées à la lettre synodale de Sardique et utilisé, par suite, le document au même titre que la liste insérée par saint Athanase dans son Apologie contre les Ariens.

L. H.

— La *Notice sur les manuscrits du « Liber floridus » de Lambert, chanoine de Saint-Omer* (Paris, Klincksieck, 1906, 215 p. in-4°; extr. des *Notices et extraits des manuscrits*), que publie M. Léopold DELISLE, est une importante contribution à l'historiographie du xii<sup>e</sup> siècle. Il y analyse en détail, d'après le manuscrit original, conservé à Gand, et les copies qui permettent de combler les lacunes du manuscrit de Gand,



la confuse mais curieuse compilation formée vers 1120 par le chanoine de Saint-Omer. On trouve dans ce fatras plus d'un fragment intéressant, notamment des généalogies des rois de France et des dynasties féodales de Flandre, de Normandie, etc., ainsi que quelques brèves annales déjà publiées par Bethmann. L'auteur, qui, à plusieurs reprises, a pris soin de nous donner les noms de ses ancêtres, n'est d'ailleurs pas autrement connu.

L. H.

— M. Jules VALÉRY (*le Pape Alexandre III et la liberté des mers*, extr. de la *Rev. générale de droit international public*, 1907, 12 p.) signale une bulle où Alexandre III reproche aux Génois de s'arroger la propriété de la Méditerranée aux dépens des marchands de Montpellier. Dans la traduction qu'il donne de cette bulle, M. Valéry a omis le mot essentiel : le mot *propriété*.

L. H.

— Dans une notice sur *Dom Jacques Louis Le Noir et son inventaire des titres normands de la Chambre des comptes de Paris* (Paris, H. Champion, 1907, in-8°, 21 p.), M. Étienne DEVILLE publie quelques extraits de la correspondance du bénédictin Le Noir, chargé par Moreau pour la collection des chartes de la copie des titres normands. On y voit la difficulté qu'éprouvaient les collaborateurs de l'entreprise à obtenir le paiement de leurs honoraires. — Le même M. Deville analyse sommairement l'informe Histoire du « royaume de Neustrie » compilée au xvi<sup>e</sup> siècle par *Jean Le Blond, sieur de Branville* (Paris, H. Champion, 1907, in-8°, 13 p.).

L. H.

— Dans une étude sur *le Servage en Bourgogne* (Paris, A. Rousseau, 1906, in-8°, 259 p.), présentée comme thèse de doctorat devant la Faculté de droit de Paris, M. Gabriel JEANTON s'est proposé de dégager les traits essentiels et caractéristiques du servage dans l'ancien duché de Bourgogne du ix<sup>e</sup> au xvi<sup>e</sup> siècle et d'en suivre, pendant cette période, les transformations et le recul progressif. Les chartes nombreuses déjà publiées, surtout celles du *Recueil des chartes de l'abbaye de Cluny*, puis les coutumiers et les *Cahiers de réformation de la coutume de Bourgogne* ont servi de base à ce travail, clair et bien conduit. Sans doute le sujet eût-il pu être un peu plus approfondi sur certains points et le livre eût-il pu être allégé de quelques développements d'un caractère trop général pour pouvoir être utiles ; peut-être aussi l'auteur eût-il eu intérêt à faire quelques comparaisons avec les usages des régions voisines et à recourir davantage aux ouvrages d'ensemble, tels que ceux de M. Sée, qu'on s'étonne de ne voir cités nulle part. On pourra enfin relever de-ci de-là de petites erreurs, comme lorsqu'il est parlé de l'« hommage » prêté par les serfs à leurs maîtres. Mais ce n'en est pas moins là une très utile monographie, qui dépasse de beaucoup le niveau habituel des thèses de doctorat en droit et que les historiens ne devront pas négliger.

L. H.

— *Le Beffroi de Rouen avant la sédition de la Harelle* est une « étude

historique et critique » (Rouen, Lestringant, 1906, in-8°, 23 p., une gravure) où M. Henri LORQUET démontre que Rouen n'avait pas de beffroi avant la Harelle (il ne fut commencé qu'en 1389), mais que la cloche communale était dans la tour de Saint-Romain.

— M. Pierre CHAMPION a publié sur les poésies de Charles d'Orléans et sur le manuscrit original qui nous les a conservées un intéressant opusculé sur lequel nous reviendrons.

— M. MESCHINET DE RICHEMOND, ancien archiviste de la Charente-Inférieure, fait copier en ce moment, à la bibliothèque Marsh, de Dublin, le *Diaire* ou journal inédit de l'avocat rochelais huguenot, Joseph Guillaudeau, de *ce qui se passa à La Rochelle de 1584 à 1643*. Le docteur Élie Boubereau en s'expatriant, à la révocation de l'Édit de Nantes, après son internement à Poitiers, emporta avec lui le manuscrit de son grand-oncle. Les archives du Consistoire de La Rochelle lui ont été restituées en 1863, conformément aux dernières volontés de Boubereau. La bibliothèque de La Rochelle a des copies des manuscrits de Pierre Mervault et le *diaire* autographe de Pierre Guillaudeau, sieur de Beaupreau, aussi avocat, mais elle ne possède pas le *diaire* de son frère Joseph, pour cette précieuse période, avant, pendant et après le dernier siège. Ce journal comblera donc une regrettable lacune dans nos annales locales et nationales.

— Le cardinal MATHIEU réédite (H. Champion, 1907, in-8°, xxiv-539 p.) son livre sur *l'Ancien régime en Lorraine et Barrois*. Cette quatrième édition ne diffère des précédentes que sur deux points : 1° feu Charles Benoit, qualifié p. vii de « bienfaiteur et ami excellent », devient p. ix « esprit très fin, mais caractère sans courage », parce que, sur les exemplaires de thèse, il avait fait supprimer « quelques considérations sur le rôle du christianisme dans la société moderne », rétablies dans la conclusion du présent volume. Il nous est impossible de donner tort à l'ancien recteur de Nancy : une thèse n'est pas une profession de foi, et nous ne voyons pas le rapport qui existe entre l'histoire de la Lorraine sous l'ancien régime et l'affirmation, peut-être imprudente, que le christianisme est la seule doctrine qui puisse dire au « flot montant et menaçant de la démocratie : Tu viendras jusque-là et tu briseras ta colère sur le seuil du riche » ! — 2° L'auteur ajoute à son livre le récit d'un « épisode de la Révolution en Lorraine », le procès et la mort de Charlotte de Rutant. L'histoire est touchante ; mais quel effet pouvait faire, à deux pas de la frontière, le 24 avril 1793, une phrase comme celle-ci : « Partout où il y a une affaire, les patriotes sont frottés », une lettre où, en parlant des soldats de Wurmser, on disait : « Dieu veuille veiller sur tous ces héros » ? Après tout, les membres des comités de surveillance de Metz et de Nancy étaient des hommes. Et si nos armées ne doivent pas être rendues « solidaires des assassins », Charlotte de Rutant était bien solidaire, elle, des ennemis qui luttaien-

contre nos armées. — Elle niait, il est vrai, avoir écrit la lettre qu'elle paya de sa vie. Mgr Mathieu est d'avis que ces dénégations étaient mensongères, mais il ajoute (p. 509) : « Évidemment, elle était dans son droit en les faisant... » H. HR.

— L'intérêt qui s'attache aux questions marocaines nous vaut une très intéressante étude critique d'une partie du texte de Léon l'Africain par M. Louis MASSIGNON (*Le Maroc dans les premières années du XVI<sup>e</sup> siècle. Tableau géographique d'après Léon l'Africain*. Alger, Jourdan, 1906, fasc. I des *Mém. de la Soc. hist. alg.*, in-4°, xvi-305 p., 30 cartes). C'est une reconstitution du vieux Maghreb, si peu différent du Maghreb actuel, avec ses ressources naturelles, ses populations, ses villes, ses routes. H. HR.

— L'étude monographique d'une petite commune languedocienne a fourni à M. Jean VIDAL (Paris, Ch. Amat, 1907, in-8°, 318 p.) nombre de faits précieux sur l'histoire sociale, démographique, agronomique de l'ancien régime (se méfier des étymologies décevantes) et aussi du nouveau : forme de la propriété, impôts, droit privé, mœurs, religion (nous sommes en un pays où la Réforme a conservé ses positions jusqu'en 1685), etc. Ajoutons que, malgré l'étroitesse de son cadre (ou peut-être à cause de cela), ce livre est peut-être le meilleur exposé qui ait été fait des causes réelles de la crise viticole en Languedoc. — H. HR.

— En quelques pages rutilantes, truculentes et voluptueuses, M. Émile MAGNE fait revivre Hortense des Jardins, épistolière, romancière, dramaturge et par-dessus tout femme galante, à qui échut cette fortune singulière que son nom est mêlé à l'histoire des *Précieuses* et aussi à celle des *Fables* de La Fontaine (*Femmes galantes du XVII<sup>e</sup> siècle. Madame de Villedieu, Hortense des Jardins, 1632-1692*. Mercure de France, 1907, in-16, 434 p.). Ingénieuses reconstitutions de certains milieux, particulièrement de la Hollande au temps de la guerre de Dévolution. — Les amateurs de ce genre de littérature biographico-galante se plairont au livre où M. Alfred MARQUSET, à grands renforts de documents d'archives, retrace la vie de *la Duchesse de Fallary (1697-1782)*, le « confesseur ordinaire » qui « assista » S. A. R. le Régent à ses derniers moments (H. Champion, 1907, in-8°, 277 p., portrait. Index). De fières déclarations d'amoralisme transcendantal et des coups de fouet appliqués à « Marianne » n'ajoutent rien à l'intérêt de ce récit où il est moins encore question d'amour que de procès, et de voluptés que de gros sous. — C'est la même impression que laisse *Une petite nièce de Lauzun* de M. Ch. de COYNART (Hachette, 1907, in-16, 279 p. Index), extraordinaire équipée de la fille d'un pacha de Hongrie, arrachée au carnage par le chevalier de Lauzun, devenue par un mariage secret comtesse de Nogent. Les aventures de la « Turquesse », et surtout celles de sa fille, une détraquée hystérique dont on fit une marquise de Melun, forment la matière de ce roman de mœurs, de mauvaises mœurs, mais surtout de

mœurs judiciaires. Vraie comtesse de Pimbèche, elle plaide contre sa mère et son mari. On voit passer, à travers les alcoves et les bouges, d'amusantes silhouettes d'avoués, de procureurs et de recors. Un procès scandaleux sous Louis XV, tel serait le vrai titre du livre, celui qui exprimerait le mieux le genre d'intérêt offert par les patientes et fructueuses recherches de M. de Coynart.

H. HR.

— Il y a des détails intéressants dans *les Origines d'une loge maçonnique de Dijon* par M. l'abbé Jules THOMAS (Dijon, 1907, in-8°, 69 p.). Il y avait déjà deux loges à Dijon en 1765. Celle dont M. Thomas esquisse les débuts se fonde en 1771; elle se recrute surtout (sous le vocable de saint Luc et le titre des Arts réunis) d'abord parmi les plâtriers-sculpteurs; contrairement à l'évolution générale de la Maçonnerie, elle reste ouverte aux maîtres des métiers, surtout (singulière fidélité au nom même de la maçonnerie) des métiers du bâtiment. Elle se relie au Grand-Orient, représenté à Dijon, au moins depuis 1777, par une loge provinciale. — Il est fâcheux que ces détails soient noyés au milieu des déclamations ordinaires contre la Maçonnerie. M. Thomas admet sans critique l'extraordinaire histoire d'une conjuration maçonnique ourdie à Francfort, en 1784, contre le trône et la tête de Louis XVI! Au lieu de ces généralités, que ne nous donne-t-il des renseignements sur le rôle de la loge Saint-Luc dans la Révolution à Dijon? — Comment (p. 66) M. Thomas s'y prend-il pour opposer « la liberté naturelle que nous avons d'user de nos facultés de penser et d'agir » et « la prétendue liberté qui nous affranchit des commandements de l'Eglise et de l'obéissance qui lui est due »? Et si d'aventure l'exercice de notre « liberté naturelle » nous amène à douter « des commandements de l'Eglise »? Entre la thèse de la liberté et celle de l'autorité, il faut choisir.

H. HR.

— Une brochure de M. F. CLÉREMBRAY fixe à l'an 1794 l'*Origine de l'imprimerie à Neufchâtel-en-Bray* (Sotteville-lès-Rouen, impr. Lecourt, 1907, in-8°, 31 p.).

— M. l'abbé RICAUD a publié d'abord dans le *Bulletin de la Société Ramond*, puis en un tirage à part, le *Journal de la réclusion des prêtres insermentés du diocèse de Tarbes*, rédigé par le P. Laspales (Bagnères-de-Bigorre, Bérôt; Paris, Champion, 1905, 152 p. in-8°, plan), moine dominicain, né en 1730, administrateur de l'hôpital de Bagnères, mort en 1808. Le document n'est pas absolument inédit; il y a une trentaine d'années, M. le chanoine Marque en avait publié des morceaux, mais l'auteur n'était pas connu, et M. Ricaud est le premier à le revendiquer catégoriquement pour le P. Laspales, encore que ses arguments ne soient peut-être pas absolument décisifs. C'est en tout cas un réquisitoire des plus vifs contre le représentant Monestier, l'évêque constitutionnel Torné et tous les tenants de la Révolution dans le pays. Il est incontestable que le clergé réfractaire eut à souffrir beaucoup à certains

moments, mais la haine dévote du rédacteur du *Journal* exagère, et la maison de chanoine où furent enfermés les détenus était une prison moins dure assurément que, par exemple, les casemates de Besançon. Aussi l'éditeur lui-même est-il amené à avouer que c'est un document « particulièrement dangereux à manier » (p. 16). R.

— Dans sa brochure *les Suspects des Hautes-Pyrénées* (Tarbes, impr. Lavrica; Paris, Champion, 1906, 46 p. in-8°), M. l'abbé RICAUD nous donne la liste de 187 suspects emprisonnés à Tarbes par ordre du représentant Dartigoyte, le 2 octobre 1793; cette liste est annotée d'après les dossiers des archives départementales. On peut constater ainsi que, si bien des êtres fort inoffensifs ont été victimes des préventions de l'autorité ou des dénonciations d'adversaires acharnés, un certain nombre au moins pouvaient être à bon droit considérés comme suspects, en un temps de crise révolutionnaire, et si près des frontières, soit qu'ils eussent exprimé des sentiments « anticiviques », soit que leurs proches eussent effectivement émigré. R.

— Dom Louis DAVID, bénédictin de l'abbaye de Ligugé, a cru nécessaire de raconter, une fois de plus, après M. Victor Pierre et tant d'autres, l'histoire des *Seize Carmélites de Compiègne, leur martyre et leur béatification* (Paris, Oudin, 1906, xvi-162 p. in-18), en un style dont le préfacier, bienveillant au possible, regrette lui-même la préciosité voulue. On n'y trouvera point de documents nouveaux, mais toutes les aménités que, de son exil volontaire, un moine peut décocher à la Révolution triomphante. Il aurait mieux fait de laisser mourir simplement ces pauvres victimes de la Terreur, « surnaturalisées » par la grâce divine (p. 97) que de leur faire faire en prison « la répétition du martyre » ou de les montrer pleurant sur Compiègne « comme le Christ pleura sur Jérusalem » (p. 102). Tantôt elles sont pour lui un « précieux écrin de diamants que l'artiste divin cisèle avec un art infini », tantôt il nous annonce que la France sortira plus forte et plus belle de la présente épreuve et que ce sont « les seize Carmélites de Compiègne qui, du haut du ciel où nous les saluons, lui redonneront son éclat disparu » (p. 152). Le chapitre final conservera son intérêt, pour plus tard, comme témoignage curieux de l'état mental de certains milieux au début du xx<sup>e</sup> siècle. R.

— Nous recevons de M. l'abbé F. UZUREAU, directeur de l'*Anjou historique*, une série de plaquettes nouvelles relatives à l'histoire de cette province, soit au xviii<sup>e</sup> siècle, soit pendant la Révolution. La plus intéressante au point de vue de l'histoire générale est intitulée : *Charrette et la guerre de Vendée, 1793*; elle est empruntée à la *Revue du Bas-Poitou* (Vannes, 1906, 18 p. in-8°). C'est le fragment d'une relation inédite envoyée en 1807 à M. de Barante, alors sous-préfet de Bressuire, par un lieutenant de Charrette. Il embrasse les événements du 27 mars au 29 juin 1793. — *Les Religieuses de l'abbaye du Ronceray à Angers* (avant,

pendant et après la Révolution) sont un tirage à part des *Mémoires de la Société d'agriculture et arts d'Angers* (Angers, 1906, 25 p. in-8°). Au même recueil est emprunté le mémoire sur les *Exercices publics à la distribution des prix du collège de Beaupréau sous le Consulat et l'Empire* (Angers, 1906, 43 p. in-8°) et une étude sur les *Communautés religieuses de femmes dans le diocèse d'Angers en 1790* (23 p. in-8°). R.

— M. le lieutenant-colonel LE JOINDRE a consacré une notice étendue et bien documentée au *Général de Bollemont (1749-1815)*, ancien officier de l'armée royale qui joua dans les guerres de la Révolution un rôle important, surtout à l'armée de Sambre-et-Meuse, où il fut commandant en chef de l'artillerie (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1906, viii-143 p. in-8°, portr.). Il est mort, dans le petit village de la Meuse dont il était devenu maire depuis sa retraite, durant l'invasion de 1815. L'étude de M. Le Joindre, publiée d'abord dans la *Revue d'artillerie*, s'occupe naturellement avant tout des travaux professionnels de Bollemont et nous fait connaître les transformations du service de l'artillerie et les difficultés qu'elles rencontrèrent durant la grande crise nationale des guerres de la République. R.

— CH. GAILLY DE TAURINÈS, *Aventuriers et femmes de qualité* (Paris, Hachette, 1907, in-16). — Maurice de Saxe, « qui venait de sauver la France menacée sur ses frontières et de répandre sur nos armes tant de lustre et tant de gloire », tandis que sa petite-fille, George Sand, devait honorer les lettres françaises, est-il « un aventurier », et peut-il être rapproché du « corsaire » Bussy-Rabutin et du louche financier François Poisson, qui entrevit la potence? N'y a-t-il pas aussi un rapprochement forcé entre l'austère M<sup>me</sup> de Miramion, qui a fondé une maison religieuse, les grandes dames réunies à Bagatelle, M<sup>me</sup> Poisson et les demoiselles Verrières? D'ailleurs, M. Ch. Gailly de Taurinès est parfaitement documenté, et il se lit facilement. Mais quelles instructions retirer de ce volume? M. DE RICHEMOND.

— Commandant VIVIEN, *Souvenirs de ma vie militaire (1792-1822)*, avant-propos par le commandant E. MARTIN (Hachette, 1907). — Quatre parties divisent les extraits que le commandant Martin a faits des volumineux mémoires du commandant Vivien : 1° de 1792 à 1800; 2° de 1803 à 1807; 3° de 1808 à 1814; 4° de 1814 à 1846. Bien des portraits peuvent être détachés, bien des pages méritent d'être signalées : Le chevalier Dargonbet. Le camp de Boulogne. Anniversaire d'Austerlitz. Ma compagnie de grenadiers. Le champ de bataille du 55<sup>e</sup> régiment à Halsberg, le 10 juin 1807, etc. Vivien, dans sa conclusion, nous dit : « Le pardon des offenses, cette vertu surhumaine que nous demandons journellement à Dieu dans l'oraison dominicale comme le complément des grâces, ne m'a pas été donné en partage... Les études me manquaient, j'étais dans les ténèbres. Cependant j'ai toujours cru que l'organisation intellectuelle ne faisait pas entièrement défaut chez moi, que j'étais bon



à quelque chose... Je regrette peu le passé et je me soumetts au présent. » Jean-Stanislas Vivien mourut à Gap, à soixante-treize ans, le 17 décembre 1850, administrateur de l'hospice civil et militaire, léguant son manuscrit, ses croix et son épée à son neveu M. Astréond, et son beau tableau rapporté d'Espagne à l'hospice de Gap, qui le possède encore.

M. DE RICHEMOND.

— Dans une note intitulée *Histoire et météorologie* (Impr. nat., 1907, in-8°, 23 p.; extr. du *Bulletin histor. et philolog.*, 1906), M. E. Clouzot signale l'insuffisance des publications consacrées aux phénomènes météorologiques des temps passés. Il importe de procéder à des dépouillements méthodiques et de mettre à la disposition des météorologistes des séries de textes soigneusement publiées. Ce vœu a été écouté, et nous croyons savoir qu'un crédit spécial va permettre de commencer les dépouillements réclamés par M. E. Clouzot et qu'il sera lui-même chargé de les coordonner.

L. H.

— La librairie H. Laurens a fait paraître quatre volumes d'une nouvelle collection qu'elle compte consacrer aux *Grandes institutions de France*. Celui de M. Jules GUIFFREY sur les *Gobelins et Beauvais* (1907, in-8°, 156 p.) et celui de M. Fernand MAZEROLLE sur la *Monnaie* (1907, in-8°, 180 p.) renferment notamment un excellent historique de ces établissements et de leurs bâtiments avec une bibliographie sommaire du sujet. Les volumes consacrés à la *Bibliothèque nationale* (1907, 2 vol. in-8°, 135 et 131 p.) par MM. H. MARCEL, H. BOUCHOT, E. BABELON, P. MARCHAL et C. COUDERC se lisent aussi avec intérêt, bien que la collaboration de cinq auteurs ait entraîné quelques redites. Agréablement illustrés, rédigés par les hommes les plus qualifiés, ces volumes pourront être utilement consultés par les historiens.

L. H.

— Signalons la publication du 2<sup>e</sup> volume des *Leçons de géographie* pour les écoles normales primaires de MM. J. FÈVRE et H. HAUSER (Paris, F. Alcan, in-12, xvi-735 p.). Il est consacré à l'*Europe* (moins la France). C'est, comme le 1<sup>er</sup> volume, un livre d'exposition claire et pratique.

PUBLICATIONS NOUVELLES. — BIBLIOGRAPHIE. — *R. de Lasteyrie et A. Vidiér*. Bibliographie des travaux histor. et archéol. publ. par les Sociétés savantes de la France, t. V, 2<sup>e</sup> livr. Paris, Leroux, in-4°, p. 201-400.

DOCUMENTS. — *Baguenier-Desormeaux*. Kléber en Vendée (1793-94). Paris, A. Picard, in-8°, xxxvii-566 p. — *L. Delaruelle*. Répertoire analytique et chronologique de la correspondance de Guillaume Budé. Paris, Cornély, in-8°, xx-251 p. — *A. Dreux*. Dernières années de l'ambassade en Allemagne de M. de Gontaut-Biron (1874-1877). Paris, Plon, in-8°, xi-396 p. — *Ch. Étienne*. Cahiers de doléances des bailliages des généralités de Metz et de Nancy pour les États généraux de 1789; t. I: Bailliage de Vic. Paris, Leroux, in-8°, xxxvi-775 p. — *Ladreit de Lacharrière*. Paris en 1814; journal inédit de M<sup>me</sup> de Marigny. Paris, Émile-Paul, in-8°, ix-404 p. — Recueil des historiens des croisades. Documents arméniens, t. II. Paris, Klincksieck, in-fol., cclxiv-1042 p.

HISTOIRE GÉNÉRALE. *M. Bondoïs*. La translation des saints Marcellin et Pierre. Étude sur Einhard et sa vie politique de 827 à 834. Paris, Champion, in-8°, xvi-116 p. — *Cabanès*. Les indiscrétions de l'histoire, t. IV. Paris, Libr. mondiale, in-16, 384 p. — *Caumont La Force*. L'architrésorier Lebrun, gouverneur de la Hollande (1810-1813). Paris, Plon, in-8°, v-386 p. — *L. Cordier*. Les compagnies à charte et la politique coloniale sous le ministère de Colbert. Paris, A. Rousseau, in-8°, vii-305 p. (thèse). — *E. Dejean*. Un préfet du Consulat : J.-C. Beugnot. Paris, Plon, in-8°, xv-457 p. — *L. Delaruelle*. Guillaume Budé. Les origines, les débuts, les idées maîtresses. Paris, Champion, in-8°, xl-290 p. — *P. Heinrich*. La Louisiane sous la Compagnie des Indes (1717-31). Paris, Guilmoto, in-8°, lxxx-298 p. — *G. Lendtre*. Les massacres de septembre. Paris, Perrin, in-16, 347 p. — *A. Lévy*. La culpabilité de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Paris, Sansot, in-18, 75 p. — *Manca-Amat de Vallombrosa*. Histoire de la prévôté de l'Hôtel-le-Roi. Paris, Larose, in-8°, 344 p. (thèse). — *Marcère*. L'Assemblée nationale de 1871, t. II. Paris, Plon, in-16, iv-295 p. — *A. Picard*. Le bilan d'un siècle (1801-1900), t. VI. Paris, Le Soudier, in-8°, 360 p. — *F. Senn*. L'institution des vidames en France. Paris, A. Rousseau, in-8°, xvi-256 p. — HISTOIRE RELIGIEUSE. — *V. Durand*. Le jansénisme au XVIII<sup>e</sup> s. et Joachim Colbert, évêque de Montpellier. Paris, Picard, in-8°, xv-373 p. — *Id.* Les évêques au XVIII<sup>e</sup> s. en Languedoc. Montpellier, Manuf. de Charité, in-8°, 87 p. — *A. Hamon*. Vie de la bienheureuse Marguerite Marie. Paris, Beauchesne, in-8°, xxxix-544 p. — *Ch. Renel*. Les religions de la Gaule avant le christianisme. Paris, Leroux, in-18, 424 p. (Annales du musée Guimet). — HISTOIRE MILITAIRE. — *Desbrière*. La campagne maritime de 1805; Trafalgar. Paris, Chapelot, in-8°, vii-392 p. — *Id.* et *Sautai*. La cavalerie pendant la Révolution; la crise. Paris, Berger-Levrault, in-8°, 442 p. — *V. Dupuis*. Les opérations militaires sur la Sambre en 1794; bataille de Fleurus. Paris, Chapelot, in-8°, xvi-595 p. — *G. Gossart*. Histoire de l'officier français. Paris, Lavauzelle, in-8°, 273 p.

HISTOIRE LOCALE. — *A. Bigot*. Monographie de Tour, près Bayeux, depuis les origines jusqu'à 1802. Bayeux, Auvray, in-8°, 199 p. — *E. Creuzet*. Histoire seigneuriale, civile et paroissiale de Saintry, arr. de Corbeil. Paris, A. Picard, in-8°, 211 p. — *E. Deberre*. Histoire de la vénérable Marguerite du Saint-Sacrement, carmélite de Beaune (1619-48). Paris, Poussielgue, in-16, xlvi-460 p. — *J. Dehaut*. Le grand séminaire de Cambrai (1807-1906). Cambrai, Masson, in-16, vii-382 p. — *G. Dumay*. Guy de Pontailler, sire de Talmay, maréchal de Bourgogne (1364-92). Dijon, Jacquot, in-8°, 227 p. — *Ecalte*. Le schisme constitutionnel à Troyes. Troyes, impr. Frémont, in-8°, 526 p. — *C. Grégoire*. L'ancien canton de Montmaraud de 1789 à l'an VIII. Moulins, Grégoire, in-8°, 209 p. — *Lavenir*. Documents et traditions sur la paroisse de La Tour-de-Salvagny. Lyon, Grange, in-8°, xiv-223 p. — *A. Leboilleux*. Les Huguenots des Isles; histoire de l'Eglise réformée de Condé-sur-Noireau (1555-1685). Condé-sur-Noireau, L'Enfant, in-8°, 191 p. — *Leusse de Syon*. Vie du marquis de Leusse, conseiller au Parlement de Grenoble (1737-94). Grenoble, impr. Allier, in-8°, 251 p. — *C. de Longeaux et Dumast*. La Chambre des comptes du duché de Bar (1420-1790). Bar-le-Duc, Constant-Laguerre, in-8°, xxv-546 p. — *G. Mignen*. Les maîtresses et maîtres d'école de Montaigu avant et depuis 1789. La Roche-sur-Yon, Ivonnet, in-8°, 81 p. — *F. Mouret*. Sulpice Sévère à Primuliac. Paris, A. Picard, in-8°, 234 p. — *L. Passy*. Le livre des métiers de Gisors au XVI<sup>e</sup> s. Pontoise, Soc. hist. du Vexin, in-4°, vii-268 p. — *P. Perrenet*. La Terreurt à

Dijon; le Conspiration des prisons. Dijon, Venot, in-8°, 109 p. — *Saint-Vincent-Brassac*. Brassac; son passé. Toulouse, impr. Saint-Cyprien, in-8°, 104 p.

**Allemagne.** — M. Ernest MÜLLER vient de publier dans la collection des *Scriptores rerum germanicarum in usum scholarum* une nouvelle édition de l'Histoire de Nithard (*Nithardi historiarum libri IIII; accedit Angelberti rythmus de pugna Fontanetica*. Hannover-Leipzig, Hahn, 1907, in-8°, xiv-61 p.). Une minutieuse revision du manuscrit et une lecture attentive de l'ouvrage lui ont permis d'introduire dans le texte un certain nombre de corrections heureuses et qui, d'ailleurs, s'imposaient pour la plupart. Une annotation historique suffisante, presque entièrement tirée de la dissertation de M. Meyer von Knonau, *Ueber Nithards vier Bücher Geschichten*, un index et un glossaire font de ce nouveau volume un utile instrument de travail. Le changement le plus important que M. Müller ait apporté au texte consiste à rejeter comme une interpolation le passage (III, 2) qui représente Charles le Chauve opérant, à la fin d'août 841, la translation d'un certain nombre de reliques en l'église Saint-Médard de Soissons. Peut-être est-ce trancher bien vite la question que de voir dans cette interpolation l'œuvre d'un faussaire; mais l'auteur nous promettant toute une dissertation sur ce sujet, il faut attendre ses arguments. Sur certains points, il eût peut-être pu se montrer moins timide dans les corrections qu'il fait subir au texte: ainsi, p. 23, l. 21, il faut sans doute rendre le « nā quā » du manuscrit par « quamquam » et non par « nam quamquam », comme il le fait après Pertz; à la page précédente, l. 38, il serait peut-être préférable de lire « conventum erat » au lieu de « convenerat »; enfin à la page 20, l. 7, il nous semble que la correction « abeant » pour « habeant » s'impose, de même que plus loin (p. 45, l. 21) « habiret » a été corrigé en « abiret ».

L. H.

— Aloys SCHULTE, *Kaiser Maximilian I als Kandidat für den päpstlichen Stuhl, 1511* (Leipzig, Duncker et Humblot, 1906, in-8°). — Le projet attribué à l'empereur Maximilien I<sup>er</sup> de se faire pape après la mort de Jules II a beaucoup occupé les historiens. Quelque aventureux que fût « le dernier des chevaliers », on a eu peine à lui supposer réellement une idée aussi saugrenue. Il existe cependant deux documents qui semblent en démontrer la vérité: une lettre de l'empereur à sa fille Marguerite, gouvernante des Pays-Bas, du 18 septembre 1511, et une instruction donnée à son chancelier Paul de Liechtenstein, du 16 du même mois. On a prétendu que la première de ces épîtres était une plaisanterie, et on a contesté l'authenticité de la seconde. Par une argumentation nourrie de faits et étayée sur des documents jusqu'alors inconnus, qu'il a découverts aux archives de Vienne et d'Innsbruck, le savant professeur de Bonn prouve que, malgré sa forme plaisante, la lettre à Marguerite a une signification très sérieuse, et que l'instruction à Liechtenstein est parfaitement authentique. Se trouvant dans une situation politique fort favorable, recherché alors comme

allié par toutes les puissances de l'Europe, Maximilien put concevoir un tel dessein; un groupe de cardinaux était même prêt à le faire tout de suite antipape contre Jules II. Louis XII de France et Ferdinand le Catholique d'Aragon connaissaient le projet et flattaient la chimère de Maximilien pour l'attirer dans leur alliance. Ainsi, la réalité de ce dessein est démontrée. D'ailleurs, cet empereur a conçu et en partie exécuté tant de choses extraordinaires et sans précédents qu'on peut aisément lui supposer l'idée étrange de son élévation au pontificat. Il serait difficile d'en douter dorénavant, après les preuves concluantes qu'en a données M. Schulte.

M. PHILIPPSON.

— M. G. SEELIGER résume d'une façon brillante l'histoire de la Méditerranée au XVI<sup>e</sup> siècle (*Mittelmeerpolitik im 16. Jahrh.*, extrait de *Hist. Viertelj.*, 1906). Il montre comment la ruine de Venise, la décadence de l'Espagne, la politique orientale ont préparé la thalassocratie française. Il termine par l'évocation désormais classique (et officielle) en Allemagne du péril islamo-berbère.

H. HR.

— Le *Volkskundliche Zeitschriftenschau für 1904* publié sous la direction de L. DIETRICH par la Société folkloriste de la Hesse (Leipzig, Teubner, 1907, in-8°, II-328 p.) vient de paraître. On y trouve le dépouillement de plus de 300 périodiques de tous les pays, quoiqu'en majeure partie allemands.

— Le t. XVI du *Meyers Grosses Konversations-Lexikon*, 6<sup>e</sup> éd. (Leipzig-Wien, Bibliogr. Institut, 1907) va de « Plaketten » à « Rinteln ». On y relève les articles « Polen » et « Preussen », accompagnés de cartes historiques. On peut signaler aussi les articles consacrés à la Poméranie, au Portugal, au « Reichstag », etc.

**Belgique.** — M. Georges MONCHAMP, vicaire général de l'évêché de Liège, membre de l'Académie royale de Belgique, est décédé à Liège le 12 juin 1907, à l'âge de cinquante-un ans. On lui doit une *Histoire du cartésianisme en Belgique* (Bruxelles, 1886, in-8°, 643 p.), couronnée par l'Académie, et un grand nombre de dissertations historiques consacrées à des points de détail. Les *Archives belges* du 25 juin 1907 donnent la bibliographie complète du défunt.

— M. E. GOSSART poursuit ses études sur *Espagnols et Flamands au XVI<sup>e</sup> siècle*. Son nouveau volume (*la Domination espagnole dans les Pays-Bas à la fin du règne de Philippe II*, Bruxelles, Lamertin, 1906, in-8°, VIII-303 p.) nous mène depuis l'échec du duc d'Albe jusqu'à l'établissement du gouvernement des archiducs. Pour nous, Français, ces deux volumes seront un excellent précis de la crise néerlandaise, où M. Gossart montre fort bien l'une des crises essentielles de l'histoire européenne, l'explication de la politique espagnole en Angleterre et en France. En appendice, de très importants documents sur l'intervention de Philippe II dans les affaires françaises.

H. HR.

— M. F. DESMONS, un spécialiste de l'histoire tournaïsiennne, dont la *Revue historique* a signalé plus d'une fois les travaux méritoires, vient de publier un gros volume consacré à l'une des physionomies les plus curieuses de l'église française au XVII<sup>e</sup> siècle : *Gilbert de Choiseul, évêque de Tournai, 1671-1689* (Tournai, H. et L. Casterman, 1907, in-8°, x-623 p.). Frère du duc César de Choiseul, ce prélat, successivement évêque de Comminges, en Languedoc, et de Tournai, après la conquête de cette ville par Louis XIV, eut une carrière des plus actives et des plus agitées. Il entreprit contre les réguliers et contre son chapitre des luttes ardentes au sujet des prérogatives épiscopales ; son œuvre pastorale fut considérable, et son œuvre doctrinale donna lieu à de vives controverses, car l'évêque de Tournai fut ouvertement gallican et pencha vers le jansénisme. L'étude de M. Desmons, puisée aux sources, est extrêmement fouillée ; elle abonde en révélations intéressantes et en aperçus nouveaux. L'auteur ne dissimule pas ses convictions nettement orthodoxes, mais il discute avec beaucoup de calme et garde toujours le ton qui convient à l'histoire. Son œuvre est une contribution importante à l'histoire du XVII<sup>e</sup> siècle. Nous y reviendrons. E. H.

— M. FRANS VAN KALKEN a présenté à la Faculté de philosophie et lettres de l'Université libre de Bruxelles une thèse intitulée : *la Fin du régime espagnol aux Pays-Bas ; étude d'histoire politique, économique et sociale* (Bruxelles, Lebegue, 1907, in-8°, 291 p.). L'auteur étudie en détail le gouvernement de Maximilien-Emanuel de Bavière et l'histoire des Pays-Bas pendant la guerre de la Succession d'Espagne. Il connaît bien les sources et expose clairement les péripéties passablement embrouillées de cette période peu connue des annales belges. On y trouvera beaucoup de détails très neufs sur l'administration financière du prince bavarois. C'est un début plein de promesses. E. H.

— M. PROSPER POULLET, professeur à l'Université de Louvain, vient de publier un livre important : *les Institutions françaises de 1795 à 1814 ; essai sur les origines des institutions belges contemporaines* (Bruxelles, Dewit, in-8°, 975 p.).

**États-Unis.** — Dans une dissertation sur *The second Athenian confederacy* (Cambridge historical essays, fasc. 13. Cambridge, impr. de l'Université, 1905, in-8°, 136 p.), M. F. H. MARSHALL, sans rien apporter de nouveau, utilise tous les travaux antérieurs, les discute avec conscience et sagacité et constitue une excellente histoire du second empire maritime d'Athènes. Ch. LÉCRIVAIN.

— La dissertation très soignée et très consciencieuse de M. Bernard Camille BONDURANT sur *Decimus Junius Brutus Albinus* (Chicago, impr. de l'Université, 1907, 113 p. in-8°) utilise tous les travaux parus sur cette époque. C'est une bonne histoire d'un des meurtriers de César, Brutus, jusqu'à son départ pour la Macédoine. Ch. L.

— La librairie Scribner, de New-York, entreprend d'éditer, ou de rééditer, les « Relations originales concernant l'histoire primitive de l'Amérique », sous la direction de M. J. Franklin Jameson. Ont déjà paru : 1° *The Northmen, Columbus and Cabot, 985-1503*, publiés par M. Julius E. Olson (la Saga d'Eric le Rouge, l'histoire de Vinland d'après un livre islandais, la *Descriptio insularum Aquilonis* d'Adam de Brème, des extraits d'Annales islandaises, des lettres pontificales concernant l'évêché de Gardar en Groenland) et par M. E. G. BOURNE (journal du premier voyage de Colomb, lettre de Chanca sur le second voyage, récit du troisième voyage d'après Las Casas, lettre de Colomb sur le quatrième voyage, etc.). 2° *The spanish explorer in the Southern United States, 1528-1543*. Ce volume contient : les Voyages de Cabeza de Vaca, publ. par Fred. W. Hodge; l'Expédition de Hernando de Soto, récit par le gentilhomme d'Elvas, publ. par Th. H. LEWIS; l'Expédition de Coronado par Pedro de Castañeda, publ. par Fred. W. Hodge. 3° *Early english and french voyages, chiefly out of Hakluyt, 1534-1607*, publ. par Henry S. BURRAGE. On y trouve la relation des trois voyages de Jacques Cartier; l'Expédition de John Hawkins en 1566; le Voyage de Sir Francis Drake autour du monde, 1579; le Premier voyage fait vers la côte de l'Amérique, par le capitaine Arthur Barlowe, 1584; les Voyages en Virginie par Ralph Lane et John White, 1585-1590; le récit d'un voyage à Sagadahoc, en Nouvelle-Angleterre, 1607, par James Davies, etc. Comme le titre du volume l'indique, la plupart de ces textes sont donnés d'après Hakluyt; on ne trouvera donc pas sous leur forme originale les mémoires de Jacques Cartier, mais seulement une traduction anglaise. M. Bourne a fait précéder chaque morceau d'une brève notice biographique et bibliographique. Chaque volume est en vente au prix de 3 dollars.

— *Correspondence of William Pitt, when secretary of state, with colonial governors and military and naval commissioners in America*. Publié par Gertrude Selwyn KIMBALL. 2 vol. (New-York, the Macmillan Co, 1906, LXIX-455 et XXIII-502 p., 2 cartes. Prix : 6 dollars). — William Pitt, le futur Lord Chatham, fut secrétaire d'État (Affaires étrangères, Guerre et Marine) du mois de décembre 1756 jusqu'en octobre 1761. C'est, comme on sait, à son intelligence, à son ardeur patriotique, que les Anglais durent les succès remportés dans ces années sur les Français et sur les Espagnols. La correspondance qu'il entretenait, soit avec les gouverneurs militaires qui représentaient le roi dans les colonies américaines, soit avec les généraux ou amiraux chargés de conduire les opérations militaires, ne peut manquer de présenter le plus vif intérêt. La ligue coloniale des dames américaines (National Society of the colonial dames of America) a décidé de faire copier au P. Record Office de Londres cette correspondance et a chargé M<sup>lle</sup> Kimball d'en surveiller la publication. Le recueil comprend 493 lettres, dont 68 seulement avaient été déjà publiées; dans le nombre, 127 sont des dépêches



de Pitt lui-même, copiées sur les minutes des archives anglaises. Les notes sont précises et topiques. L'ensemble forme une utile contribution à l'histoire des campagnes victorieuses de l'Angleterre au Canada et aux Indes occidentales pendant la période décisive de la guerre de Sept ans.

— La Bibliothèque du Congrès (Library of Congress) possède une bonne partie des archives anciennes de la marine qui, d'ailleurs, ne sont pas bien considérables. L'inventaire vient d'en être publié; on y trouvera un grand nombre de « lettres de marque », les États-Unis ne possédant au XVIII<sup>e</sup> siècle pour ainsi dire pas encore de marine de guerre. Il est intitulé *Naval Records of the American Revolution, 1775-1788* (Washington, Government printing office, 1906, 549 p.). Dans cet inventaire ne figurent ni les papiers de Paul Jones, dont l'inventaire (*Calendar*) a été publié en 1903, ni ceux de B. Franklin, dont un inventaire numérique est en préparation, ni ceux de Robert Morris, réservés pour une publication spéciale. Quant aux papiers de Washington qui ont été, en vertu d'un décret de l'Exécutif (9 mars 1903), transférés du Département d'État à la Bibliothèque du Congrès, ils ont été inventoriés par M. John C. FITZPATRICK : *Calendar of the Correspondence of George Washington, commander in chief of the continental army, with the Continental Congress* (Washington, Government printing office, 1906, 741 p.). On donne en tête une liste des aides de camp et des secrétaires du général, avec un fac-similé de l'écriture de chacun d'eux.

— Dans les « Études d'histoire et d'Économie politique » publiées par la Faculté des sciences politiques de l'Université Columbia (New-York), nous signalerons les fascicules suivants qui nous sont parvenus : *The finances of Cleveland* (petite ville de l'Ohio), par Charles C. WILLIAMSON (*Studies in history, economics and public law*, XXV, 3); *Trade and currency in early Oregon*, étude d'histoire commerciale et monétaire de la région du nord-ouest, par J. H. GILBERT (*Studies*, XXVI, 1); *Luther's Table talk*, étude critique où M. Preserved SMITH a résumé tout ce qu'on a déjà publié sur les hôtes de Luther, sur les plus anciens auteurs des Propos de table, sur les recueils où ils se trouvent, les éditions et les traductions qu'on en a faites, etc. (*Studies*, XXVI, 2); *The tobacco industry in the United States*, par M. Meyer JACOBSTEIN (*Studies*, XXVI, 3), où l'on trouve un résumé historique de la culture et de la vente du tabac depuis le XVI<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1860 et de son importance au point de vue économique; *Social democracy and population*, par Alvan A. TENNEY (*Studies*, XXVI, 4); *The United States steel Corporation*, étude sur le développement et l'influence de la Compagnie Carnegie dans l'industrie du fer et de l'acier, par Abraham BERGLUND (*Studies*, XXVII, 2); *The taxation of Corporations in Massachusetts*, étude sur les taxes qui ont frappé les compagnies industrielles dans ce pays

depuis la guerre de l'Indépendance, par Harry G. FRIEDMAN (*Studies*, XXVII, 3); *De Witt Clinton and the origin of the spoils system in New York*, par Howard Lee MAC BAIN (*Studies*, XXVIII, 1). L'auteur étudie, à l'aide de documents en partie inédits, le développement du service civil dans le gouvernement national et à New-York en particulier, de 1789 jusqu'en 1801, année où De Witt Clinton devint le principal distributeur des fonctions administratives dans cette ville. Il montre qu'on a été fort injuste pour cet homme d'État, en lui attribuant l'invention du système, qu'avant lui les fédéralistes s'étaient emparés de toutes les places, après en avoir évincé leurs adversaires politiques, et qu'il n'a fait que leur appliquer, avec plus de rigueur peut-être, la peine du talion.

**Grande-Bretagne.** — W. T. ARNOLD. *The roman system of provincial administration to the accession of Constantine the Great*, 2<sup>e</sup> éd. (Oxford, Blackwell, 1906, in-8°, 288 p.). — Excellent travail de vulgarisation, puisé aux meilleures sources et d'une lecture agréable, mais sans grande originalité.  
Ch. LÉGRIVAIN.

— Dans les numéros de janvier et d'avril 1907 du *Quarterly statement* publié par la Société du *Palestine exploration fund*, nous relevons comme pouvant intéresser les historiens un article de M. NEVIN, donnant un journal du siège de Jérusalem d'après les données de Flavius Josèphe (p. 34-42); un autre de M. SIMPTON (p. 47-52) sur la date de la crucifixion. (L'auteur est d'avis que pour résoudre le problème il serait intéressant de fixer le jour et l'heure de l'équinoxe dans l'année 34 et les autres où pourrait avoir eu lieu la Passion). Enfin signalons l'étude approfondie de M. Stanley A. Cook sur l'histoire de la Palestine aux temps primitifs d'après les données de l'égyptologie et de l'assyriologie (p. 56-63; 152-157).  
M. L.

— La Société pour la publication des registres épiscopaux (*Canterbury and York Society*) a publié, dans l'année qui vient de s'écouler, la suite des registres de Hugues de Wells, évêque de Lincoln, et de Halton, évêque de Carlisle, ainsi que la fin de celui de Cantilupe, évêque de Hereford. Le registre de Mathieu Parker, archevêque de Cantorbéry, paraîtra très prochainement, et l'on va entreprendre ceux de Grossetête, évêque de Lincoln.

— Une société s'est fondée pour la publication de textes relatifs à l'histoire des manoirs (*Manorial society*); elle se propose de publier, pour commencer, une liste des rôles des justices seigneuriales (*Manor court rolls*) qui sont possédés par des particuliers.

— *The public Records and the Constitution*, par L. O. PIKE (Londres, Frowde, 1907, 39 p. Prix : 2 sh. 6 d.). — Conférence dans laquelle l'auteur a résumé le développement des institutions politiques et administratives depuis la conquête, avec l'indication des archives provenant de chacun des organes qui constituent le corps de la constitution

anglaise. Un graphique placé à la fin de la brochure en donne le squelette. C'est une bonne leçon d'anatomie constitutionnelle. M. Pike est, comme on sait, un avocat très versé dans la connaissance de l'ancien droit et de ses monuments.

— *The « Restorations » of the Bayeux tapestry*, par Charles Dawson (Londres, Elliot Stock, 1907, in-4°, 14 p.). — La tapisserie a été « restaurée » peu après sa découverte, au XVIII<sup>e</sup> siècle, par Benoit, puis au XIX<sup>e</sup> siècle, d'abord en 1817, sous l'inspiration de Stothard, qui d'ailleurs en avait dérobé des fragments, enfin en 1842. Ces restaurations ont été malheureuses; elles ont consisté à ajouter des lettres, des fragments d'armes et de vêtements, peut-être quelques figures obscènes. Il ne faudrait donc pas s'appuyer sur l'état actuel de la tapisserie pour en tirer des arguments, soit sur son origine, soit sur l'importance de son témoignage.

— Le grand rôle de l'Échiquier pour la 24<sup>e</sup> année du règne de Henri II (1177-1178) a été publié avec un avant-propos de deux pages par M. J. H. Round : *The great roll of the Pipe for the 24<sup>th</sup> year of king Henry II* (Pipe roll Society, t. XXVII, 1906).

— Sir Ernest Clarke a donné une bonne traduction en anglais de la Chronique de Jocelin de Brakelonde, que l'adaptation de Carlyle (dans *Past and present*) avait déjà fait connaître au grand public. Dans sa préface, il a résumé ce qu'il est nécessaire de savoir sur l'auteur de la chronique et sur son héros, Samson, abbé de Bury St Edmunds (*The Chronicle of Jocelin de Brakelond*, Londres, Murray, 1907, XLVIII-204 p. Prix : 1 sh.). Ce petit livre a dû être beaucoup lu au moment des récentes fêtes où 2,000 acteurs ont essayé de reconstituer l'histoire de l'Angle orientale pendant quinze siècles.

— Le tome XI des *Mélanges Camden* (*The Camden Miscellany*, 1907) contient les textes suivants : 1<sup>o</sup> quelques lettres inédites de Gilbert Burnet, l'historien, publiées par Miss H. C. Foxwell (lettres écrites au comte de Halifax, 1679-1680, peu de temps après le « Complot papiste » et la retraite volontaire du comte, en face des progrès de la réaction personnifiée par le duc d'York. Burnet écrit alors en parfaite communauté d'opinions politiques avec lui). — 2<sup>o</sup> Extraits des papiers de Thomas Woodcock, publiés par G. C. Moore Smith (ce Woodcock était un savant professeur de Cambridge qui, après la Restauration, fut évincé de l'Église à cause de ses opinions; il mourut en 1695. Il avait consigné dans ses papiers des anecdotes sur les gens de son temps). — 3<sup>o</sup> Les mémoires de Sir Georges Courthop, 1616-1685, publiés par Mrs. S. C. Lomas (longs récits de voyages en Europe et en Orient; quelques anecdotes sur Cromwell, sur Titus Oates, etc.). — 4<sup>o</sup> La chartre donnée à la ville de Salisbury le 17 septembre 1656, publiée par Hubert Hall (reproduction diplomatique d'une chartre transcrite sur les rôles de l'Échiquier; l'original scellé a disparu).

— *Histoire de l'enseignement primaire et secondaire en Écosse, plus spécialement de 1560 à 1872*, par Thomas Pettigrew Young (Paris et Londres, Hachette, 1907, xi-403 p.). — Travail consciencieux, instructif et, par endroits, très intéressant. L'auteur commence au moment même où les Réformateurs, maîtres du pouvoir, décrètent (dans le *Livre de discipline*, 1560) un système d'éducation nationale sous le contrôle de l'État ou, pour mieux dire, de l'Église. Les troubles qui agitérent le pays au xvi<sup>e</sup> et au xvii<sup>e</sup> siècle rendirent à peu près stériles tous les efforts tentés pour organiser, dans les campagnes et en particulier dans les Hautes-Terres, un enseignement régulier et fécond. La loi de 1696, la création des Académies, sorte de « Realschulen », vers le milieu du xviii<sup>e</sup> siècle, donnèrent d'excellents résultats. La loi de 1872, en constituant les Comités électifs de l'Enseignement public (*School boards*), établit enfin un enseignement méthodique et alimenté par des ressources régulières. On lira avec un intérêt particulier le chapitre où l'auteur étudie les écoles mutuelles fondées par A. Bell, les écoles enfantines créées par Robert Owen (1800) et Wilderspin (1820.) Ici, l'Écosse a devancé la France (création des salles d'asile en 1828) et l'Allemagne (Fröbel et les Kindergarten, 1836).

— *Notes on the diplomatic relations of England and Germany*, edited by C. H. FIRTH (Oxford, Blackwell, 1907). — Brochure de 55 pages, où M. J. F. CHANCE a dressé la liste des agents diplomatiques de l'Angleterre auprès des États de l'Allemagne du Nord (Brunswick, Courlande, villes de la Hanse, Hesse-Cassel, Holstein-Gottorp, Mecklembourg-Schwerin, Prusse, Saxe, Dantzig) et des agents accrédités par ces États en Angleterre de 1689 à 1727. Chaque nom est suivi de l'indication des dépôts d'archives où se trouvent les papiers de l'agent.

— Le tome X de la *Cambridge modern history* est consacré à la « Restauration », si l'on peut appeler ainsi la réorganisation de l'Europe après la chute de Napoléon et la série de révolutions qui changèrent la face du monde politique dans le vieux monde et même dans le nouveau. Il comprend les vingt-quatre chapitres suivants : i. Les congrès, 1815-1822, par W. Alison PHILLIPS; ii. Les doctrinaires (en France, jusqu'à la formation du ministère Villèle), par Lady BLENNERHASSETT; iii. Réaction et révolution en France, par Émile BOURGEOIS; iv. L'Italie (jusqu'à la Révolution de Juillet), par Carlo SEGRÈ; v. La papauté et l'Église catholique (de l'élection de Pie VII à celle de Pie IX), par Lady BLENNERHASSETT; vi. La Grèce et la péninsule des Balkans (jusqu'à l'élection du roi Otton de Bavière), par W. Alison PHILLIPS; vii. L'Espagne, de 1815 à 1845, par Rafael ALTAMIRA; viii et ix. Les soulèvements et l'établissement de l'indépendance des colonies espagnoles en Amérique, par F. A. KIRKPATRICK; x. Le Brésil et le Portugal (jusqu'en 1846), par George EDMUNDSON; xi. La confédération germanique, 1814-1840, par A. F. POLLARD; xii. La littérature allemande (de Lessing à Heine), par J. G. ROBERTSON; xiii et

xiv. La Russie et le soulèvement de la Pologne (jusqu'en 1832), par S. ASKENAZY; xv. La monarchie de Juillet, par Émile BOURGEOIS; xvi. Les Pays-Bas (jusqu'à la constitution du royaume de Belgique), par George EDMUNDSON; xvii. Méhémet Ali, par W. ALISON PHILLIPS; xviii. La Grande-Bretagne, 1815-1832, par H. V. TEMPERLEY; xix. L'émancipation des catholiques (en Angleterre), par H. W. C. DAVIS; xx. La Grande-Bretagne et l'Irlande, 1832-1841, par G. GOOCH; xxi. Le Canada, par E. A. BENIANS; xxii. La révolution dans la poésie et dans le roman en Angleterre, par W. J. COURTHOPE; xxiii. Les changements économiques (en Angleterre et aussi dans le reste du monde), par J. H. CLAPHAM; xxiv. Les économistes anglais, par J. S. NICHOLSON (Cambridge, at the University press, 1907, xxviii-936 p.). Les pages 785-896 sont remplies par la Bibliographie et les pages 899-936 par l'Index.

— *The case of Sir John Fastolf, and other historical studies*, par David Wallace DUTHIE (Londres, Smith, Elder et Co, 1907, 240 p. Prix : 5 sh.). — L'auteur a réuni sous ce titre plusieurs études publiées dans des revues diverses; elles sont agréables à lire. L'auteur leur a conservé le caractère de vulgarisation qu'elles avaient en articles : 1° Le cas de Sir John Fastolf. Ce personnage, dont le nom est connu dans les guerres des Anglais en France au x<sup>v</sup> siècle, est l'original du Falstaff de Shakespeare; le poète l'a connu par les chroniques et, sans doute aussi, par la correspondance des Paston, qu'il doit avoir parcourue à Caister même, lieu qui avait été la résidence de Fastolf avant d'appartenir aux Paston. L'hypothèse paraît être fort arbitraire. 2° Les mésaventures de John Payn. Amusant récit des tribulations d'un serviteur de Fastolf, qui se laissa entraîner dans le soulèvement de Jack Cade et qui faillit y perdre la vie. 3° La chronique de Salimbene; sorte de résumé de l'ouvrage récent de M. Coulton : *From S. Francis to Dante*. 4° Un dimanche au xvi<sup>e</sup> siècle, d'après les mémoires de Pepys. 5° Samuel Pepys et les prédicateurs de son temps. Notes sur les sermons que Pepys entendit; il était resté puritain de cœur et suivait ponctuellement les offices; mais, s'il aimait les sermons substantiels, il voulait qu'ils ne fussent pas ennuyeux. 6° Chateaubriand et ses voisins anglais. Résume ce que l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe* (trad. par Teixeira de Mattos) raconte sur l'Angleterre et la vie anglaise.

— Deux nouveaux volumes sont à signaler dans la charmante collection intitulée : *Tudor and Stuart library* (at the Clarendon Press, Oxford) : 1° *Peacham's Compleat gentleman, 1634*, avec une introduction, par G. S. GORDON (1906, xxiii-260 p.). Henry Peacham, fils d'un clergyman (1576-1644), précepteur dans plusieurs grandes familles, dont il accompagna les fils sur le continent, publia en 1622 un curieux manuel des connaissances utiles à un gentilhomme : géographie, mathématiques, musique et poésie, arts et armoiries, exercices du corps, voyages, guerre et pêche. Ce manuel, très populaire dans la classe de la société à laquelle il s'adressait (Peacham en donna une

nouvelle édition en 1634), nous intéresse en ceci qu'il montre l'état d'esprit d'un Cavalier avant la guerre civile. 2° *Sir Pulk Greville's Life of Sir Philip Sidney, etc., first published 1652*, avec une introduction et des notes, par M. Nowell SMITH (1907, xxvi-279 p.). A vrai dire, ceci n'est pas une biographie de Sidney, l'illustre auteur de l'*Arcadia*, mais une suite assez lâche de réflexions morales, d'une part sur les idées, les projets et les actions du jeune héros, de l'autre sur Elisabeth et son gouvernement. L'auteur avait été ami d'enfance de Sidney; il fut associé intimement à sa vie, tant à la cour qu'à l'armée. Il nous apprend ce que pensait de la lutte contre l'Espagne et la papauté un protestant zélé, d'ailleurs sans fanatisme, un serviteur dévoué de la grande reine. A cet égard, le témoignage de Sir Greville est précieux à recueillir, d'autant plus qu'il était désintéressé. Elisabeth le créa chevalier en 1597; mais c'est sous Jacques I<sup>er</sup> seulement qu'il devint un personnage : chancelier de l'Échiquier (1614), lord Brooke de Beauchamps Court (1620); il mourut, assassiné par un de ses serviteurs, en 1628. Écrite vers 1610-1612, la Vie de Sidney ne fut publiée que vingt-quatre ans après sa mort. Une nouvelle édition en fut donnée par Sir Egerton Brydges (1816), puis par le Dr Grosart dans les *Œuvres complètes* de Lord Brooke; mais cette dernière était remplie d'erreurs. M. Smith nous rend un bon texte, pour lequel il a pu, le premier, utiliser un manuscrit. Il aurait encore augmenté notre gratitude si, à ses notes, il avait ajouté un index.

**Italie.** — D'après M. BOTTINI-MASSA (*Il luogo della battaglia del Metauro*. Fano, Bazzani, 1906, in-8°, 13 p. et 2 pl.), l'emplacement de la bataille du Métaure, clairement indiqué par les textes, serait près de l'embouchure de cette rivière, aux environs d'un immense tumulus qui a déjà fourni quelques objets. L'auteur demande des fouilles; elles seraient, sans aucun doute, plus probantes que les étymologies étranges qu'il propose : *Gallera de Gallorum aera*, *Cerasa de acies rasa*, *Cerbara de acervi ara*.  
Ch. LÉCRIVAIN.

— Une commission s'est formée à Bologne pour préparer une histoire de l'Université bolonaise. Elle a entamé la publication d'un *Chartularium Universitatis Bononiensis* et décidé de faire paraître de temps à autre des *Studi e memorie per la storia dell' Università di Bologna*. Le premier fascicule de ces *Studi* (Bologna, 1907, in-8°, ix-97 p.) contient quatre pages de M. N. TAMASSIA sur des gloses juridiques contenues dans un manuscrit du XII<sup>e</sup> siècle; quelques notes de M. F. BRANDILEONE sur Gratien et Niccolò de Tudeschis d'après une compilation inédite du XVII<sup>e</sup> siècle; un mémoire de M. E. COSTA sur la première chaire d'humanités à Bologne au XVI<sup>e</sup> siècle et un autre de M. GAUDENZI sur l'époque où fut rédigé le décret de Gratien. — L. H.

— Il y a quelques mois seulement qu'a paru le premier volume des *Regesta pontificum romanorum*, publiés par M. P.-F. KEHR. Fidèle à sa promesse, l'auteur nous donne dès maintenant le second volume de



cette collection, qui promet d'être imposante (*Regesta pontificum romanorum; Italia pontificia*; vol. II : *Latium*. Berlin, Weidmann, 1907, gr. in-8°, xxx-230 p.). Il est consacré au Latium. On y trouvera les registres des actes pontificaux antérieurs à Innocent III pour les patri-moines de saint Pierre sis au Latium; pour les diocèses suburbicaires d'Ostie, Porto, Selva Candida, Albano, Frascati, Palestrina, Sabina; pour la Campagne romaine (diocèses de Tivoli, Velletri, Terracine, Segni, Anagni, Ferentino, Alatri, Veroli) et pour la Tuscie romaine (diocèses de Nepi, Sutri, Civita Castellana, Orte, Gallese, Toscanella, Bagnorea, Castro et Orvieto). La méthode est restée la même que dans le volume précédent et appelle les mêmes éloges et les mêmes réserves (cf. *Rev. hist.*, t. XCIII, p. 398). Trop souvent les indications bibliographiques sont noyées dans les notices préliminaires que M. Kehr consacre à chaque église et à chaque fonds d'archives; trop souvent aussi, les titres des ouvrages cités en abrégé ne sont reconnaissables que pour les initiés. Cette partie bibliographique est d'ailleurs, à ce qu'il nous semble, fort complète. Nous avons cependant été étonné de voir citer comme inédite (p. 133) la *Genealogia familiae Comitum Romanorum* de Contelori, publiée à Rome en 1650. L. H.

**Turquie.** — Le livre de M. Sésostris SIDAROÛS sur les patriarchats (*Des patriarchats. Les Patriarchats dans l'empire ottoman et spécialement en Égypte*. Paris, Rousseau, 1907, in-8°, xvi-535 p.) est très bien documenté et instructif en ce qui concerne le régime actuel des patriarchats orientaux, catholiques ou non catholiques, tant pour ce qui est de leur organisation intérieure que de leurs rapports avec l'autorité musulmane, et les privilèges d'ordre civil qui lui sont reconnus par celle-ci. Mais l'auteur a voulu remonter jusqu'aux origines, et il laisse échapper de ci de là certaines assertions qui sont inacceptables en histoire, par exemple : p. 3, que « la dignité patriarcale... passa des juifs aux chrétiens »; p. 4, que saint Pierre a fondé les trois grands patriarchats de Rome, Antioche et Alexandrie; p. 13, que le Christ a établi les évêques et le Souverain Pontife à leur tête; p. 154, que le fameux *Aliouque* (auquel on a joint à tort *procedit*) du *Credo* romain a été ajouté au symbole de Nicée par le concile de Constantinople en 381, etc. — A. L.

---

*L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.*

---

Nogent-le-Rotrou, imprimerie DAUPELEY-GOUVERNEUR.

735185  
XU